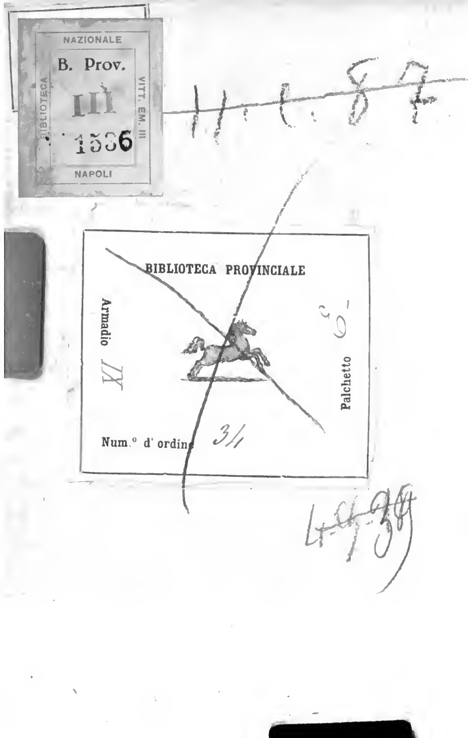



NAZIONALE
B. Prov.
III
1536
NAPOLI
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
BIBLIOTECA PROVINCIALE
Armadio IX
Palchetto 5°
Num.° d' ordine 31

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

T. II.

Se trouve aussi

Chez FANTIN, Libraire, rue de Seine, n° 12.

DE L'IMPRIMERIE DE L. T. CELLOT,
rue du Colombier, n° 30.

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE D'ESPAGNE

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'AU COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION ACTUELLE;

TRADUIT DE L'ESPAGNOL

D'ASCARGORTA,

PAR M. L. G***.

TOME II.



A PARIS,

CHEZ FANJAT AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

RUE CHRISTINE, N° 3.

Juin 1823.

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE XXXIX.

L'Aragon, dont la partie septentrionale longe les Pyrénées, avait recueilli dans ses montagnes les chrétiens chassés de leurs provinces, dont les Maures faisaient successivement la conquête. Là, ils s'étaient fortifiés et défendus contre les Sarrasins sous la conduite de chefs qu'ils choisissaient eux-mêmes et auxquels ils donnaient le titre de comtes ou princes. Ces comtes furent toujours sous la dépendance des rois de Navarre : avec le temps même une partie de ces états fût réunie à cette couronne; et en dernier lieu, dans la répartition que fit entre ses enfants le roi don Sanche, avant sa mort en 1035, ce comté, avec le titre de royaume, échut en partage à don Ramire, surnommé *le bâtard*.

Il n'y a peut-être pas en Espagne de pays qui ait soutenu des guerres plus fréquentes ni plus opiniâtres. La lutte était perpétuelle entre les Sarrasins qui aspiraient à étendre leur domination, et les Aragonais dont la valeur et les rochers leur opposaient d'invincibles barrières. Don Ramire, après avoir augmenté son nouveau royaume de quelques conquêtes jusqu'à Saragosse, voulut s'emparer de Graus en 1063; mais il mourut le 8 mai de cette même année, après la défaite de son armée. Son fils, don Sanche Ramire, lui succéda, et commença par agrandir son royaume en s'emparant de Bolea, Loharre, Tudela, Monzon, et d'autres places et forteresses jusqu'aux environs de Saragosse. Les Sarrasins, souvent battus, parvinrent cependant à lui enlever une partie de ces conquêtes. Don Ramire termina son entreprise par le siége de Huesca, ville très considérable. Après l'avoir réduite à la plus grande disette, il alla un jour avec quelques soldats reconnaître les murs de la place, et chercher l'endroit qui résisterait le moins aux efforts des machines; et comme il levait le bras pour indiquer le lieu qui lui semblait le plus favorable, une flèche tirée de dessus les murs l'atteignit au-dessous du bras et le blessa mortellement. Il ne permit pas qu'on la retirât avant d'avoir fait prononcer à ses fils, aux grands

et aux prélats qui l'accompagnaient, le serment de n'abandonner le siége de la ville que quand elle se serait rendue. Il mourut le 4 juin 1094.

Son fils aîné et son successeur, Pierre I[er], pour accomplir son serment, continua le blocus avec la plus grande vigueur, redoubla d'efforts, réunit de nouvelles troupes, et se disposait à l'assaut, quand il apprit qu'une armée formidable venait au secours de la place, conduite par quelques seigneurs et gouverneurs attachés à Abderramen, roi de Huesca. Loin de se laisser décourager, il résolut d'aller à leur rencontre; et, sans songer à la disproportion des forces, les attaqua, les défit, et laissa quarante mille morts sur le champ de bataille. La victoire fut complète par la reddition de la place. Les assiégés étaient dans l'effroi; Abderramen, privé d'espérance de nouveaux secours et de moyens de soutenir le siége, fut obligé de se rendre aussi. Don Pierre jouit peu de la couronne et de ses triomphes, il mourut le 28 septembre 1104, regretté généralement du peuple. Comme il ne laissa pas d'enfants, son frère don Alonse, surnommé *le combattant*, lui succéda.

Les premières entreprises du nouveau roi furent dirigées contre doña Urraca, qu'il prétendait s'être emparée du trône de Castille, au préjudice de ses droits. Nous avons déjà vu dans l'histoire de

Castille quel fut le succès de ses prétentions. Il commença par faire ses volontés; il épousa une femme qui ne l'aimait pas ; il tâcha de gouverner des sujets qui le détestaient, et de là naquirent des troubles qui l'engagèrent dans une guerre sanglante. Les Castillans parvinrent à rabaisser son orgueil, et le forcèrent enfin à renoncer à son épouse, à son royaume et à ses droits prétendus.

Alors il tourna ses armes contre les mahométans, qui faisaient de fréquentes incursions sur les frontières de l'Aragon; et, pour les mettre enfin hors d'état de les renouveler, il résolut d'attaquer Saragosse, qui était le lieu de résidence de leur souverain, et où se trouvaient réunies presque toutes les forces sarrasines. L'entreprise était assez hardie, mais Alonse, habitué à vaincre les plus grandes difficultés, se présenta avec intrépidité devant la ville. Les premières tentatives furent infructueuses à cause de la vigoureuse résistance que firent les assiégés, qui, bien convaincus de la persévérance qu'y mettrait don Alonse, implorèrent la protection des seigneurs voisins. Comme le sort de ces derniers dépendait de celui de Saragosse, ils lui envoyèrent immédiatement un secours considérable de troupes qui ne purent parvenir à leur destination; car ayant été surprises par Alonse, elles furent complétement défaites. La

nouvelle de cette déroute consterna tellement les Maures de Saragosse qu'ils rendirent aussitôt la ville.

Le roi d'Aragon devenu maître non seulement de Saragosse, mais d'un grand nombre de places importantes, il lui fut aisé de chasser entièrement les Sarrasins de cette contrée, en les forçant à la retraite jusqu'aux frontières de Valence : ainsi presque tout le royaume fut délivré de leur joug.

A peine eut-il atteint ce but, que, songeant à reculer les limites de l'Aragon, il s'empara de Mequinenza, et aurait pris aussi Fraga s'il n'eût été attaqué par une armée formidable qu'envoyaient contre lui les seigneurs de Lérida, Valence et Murcie. La fortune l'abandonna dans cette bataille. Les Aragonais furent taillés en pièces après avoir fait des prodiges de valeur, et le roi se sauva avec le petit nombre de troupes qu'il put rallier. Mais, attaqué de nouveau, il fut encore battu, et il expira sur le champ de bataille, âgé de soixante-dix ans; il en avait régné trente. Sur vingt-neuf batailles rangées qu'il livra aux Maures, il ne perdit que la dernière: de là lui est venu sans doute le surnom de *combattant.* Il mourut le 7 septembre 1134; et n'ayant point d'enfants il eut l'extravagance de déclarer les chevaliers Templiers héritiers de son royaume.

Malgré sa dernière volonté, les Aragonais placèrent sur le trône son frère don Ramire II, surnommé *le moine*, parce qu'il avait été abbé de Sahagun et évêque de Burgos et de Pampelune. Ayant obtenu une dispense du pape Innocent II, il épousa Ignès de Poitiers, sœur de don Guillen, comte d'Aquitaine, et il en eut une fille nommée Pétronille. Son esprit naturellement pacifique lui inspira bientôt du dégoût pour les intrigues de cour et les inquiétudes attachées à la couronne, et, soupirant après la tranquillité d'une vie privée, il décida le mariage de sa fille, qui n'avait encore que deux ans, avec don Ramon, comte de Barcelonne, les déclara ses héritiers, nomma le comte administrateur du royaume jusqu'à ce que le mariage pût se faire, et se retira à Huesca, se réservant seulement le titre de roi, et l'emploi de son autorité pendant la minorité de sa fille. Le souvenir de don Ramire a été consacré par les historiens d'une manière peu flatteuse : le jugement qu'ils ont porté sur lui semble démontrer son peu de talent dans l'art de la guerre, et son manque de capacité pour le gouvernement politique. La première assertion paraît cependant extraordinaire, puisque dans ce temps les évêques étaient les principaux chefs des armées; et la seconde est dénuée de preuves. Il céda sa couronne

en 1137, troisième année de son règne, à l'âge de cinquante-trois ans, et vécut encore dans la retraite jusqu'en 1147.

Depuis le règne de don Sanche Ramire, une grande partie du royaume de Navarre se trouvait réunie à celui d'Aragon; mais à la mort de don Alonse la Navarre se rendit indépendante, et choisit pour son roi don Garcia Ramire, petit-fils du comte don Garcia de Naxera. Don Ramire, qui n'était ni guerrier ni conquérant, supporta avec indifférence ce démembrement; mais à peine le comte son gendre eut-il le titre de roi, qu'il se coalisa avec don Alonse VII, roi de Castille, afin de reprendre la Navarre et de partager entre eux cette conquête. Don Garcia s'armant aussitôt pour la défense de son petit royaume, alla au-devant du roi d'Aragon avant qu'il eût joint son allié, et l'ayant mis en fuite le fit renoncer à son projet. Mais n'ayant pas encore entièrement abandonné ses prétentions, don Ramon les renouvela quelque temps après; cependant, effrayé par l'issue de la dernière bataille, et ne se croyant pas assez fort contre son vainqueur, il implora la protection de son neveu don Sanche III, alors roi de Castille. Comme par cette prière don Ramon se reconnaissait feudataire de son neveu, celui-ci, en consentant à le secourir, eut la générosité de laisser ses terres

libres, et de se contenter d'exiger que dorénavant les princes héréditaires d'Aragon assisteraient au couronnement des rois de Castille en tenant l'épée nue à la main. Renforcé par cette alliance, le roi d'Aragon mit les frontières à feu et à sang, s'empara de plusieurs forteresses, et obligea don Garcia à faire un arrangement amiable. Il mourut le 6 août 1162, laissant quatre enfants, dont trois fils et une fille. La reine propriétaire partagea ses états entre eux en réservant à l'aîné, nommé don Alonse, la couronne d'Aragon et le comté de Barcelonne.

Les premières années du règne d'Alonse II furent consacrées à l'agrandissement de son royaume du côté de Valence; il s'empara de Teruel et de beaucoup d'autres pays et places avantageuses situés sur les bords du Guadalaviar. Valence même serait tombée en son pouvoir, si son gouverneur ne l'eût sauvée en s'engageant à payer doubles tributs : l'inexpugnable ville de Xativa même était prête à se rendre, quand le roi de Navarre, rompant la trève conclue entre les deux royaumes, se présenta sur les frontières d'Aragon. Don Alonse fut obligé de suspendre ses glorieuses expéditions pour s'opposer aux progrès de son infidèle ennemi; mais ce dernier sut éviter une bataille, et répandant

ses troupes le long des frontières, se maintenir sur la défensive. Don Alonse ne gardant plus de mesures, entra dans la Navarre, dévasta le pays, et se réunissant l'année suivante au roi de Castille, ils s'avancèrent conjointement jusqu'à Pampelune, battirent le roi de Navarre, et reprirent beaucoup de places.

La répartition des conquêtes avait fait naitre des différends entre les deux alliés; mais la nécessité urgente de s'opposer d'un commun accord aux nouvelles dispositions des Maures leur en fit remettre la décision au roi d'Angleterre. Cependant, mécontents des conditions de l'arrangement, ils étaient prêts à employer la voie des armes, lorsqu'ils sentirent combien la paix était préférable à la scène sanglante dont ils allaient rendre leurs sujets témoins; ils s'entendirent sur leurs différends, qui se terminèrent d'une manière pacifique. Alonse mourut le 5 avril 1196, laissant la couronne à son fils aîné don Pierre, sous la tutelle de la reine Sanche sa mère, fille de don Alonse VII de Castille.

Les princes se piquaient alors d'une sorte de piété, qui peut-être aujourd'hui n'obtiendrait les suffrages de personne. Don Pierre II, dominé par l'esprit qui régnait alors, et croyant acquérir plus d'autorité et inspirer plus de respect s'il recevait sa couronne des mains du vicaire du

Christ, se rendit à Rome pour se faire couronner par Innocent III; et il fut si reconnaissant de cet honneur, qu'en déposant le diadème et le sceptre sur l'autel, il rendit son royaume feudataire du saint-siége. Cette soumission lui attira le surnom de *catholique*, qu'il a transmis à ses descendants. Mais les Aragonais ayant témoigné quelques inquiétudes sur le tort que pourrait leur occasionner cette démarche, le roi fut obligé de déclarer que les cens et redevances féodales auxquelles il s'était obligé, loin de s'étendre à ses successeurs, finiraient avec sa vie.

A la même époque, la guerre contre les Albigeois s'alluma en France, et le catholique don Pierre se vit obligé d'y prendre part en faveur d'un de ses parents, le comte de Toulouse, l'un des principaux chefs de cette secte, et de payer non seulement de sa bourse, mais encore de sa personne. Il mourut le 13 septembre 1213, dans une bataille que gagna l'armée croisée sur les bords de la Garonne. Quelques jours auparavant il avait demandé une séparation juridique contre sa femme Marie de Montpellier, sous prétexte qu'elle était mariée antérieurement avec le comte de Cominges, qui vivait encore, et avec qui elle cherchait à se réconcilier. Marie fut obligée d'aller elle-même à Rome pour y défendre sa cause, et prouver que son mariage avec le comte de

Cominges avait été nul dès son origine, par la raison qu'alors déjà le comte avait deux autres femmes, dont la première seulement devait être légitime puisqu'il y avait eu régularité dans l'acte. Le jugement du pape et de son consistoire ne put qu'être favorable à la reine; mais le roi étant mort avant qu'elle fût revenue en Espagne, ce jugement ne servit qu'à prouver la légitimité du prince héréditaire don Jacques.

CHAPITRE XL.

Don Jayme ou Jacques n'avait que cinq ans lorsqu'il prit la succession de son père; cela seul doit faire penser que les dissensions et les troubles concernant la régence ne tardèrent pas à renaître. En effet, son oncle don Ferdinand, moine profès, et abbé de Montaragon, voulut rentrer dans le monde et s'emparer du gouvernement. Le vieux don Sanche, comte de Roussillon, oncle du feu roi, visait au même but, et tous deux fondaient leurs droits sur la prétendue illégitimité de don Jacques, comme étant né d'un mariage qu'ils cherchaient à faire passer pour nul. La reine ne revenait point de Rome

avec la déclaration pontificale ; et pendant ce temps son fils restait au pouvoir de Simon de Montfort, chef de la croisade contre les Albigeois, entre les mains duquel le pape l'avait déposé dès les premières discordes de ses parents. Cependant la majeure et la plus saine partie du royaume se déclara en faveur du jeune prince, et supplia le pape d'interposer son autorité pour le placer sur le trône, et prévenir ainsi la guerre civile qui menaçait l'état. Malgré la répugnance de Simon à se soumettre à une demande qui dérangeait ses vues particulières, il fallut céder au décret d'un concile tenu à Montpellier, à l'injonction du pape et à la censure de l'église. Le jeune prince fut donc rendu aux Aragonais, et conduit à la forteresse de Monzon, où, pendant que ses oncles se disputaient l'autorité, il fut confié aux soins et à la garde de don Guillen de Monredo, grand-maître des Templiers, qui lui donna une excellente éducation.

Le comte de Roussillon parvint enfin à obtenir les rênes du gouvernement pendant la minorité de don Jacques; mais bientôt les Aragonais, mécontents de son administration, résolurent de lui ôter l'autorité, pour la remettre entre les mains de leur jeune monarque, qui n'avait encore que dix ans, et de le transporter à Saragosse afin de le reconnaître publiquement pour

leur souverain. Le comte voulut s'opposer à l'exécution de ce projet, en tâchant avec un nombre considérable de troupes d'arrêter ceux qui conduisaient le roi et de s'emparer de sa personne; mais au moment de l'enlever, la crainte sans doute l'arrêta et il trouva convenable de temporiser.

Cependant les partis s'agitaient en secret, et pour assurer au jeune roi un appui contre ses ennemis, on crut nécessaire de le marier à l'infante de Castille, Léonore, fille de don Alonse VIII. Cette union ne produisit aucun effet. Don Guillen de Moncada, don Pierre Ahones, le moine infant don Ferdinand, et don Nuno fils du comte de Roussillon, agissant de concert, trouvèrent le moyen de s'emparer de don Jacques, et le retinrent prisonnier dans son propre palais; mais ce jeune monarque, bientôt fatigué de sa détention, parvint, grâce aux soins et aux conseils de Monredo, à se réfugier dans le château de Horta qui appartenait aux Templiers. Ahones périt peu de temps après par les mains d'un gentilhomme; il fut généralement regretté malgré sa révolte: et comme si le roi eût été cause de sa mort, et que les Aragonais voulussent l'en punir, ils prirent tous le parti de l'oncle de ce jeune prince, à l'exception de Calatayud. Le roi dut alors se servir de toute sa prudence pour calmer la sédition, et il y parvint par la douceur bien plus tôt qu'il

n'aurait fait en n'employant que la force. Les familles les plus considérables, et qui avaient montré le plus d'inimitié, se déclarèrent bientôt en sa faveur, et son oncle même, don Ferdinand, abandonna ses prétentions et implora son pardon. Il les accueillit tous avec bonté; et une fois la paix rétablie dans son royaume il voulut se livrer à ses inclinations guerrières.

Il commença ses exploits par la conquête de Mayorque : cette île était tombée au pouvoir des Sarrasins lorsqu'ils firent la conquête de l'Espagne. Elle fut aussi florissante sous leur domination que les autres îles Baléares; et en 1229 elle pouvait sans difficulté mettre sous les armes un plus grand nombre de combattants que peut-être elle n'a d'habitants aujourd'hui. Le prince qui y régnait alors s'était attiré l'inimitié de don Jacques par une fanfaronnade imprudente. Ce dernier lui ayant envoyé demander la restitution de deux vaisseaux appartenant à des Catalans, pris en pleine mer par quelques marins de Mayorque, le monarque insulaire, affectant sur ce sujet une ignorance insultante, demanda dédaigneusement à l'envoyé : « Qui, dites-vous, » est votre maître? — Mon maître, répondit-il, » est le puissant Jacques, roi d'Aragon, qui saura » exterminer tous vos Maures. » Au retour de cet ambassadeur, Jacques, indigné de cette insolence,

se décida immédiatement à attaquer Mayorque, et l'on assure qu'il jura sur l'autel de n'abandonner son entreprise *qu'après être parvenu à saisir le Maure par la barbe.* Il aborda effectivement dans son île, le fit prisonnier, et ceux qui ont parlé du serment fabuleux de Jacques prétendent qu'il fut accompli. Ce que l'on peut assurer, c'est qu'il le traita avec beaucoup d'humanité et qu'il respecta sa vie; mais nous ne savons rien de positif sur le sort ultérieur de ce monarque. Trois ans après, don Jacques s'empara des autres îles Baléares, enlevant ainsi aux Maures ce repaire de pirateries, et aux Africains le moyen de passer en Murcie et à Valence.

Les richesses et la population de ce dernier royaume attiraient depuis long-temps l'attention de Jacques, et jamais cette conquête n'avait été si facile, puisqu'il était déjà maître des îles Baléares. Cependant ses forces n'étant point suffisantes, il fut obligé de former une espèce de croisade, invitant tous les guerriers amoureux de la gloire, tant en Espagne qu'en France, en Italie, en Angleterre, que dans le reste de l'Europe, à concourir à cette belle entreprise. Bientôt, ayant pu réunir un grand nombre de troupes, il se crut assez fort pour entrer dans les terres de Valence, où il se couvrit de lauriers. Maître des principales forteresses du royaume,

comme Burriana, Peniscola, Puig de Enesa, et un grand nombre d'autres moins importantes, il alla camper sous les murs de Valence, qu'il attaqua avec la plus grande vigueur, et malgré la résistance désespérée que firent les assiégés pendant six mois, ils furent contraints de se rendre en 1238. Le bonheur de ses armes consterna les Sarrasins à un tel point, que les villes, les villages, les hameaux, se rendaient à l'envi les uns des autres, de sorte qu'il eut la satisfaction de voir son royaume s'enrichir de ceux de Valence et de Murcie.

Don Sanche *le fort*, roi de Navarre, brouillé depuis long-temps avec son neveu Théobalde, comte de Champagne, résolut d'adopter pour son héritier don Jacques d'Aragon. Ce dernier, ne voulant pas être moins généreux que don Sanche, l'adopta pareillement, bien qu'il fût ridicule de voir un jeune homme de 23 ans adopter un vieillard qui en avait 78; il le nomma aussi son héritier. Mais don Sanche étant mort, ses sujets donnèrent la couronne à Théobalde. Quelques historiens disent qu'on supplia don Jacques de renoncer au droit que lui donnait l'adoption du vieux roi, et qu'il fut assez désintéressé pour y consentir; ce fait n'est pas prouvé, mais toujours est-il sûr qu'il laissa Théobalde vivre en paix.

Don Jacques eut de son mariage avec la princesse de Castille un fils nommé don Alonse; mais s'étant dégoûté de cette princesse, il fut aisé de prouver une parenté au troisième degré, ce qui fit annuler le mariage; cependant don Alonse fut reconnu légitime. Les degrés de parenté étaient dans ce temps-là d'une grande ressource, et les époux fatigués l'un de l'autre, comme ceux qui souhaitaient de rester toujours unis, savaient bien faire usage des dispenses que la cour de Rome accordait et retirait avec une égale facilité. Don Jacques épousa ensuite Violante, princesse de Hongrie, dont il eut bientôt un fils, don Pierre, qu'il déclara son héritier conjointement avec don Alonse. La répartition qu'il fit entre eux de son royaume déplut beaucoup à ses sujets, parce qu'il assigna à don Pierre le comté de Barcelone avec certain changement dans les limites, qui ne convenait ni aux Catalans ni aux Aragonais. Le plus lésé par cet arrangement était le prince Alonse, qui, en sa qualité d'aîné, se crut obligé de s'opposer à un démembrement qui affaiblissait le royaume. La plus grande partie des seigneurs aragonais et les plus distingués s'étant déclarés en sa faveur, on crut la rupture certaine entre le père et le fils. Non seulement ils se séparèrent, mais de plus le jeune prince fit alliance avec le roi de Castille,

qui croyait avoir des sujets de plaintes contre le roi d'Aragon. Cependant, malgré la constance de don Jacques dans son projet, les choses n'allèrent pas jusqu'au point de commencer les hostilités; cette mésintelligence se prolongea entre eux et la principale noblesse jusqu'à la mort de don Alonse qui termina tout. Cependant, loin de redouter les mêmes événements, don Jacques voulut encore faire le partage de ses états entre les trois fils qu'il avait de la reine Violante, donnant à l'aîné, don Pierre, l'Aragon, la Catalogne et Valence; au second, don Jacques, les îles Baléares, et au troisième, don Fernand, la Provence et les autres états qu'il possédait en France.

Le vieux monarque, dont les mœurs n'étaient pas irréprochables, fit à ces trois princes d'autres donations assez considérables qui auraient dû appartenir à ses enfants naturels. Violante étant morte, il épousa secrètement une veuve nommée Thérèse Gil de Vidaure; mais durant ce mariage il paraît qu'il entretenait un commerce si intime avec une autre dame, que bientôt la descendance royale fut augmentée d'un nouveau fils. Afin de légitimer ces amours, il voulut rompre son mariage avec Thérèse, sous prétexte qu'elle venait d'être attaquée de la maladie contagieuse de la lèpre; mais la cour de Rome n'ayant pas voulu condescendre à ses instances,

il fut obligé de renoncer à son projet de divorce; Thérèse, peu satisfaite de la conduite de son mari, se retira dans le monastère de Cîteaux.

Lorsque don Jacques touchait à la fin de sa carrière, et couvert de gloire aurait pu espérer de recueillir le fruit de ses travaux, il se vit dans la nécessité de prendre de nouveau les armes pour assurer ses conquêtes. Dans ce temps là, comme aujourd'hui, les peuples vaincus avaient la liberté de rentrer dans leur patrie, en prêtant serment à leur nouveau souverain, ou de se retirer où ils trouvaient convenable avec toutes leurs propriétés mobiliaires. Après la conquête de Valence, une infinité de Maures s'expatrièrent; mais les fréquentes conspirations de ceux qui restèrent n'étant pas moins à craindre, don Jacques les expulsa tous par un décret, et plus de cent mille personnes quittèrent le pays. Cependant il fallut qu'il en restât encore un petit nombre pour cultiver les champs jusqu'à ce que le pays eût de nouveaux habitants; et ce petit nombre se fiant sur la vieillesse du roi et les secours promis par les habitants de Grenade et de Barbarie, donna le premier signal de la révolte, se montrant résolu à secouer le joug. L'insurrection gagna tout le royaume de Valence avec la rapidité du feu; bientôt la chose devint très sérieuse; les révoltés eurent une ar-

mée formidable, et tâchèrent de s'emparer de places et de forteresses. Don Jacques marcha contre eux avec des troupes habituées à les vaincre. Mais il tomba sérieusement malade en arrivant à Alcira, et sentant que sa dernière heure s'approchait, il remit sa couronne entre les mains de son fils don Pierre, demanda publiquement pardon des mauvais exemples qu'il avait donnés, prit l'habit de Cîteaux, résolu à passer le reste de ses jours dans le monastère de Poblet, s'il ne mourait pas de cette maladie. Il recueillit toutes ses forces pour arriver jusqu'à Valence, où il rendit enfin le dernier soupir, le 27 juillet 1276. Ainsi finit le fameux don Jacques auquel ses glorieuses entreprises méritèrent le surnom de *Conquérant*.

CHAPITRE XLI.

Don Pierre III, son fils, voulut se montrer digne de la couronne, en marchant en personne contre les Maures révoltés de Valence; il les mit dans une si malheureuse position, que la plupart d'entre eux quittèrent leurs foyers et allèrent se réfugier en Grenade. Mais bientôt son atten-

tion fut tournée d'un autre côté ; il se vit obligé de prendre la défense des droits de Constance, son épouse, au trône de Naples et de Sicile. Constance était fille de Manfredo, bâtard de l'empereur Frédéric II et comte de Tarente, qui étant resté tuteur de Conradin, fils de son frère Conrado qu'il avait empoisonné et qui eut assez d'adresse pour faire croire à la mort de son pupille qui était son neveu, et pour s'emparer des états qui lui appartenaient en Italie, savoir : Naples et la Sicile que le pape regardait comme fiefs de l'église depuis la donation qu'en avait faite Pepin, roi de France, et qu'il tâchait d'arracher par les plus grands efforts à la famille de ce Frédéric qui l'avait tant fait souffrir. Il eut souvent recours au roi d'Angleterre pour obtenir de lui qu'il l'aidât à reprendre ces deux royaumes ; mais les forces du monarque de la Grande-Bretagne n'étant pas alors suffisantes pour une telle entreprise, il dut en laisser la gloire à d'autres. Les succès brillants de Jacques d'Aragon avaient rendu son nom si célèbre dans toute l'Europe, que Manfredo craignit que le pape ne jetât les yeux sur lui ; il était en effet si puissant que son triomphe semblait être assuré. Il crut donc important de former avec ce prince une alliance qui pût dissiper ses craintes ; il lui offrit Constance, sa fille, en mariage pour son fils aîné don

Pierre; et malgré toutes les intrigues de la cour de Rome pour empêcher cette union, elle ne put y réussir. Alors le pape Clément IV s'adressa à saint Louis, roi de France, lui fit les mêmes offres qu'aux Anglais, s'il voulait s'engager à chasser le tyran Manfredo de la Sicile. Mais, absorbé entièrement par ses expéditions à la Terre sainte, ce roi ne voulut pas se mêler de cette affaire. Enfin son frère Charles d'Anjou se chargea de l'entreprise, reçut l'investiture des mains d'un légat pontifical, et, couronné à Rome par ce même Clément, marcha de suite contre Manfredo. Ils se rencontrèrent près de Bénévent; Manfredo perdit la bataille et la vie, et Charles resta maître de ses états. Il était difficile que don Jacques vît avec indifférence des succès qui privaient sa belle-fille Constance d'une couronne dont elle aurait dû hériter, et qu'elle devait transmettre à ses descendants; néanmoins il mourut sans avoir fait aucune réclamation, et il nous est impossible de deviner les motifs de cette étrange inaction; peut-être même don Pierre son fils n'eût-il pas montré plus de zèle pour une cause qui cependant devait l'intéresser bien vivement, s'il eût pu résister aux instances réitérées des Siciliens. La tyrannie de Charles et l'inconduite des siens avaient rendu le nom français si odieux dans toute la Sicile,

que ses malheureux habitants n'attendaient que d'être secourus pour prendre les armes et proclamer la liberté. Ils sollicitaient don Pierre pour qu'il vînt les aider à secouer le joug, en prenant possession d'un royaume qui appartenait à sa femme, et qui devait retourner à ses enfants comme héritiers de la maison de Normandie. Ils lui offraient des armes, de l'argent et tout ce dont il pouvait avoir besoin; effectivement, don Pierre se trouva bientôt en état d'équiper une escadre nombreuse qui sortit de Tortose sans qu'on pût savoir sa destination.

Sûrs d'avoir un vengeur, les Siliciens exécutèrent alors cet horrible carnage, connu dans l'histoire sous le nom de *Vêpres siciliennes*. Les conjurés égorgèrent en un même jour et à la même heure tous les Français qui se trouvaient dans l'île, exceptant seulement de cette boucherie Guillaume de Porcelet, précédent gouverneur, qui s'était conduit avec beaucoup de probité et de justice. Ils proclamèrent don Pierre pour leur roi, et se disposèrent à résister à Charles, dans le cas où il voudrait se venger de ce massacre. Leur prévoyance ne fut pas vaine, car Charles se présenta devant l'île avec une puissante armée que lui procura le pape Martin IV, et sans l'heureuse arrivée de la flotte aragonaise il serait parvenu à son but. Mais ce renfort lui causa tant de ter-

reur qu'il gagna la Calabre presque en fuyant, et enfin, après beaucoup de combats inutiles, les deux rois convinrent de terminer leur querelle ou par un duel, ou par un combat de cent guerriers contre cent autres dans la ville de Bordeaux. En étant venus à de semblables extrémités, il semble qu'ils auraient pu désigner sans retard le champ du combat, mais Charles voulut user de stratagème pour attirer don Pierre hors de l'île et y pénétrer pendant son absence avec tout son monde. Cependant don Pierre ne fut pas assez imprudent pour la laisser exposée sans défense à une invasion; il partit au jour fixé et se présenta incognito, avec trois seigneurs seulement, dans la plaine de Bordeaux. Le roi d'Angleterre, à qui appartenait la ville, devait veiller à la sûreté du lieu du combat par son sénéchal; mais le pape l'avait défendu afin d'éviter le duel, et don Pierre, fatigué d'avoir attendu inutilement son adversaire toute la journée, et voyant le péril auquel sa personne était exposée puisque le champ de bataille était sans gardes, se retira, et, pour donner une preuve de son exactitude, laissa entre les mains du sénéchal les armes dont il devait se servir.

Le pape ne se lassait pas de son côté de tourmenter don Pierre en lui faisant la guerre; ce fut d'après ses instances que le roi de France

pénétra dans l'Aragon, saccagea, dévasta les villages, et se retira avec la triste satisfaction d'avoir fait du mal à un ennemi sans défense. Profitant de la terreur qu'inspiraient les foudres du Vatican, le pape priva don Pierre des alliances qui pouvaient lui être utiles; il lança contre lui une sentence qui le privait de ses royaumes et de ses droits de seigneur, et il les accorda au prince chrétien qui en ferait la conquête; et, non satisfait encore, il en donna l'investiture à Charles de Valois, second fils du roi de France, moyennant une certaine sujétion et dépendance du saint siége. Don Pierre appela de cette sentence, comme n'ayant pas été rendue par un juge compétent, puisque le pape était partie intéressée, et que sa partie adverse n'avait pas même été écoutée; il protesta contre l'injustice dont on se servait pour le dépouiller de ses états, sans qu'il eût commis d'autre crime que de faire valoir ses droits; il s'engagea à se disculper de ce procès, des excommunications et du jugement prononcé contre lui et son royaume, si l'on voulait spécifier un endroit où il pût le faire librement et en toute sûreté; et pour le cas où toutes ses démarches seraient inutiles, comme il était vraisemblable, il prépara de nombreuses troupes et se disposa à défendre vigoureusement ses états.

Il ne tarda pas à connaître l'utilité de ces préparatifs. Le roi de France envahit le Roussillon avec une armée de cent mille hommes; et don Jacques, roi de Mayorque, qui pourtant se regardait comme maître des principales places, ne lui opposant aucune résistance, il s'empara sans difficulté de tout ce comté. Il passa les Pyrénées, et maître de l'Ampurdan, attaqua Gerona, dont la garnison, après une forte résistance, fut obligée de capituler. Pendant ce siége une escadre de Catalogne qui sortit de Barcelone pour observer les positions et les mouvements de la flotte française, occupant tout l'espace depuis Coliubre jusqu'à Guixols, rencontra vingt-quatre galères ennemies à l'embouchure du Ter; et après un combat sanglant, les aborda, en prit quinze et mit les autres en fuite. Cette victoire fut suivie d'une autre non moins signalée, dans le promontoire de Saint-Félix, avec une perte de quatre mille Français, treize galères, beaucoup de petites embarcations, et pour comble de disgrâce, de la caisse militaire; ce revers, joint à une forte maladie contagieuse qui commençait à se manifester dans l'armée de terre, força le roi de France à lever immédiatement le camp et à se retirer chez lui. Le roi d'Aragon, profitant de l'événement, occupa les sommités qu'il était obligé de traverser pour repasser les Pyrénées; et attaquant son armée pres-



que fugitive et accablée par les maladies, acheva de la détruire entièrement.

Don Pierre survécut peu de temps à cette campagne célèbre; la mort le surprit à Villafranca de Panades, au moment où il faisait de nouveaux préparatifs pour se venger, en s'emparant des îles Baléares, de la mauvaise foi de son frère don Jacques. Il mourut le 8 novembre 1285, chargeant expressément son fils aîné don Alonse de faire cette conquête; ce qu'il exécuta en effet avec promptitude et bonheur. Il termina sa carrière avec la consolation de voir la couronne de Sicile assurée sur la tête de son second fils don Jacques. Le compétiteur de ce jeune prince était mort, et son fils Charles de Salerne, qui était prisonnier, avait renoncé en sa faveur à tous ses droits sur ce royaume.

Don Alonse III eut assez d'énergie pour protester, au moment de son couronnement, qu'il ne recevait le diadème ni par l'autorité de l'église, ni malgré elle, et il établit pour lui et ses successeurs que cette cérémonie n'avait pas besoin, pour être valable, d'être célébrée dans un lieu saint. Cette protestation, dans un temps où personne n'osait disputer au saint siége le pouvoir de disposer à son gré des sceptres, excita tellement le ressentiment du pape, qu'on ne put pas le décider à accepter la paix que lui proposait

don Alonse. Le roi d'Angleterre, s'étant enfin déclaré médiateur, eut une entrevue à Oloron avec le roi d'Aragon ; et croyant que la liberté de Charles de Salerne contribuerait beaucoup à disposer le pape à une réconciliation, il tâcha d'y déterminer don Alonse. Ce prince y consentit sans répugnance, mais à la condition que d'abord le prisonnier laisserait en otage ses trois fils, une somme d'argent considérable, et le comté de Provence ; qu'il travaillerait à obtenir de Rome, de la France et de Charles de Valois, une trève de trois ans avec l'Aragon et la Sicile, et que, dans le cas où il ne pourrait y réussir, il viendrait reprendre ses fers dans le lieu qu'on lui indiquerait.

Cependant le résultat trompa ses espérances. Le roi de France fit bien son possible pour décider son frère à abandonner ses prétentions sur les états d'Aragon ; mais non seulement ce dernier s'y refusa formellement, mais, contre tout droit des gens, il fit arrêter à Narbonne des ambassadeurs que don Alonse envoyait au pape. Celui-ci, de son côté, non content de faire prendre à Charles de Salerne le titre de roi de Sicile, le couronna solennellement à Rieti, sans s'inquiéter des conditions auxquelles on l'avait remis en liberté, l'assurant que rien ne l'obligeait d'accomplir ses promesses, et le relevant de tout au besoin. Après une semblable conduite, on ne doit

pas s'étonner de ce que le délai accordé pour la réponse expira sans que rien ne fût conclu pour la paix. Le roi d'Angleterre se crut libéré de son engagement après avoir allégué quelques excuses et avoir engagé Charles de Salerne à paraître devant le roi d'Aragon pour lui rendre compte de sa conduite. Celui-ci, convaincu de l'indispensable nécessité de soumettre l'issue de cette affaire au sort des armes, se disposa avec beaucoup d'ardeur à soutenir la guerre. Enfin le pape consentit néanmoins à renvoyer la décision des droits et prétentions des puissances rivales à deux cardinaux qui furent députés en France, avec plein pouvoir pour rétablir la paix; et bientôt, en présence et du consentement des ambassadeurs aragonais et français, on signa, à Tarascon, un traité dont les principaux articles tendaient à assurer au pape la possession de la Sicile, ce qui en enlevait ainsi l'héritage aux descendants de Manfredo. Rien ne pourra justifier don Alonse d'avoir, en signant cet acte, abandonné dans un moment aussi critique les intérêts de sa mère et de son frère. Car, malgré toute la puissance de ses ennemis, il n'était pas encore assez dépourvu de forces pour n'avoir pas pu obtenir en faveur de sa famille des capitulations plus avantageuses. Il mourut le 18 juin 1291, emportant au tombeau le surnom de *Libéral*.

Il eut pour successeur son frère don Jacques II, qui céda dans ce temps la chancelante cour de Sicile à Frédéric son frère. Ce qu'il y a de particulier, c'est qu'après avoir long-temps soutenu avec obstination une lutte contre la cour de Rome pour en conserver la possession, à peine se vit-il monté sur le trône d'Aragon, que se déclarant protecteur des prétentions du pape, et se réunissant à Charles de Salerne, il se rendit en Sicile avec une puissante armée navale conduite par le célèbre amiral Roger de Loria; mais la valeur de Frédéric l'obligea de renoncer pour toujours à une entreprise qui d'ailleurs lui faisait si peu d'honneur, et à se contenter de la Corse et de la Sardaigne, dont le pape lui avait assuré la jouissance dans le cas où il parviendrait à s'en rendre maître. Il ne tarda pas à recueillir le fruit de cette concession, et après avoir agrandi son royaume par ces deux conquêtes, il quitta les armes pour ne plus s'occuper que de rendre florissant le commerce maritime de ses sujets. Son fils aîné, don Jacques, prit l'étrange résolution de ne jamais régner. En vain son père voulut changer sa détermination, il fut inébranlable, et, en présence des états du royaume, il renonça pour toujours au trône; il prit l'habit de Saint-Jean de Jérusalem, et plus tard il mena la vie d'un chevalier errant, sans chagrin ni ambition.

CHAPITRE XLII.

Son frère cadet, Alphonse IV, fut déclaré successeur de son père, qui mourut le 2 novembre 1327. Don Alonse venait de perdre sa première femme, Thérèse de Entenza; et quoique la succession au trône fût assurée par la vie d'un fils nommé don Pierre, il épousa en secondes noces Léonore de Castille. Bientôt l'esprit de discorde, qui suit presque toujours de semblables unions, s'insinua dans sa famille et excita le mécontentement de la nation. Avant de conclure ce mariage, il avait fait un statut par lequel il s'engageait par serment à ne faire aucune aliénation du patrimoine royal pendant l'espace de dix ans. Mais, infidèle à sa promesse, aussitôt après ses noces, il voulut donner à sa nouvelle épouse une preuve de sa tendresse; il lui fit don de la ville de Huesca, ainsi que de quelques bourgs et châteaux. Les états du royaume réclamèrent aussitôt contre cette donation; mais le roi chercha à les tromper en leur déclarant qu'il n'avait jamais eu l'intention de comprendre ni sa femme ni ses enfants dans le statut; et croyant ainsi

avoir satisfait les esprits, il donna, à l'enfant que la reine mit au jour, un riche patrimoine composé des villes de Tortose, d'Alicante, d'Orihuela, de Guardamar et autres. La reine, qui ne voyait que trop le danger de donations aussi extravagantes, puisqu'elles n'avaient pas l'assentiment de la nation, sut déterminer le roi à obliger tous les seigneurs à prêter hommage et serment de défendre l'infant et de maintenir ses possessions. Mais l'un d'entre eux, don Ot de Moncada, insensible aux menaces comme à la prière, refusa absolument de s'engager à une chose si contraire aux intérêts du prince héréditaire. Sa résistance fut taxée de témérité et ne produisit rien. Le roi, comme s'il eût eu pour but unique d'enrichir un fils aux dépens de l'autre, continua à lui faire des libéralités si extravagantes, qu'enfin tout le royaume en témoigna son mécontentement. Les trois états lui reprochèrent cette prodigalité scandaleuse. Les habitants de Valence prirent les armes pour défendre l'intégrité du patrimoine royal, décidés à résister avec vigueur aux officiers royaux qui voudraient employer la force, et même à pénétrer au besoin jusqu'au palais en égorgeant tous ceux qui essaieraient de s'y opposer. Le roi croyant que sa présence mettrait un frein à la hardiesse des mécontents, et que personne n'oserait le contredire

en face, se présenta au conseil de Valence, fit des reproches, pria et se porta jusqu'à la menace. Mais un des premiers magistrats, Guillen de Vinatea, eut assez d'énergie pour lui représenter qu'il n'aurait jamais dû ni faire ni permettre des donations aussi opposées aux lois du royaume que contraires aux intérêts de la couronne. « Quant à nous, gouverneurs de cette ville, ajou» ta-t-il, nous aimons mieux mourir pour la dé» fense des lois que de jamais donner notre con» sentement à des actes aussi contraires aux droits » du prince. Quelle vigueur, quelle force, quelle » autorité auront les lois, si, faites aujourd'hui, » demain elles sont méprisées? Nous pouvons » mourir sans doute ; mais ceux qui habitent le » palais périront aussi victimes de la fureur du » peuple qui nous attend hors de cette enceinte. » La fermeté avec laquelle ces paroles furent prononcées fit connaître au roi l'irritation des esprits ; et soit par prudence ou par crainte, il prit le parti de révoquer les donations. La reine, pleine de ressentiment contre ceux qui défendaient si ouvertement les intérêts du prince héréditaire et le patrimoine de la couronne, jura de se venger avec éclat ; or, comme elle avait sur le roi un empire extraordinaire, elle le décida sans peine à exiler les uns, à ordonner le procès des autres, comme coupables de lèse-majesté, à en

faire comparaître quelques uns devant lui pour rendre compte de leur conduite, et ceux qui eurent l'imprudence de se présenter furent livrés à une mort ignominieuse.

Cette persécution lui attira la haine générale, et particulièrement celle du prince don Pierre, qui, par un statut de la nation, était gouverneur du royaume comme prince héréditaire; mais il borna pour lors son mécontentement à refuser, avec une grande fermeté, de confirmer les donations faites à son frère.

Le 24 janvier de l'année 1336, son père mourut, et la reine, qui ne se croyait pas en sûreté au milieu d'un peuple qui la détestait, prit le parti de se sauver en Castille avec toutes les richesses qu'elle devait à la prodigalité de son époux. Là elle implora la protection de son frère don Alphonse XI, comme l'unique appui qui lui restait pour défendre ses droits et ceux de ses fils au trône d'Aragon. Le roi fit quelques tentatives en sa faveur; mais le prince d'Aragon sut éluder ses demandes en donnant des raisons spécieuses, et continua à faire séquestrer les biens immenses que possédait sa belle-mère dans l'Aragon, à Valence et dans la Catalogne. Blessé de cette injure, le roi de Castille entra dans le royaume de Valence, mettant tout à feu et à sang. Don Pierre se préparait à le repousser, et sans l'intervention

du pape la chose aurait pu devenir très sérieuse. Ils convinrent enfin de remettre leurs intérêts à des arbitres, qui décidèrent qu'on laisserait à la reine Léonore la jouissance, durant sa vie, des villes que lui avait données son mari, mais dont la juridiction serait réservée à la couronne.

[1] Ces différents étant terminés, don Pierre conçut l'ambitieux projet de s'emparer de la couronne de Mayorque, qui appartenait à son frère Jacques II; et pour donner à cette entreprise quelque apparence de justice, il ne rougit pas d'employer les moyens les plus vils. Le royaume de Mayorque était en quelque sorte feudataire de l'Aragon, et ses souverains ne pouvaient se soustraire à la dépendance sans se rendre criminels. Peut-être Jacques n'avait-il rien fait qui pût causer le moindre soupçon sur sa fidélité; mais don Pierre, sur des données aussi incertaines que peu vraisemblables, forgea une calomnie atroce, et, avec un grand appareil de justice, le condamna à perdre sa couronne. Le monarque insulaire eut recours aux armes; il avait trop de courage pour se laisser insulter impunément: mais ayant été lâchement abandonné par les siens, il fut obligé de se soumettre à son ambitieux beau-frère, qui le dépouilla de tous ses états avec la dernière inhumanité.

Don Pierre aurait pu régner paisiblement au milieu de ses sujets si son caractère violent et capricieux ne lui eût fait commettre une imprudence qui pouvait lui devenir bien funeste. Les lois d'Aragon excluaient les femmes du trône; mais don Pierre n'ayant pas de fils et privé de l'espoir d'en avoir, voulut faire une exception en faveur de sa fille aînée Constance; et comme la transgression aux lois fondamentales d'un royaume est toujours suivie de violentes commotions, les Aragonais, fortement attachés à leurs priviléges, formèrent une ligue à laquelle ils donnèrent le titre *d'union*, et, prenant les armes, s'opposèrent avec force à cette innovation. En vain don Pierre fit les plus grands efforts pour gagner les mécontents; il y eut beaucoup de sang répandu, et cette ligue, semblable à l'hydre, dont les têtes toujours abattues renaissaient sans cesse, se relevait et le menaçait avec plus de force que jamais. Voulant profiter de ces troubles pour tenter la fortune, le malheureux roi de Mayorque réunit le plus de troupes qu'il lui fut possible, s'allia secrètement avec la ligue de *l'union* et débarqua à Mayorque, déterminé à s'y maintenir avec intrépidité; mais trop confiant dans le nombre de ses troupes, il eut l'imprudence de livrer une bataille décisive, qu'il perdit et dans laquelle il fut tué. Cependant, après

deux ans d'agitation, de carnage et d'horreur, don Pierre fut obligé de déclarer pour son successeur immédiat son frère, don Ferdinand, fils de sa belle-mère Léonore, dans le cas où, ce qui n'arriva pas, il mourrait sans laisser d'enfants mâles légitimes.

Il commit une autre imprudence non moins dangereuse et condamnable en s'obstinant à protéger un de ses amiraux qui avait eu la témérité de violer la neutralité d'un port castillan en prenant quelques embarcations de Plazencia, ce qui l'engagea avec don Pierre de Castille dans une guerre sanglante qui dura pendant dix ans sans relâche. Une fois cette guerre commencée, il était naturel qu'il eût recours à tous les moyens possibles pour triompher de son ennemi : profitant donc de la mauvaise intelligence qui régnait entre don Pierre de Castille et ses frères don Henri, don Fadrique et don Tello, il forma avec ceux-ci une ligue dangereuse pour la Castille. Nous avons vu plus haut les progrès et les vicissitudes de cette confédération. Nous avons vu quel fut l'heureux résultat de cette guerre pour don Henri; et l'on peut dire que si ce dernier ne dut pas exclusivement la couronne de Castille à don Pierre d'Aragon, ses secours contribuèrent beaucoup à lui aplanir le chemin du trône.

Enfin, parmi les actions qui ternissent la conduite de Pierre IV, on doit compter la bassesse avec laquelle il sacrifia Bernard de Cabrera à la haine publique. Ce seigneur avait été son général, son ministre, son favori, depuis le commencement de son règne. Au milieu des factions qui avaient divisé le royaume, il s'était toujours montré fidèle à son roi, qui le payait d'une confiance absolue; mais il jouissait d'une grande autorité, et il n'en fallait pas davantage pour qu'on lui attribuât les fautes et les erreurs du roi et qu'il devînt un objet d'envie pour tous ses rivaux. Soit que le roi crût se justifier aux yeux de ses sujets ou qu'il eût vraiment quelque raison de concevoir des soupçons, il fit arrêter don Bernard, et, l'accusant de toute sorte de crimes sans preuves et sans défense, le fit condamner à mort par un tribunal présidé par le duc de Gérona, fils du roi, qui cependant devait, dit-on, son éducation à ce même don Bernard. Quelques auteurs disent que ce fut le roi lui-même qui prononça la sentence, et que le duc de Gérona se chargea de l'exécution; ce ne serait qu'une atrocité de plus. Les historiens conviennent que le grand crime de Cabrera fut d'avoir été trop dévoué à un maître qui ne pouvait connaître le sentiment de la reconnaissance.

Don Pierre mourut le 5 janvier 1387, laissant deux fils, don Juan et don Martin, qu'il avait

eus de sa troisième femme, Léonore de Sicile. On lui a donné le surnom de *Cérémonieux*, à cause du goût prononcé qu'il eut, dit-on, pour les grandes assemblées. Don Juan, le premier de ce nom, lui succéda en sa qualité de fils aîné. La reine Sibile de Forcia, sa belle-mère, quatrième femme de don Pierre, qui devait craindre le ressentiment du jeune roi à cause des persécutions qu'elle lui avait fait éprouver, s'enfuit de Barcelonne avant la mort de son mari; mais arrêtée en route, elle fut mise aux horribles tortures de la question pour lui faire avouer les crimes dont on l'accusait; c'était d'avoir ensorcelé le jeune roi par une boisson qui avait altéré sa santé, et d'avoir enlevé du palais tout ce qu'elle avait pu en emporter. Les chevaliers qui l'accompagnaient subirent le même supplice; deux d'entre eux eurent la tête tranchée, les autres furent condamnés à une prison perpétuelle, et la reine dut la vie à la médiation du célèbre cardinal don Pierre de Luna.

Le règne de don Juan Ier fut court et finit d'une manière tragique. Le 19 mai 1395, étant à la chasse, il s'éloigna de ses courtisans pour poursuivre une louve; et soit que son cheval eût fait un faux pas, ou qu'il l'eût mis à terre comme cela pouvait arriver, quand les veneurs arrivèrent auprès de lui il venait de rendre le

dernier soupir. Quoique ce monarque n'eût pas toutes les qualités d'un bon prince, on ne peut lui refuser quelques vertus. Il avait un caractère aimable et complaisant, écoutait avec bonté les représentations qu'on lui faisait, et, ce qui est encore plus rare, il les prévenait. Il n'eut que deux filles de ses deux épouses; et comme les femmes étaient exclues du droit de succession, la couronne passa à son frère don Martin, qui dans ce temps-là occupait le trône de Sicile; il tenait ce trône de son mariage avec Marie, qui avait succédé à son père don Fadrique, feu roi de cette île. Don Martin ne manqua pourtant pas de personnes qui soutenaient avoir des droits égaux. Le comte de Foix, qui avait épousé Jeanne, fille aînée de Juan I[er], commença par se faire appeler roi d'Aragon; et ayant pénétré dans la Catalogne, s'empara d'un grand nombre de châteaux et de villages. Don Martin était encore absent; mais l'activité et la prévoyance de sa femme Marie, qui par hasard se trouvait alors en Aragon, et la valeur des Aragonais, parvinrent à effrayer l'usurpateur et à l'obliger de se retirer en France avec peu de désir de tenter de nouveau l'entreprise.

En partant de la Sicile, don Martin laissa cette couronne à son fils unique du même nom; mais ce jeune prince mourut à la fleur de l'âge, et

son père le suivit de près. Sa mort, arrivée le 31 mai 1410, occasiona des troubles, non seulement dans le royaume d'Aragon, mais encore dans ceux de Castille, de Naples, de France et de Sicile. Il y avait dans tous ces états des princes qui aspiraient à ce trône et qui prétendaient y avoir des droits incontestables. Les prétendants étaient au nombre de six, l'infant de Castille don Fernand, petit-fils de Pierre IV d'Aragon; le comte Jacques d'Urgel, arrière-petit-fils par agnation du roi Alphonse IV; don Alphonse d'Aragon, le duc de Gandia, en qualité de fils de l'infant don Pierre, quatrième fils du roi Jacques II; Louis d'Anjou, petit-fils par sa mère de Juan Ier; don Fadrique de Sicile, fils naturel de don Martin *le jeune*, légitimé par son père; et le comte de Foix, comme époux de Jeanne d'Aragon, fille du roi Juan Ier. L'infant don Ferdinand était le plus proche parent du feu roi, qui d'ailleurs l'avait désigné quelque temps avant de mourir; ses droits étaient donc les plus fondés : mais ses rivaux croyaient les leurs plus valables, et ceux qui étaient assez modérés pour n'avoir pas recours aux armes ne manquaient pas cependant d'appuyer leurs droits sur l'opinion des hommes les plus lettrés de ce temps. Le comte d'Urgel, qui avait toujours nourri l'idée de pouvoir succéder au roi, s'était élevé

malgré celui-ci jusqu'à la dignité de gouverneur du royaume et se prévalait de cette qualité pour opprimer ceux qui n'étaient pas de son parti. Les Aragonais balançaient pour le reconnaître, et ils étaient divisés en factions entre les puissantes familles des Hérédias, des Lunas et des Urreas. Les mêmes divisions déchiraient Valence. Les maisons des Centelles et des Villaragut mirent le royaume en combustion, et la Catalogne n'aurait pas été à l'abri des mêmes calamités si elle ne se fût décidée depuis longtemps à confier la régence à un conseil ou parlement composé de ministres d'une prudence et d'une probité reconnues.

Ce ne fut pas sans beaucoup de peine que les principaux personnages de ce gouvernement purent amener les trois royaumes à nommer neuf arbitres, trois pour chaque royaume, afin d'examiner, en qualité de juges, le droit des prétendants, de juger les fondements de leurs prétentions, et de remettre avec justice et impartialité la couronne à celui qui y aurait le plus de droits. Les prétendants se soumirent à cet arbitrage, et peut-être fut-ce la première fois qu'on vit un tribunal composé de savants chargé de décider une contestation relative à l'héritage d'une couronne.

Les commissaires se réunirent au château de

Caspe, invitèrent les compétiteurs à y envoyer des fondés de pouvoirs qui pussent faire valoir leurs droits ; et après une session de trois mois ils se déclarèrent en faveur de l'infant don Ferdinand [1]. Cette décision fut un baume salutaire qui cicatrisa les blessures faites par la discorde et rétablit le calme dans le royaume. Ceux mêmes qui aspiraient au trône se soumirent et prêtèrent serment d'obéissance au nouveau roi. Le seul comte d'Urgel montra de la témérité dans sa persévérance, il resta dans un état d'hostilité contre Ferdinand ; mais ce prince, incapable d'endurer une telle insolence, marcha contre lui, l'assiégea dans la forteresse de Balaguer et l'obligea de se rendre à discrétion. Le vainqueur lui laissa la vie selon sa générosité accoutumée, mais il ne put le soustraire à la prison à laquelle les états du royaume le condamnèrent pour le reste de ses jours, après un jugement solennel. Don Ferdinand était d'une santé fort délicate,

[1] On lit dans le cours de cet ouvrage *don Ferdinand*, quoique l'original porte *Fernando*, qu'on a transcrit quelquefois *Fernand;* il en est de même de Alonse, Alphonse, pour *Alonzo*, de Charles pour *Carlos*, etc. Tout le monde sait que ces noms sont synonymes, et les différences qu'on pourra y remarquer tiennent à la régularité de la phrase, sans que l'on puisse se méprendre sur les personnages qui les portèrent.

et après quatre ans de règne, il mourut à Igualada, le 2 avril 1416.

CHAPITRE XLIII.

Alphonse V, fils de don Ferdinand, fut un des hommes les plus aimables de son siècle. Passionné pour les lettres, il aimait la société des savants, il les comblait de bienfaits. Il avait choisi pour emblème un livre ouvert. Il disait qu'*un prince ignorant n'est autre chose qu'un âne couronné*. Les factions qui agitaient alors le royaume de Naples obligèrent la reine Jeanne, souveraine de ce pays, à réclamer son secours contre le duc d'Anjou, qui, soutenu par les principaux Napolitains, la menaçait de la perte de la couronne. Afin de mieux l'engager à prendre sa défense, elle le flatta de l'espoir de l'adopter pour fils et premier successeur. Don Alphonse n'ignorait pas qu'il allait s'engager dans une guerre longue et dispendieuse, et sans récompense à cause du caractère inconstant de la reine; il n'en prit pas moins avec empressement les armes pour la défendre contre ses ennemis. Il n'eut pas de peine à les mettre en fuite, et la

reine s'acquitta avec solennité de l'adoption de don Alphonse ; mais à peine se vit-elle délivrée du parti du duc d'Anjou, que par un effet naturel de sa versatilité, elle voulut chasser ses libérateurs de Naples.

Comme elle se défiait de ses propres forces, elle s'allia secrètement avec le pape Martin V, et tâcha de se défaire de don Alphonse d'une manière perfide. Mais la tentative n'ayant pas réussi, elle révoqua son adoption pour en faire une autre en faveur du duc d'Anjou, étroitement lié avec le pape.

Dans le dessein de calmer les agitations que faisait naître en Castille le parti du frère de don Alphonse, le grand-maître don Henri suspendit quelque temps sa vengeance; mais revenant ensuite avec une flotte considérable, il trouva les choses changées à tel point, que la reine, fort dégoûtée du duc d'Anjou, lui proposa la couronne de Naples, s'offrant à révoquer l'adoption de celui-ci pour rétablir la sienne, ce qu'elle fit en effet avec le plus grand secret. Il fallait pourtant que cette résolution fût sanctionnée par l'approbation du pape Eugène, successeur de Martin. Ce pontife, qui prétendait avoir été offensé par le duc d'Anjou et promettait avec joie son approbation à don Alphonse, manqua néanmoins à sa parole et se lia plus

intimement encore avec le duc d'Anjou. Nous ignorons le motif de cette versatilité, puisqu'en échange de cette investiture, don Alphonse lui offrait d'employer tous ses moyens pour décider l'empereur d'Allemagne à révoquer la protection qu'il accordait au concile de Bâle, qui s'occupait de le déposer pour nommer un autre pape. Quoi qu'il en soit, le roi se déclara en faveur des membres du concile de Bâle et blessa ainsi le pape par l'endroit le plus sensible ; il était bien convaincu qu'une fois déposé, il obtiendrait facilement du concile l'investiture désirée, alors même que le nouveau pape ne serait pas de son parti.

La mort de la reine de Naples et les circonstances qui la précédèrent l'obligèrent ensuite à prendre des mesures plus efficaces et plus vigoureuses. Cette reine inconstante, qui n'avait cherché qu'à tirer le parti le plus avantageux de l'honnêteté et de la bonne foi de don Alphonse, donna la preuve en mourant que ses traités et ses adoptions n'avaient été qu'autant de supercheries ; et comme elle ne pouvait laisser sa couronne au duc d'Anjou, qui venait de mourir, elle nomma René, frère de ce duc, héritier universel de ses royaumes. La ville de Naples fit retentir les airs d'acclamations en faveur du pape et de René, qui fut proclamé roi ; et tous les actes qui avaient été faits en faveur de don Al-

phonse, furent annulés. Il fallut alors recourir aux armes. Don Alphonse comptait sur les nombreux partisans qu'il avait dans ce royaume; mais il ne se dissimulait pas que le pape, René, les Vénitiens, les Génois, les Florentins et le duc de Milan, s'étant confédérés pour le chasser de l'Italie, feraient des efforts presque insurmontables. Aussi, ayant armé une nombreuse flotte, il se présenta devant Gaëte. La place, qui était du parti des Génois et du duc de Milan, se défendit avec valeur; mais au bout de quelques jours, les assiégés manquèrent tellement de vivres, qu'ils furent obligés de faire sortir de la ville, comme étant des bouches inutiles, les femmes et les enfants. Les chefs aragonais voulaient obliger ces malheureux à rentrer dans la ville, mais le généreux Alphonse ordonna qu'on leur laissât un libre passage, sans leur faire le moindre mal; « car, ajouta-t-il, j'aime mieux » abandonner le siége de cette place, que de re- » noncer à remplir les devoirs que m'impose » l'humanité souffrante. »

Cependant le siége se termina d'une manière bien funeste aux Aragonais. Un flotte génoise, envoyée par le duc de Milan, vint au secours de la place, battit et brûla la flotte aragonaise, débarqua des troupes, et mit l'armée de terre en déroute. Le roi don Alphonse, ses frères, le roi

de Navarre, l'infant don Henri, le prince de Tarente, un grand nombre de seigneurs aragonais et napolitains, en un mot tous les principaux chefs de l'expédition furent faits prisonniers. Le général vainqueur eut la gloire de conduire en triomphe ses illustres captifs, et le duc de Milan eut la gloire plus grande encore de leur rendre la liberté en se faisant des amis.

Ce fâcheux événement qui semblait devoir chasser pour toujours don Alphonse de l'Italie, le rendit plus puissant que jamais. Il contracta une alliance avec le duc, qui n'avait plus guère de confiance dans les projets de René. Ayant recommencé son entreprise avec de nouvelles forces, il parvint à s'emparer de Naples, obligea le pape à lui en donner l'investiture; il fut couronné roi du consentement des Napolitains, et l'on reconnut son fils naturel don Ferdinand comme successeur à la couronne.

Il mourut le 27 juin 1458, emportant au tombeau la réputation d'un des plus grands princes qui aient occupé le trône d'Aragon. C'était un grand politique, un esprit adroit et plein de finesse; personne pourtant ne le croyait capable d'artifice et lui-même avait horreur de ce défaut. Sa vie fut toujours guerrière, jamais cruelle, ainsi que le prouve sa conduite durant le siége de Gaëte; avec beaucoup de vertus, il eut néan-

moins des vices qui eurent plus d'influence sur sa vie privée que sur sa conduite politique.

Don Alphonse n'ayant laissé aucun fils légitime, son frère Juan II, roi de Navarre, lui succéda. La jalousie que ce prince avait conçue contre son fils don Charles, prince de Viana, nourrie par les discours sinistres que lui tenait la reine Jeanne Henriquez, belle-mère du jeune prince, et par les terreurs qu'elle parvint à inspirer à son mari, vieux et naturellement soupçonneux, le portèrent à un acte tyrannique dont l'histoire offre peu d'exemples. Le malheureux Charles ne fit autre chose pour s'attirer la haine de son père que de réclamer avec la plus grande modération la couronne de Navarre, qui lui appartenait de droit par sa mère, et que le roi avait usurpée. Cependant cette simple demande suffit pour lui attirer les plus cruelles persécutions. Il fut arrêté par son ordre de la manière la plus perfide. La Catalogne prit les armes pour sa défense; tout le royaume se déclara en faveur du jeune prince opprimé, et le roi se vit obligé de le remettre en liberté; mais don Charles, d'un caractère pacifique et plein de sensibilité, ne put s'habituer au manque de confiance que lui témoignait son père, et mourut de chagrin, généralement regretté. Sa sœur Blanche, persécutée aussi par une belle-mère com-

mune, mourut empoisonnée; et il est impossible de méconnaître l'auteur de ces crimes, en songeant à toutes les intrigues de la reine pour placer sur le trône d'Aragon son fils don Ferdinand, au préjudice de don Charles, né d'un premier mariage, et pour faire accorder à cet enfant chéri les droits de don Charles et de Blanche sur la Navarre.

Bientôt les troubles de la Catalogne prirent un aspect effrayant. La reine et son fils furent assiégés à Gérone par une multitude furieuse de gens qui demandaient à grands cris la liberté; ils assassinèrent plusieurs personnages qui leur reprochaient leur attentat; ils assiégèrent la place avec toute la rigueur de la guerre, et malgré la vigoureuse défense de la garnison ils parvinrent à s'en emparer de vive force. La reine se vit obligée de se réfugier avec son fils dans une vieille forteresse appelée *la Gironella;* mais le danger les poursuivit jusque dans cette retraite, car les assiégeants ayant ouvert un chemin souterrain, ils auraient pu parvenir jusqu'à la forteresse, si la reine, excitant le courage de ceux qui l'accompagnaient, ne les eût décidés à les repousser avec perte de beaucoup de monde, et si le roi ne fût promptement arrivé à son secours. On leva le siége; mais la Catalogne s'arma en masse, après s'être déclarée solennellement in-

dépendante : elle hasarda une bataille qui fut assez sanglante, mais les troupes du roi remportèrent une victoire complète. Cette défaite ayant encore plus exaspéré les esprits, ils offrirent les trois états de la principauté avec la seigneurie au roi de Castille, qui s'empressa de les accepter, et qui courut attaquer l'Aragon avec une armée considérable; mais peu de temps après les Catalans s'étant liés avec le roi d'Aragon, se virent obligés de choisir un autre souverain, et tous les vœux se réunirent en faveur du connétable de Portugal don Pierre. Ce choix n'améliora pas le sort des insurgés. L'armée royaliste s'empara peu à peu des principales places et forteresses, bien défendues, mais mal secourues par don Pierre; enfin elle rencontra l'armée des révoltés dans un endroit appelé *les prairies du roi*. La bataille s'engagea et les rebelles furent taillés en pièces; le connétable, abandonnant ses drapeaux, fut obligé de sauver sa vie par la fuite, et mourut peu de temps après, consumé de chagrin. Les Catalans ne se laissèrent pas abattre par tant de revers. Les représentants des trois états jetèrent les yeux sur René d'Anjou, et c'était le choix le plus heureux dans les circonstances où ils se trouvaient. René était un des ennemis les plus formidables de la nouvelle maison royale d'Aragon ; il était soutenu par son ne-

veu le roi de France, et se croyait injustement dépouillé du royaume de Naples par un frère de don Juan. Le duc de Lorraine, fils de René d'Anjou, arriva bientôt sur les frontières avec une nombreuse armée; il s'empara de Roses et autres places, passa par Barcelonne, et, en qualité de lieutenant de son père, prit possession de la Catalogne. L'esprit ardent et belliqueux de Juan II souffrait avec impatience les progrès de ses ennemis, mais, septuagénaire, et aveugle par suite de la cataracte qui venait de l'affliger, il ne put faire autre chose que de se confédérer avec les ennemis de la maison d'Anjou, abandonnant au courage de la reine le soin de s'occuper de la gloire de ses armes. En effet, la reine à la tête de ses troupes, et suivie de son fils Ferdinand, assiégea Roses, s'en empara d'assaut, obligea le duc de Loraine à lever le siége de Gérone, et chassa les Français de l'Ampurdan. La reine mourut, mais le roi eut le bonheur de recouvrer la vue. Le duc étant mort, la France ne continua pas à favoriser les prétentions de René; don Juan, dont les forces augmentaient en proportion de l'affaiblissement de celles des rebelles, se rendit facilement maître de toute la Catalogne, à l'exception de Barcelonne, qui se defendit assez long-temps.

Dès que les discordes intérieures furent apai-

sées, don Juan s'engagea dans une nouvelle guerre pour recouvrer les comtés du Roussillon et de Cerdagne, qu'au commencement des révolutions de la Catalogne il avait cédés au roi de France, en garantie du tribut annuel de deux cent mille écus qu'il s'était engagé à lui payer pour lui fournir sept cents guerriers. Nous avons vu comme les choses changèrent de face durant le cours de cette révolution ; à peine les Catalans eurent-ils choisi René pour leur roi, que celui de France, non seulement abandonna son allié, mais même se déclara son ennemi. Don Juan voulant avoir satisfaction de ce manque de loyauté, fit part aux habitants des deux comtés de la résolution qu'il prenait de les arracher à la domination des Français, qui, à ce qu'il paraît, les tenaient sous l'oppression. Ces habitants prirent les armes pour le roi d'Aragon, s'emparèrent de plusieurs forteresses, et ils auraient passé au fil de l'épée la garnison de Perpignan, si elle ne s'était pas retranchée dans le château-fort de la ville. Le roi d'Aragon accourut aussitôt à la défense des révoltés ; il s'enferma dans la place, et soutint avec tant d'intrépidité les efforts de quarante mille Français qui le bloquaient, qu'il les obligea à lever le siége et à signer un armistice. Mais le roi de France ayant refusé de le ratifier, il fallut continuer la guerre ; une

nouvelle armée qui se présenta devant Perpignan, eut le même sort que la précédente, et les Français n'eurent alors d'autre dédommagement que celui de la dévastation des campagnes, et le pillage des hameaux sans défense; et même dans ces petites expéditions ils eurent beaucoup à souffrir. Ils revinrent ensuite avec un plus grand nombre de troupes; et quoique la place fût dépourvue de défenseurs, de vivres et de munitions, ses habitants ne voulurent se rendre que lorsqu'ils se virent réduits à l'alternative de capituler ou de se nourrir, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait, de leur propre chair. Enfin, après de fréquents combats et de sanglantes défaites, le roi de France fut obligé de conclure la paix, avec le chagrin d'avoir perdu la fleur de son armée, et dépensé inutilement des sommes immenses.

Tels furent les derniers exploits de don Juan II. Chargé d'années et accablé de fatigues, il tomba malade et mourut le 19 janvier 1479, âgé de quatre-vingt-deux ans, couvert de la gloire de ses triomphes, laissant pour héritier son fils Ferdinand, à qui il devait une grande partie de ses victoires. On ne peut louer dans ce monarque que des qualités guerrières, toujours funestes au genre humain; il serait à désirer qu'on n'eût pas à parler de ses vices. Quelques historiens pourtant l'ont comblé de louanges; mais

comment oublier jamais qu'il fut, pour ainsi dire, le bourreau de don Charles et de la princesse Blanche?

CHAPITRE XLIV.

La mort de Juan II plaça la couronne d'Aragon sur la tête de son fils don Ferdinand, époux d'Isabelle, reine-propriétaire de Castille. Ces deux sceptres furent ainsi réunis entre les mains de souverains si habiles, et l'on vit bientôt ces royaumes dans l'état le plus florissant. La parfaite harmonie que les époux prirent constamment soin d'entretenir entre eux fut cause de cette union intime et indissoluble qui subsista tant qu'ils vécurent, et qui contribua sans doute à donner de l'uniformité au gouvernement. Tout était commun entre eux, excepté les droits respectifs des états dont ils étaient chacun possesseurs. Ils eurent la plus grande attention de maintenir cette séparation, afin d'éloigner de l'esprit de leurs sujets la crainte et le soupçon de voir les deux états n'en faire qu'un seul; ce qui entraînait leur destruction. Chacun gouvernait du mieux qu'il le pouvait, en se bornant l'un et l'autre à des conseils et à des secours mutuels. Cette séparation

étant ainsi établie, quoique les actes de l'autorité fussent toujours faits au nom des deux, tout se dirigeait de concert et avec bonheur. Dès que la tranquillité intérieure fut rétablie, et que l'on eut conclu des traités avantageux avec les puissances étrangères, ces deux époux conçurent le projet de chasser tout-à-fait de l'Espagne les Sarrasins, qui étaient retranchés dans le royaume de Grenade. Les Sarrasins possédaient un grand nombre de places dans la partie la plus riche de la péninsule; et comme ils étaient soutenus par de puissants auxiliaires qu'ils recevaient du voisinage de l'Afrique, ils avaient fait échouer jusqu'alors toutes les tentatives des princes espagnols. Tout ce que ceux-ci avaient pu obtenir, c'était de les rendre feudataires; mais les rois de Grenade refusaient de se soumettre au tribut dès qu'ils se croyaient assez forts pour résister, comme cela venait d'arriver.

Tandis que le royaume flottait au milieu des divisions intestines qui l'avaient agité, les monarques castillans demandèrent au roi de Grenade le paiement du tribut, et ce prince, sachant bien qu'il pouvait alors le refuser impunément, répondit avec orgueil « qu'en Grenade » on ne faisait pas de l'argent pour solder des » tributs, mais des lances et des dards pour com» battre; que ceux qui payaient ces tributs étaient

» morts ; que dorénavant ils ne les paieraient plus » qu'avec du fer. » Une réponse si fière ne reçut pas une prompte punition ; on conclut même une trève de trois ans, parce que les circonstances l'exigeaient. Mais quand le temps de dissimuler fut passé, on s'occupa de faire repentir le Maure de sa fierté insolente. Voici comment le hasard en fournit l'occasion.

La trève, qui depuis tant d'années subsistait entre les deux rois de Grenade et de Castille, portait pour condition que l'un et l'autre pouvaient s'introduire sur des terres ennemies, faire quelques incursions, assaillir quelques forteresses, pourvu qu'au bout de trois jours elle fût prise et occupée sans camper, sans sonner la trompette, sans aucun préparatif de guerre, comme si c'était seulement par surprise. Ces petites attaques ne rompaient point la trève, elles n'étaient permises que pour entretenir les troupes des frontières dans un exercice et une vigilance continuels. C'est ainsi que les Maures avaient repris, l'année précédente, 1481, la ville de Zahara, et que, par droit de représailles, le marquis de Cadiz, et Diego de Merlo, corrégidor de Séville, formèrent, dans le plus grand secret, le projet de faire la conquête de Alhama, place forte, alors mal défendue, quoiqu'elle ne fût qu'à huit lieues de la capitale. Ils surprirent,

pendant la nuit, avec quatre mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux, la garnison, qui n'était pas sur ses gardes. Le premier qui monta sur les échelles placées contre les murs de la ville fut un soldat nommé Jean de Ortega, jusqu'alors inconnu, et qui depuis a rendu son nom fameux. Seulement avec douze compagnons d'armes, il tua les sentinelles, le gouverneur, s'empara de la forteresse, en ouvrit aussitôt les portes, y introduisit un corps d'infanterie conduit par le marquis et le corrégidor. A l'instant la ville fut en armes, et les habitants, dans leur désespoir, opposèrent une telle résistance et firent un tel carnage dans les rues et sur les places, que les assiégeants se virent obligés de percer une muraille afin de faire entrer le reste des troupes. Le combat dura toute la journée avec un extrême acharnement; la ville ne se rendit que lorsqu'elle eut perdu presque tous ses défenseurs. La perte d'Alhama fut tellement sensible aux mahométans, qu'ils composèrent pour la déplorer des chants si lugubres, que le roi de Grenade fut obligé de les interdire pour prévenir le découragement qu'ils faisaient naître dans les esprits.

Encouragés par un succès aussi heureux, le roi et la reine de Castille s'occupèrent du soin de ne pas perdre le fruit de cette première affaire; le roi annonça sur-le-champ une expédition con-

tre Grenade, et la reine se chargea des préparatifs et de l'approvisionnement de l'armée. Ferdinand se mit à la tête de ses troupes ; la noblesse et le clergé, qui se faisaient un honneur de prendre part à la gloire de cette entreprise, grossirent l'armée d'un nombre considérable de guerriers qu'ils mirent en campagne à leurs propres frais. Cette réunion de forces présageait aux Maures la destruction de leur empire, préparée, exécutée avec tant de bonheur par Ferdinand et Isabelle.

Les premières hostilités commencèrent en l'année 1482. L'année suivante le roi de Grenade, Boabdil perdit une bataille importante près de Loxa, où il fut fait prisonnier. Quoiqu'il eût racheté sa liberté peu de temps après, il se trouva dans l'impossibilité de continuer la campagne. Toutes les villes de son royaume furent assiégées l'une après l'autre ; et les deux époux commandaient ces siéges avec tant d'ardeur, qu'ils communiquaient à leurs soldats le plus vif enthousiasme. Il fallut cependant neuf années de guerre continuelle et autant de campagnes pour renfermer les Maures dans leur capitale, en occupant toutes les places qui leur servaient de barrières. Maîtres enfin de Loxa, Alméria, Malaga, Velez, Cadix, Baza, Zahara, Cartama, et de beaucoup d'autres villes, villages et forteresses qui sem-

blaient imprenables, les vainqueurs parvinrent à couper entièrement toute communication avec l'Afrique, en ôtant ainsi aux Sarrasins le moyen de réparer leurs pertes et d'augmenter leurs forces. Les Maures, qui voyaient leur ruine inévitable, malgré le courage avec lequel ils se défendaient, sollicitèrent des capitulations, que Ferdinand leur accorda. Plusieurs d'entre eux, prévoyant les malheurs qui menaçaient leur patrie, demandèrent la permission de se retirer en Afrique ; le roi et la reine leur accordèrent des vaisseaux pour emmener avec eux leur bagage ; d'autres aimèrent mieux rester dans les états du vainqueur ; on leur donna des maisons, des terres et des revenus pour pouvoir subsister. En un mot, ces conquêtes étaient accompagnees d'humanité, de clémence et de persuasion, moyens toujours plus efficaces que ceux de la force, et qui font plus d'honneur aux conquérants.

Déjà il ne restait plus aux Maures que leur capitale, mais elle était bien fortifiée et bien défendue. La douceur de la température, la fertilité du sol, et la culture de ses habitants, y avaient attiré une multitude d'Africains, qui augmentèrent sa puissance en même temps que sa population. Au premier signal, elle pouvait mettre sous les armes plus de cent mille guerriers, tous braves, déterminés, surtout dès qu'il s'agissait de défen-

dre leurs foyers. Si l'on avait pu étouffer la discorde qui régnait parmi ses habitants, au moment où ils auraient dû s'unir pour la défense commune, la ville de Grenade seule aurait peut-être triomphé de la puissance castillane; mais les habitants de Grenade, trop confiants en leurs propres forces, et loin sans doute d'être persuadés de l'éminent danger de leur patrie, s'abandonnaient imprudemment à leurs ressentiments particuliers; ils aidaient par là leurs ennemis à compléter la ruine d'un empire fondé sur une respectable antiquité de près de huit siècles.

Albohacen, roi de Grenade, après avoir irrité les Abencerrages par le massacre perfide de quelques uns des principaux chefs de cette vaillante tribu, s'était rendu généralement odieux à ses sujets en répudiant Aixa. Il avait fait périr avec inhumanité tous les enfants qu'il avait eus de cette princesse, pour ouvrir le chemin du trône à ceux qu'il avait eus de Zoraïde, autrefois chrétienne, qu'il aimait avec passion. Boabdil, l'aîné des enfants d'Aixa, échappa seul à sa cruauté; et se mettant à la tête des Abencerrages, il marcha contre son père, le chassa de Grenade, et ceignit la couronne. Albohacen détrôné, parvint à rassembler quelques partisans à Baza, s'introduisit dans la Grenade à main ar-

mée, et s'empara de l'Alhambra, où il fit un carnage horrible; mais enfin le parti de Boabdil triompha, et son père fut obligé de se retirer avec Zorayde et ses fils dans une forteresse voisine. Boabdil tomba ensuite, comme nous l'avons dit, au pouvoir des chrétiens, et Abohacen occupa une seconde fois le trône de Grenade. Boabdil ayant recouvré sa liberté, la guerre civile s'alluma; et comme elle était fomentée par les Castillans, elle se soutint avec une égale vigueur de part et d'autre. Albohacen mourut au milieu de ces troubles; Abohardil, son frère, fut assez adroit pour se former un parti aux dépens de son neveu, pour usurper sa couronne. Quelques petites victoires remportées sur les Castillans augmentèrent son crédit, et par conséquent ses forces; mais vaincu depuis et mis nombre de fois en fuite par Boabdil, il fut assez vil pour aller se jeter dans les bras des ennemis de sa patrie, et pour marcher avec eux contre la capitale, guidé par le seul espoir d'abattre son concurrent, qui la défendait en personne.

Soit que Boabdil n'eût pas assez arrêté son attention sur la nécessité de bien approvisionner la ville, soit que le nombre considérable de Maures qui, en quittant le reste du royaume, étaient venus s'y réfugier, en eût bientôt épuisé les ressources, Grenade fut réduite au dernier

degré de misère; elle souffrit toutes les horreurs de la famine sans espérance de secours. Il faudrait être privé de toute espèce de sentiment d'humanité pour ne pas plaindre le destin des habitants de cette ville, reste infortuné d'un peuple qui jadis avait joui de tant d'éclat et de splendeur.

Lorsque tant de gens enfermés, ou, pour mieux dire, entassés dans Grenade, virent qu'il ne leur restait aucune ressource, une espèce de frénésie s'empara d'eux : tantôt ils faisaient des sorties dont leur propre fureur leur cachait le danger; tantôt, semblables à des bêtes féroces prises dans un piége, ils tombaient dans un état de stupidité qui les plongeait dans une morne consternation; tantôt, par un retour sur eux-mêmes, ils s'abandonnaient aux plus violents transports de la douleur et du désespoir; des larmes abondantes coulaient de leurs yeux, des sanglots étouffaient leur voix; ils étendaient leurs mains affaiblies vers le palais du prince, comme s'il eût pu les secourir, et l'accablaient d'injures, comme s'il eût été l'auteur de tant d'infortunes. Ils entraient dans leurs mosquées, jetaient des cris lamentables, couraient aux tombeaux de leurs aïeux, les tenaient étroitement embrassés; sortant précipitamment de leurs maisons sans vêtements, les yeux noyés de pleurs, ils y rentraient tout à coup pour avoir

au moins la consolation de toucher les objets qu'ils ne pouvaient emporter avec eux, et de revoir encore une fois ces lieux chéris, témoins de leur ancienne félicité.

Après huit mois de siége, la place, manquant absolument de vivres, fut obligée de se rendre; on disputa quelque temps sur les conditions, mais elles furent enfin signées dans les premiers jours de janvier en 1492, et le 4 du même mois les rois firent leur entrée publique dans la ville avec autant de magnificence que de pompe religieuse. Il faudrait une histoire particulière pour signaler toutes les actions des chefs et même des simples soldats de l'armée espagnole. Mais celui qui sera curieux de les connaître les trouvera dans les ouvrages des auteurs qui se sont uniquement occupés du soin de raconter ces prodiges de valeur, et sa propre admiration confirmera celle de la postérité.

Les habitants qui restèrent dans la ville furent traités avec une extrême douceur; et si Boaldil ne put défendre ses sujets, il leur procura du moins, au moyen de la capitulation, le sort le plus favorable qu'il put obtenir. Lui-même eut la permission de se retirer avec ceux qui voulurent le suivre dans les Alpujarras, montagnes de la Grenade, où sont des terrains fertiles et des sites agréables. Mais, ne pouvant considérer avec

tranquillité son royaume au pouvoir des étrangers, il passa en Afrique, où il mourut misérablement après avoir perdu la vue.

Pour ôter aux infidèles tout espoir de revenir en Espagne, Ferdinand et Isabelle mirent de nombreuses garnisons dans toutes les places fortes; ils réunirent à la couronne le marquisat de Cadix que possédait don Rodrigue, Ponce de Léon, qu'on indemnisa par le comté de Casares et le titre de duc d'Arcos. On permit pendant quelques années, comme une consolation aux mahométans de Grenade, l'exercice de leur religion; mais, sous prétexte de quelques troubles, on les plaça dans l'alternative de se faire chrétiens ou d'abandonner la ville pour se retirer en Afrique. La plupart consentirent à recevoir le baptême. On voulut agir de même à l'égard de ceux qui s'étaient retranchés dans les Alpujarras; mais, mettant leur confiance dans la difficulté des lieux, ils coururent aux armes, et entreprirent une guerre opiniâtre et sanglante. Cependant plusieurs d'entre eux se firent baptiser. On exigea de ceux qui aimèrent mieux s'expatrier dix doubles par famille, et ce tribut s'éleva jusqu'à cent soixante-dix mille doubles.

Les juifs furent ceux qui souffrirent le moins. Ferdinand et Isabelle les chassèrent également de leurs états; mais, loin de rien exiger, ils leur

permirent d'emporter avec eux leurs immenses richesses. On dit que huit cent mille personnes de tout âge et de tout sexe quittèrent l'Espagne à cette époque. Néanmoins la perte de tant de sujets et de tant de trésors ne parut pas être, pour le roi et la reine, un prix trop élevé de la conservation de la foi et de la tranquillité dans leurs royaumes.

Cependant, pour ne pas perdre le fruit d'un si grand triomphe, ils confièrent à la vigilance du tribunal de l'inquisition, qu'ils avaient déjà établi, le soin de maintenir dans toute sa force la religion de leurs ancêtres. En récompense de ce zèle fervent, le saint-siége leur donna, l'année 1496, le surnom de *catholiques*. Il étendit cette marque de distinction à leurs successeurs, qui ont su la mériter par tant de zèle, qu'il semble que chacun ait désiré plus particulièrement de s'en rendre digne.

CHAPITRE XLV.

Après la mort de Ferdinand II, roi de Naples, les nobles de ce royaume qui conservaient le souvenir de ses rigueurs et de sa cruauté, et qui, selon toute apparence, avaient lieu de craindre la dureté que don Alphonse, son fils et son successeur, avait déjà montrée, offrirent cette couronne, les uns au roi catholique, les autres à celui de France Charles VIII. Ils donnaient pour prétexte que don Ferdinand, en qualité de bâtard, n'avait pu jouir de ce royaume avec justice; que ses descendants devaient en être exclus et céder la place à la vue du droit des princes à qui ils s'adressaient. Charles VIII n'avait cependant pour titre que l'adoption de Louis d'Anjou de la seconde branche de cette famille : adoption qui avait été faite par Jeanne II. Le titre du roi catholique était plus fondé, puisque, outre l'adoption que cette reine avait faite de son oncle don Alphonse, comme nous l'avons dit plus haut, il avait en sa faveur le droit de la conquête que ce prince fit de ces états avec sa propre épée. Don Ferdinand, non seulement repoussa cette

proposition, mais offrit même de soutenir son neveu sur le trône de Naples. Charles VIII, au contraire, se présenta de suite en Italie avec une nombreuse armée, s'empara d'une grande partie du pays et surtout de Naples, sans avoir fait dresser une seule tente ni rompu une seule lance. Les princes italiens, qui commencèrent à craindre sa prépondérance et ses vues ambitieuses, s'entendirent pour la défense de leurs états; ils formèrent une ligue connue sous le nom de *sainte*, qui le força précipitamment à quitter l'Italie. En ce temps, le fameux Gonzalve de Cordoue, appelé le grand capitaine, arriva à Messine à la tête de troupes espagnoles; il acheva de chasser les Français. Mais la mort du roi de Naples Alphonse II, suivie de celle de son fils Ferdinand, et surtout la désunion qui commençait à se répandre parmi les princes ligués, favorisèrent le retour du roi de France en Italie avec des forces plus considérables.

Louis XII, successeur de Charles VIII, pénétra dans le Piémont et le Monferrat avec le plus grand succès. Il fut en très peu de temps maître de toute la Lombardie et de tout le pays génois; et le roi catholique craignit que la Calabre, la Sicile et la Sardaigne n'offrissent aussi un appât à son ambition. Afin de prévenir ses desseins, don Ferdinand conclut une alliance avec l'empereur

Maximilien I[er]; et le mariage de Jeanne de Castille avec l'archiduc don Philippe, qui depuis monta sur le trône d'Espagne, servit de base à cette alliance. Mais Louis proposa la paix en partageant le royaume de Naples avec don Ferdinand, et renonçant en sa faveur à tous les droits qu'il pouvait avoir sur les comtés de Roussillon et de Cerdagne, objets continuels de discorde entre les deux puissances.

Tandis que le roi de Castille étendait ses états au dehors, il s'occupait de les consolider au dedans, en réduisant la noblesse à un état dans lequel il lui serait impossible de troubler la tranquillité. L'immensité des richesses des grands, leurs nombreux vassaux et leur ambition immodérée, les avaient rendus si formidables, que souvent nous avons vu le trône chanceler au milieu des agitations de la guerre civile. Ferdinand et Isabelle retiraient peu à peu de leurs mains les terres et les anciennes concessions que la crainte, plutôt que la volonté, leur avait fait obtenir. On mit en pratique ce qu'une loi du royaume avait déjà décrété, l'appel de tous les juges des chefs-lieux de seigneuries aux tribunaux du roi; et par cette manière d'agir, qui plaisait tant au peuple, Ferdinand et Isabelle parvinrent à empêcher cette espèce de pillage souffert si long-temps par les rois d'Espagne, que

tenaient sous la tutelle des nobles ambitieux.

Parmi tous ces nobles, on regardait comme les plus dangereux les trois grands maîtres des ordres militaires de Calatavra, Alcantara et Sant-Iago ; l'indépendance avec laquelle ils gouvernaient une multitude de villes, châteaux et forteresses qui étaient sous leurs ordres ; le nombre et la richesse des bénéfices dont ils disposaient ; tant de chevaliers qui dépendaient d'eux, les uns par leur profession, les autres par des espérances ; enfin les troupes considérables qu'ils avaient à leur solde, leur donnaient dans le royaume l'attitude de petits souverains. Lorsqu'il y avait quelques divisions intestines, ils s'en mêlaient ordinairement, et c'était rarement en faveur de l'autorité royale. Les souverains de Castille regardaient l'expulsion des Maures comme une conjoncture favorable pour demander à la cour de Rome l'administration des trois maîtrises, Rome y consentit en 1493. Avec le temps Charles Ier poussa les prétentions plus loin ; il obtint du siége apostolique que ces trois maîtrises fussent incorporées à perpétuité à la couronne de Castille, ce qui a été l'un des moyens les plus efficaces pour maintenir la noblesse dans une sujétion convenable.

Ferdinand et Isabelle, maîtres de presque toute l'Espagne, d'une grande partie du royaume

de Naples, de la Sicile, de la Sardaigne et de la côte de Barbarie, où ils avaient également porté leurs armes victorieuses, étaient plus puissants au dehors et au dedans qu'aucun des rois qui les avaient précédés depuis la fondation de la monarchie; et lorsqu'ils semblaient être arrivés au comble du pouvoir, la providence découvrit pour eux un nouveau monde dont l'empire leur était réservé ainsi qu'à leurs augustes successeurs.

Christophe Colomb, génois, marié en Portugal, grand pilote, et plus grand mathématicien encore, se présenta à la cour d'Espagne, persuadé de l'existence d'un pays qui, d'après ses calculs et ses conjectures, devait sans doute se trouver à l'occident, et qu'il s'offrait lui-même d'aller découvrir.

Il avait déjà fait auparavant la même proposition aux cours d'Angleterre et de Portugal, mais il avait été refusé par toutes deux avec un égal mépris; on le regarda comme insensé. En Castille il fut traité avec plus de considération, et l'on crut que peut-être il ne se trompait pas; cependant, le roi, alors engagé dans la guerre de Grenade, n'était pas en état de seconder ses vues: Colomb, luttant contre une foule de rivaux et d'ignorants, attendit avec constance la réduction de cette ville pour renouveler ses instances.

Il sut si bien faire valoir ses prétentions qu'enfin on lui accorda trois vaisseaux.

Ce fut le 3 août 1492 qu'il mit à la voile dans le port de Palos de Moguera : il jeta l'ancre dans les îles Canaries, qu'il connaissait déjà, et de là traversa les mers de l'occident, au milieu des plaintes, des murmures et même des séditions continuelles des matelots, qui le regardaient comme cent fois plus fou qu'il n'avait paru l'être aux Anglais et aux Portugais, et qui plus d'une fois attentèrent à sa vie. Il eut le bonheur d'accomplir sa prédiction, en découvrant au mois d'octobre les Lucaies; et après s'être assuré de l'existence d'un nouveau monde, il chargea ses vaisseaux d'or, d'argent et de marchandises précieuses, et revint en Espagne avec le plus grand bonheur. Quand il sortit de ce royaume, on regardait comme problématique parmi les Espagnols si Colomb avait perdu le jugement; mais quand il revint, il fut reçu comme le premier homme du monde, le plus grand génie de la terre, et l'on ne trouvait pas assez de louanges pour l'en accabler : tant il est vrai que les hommes ne jugent les choses que par leurs succès. La reine et le roi le récompensèrent en lui donnant l'amirauté du Nouveau-Monde, et le traitèrent avec la plus grande distinction. Encouragés par le succès de cette première tentative, ils firent

les préparatifs d'une seconde expédition plus nombreuse et mieux équipée.

Colomb découvrit dans ce voyage, l'île de Cuba, l'île Espagnole, celle de Porto-Rico, et les côtes de la Terre-Ferme, qui vont du nord au sud. Il traça une carte, prit possession de tout ces pays au nom de la reine et du roi catholiques, et revint en Espagne chargé de richesses immenses. Un succès aussi extraordinaire excita l'envie du Portugal, et, poussé par le chagrin de voir d'autres profiter des avantages qu'il avait été en son pouvoir de s'approprier le premier, il voulut empêcher la Castille de continuer ces découvertes. sous prétexte qu'elles lui appartenaient par des bulles pontificales. De là naquirent différentes contestations entre les deux cours, dont la décision fut remise entre les mains du pape; et celui-ci, tirant sur le globe une ligne de division, d'un pôle à l'autre, par le méridien des Canaries, donna au roi de Portugal l'hémisphère oriental, que ses flottes parcouraient déjà, et assigna en pleine propriété l'hémisphère occidental au roi de Castille.

La reine et le roi catholiques tirèrent un grand avantage de la découverte de cette partie appelée les Indes, employant l'immense quantité d'or et d'argent qu'ils en reçurent à acquitter les emprunts considérables qu'ils avaient contractés pour de si

grandes et si glorieuses conquêtes. L'un et l'autre s'empressaient à l'envi de témoigner leur reconnaissance à l'Être suprême pour les bienfaits signalés dont il les avait toujours comblés, soit en lui élevant des temples, soit en établissant des monastères, ou bien en dotant ceux qui étaient déjà établis. Non contents de réformer l'état et les églises qui étaient sous leur patronage royal, ils sollicitèrent encore la réforme de quelques ordres religieux.

Les institutions les plus saintes sont sujettes à la décadence comme les plus grands empires. Le temps, qui consume tout, qui ose tout, n'épargne pas la ferveur primitive que de saints fondateurs inspirèrent à leurs premiers disciples; et si l'on ne songeait qu'à la faiblesse humaine, on s'étonnerait que l'austérité d'institutions si recommandables ait pu se maintenir sans éprouver un plus grand relâchement.

Tant de félicité ne pouvait pas exister sans le mélange de quelque infortune : la reine et le roi perdirent don Juan, leur fils unique, prince qui donnait de grandes espérances, héritier de leur couronne, et généralement aimé pour les rares qualités de son esprit et de son cœur. Ils perdirent aussi leur fille aînée Isabelle, mariée au roi de Portugal; et Jeanne, archiduchesse d'Autriche, à la suite d'une couche, tomba dans une espèce

de folie qui la jeta dans mille extravagances. Sa démence venait de la passion extrême qu'elle avait pour son époux. Il paraît qu'elle n'était pas payée de retour, puisque, fréquemment et sous les prétextes les plus frivoles, il s'éloignait d'elle, ne mettant pas moins d'intervalle entre eux que les mers. La reine Isabelle fut témoin des égarements de sa fille; et ce triste spectacle, qui ne fit qu'accroître le chagrin que lui causait la mort prématurée de son fils, la plongea dans une langueur qui la conduisit au tombeau le 26 novembre 1504. Elle institua Jeanne, sa fille, pour héritière universelle de ses états; mais, vu son incapacité pour le gouvernement, et prévoyant le cas de son absence et de celle de l'archiduc, qui avait montré du déplaisir à rester en Espagne, elle chargea son mari don Ferdinand de la régence du royaume jusqu'à ce que son petit-fils don Carlos, qu'elle substitua à la princesse, fût parvenu à l'âge de vingt ans. Elle révoqua par son testament toutes les faveurs qu'elle avait accordées à son avénement au trône, comme contraires au bien de la monarchie, en ajoutant que la nécessité les lui avait arrachées contre sa volonté. Elle laissa entre les mains du roi Ferdinand durant sa vie l'administration des trois grandes maîtrises; elle lui assura une rente annuelle de vingt-cinq mille ducats sur les droits de ces mêmes

maîtrises, et de plus la moitié des produits dans les découvertes du Nouveau-Monde. Sa constante piété, sa prudence, son application infatigable, et son habileté dans le maniement des affaires, la mettent au-dessus des plus grandes reines qui l'ont précédée en Castille, et la rendent digne d'occuper une place distinguée parmi les plus illustres monarques.

CHAPITRE XLVI.

A peine la reine catholique eut-elle rendu le dernier soupir, que des courtisans ambitieux, toujours ennemis de l'ordre et de la tranquillité, et dans l'espérance de gagner quelque chose parmi les troubles, firent agir tous les ressorts de la ruse et de l'intrigue pour semer la discorde entre le roi Ferdinand et son gendre l'archiduc, qui était alors en Flandre avec sa femme. Les uns flattaient le roi catholique de l'espoir de rester sur un trône de Castille, qu'ils disaient lui appartenir par le droit du sang, à cause de l'incapacité reconnue de sa fille et de l'esprit dissolu de son gendre; si cela ne lui paraissait pas juste, il devait se réserver au moins le gouvernement

qui, suivant le testament de son épouse, lui appartenait, ses enfants étant absents ou présents, jusqu'à ce que son petit-fils, don Charles, fût parvenu à sa vingtième année, dans le cas où Jeanne ne voudrait ou ne pourrait pas gouverner. Les autres persuadaient à Philippe de s'emparer du gouvernement conjointement avec sa femme, et de se charger de ce qu'elle serait incapable de faire, sans permettre que don Ferdinand conservât la moindre autorité ; car il était inconvenant qu'il portât le titre de roi, avec la puissance de gouverner son peuple, et qu'il fût soumis néanmoins à la direction d'un autre comme aurait pu l'être un enfant. Dès lors, les deux princes commencèrent mutuellement à se voir avec méfiance, et don Ferdinand, malgré toute la répugnance que lui causait l'idée d'en venir aux mains avec le mari de sa fille, ayant appris que l'archiduc préparait en Flandre une nombreuse escadre pour aller en Castille à la tête d'une armée considérable, et faire la conquête de ce royaume, en cas de résistance, crut ne pas devoir se laisser opprimer; il mit ses frontières en état de défense. Cette conduite fournit aux partisans de don Philippe l'occasion de le confirmer dans ses soupçons jaloux : on supposa que le roi catholique avait l'intention de lui disputer le royaume à main armée; et comme en

pareil cas aucune alliance ne pouvait être plus favorable que celle du roi de Francc, Philippe était au moment de la conclure, quand don Ferdinand, meilleur politique et plus rusé qu'eux tous, déconcerta ses projets avec une habileté admirable. Comme il savait que le monarque de France se déclarerait en faveur de celui qui lui offrirait le plus d'avantages, il demanda la main de Germaine de Foix, sa nièce. Le roi de France y consentit avec joie; non seulement il terminait par ce moyen les différents des deux puissances sur la couronne de Naples, mais encore il procurait à l'une des branches de sa famille l'entrée du florissant royaume d'Aragon. Il transféra à sa nièce, à titre de dot, le droit à la partie du royaume de Naples qui lui avait été assignée lors du partage fait quelques années auparavant, et qui se trouvait sous la domination espagnole depuis plusieurs batailles mémorables où brillèrent les talents extraordinaires du célèbre Gonzalve de Cordoue; il renonça de plus, en faveur de cette nièce et de ses descendants, au titre de roi de Jérusalem, ainsi qu'à tous les priviléges qui pouvaient y être attachés.

Cette alliance fut un coup sensible pour l'archiduc, puisque, outre le désagrément de perdre un allié qui pouvait lui être fort utile, don Ferdinand n'ayant pas plus de cinquante-trois ans,

pouvait espérer des successeurs. S'il avait des enfants, les espérances de Philippe sur les royaumes de Naples et d'Aragon allaient se perdre; il devait craindre encore qu'on ne lui disputât en tout ou en partie la Grenade : toutefois, mettant sa confiance dans un nombreux parti qu'il avait en Castille, il crut ne pas devoir retarder un instant son départ; mais son père, plus prudent ou plus timide, désapprouva une résolution si dangereuse, qui, au lieu de le rapprocher de son beau-père, ne pouvait produire que des maux infinis; il s'offrit comme médiateur dans cette affaire. Don Philippe consentit en apparence à solliciter un arrangement à l'amiable, et adressa des instructions aux ambassadeurs qu'il avait en Castille. Or, don Ferdinand désirait de son côté cet arrangement, pour n'avoir pas l'air de refuser l'entrée à sa fille, qui était la *reine propriétaire*, et à son petit-fils don Charles, regardé déjà comme l'héritier présomptif du trône. Après plusieurs débats, l'administration du royaume fut partagée entre Jeanne comme propriétaire, don Philippe comme son époux légitime, et don Ferdinand comme gouverneur perpétuel; le prince Charles fut reconnu héritier immédiat après la mort de sa mère; les revenus de la Castille et du Nouveau-Monde furent divisés par moitié entre le roi catholique et ses enfants.

Cet accord fut conclu à Salamanque, en 1504, et l'allégresse fut générale dans le royaume. Mais en Flandre, don Philippe et ses amis, qui voyaient avec regret l'établissement de l'harmonie, déclarèrent que cet accord était inégal et désavantageux; ils crurent pourtant qu'une fois le pied posé en Espagne, il serait aisé de le faire rectifier, ou de chasser don Ferdinand de la Castille. Ainsi, cachant leur dessein, ils firent en public des démonstrations de paix et hâtèrent leur départ.

A peine l'archiduc eut-il débarqué dans la Corogne, qu'un grand nombre des principaux nobles vinrent s'offrir à lui; ils étaient las de la dépendance où les tenait le gouvernement. Ce prince, les trouvant mieux disposés pour lui qu'il ne s'y était attendu, conçut l'espoir que toute ou du moins la plus grande partie de la noblesse castillane se déclarerait aussitôt en sa faveur. Il commença donc à lever le masque, déclarant publiquement qu'il s'opposait au traité. Don Ferdinand tâcha de retarder les progrès de la discorde, en gagnant par des promesses les partisans de son gendre, et en proposant à celui-ci de consentir à une conférence où ils prendraient entre eux les moyens de mettre fin à leurs contestations; mais l'archiduc se refusait avec adresse à cette proposition : il préparait en secret des

troupes, et travaillait à rendre son parti plus nombreux, en accordant des récompenses à ceux qui jouaient un principal rôle dans sa cour, et en admettant dans son conseil des personnes attachées aux nobles ennemis du roi catholique, et qui souhaitaient des changements dans le gouvernement; de sorte qu'en peu de temps le petit nombre de ceux qui suivaient le beau-père, changèrent d'opinion; les prélats mêmes de sa suite passèrent du côté du gendre. Au premier instant, don Ferdinand, voyant que l'archiduc marchait à la tête d'une nombreuse armée de Flamands, Allemands et Espagnols, avec une artillerie de campagne et autres munitions de guerre, résolut de se mettre en état de défense, doublant ses troupes sous prétexte de vouloir rendre la liberté à la reine sa fille, opprimée et tenue avec violence prisonnière par l'archiduc et ses courtisans; mais il se mit à considérer la perfidie de ceux qui lui montraient le plus de loyauté, et la facilité avec laquelle ils changeaient sans honte de parti selon leurs intérêts. Combien, d'ailleurs, n'était-il pas éloigné de l'Aragon! Il n'avait pas prévenu le roi de France pour en recevoir des secours. Enfin, il n'était pas bien prudent d'allumer une guerre sanglante pour des motifs que chacun interpréterait selon sa manière de voir. C'est pourquoi il fit dire à son gendre

qu'il était prêt à se rendre où il voudrait pour avoir une entrevue.

Arrivé à un lieu planté de chênes, dans une ferme appelée le *Remesal*, don Ferdinand vit, pour la première fois, son gendre don Philippe, et leur rencontre formait un contraste singulier. Le roi catholique n'était accompagné que d'un petit nombre de seigneurs, tous disposés à la paix ; don Philippe, au contraire, arrivait avec un grand apparat, et un pompeux attirail d'armes et de troupes. Ferdinand n'avait demandé pour toute sûreté que le respect dû aux titres de roi, de vieillard et de père. Don Philippe suppléait au manque de majesté et de droits reconnus par le vain extérieur de l'ostentation et d'une fausse grandeur. Le résultat de cette conférence fut de se séparer peu contents l'un de l'autre, et sans avancer en rien l'état des affaires. Le roi catholique, voyant la froideur de son gendre et des grands, l'éloignement que lui témoignait tout le royaume, qui le regardait comme étranger, résolut de laisser le champ libre à ses ennemis, moyennant l'accommodement quelconque qu'ils lui proposeraient. En effet, les partisans de l'archiduc firent un traité selon leurs désirs ; et, le 27 juin 1506, don Ferdinand consentit à céder à ses enfants le gouvernement de Castille et à se retirer dans l'Aragon, où il

jouirait de la moitié des revenus de l'Amérique, et de 25,000 ducats sur les droits des maîtrises, dont l'administration lui était réservée, sous la condition de ne nommer aux commanderies que des sujets de Castille.

Un nouveau gouvernement entraîne toujours un changement de système. Les maximes du beau-père étaient tout-à-fait contraires à celles du gendre, et leurs caractères étaient encore plus opposés que leurs maximes. Philippe était d'un esprit enjoué, gai, franc et ouvert; Ferdinand avait une âme sérieuse, mélancolique, pleine d'artifice, de réserve et de politique, prenant toujours des détours pour arriver à son but. Philippe, dans la fleur de l'âge, aimait les plaisirs, les exercices du corps, sans s'occuper du soin d'apprendre l'art de régner. Il abandonnait le gouvernement de son peuple et les trésors de l'état aux mains avides de ses courtisans. Ferdinand au contraire, d'un âge mûr, méditait beaucoup et parlait peu; il s'occupait des affaires de l'Europe, et ne se complaisait qu'à remplir ses devoirs. Le désir de régner sans partage était si fortement empreint dans le cœur de l'archiduc, que même sa femme lui était importune, quoiqu'elle ne voulût jamais se mêler en rien des affaires. Pour se debarrasser d'elle, son premier soin fut de convoquer des cortès à Valladolid,

sous le prétexte apparent de reconnaître les nouveaux souverains, mais dans le véritable but d'obtenir que la reine fût déclarée en état de démence, et incapable de gouverner ses états. Cependant il ne put y parvenir, les députés des villes s'y étant fortement opposés; il fut obligé pour le moment de se contenter de la faire enfermer dans l'endroit le moins incommode. Heureusement sa réclusion ne fut pas longue, car Philippe *le Beau*, à peine âgé de vingt-neuf ans, et neuf mois après son entrée en Espagne, fut saisi d'une fièvre aiguë qui l'emporta en six jours dans le plus bel âge de la vie. Cette mort acheva de faire perdre la raison à Jeanne, et elle n'eut plus dès lors que quelques moments lucides, trop rares pour qu'on pût lui confier le gouvernement. D'un autre côté, tout occupée de son deuil, il était impossible de la séparer des restes d'un époux qu'elle transportait partout; elle fuyait même tout ce qui pouvait interrompre sa douleur; elle détestait tout ce qui avait rapport aux soins de l'état.

Dans des circonstances aussi critiques, il était nécessaire d'établir un ordre de choses dans le gouvernement de la monarchie, jusqu'à ce que Charles eût atteint sa vingtième année, c'était du moins l'opinion de quelques grands; mais les craintes et les désirs de chacun empê-

chaient qu'ils ne fussent tous d'un même avis. Ceux qui voulaient la paix proposaient de rappeler le roi catholique, ne mettant pas en doute qu'il saurait déposer toute espèce de ressentiment particulier pour ne pas abandonner les sujets de sa fille dans une situation aussi fâcheuse; mais quoique les auteurs de la discorde entre le beau-père et le gendre sussent bien que le rappel du premier était le seul moyen de conserver la tranquillité publique, ils s'opposaient de toute leur force au retour de don Ferdinand, craignant qu'il ne voulût se venger des offenses dont ils s'étaient rendus coupables envers lui. D'accord sur ce seul point, ils étaient absolument opposés sur l'objet le plus intéressant. Les uns disaient qu'il fallait appeler le prince don Charles, afin qu'aidé de gouverneurs choisis par les cortès, le royaume fût confié à ses soins; les autres se déclaraient en faveur de l'empereur d'Allemagne; ceux-ci pour le roi de Portugal; ceux-là pour les rois de Navarre; et d'autres enfin, mécontents d'une telle diversité d'opinions, proposaient de marier la reine, ou avec don Alphonse d'Aragon, fils de l'infant *Fortuné*; tantôt avec don Ferdinand de Naples; tantôt avec Gaston de Foix, frère de la reine Germaine; ou bien avec Henri VII, roi d'Angleterre. Tous ces avis, dictés par l'ambition et l'es-

prit des différents partis, n'avait d'autre fondement que la passion de leurs auteurs; et comme on découvrait la source d'où ils venaient, ils n'avaient qu'un succès passager, et ne faisaient par là même qu'accroître et consolider le parti du roi. Au milieu de tant d'agitations, il ne manqua pas d'ambitieux qui voulurent profiter de la démence de la reine pour s'emparer du gouvernement; mais celui qui se conduisit avec le plus d'art et d'adresse fut l'archevêque de Tolède, don Fray François Ximenez de Cisneros. Toutefois la reine, malgré sa folie, parvint à déconcerter ses projets en parlant de l'arrivée de son père, qu'elle croyait prochaine; et don Fray, en politique habile, changea aussitôt de plan, en se montrant ouvertement un des plus grands partisans de Ferdinand, en le pressant avec instance de prévenir l'anarchie qui menaçait la Castille. Ce fut lui qui découvrit et déjoua le projet hardi formé par les ennemis du roi, de marier le prince Charles avec la fille du roi d'Angleterre, qui viendrait alors gouverner la Castille au nom de sa fille et de son gendre; il s'empara à ses propres frais, mais au nom de Jeanne, des principales places et forteresses du royaume, car tout était à craindre de la part de gens fanatiques, furieux de voir leurs espérances déçues, et irrités contre la reine, à cause

du terrible coup qu'elle venait de leur porter, en révoquant toutes les grâces qu'ils avaient arrachéesavec adresse à son mari.

Le roi Ferdinand se rendit enfin aux instances de la plus saine partie de la noblesse castillane, et à son arrivée les choses changèrent entièrement de face. Il parvint en peu de temps à calmer les esprits inquiets, à rétablir la tranquillité, l'ordre et la vigueur des lois; et, quoique absolu, son gouvernement fut pacifique, fécond en projets, en traités et en guerres extérieures. Durant son règne, on fit de belles conquêtes en Afrique, à la demande, aux frais et sous les ordres du grand cardinal-archevêque Ximenez de Cisneros. Il entra dans la fameuse ligue de Cambrai, avec le pape, l'empereur et la France, contre les Vénitiens, qui, orgueilleux de la grande puissance qu'ils avaient acquise, étaient tombés sur l'Italie, et avaient dépouillé ces monarques de tout ce qu'ils possédaient de mieux en ce pays. Comme il craignit ensuite la prééminence de la France, il s'unit avec le pape et les Vénitiens par une confédération qu'ils appelèrent la *ligue sainte*, et au moyen de laquelle les Vénitiens parvinrent à reprendre toutes les places que leur avaient enlevées les Français. Mais l'armée espagnole fut mise en déroute à Ravenne par celle de Louis XII, roi de France, et cette défaite aurait eu des con-

séquences fatales pour les coalisés, si, d'un côté, le pape ne fût pas accouru au secours des coalisés avec vingt-quatre mille hommes ; et si, de l'autre, les Anglais, ne fussent pas venus les menacer d'une expédition en Normandie. La cour de France retira ses troupes de l'Italie, et les Espagnols chassèrent des places les garnisons françaises, ce qui donna lieu à une trève entre Ferdinand et Louis XII. Durant le cours de cette guerre, Ferdinand-le-Catholique s'empara de la Navarre : action qui a été regardée comme un crime par plusieurs historiens, mais qu'il est pourtant facile de justifier. Quoi qu'il en soit, cette couronne ayant été depuis lors réunie à celles de Léon, d'Aragon et de Castille, il ne sera peut-être pas hors de propos de suspendre un moment le cours de l'histoire de ces trois états réunis, pour donner une idée, quoique en abrégé, de l'origine de la Navarre et de son agrandissement, en répandant ainsi quelques lumières sur les droits et les motifs qui engagèrent don Ferdinand à dépouiller ses propres neveux de cette couronne.

CHAPITRE XLVII.

Les Navarrais, vivant sous un beau climat, jouissent d'un air sain et se trouvent abondamment pourvus de blé, de fruits excellents et de vins délicieux. Ils sont grands, bien faits, robustes, vifs et braves. La Navarre a peu d'étendue, mais elle nourrit un assez grand nombre de troupeaux; on remarque la limpidité de ses eaux; elle a une multitude de rivières peu profondes, mais qui fournissent abondamment du poisson; ses montagnes sont couvertes de belles forêts. La Navarre contient dans son enceinte les Pyrénées, dont les cimes, qui n'auraient dû être souillées que par le sang des bêtes féroces, comme des ours, des loups, qui y trouvent des repaires, ou par celui d'autres espèces qui fournissent une chasse abondante, ont été souvent arrosées par le sang de ses habitants, soit dans ses guerres civiles, soit dans celles qu'ils soutinrent contre leurs voisins, et surtout contre les Maures.

Les historiens s'accordent si peu sur l'origine de cette monarchie, qu'il serait difficile de la dé-

terminer sans courir le risque de se tromper. Il y en a qui, s'en rapportant aux chartes des monastères fondés dans ce pays, parlent d'une espèce d'assemblée de seigneurs navarrais, et d'une grande multitude de gens du peuple réunis en 758 pour célébrer les funérailles d'un ermite appelé Jean. Ils assurent que ce fut alors qu'après avoir rendu les derniers devoirs à cet ermite, ils voulurent se choisir un chef pour les défendre contre les fréquentes invasions des Sarrasins; que le choix tomba sur Don Garcia Ximenez, seigneur espagnol, qui les gouverna quelque temps avec le titre de comte et sous la dépendance des rois des Asturies; mais qu'il se rendit ensuite indépendant; qu'il prit le titre de roi; qu'il le transmit à son fils aîné, don Fortuné Garcia; que celui-ci régna long-temps avec gloire, et finit ses jours dans un monastère qu'il avait fait construire à ses frais. Ces mêmes historiens parlent aussi d'un certain don Sanche qui, en 921, abandonna le monastère de Leire, où il s'était retiré pour seconder l'entreprise de son fils et successeur contre Abderramen, roi de Cordoue; enfin, ils font mention d'une victoire remportée en 994 sur Almanzor, par *Garcia-le-Tremblant*, dont le règne fut d'une longueur extraordinaire.

D'autres historiens, et particulièrement ceux

de France, animés par un certain esprit national, fixent l'époque de la fondation de la monarchie de Navarre au neuvième siècle, assurant que ce fut alors que ses habitants voulurent bien reconnaître pour la première fois un roi, et que ce fut Inigo Arista, comte de Bigorre, qu'ils disent d'origine française, pour attribuer à cette nation la gloire d'avoir la première donné des rois à la Navarre, et justifier les droits que les rois de France ont toujours prétendu avoir à cette couronne. Nous nous garderons d'imiter la partialité de ces derniers historiens, et nous examinerons avec une juste défiance les documents originaux sur lesquels les premiers se fondent. Pour parler, si ce n'est avec certitude, du moins avec probabilité de l'origine de cette monarchie et de la série chronologique de ses rois jusqu'au douzième siècle, époque où s'arrête l'obscurité, nous suivrons un auteur moderne qui a développé ce sujet avec beaucoup de jugement, de critique et d'impartialité.

Il est certain que les Navarrais furent soumis à la domination des rois des Asturies jusqu'au règne d'Alphonse II, surnommé *le Chaste*. A cette époque, stimulés par la France, qui avait des vues sur cette province, deux fois ils aspirèrent à l'indépendance, en conservant l'attitude de révoltés avec une obstination extrême, jusqu'à ce

qu'enfin ils furent obligés de céder de nouveau à la valeur bien connue de leurs souverains qui avaient de nombreux guerriers. Alphonse ne parvint cependant pas à étouffer entièrement l'esprit de révolte. L'insurrection éclatait tantôt sur un point, tantôt sur l'autre; elle était fomentée en secret par don Sanche. Inigo, comte de Bigorre, surnommé *l'Ariste*, ce qui signifie *le chêne* ou *le fort*, seigneur français, mais d'origine castillane. Ce seigneur traversa les Pyrénées, s'avança jusqu'aux plaines de Pampelune, embrassa le parti des Navarrais révoltés, comme s'il eût été leur compatriote. Don Alphonse voyait que des Espagnols ayant de l'affection pour un guerrier français, dont la bravoure extrême était soutenue par son parent le roi de France, l'occuperaient sans cesse par des guerres civiles, et le détourneraient ainsi de l'attention qu'exigeait la guerre des Maures, beaucoup plus importante pour la religion et l'état; c'est pourquoi il résolut de concilier tous les intérêts en remettant cette province au comte de Bigorre, à titre de fief, comme en usait la cour de France avec les comtes; mais à la condition qu'il lui donnerait en mariage une Française appelée *Chimène*, qui était sa parente, croyant par cette alliance obtenir des droits à son amitié, et pouvoir compter davantage sur lui.

Selon toutes les probabilités, ce traité eut lieu en 873, et le comte de Bigorre gouverna Pampelune jusqu'en 885, époque à laquelle son fils, Garcia Sanche Iñiguez, fut proclamé roi par les Navarrais, et non pas comte comme auparavant. Le roi des Asturies ne put pas y mettre opposition, puisqu'il les avait autorisés à cela, en détachant la Navarre de sa couronne, et la cédant à un seigneur étranger, qui devait naturellement secouer le joug aussitôt que ses forces seraient assez considérables. Don Garcia mourut ainsi que sa femme en 891, par les mains des Maures, qui le surprirent dans un village de la vallée de Ayvar, qu'ils appelaient *Larumbe*, après n'avoir occupé le trône que six ans.

Son fils Sanche Garcia, né après ou peu de temps avant la mort de sa mère, fut déposé entre les mains de quelques uns des principaux seigneurs, qui lui servirent de gouverneurs, et qui eurent le titre de régents du royaume. Il monta sur le trône à l'âge de quatorze ans, en 905, et prouva bientôt qu'il était digne de porter une couronne, car il avait toutes les qualités qu'on appréciait dans ce temps-là. Il étendit avec gloire ses domaines dans toute la Basse-Navarre, et même au-delà jusque dans les terres de la Castille et de l'Aragon. Monjardin, Naxera, Vecaria, Calahorra, Tudela et Jaca furent ses principales

conquêtes, et celle de Vecaria fut sûrement la plus glorieuse. Pour en éterniser le souvenir, il fonda, la dernière année de sa vie, le monastère d'Albelda. Il fut également jaloux de régner sur la Gascogne ou la Navarre française; nous ignorons s'il y parvint, mais ce qu'il y a de positif, c'est qu'après être arrivé de l'autre côté des Pyrénées, ayant appris que les Mahométans s'approchaient de Pampelune, il fit mettre à ses soldats des espèces de chaussures en cuir très dur, afin de pouvoir franchir avec plus de facilité les neiges et les précipices. Il se jeta d'une manière inattendue sur les assiégeants de la ville, et en fit un si grand carnage, qu'à peine en resta-t-il un seul qui fût en état d'aller porter la nouvelle de cette déroute au roi de Cordoue. Dès ce moment on lui donna le surnom d'*Abarca*, que ses successeurs ont conservé comme un titre de gloire. Il régna presque vingt ans, à dater de la fin de la régence, et mourut dans les derniers mois de l'année 924.

Son fils Garcia Sanche, surnommé *le Trembleur* ou le *Peureux*, lui succéda et régna jusqu'en 970. On prétend qu'il fut ainsi surnommé parce qu'un instant avant de livrer une bataille, il fut saisi d'un tremblement universel qui l'aurait fait passer pour lâche, si, après avoir payé cette espèce de tribut à la nature, il n'eût fait

éclater la plus grande bravoure pendant tout le combat. Il paraît plus vraisemblable que ce tremblement était la suite d'une maladie qui avait fortement ébranlé ses nerfs.

Don Garcia-le-Trembleur étant mort, son fils Sanche II monta sur le trône; ce fut par son mariage avec Elvire, fille du comte don Sanche de Castille, qu'il réunit cette couronne à celle de Navarre. Durant un règne de soixante-quatre ans, il signala sa valeur contre la France, le royaume de Léon, la Biscaïe et l'Aragon. Ses nombreux exploits et l'étendue qu'il donna à ses domaines lui ont mérité le titre de *grand*, et, selon quelques autres, celui d'*empereur*, qu'aucun roi n'avait encore obtenu jusqu'alors; mais après avoir ainsi accru son royaume, il le réduisit à son état primitif en le partageant entre ses fils Garcia, Ferdinand et Ramire, et leur fit par ce partage, sans s'en douter, le funeste présent de la discorde et de la guerre.

Il laissa la Navarre à Garcia, la Castille à don Ferdinand; et Ramire, qui était l'aîné, quoiqu'il fût illégitime, eut les conquêtes qu'il avait faites en Aragon. A peine le roi fut-il expiré, au mois de février de l'an 1035, que Ramire, profitant de l'absence de son frère Garcia, qui était allé visiter les églises de Rome, prit les armes contre lui, sous prétexte de recouvrer le royaume paternel,

dont il prétendait avoir été injustement dépouillé. Après avoir contracté une alliance avec les rois arabes de Saragosse, de Huesca et de Tudéla, il s'introduisit dans la Navarre avec une nombreuse armée de chrétiens et de Maures, et alla camper près de Tafalia, pour y attendre son frère au retour de son pieux voyage. Garcia revint en effet presque aussitôt; et réunissant à la hâte le plus de forces possible, il attaqua Ramire avec tant d'impétuosité, que le plus grand nombre de ses soldats furent tués pendant l'action; le reste prit la fuite en toute hâte, abandonnant armes et bagages. Ramire lui-même fut forcé de fuir si précipitamment, qu'il monta à cheval sans selle, sans chaussure et mal vêtu. Quelques auteurs assurent que le vainqueur le poursuivit hors de la Navarre, et alla même occuper son royaume: quoi qu'il en soit, ils firent enfin la paix, et le roi d'Aragon revint paisiblement dans ses états.

Cette guerre étant terminée, don Garcia en entreprit une autre aussi malheureuse qu'injuste contre son frère Ferdinand, qu'il voyait d'un œil jaloux occuper le trône de Castille. Nous en avons indiqué les causes et les effets dans l'histoire de don Ferdinand. Les deux frères se rencontrèrent dans la vallée de Atapuerca, le 1er septembre 1054, et dans cette bataille don Garcia paya de sa vie la perfidie avec laquelle il avait tenté de

priver don Ferdinand de la couronne de Castille.

Son fils Sanche III lui succéda. Il fit la guerre au roi de Saragosse, Ahmad-Abu-Giafar ou Almoctader; mais nous ne savons rien de plus sur cette guerre, si ce n'est qu'ils firent un traité par lequel le Maure s'engagea à payer un tribut annuel. Le roi don Sanche promit de se servir de son autorité pour que don Sanche Ramire, roi d'Aragon, retirât ses troupes de Huesca; il promit encore de protéger et de secourir Almoctader, dans le cas où don Sanche Ramire ne céderait pas et où il faudrait recourir à la force. Après cette paix Sanche III vécut encore trois ans, et mourut au mois de juin de l'an 1076; ses frères Raimond et Ermesenda le surprirent sans défense dans une partie de chasse, le précipitèrent du haut d'une montagne nommée *Penalen*. On dit qu'il laissa trois fils; mais le royaume ne revint à aucun d'eux, car il fut partagé entre le roi d'Aragon, don Sanche Ramire, qui s'empara de la plus grande partie, et Alphonse VI de Castille, qui, à titre de protecteur des fils et neveux du feu roi contre le fratricide, occupa Rioja et la Biscaïe.

La Navarre resta incorporée à la couronne d'Aragon jusqu'au règne de Ramire II, appelé *le Moine*, époque à laquelle les Navarrais se rendirent indépendants et se choisirent pour roi don

Garcia Ramire. Le successeur de Ramire, don Ramon, comte de Barcelonne, voulut faire valoir ses droits ; de là naquit entre les Navarrais, les Aragonais et les Castillans, comme alliés de ces derniers, une guerre pendant laquelle don Garcia soutint son indépendance avec intrépidité. Il mourut d'une chute de cheval dans une chasse de bêtes fauves, en 1150.

CHAPITRE XLVIII.

Les deux rois de Castille et d'Aragon ayant fait une alliance perfide contre Sanche V, successeur de Garcia, ce prince mit leurs royaumes à feu et à sang, et glaça de terreur les deux monarques; mais bientôt, ayant rassemblé leurs forces, ils tombèrent sur don Sanche. Après l'avoir vaincu, et s'être emparés de quelques unes des places de son royaume, ils lui accordèrent enfin la paix, qu'il sollicitait depuis long-temps. Il régna jusqu'en 1194, époque où il mourut, laissant pour successeur Sanche VI, surnommé le *sage*, dont le règne fut court et pacifique. Ce dernier laissa la couronne à son fils don Sanche le *fort*, le *courageux*, auquel on donna depuis le

surnom de *réfugié*, parce qu'à la fin de ses jours, accablé d'infirmités et dévoré par un cancer, il s'enferma dans le château de Tudela, sans se laisser voir de personne. Ce prince passa en Afrique, dans l'intention, dit-on, de contracter un mariage avec une fille de son ami, Jacob Aben-Jusef, roi de Maroc. Il fut arrêté contre tout droit des gens, et lorsqu'il revint dans son royaume, après être parvenu à s'évader, il le trouva envahi et démembré par les rois de Castille et d'Aragon, qui avaient profité de son absence pour occuper quelques places sans effusion de sang. Alava, la Biscaïe, Guipuscoa, tombèrent au pouvoir du Castillan; Ayvar et toute la vallée de Roncal demeurèrent aux Aragonais; mais il paraît que depuis don Sanche reprit le tout et qu'il régna en paix jusqu'en 1234, époque de sa mort. Nous avons déjà dit que ce fut ce même don Sanche qui adopta Jacques le *conquérant*, pour ne pas laisser la couronne à son neveu Théobalde, comte de Champagne, à qui elle devait appartenir, don Sanche n'ayant pas laissé d'enfants. Mais les Navarrais, ne faisant aucun cas de cette adoption, placèrent Théobalde sur le trône, sans que don Jacques s'y opposât, ou du moins cela n'est pas prouvé. Quoi qu'il en soit, cette adoption ayant été confirmée par un acte solennel, signé par toute la

noblesse de la Navarre et de l'Aragon, il est certain que les rois d'Aragon eurent dès lors, en vertu de ce contrat, un droit incontestable à cette couronne.

Théobalde se croisa pour la guerre de la Terre-Sainte, et laissa ses états sous la protection du pape : il partit pour Jérusalem, avec toutes les troupes qu'il put avoir. L'expédition fut très-malheureuse, et n'eut d'autres bons résultats que de faire acquérir à Théobalde plus d'expérience sur la manière de gouverner et de lui faire connaître d'excellents fruits, qu'il naturalisa dans la Navarre; il apprit à ses sujets la manière dont on cultivait la vigne en Champagne : c'est à ses soins que les Navarrais doivent leurs vins exquis, qui rivalisent avec les plus renommés. On dit que Théobalde fut bon poëte et bon musicien, selon le goût du siècle; qu'il aimait les sciences et favorisait les hommes instruits. Il mourut le 8 juillet 1253, laissant le sceptre à son fils Théobalde II, encore en bas âge.

Ce prince voulut aussi prendre part à la croisade que préparait son beau-père saint Louis, roi de France, contre Tunis. Les chaleurs extraordinaires de ce climat brûlant occasionèrent parmi les Européens, habitués à une température plus douce, une peste terrible, qui fit une multitude de victimes, entre autres saint

Louis et son fils; enfin toute la croisade aurait péri inutilement sous les murs de Tunis, si le roi de Naples et de Sicile, Charles d'Anjou, n'eût remédié à tant de maux, en obtenant la paix avec Tunis, au moyen d'une forte contribution annuelle qu'il leur imposa. L'escadre prit alors le chemin de la Palestine; mais le roi de Navarre étant mort le 5 décembre 1270 à Trapana, ses troupes furent obligées de se retirer sans chef dans leurs foyers, abandonnant ainsi une expédition qui avait été malheureuse depuis le commencement.

Théobalde n'ayant pas d'enfant, son frère Henri, qui pendant son absence avait été chargé du gouvernement, hérita de la couronne de Navarre; mais il en jouit peu de temps, étant mort l'année 1274: elle passa entre les mains de sa fille Jeanne, alors âgée de deux ans.

La reine douairière Blanche, confia le gouvernement aux soins d'un seigneur nommé don Pierre de Monteagudo, et ce choix causa tant de jalousie à un autre noble, don Garcia Almoravid, qu'il parvint à former un parti qui troubla toute la Navarre. Blanche, qui se trouvait alors en France, sans doute pour concerter le mariage de sa fille avec Philippe *le Bel*, crut éteindre le feu de la révolte en nommant pour médiateur dans la discorde et en chargeant du

gouvernement Eustache de Bellemarque, gentilhomme français. Mais ce choix ne fit qu'aigrir les esprits. Les Navarrais refusèrent l'obéissance à un étranger: quelle que fût la répugnance de Monteagudo à se soumettre aux ordres d'un Français, il regrettait encore davantage la perte de son crédit. Il voyait avec douleur échouer son projet de marier Jeanne au prince d'Aragon. Don Garcia Almoravid, qui était tout Castillan, souhaitait que la princesse épousât l'un des infants de Castille, et d'autres enfin, partisans des Français, se déclarèrent en faveur du gouverneur Bellemarque. La Navarre, divisée en ces trois partis, devint un théâtre de vengeances, d'assassinats et de déprédations.

Monteagudo périt victime des partisans de don Garcia, et le parti de ce dernier devenant chaque jour plus fort, il fallut promptement mettre un frein à sa hardiesse. Le roi de France, envoya de bonnes troupes commandées par le comte d'Arras; en peu de temps celui-ci délivra la Navarre de tous les séditieux, en les obligeant à se réfugier dans les pays étrangers, et il rétablit la tranquillité.

La reine Jeanne Ire mourut le 6 avril 1305, laissant la couronne à son fils Louis Hutin, qui depuis obtint aussi celle de France; mais il mourut le 5 juin 1316, laissant une fille appe-

lée Jeanne; et Philippe le *long*, frère de Hutin, prit le titre de roi de Navarre au préjudice de sa nièce. Les deux couronnes restèrent réunies durant le règne de son frère et successeur Charles *le Bel*; mais Philippe de Valois, à qui revint depuis lors la couronne de France, renonça à celle de Navarre, et la restitua à Jeanne, seconde de ce nom, qui avait épousé Philippe comte d'Evreux. Les deux époux laissèrent une nombreuse postérité et un royaume florissant. Jeanne II étant morte le 6 octobre 1349, Charles II et Charles III, ses fils et petit-fils, régnèrent d'une manière bien opposée. Le premier est connu sous le nom de Charles le *mauvais*; le second porte le titre de Charles le *noble* ou le *généreux*: tous deux ont joué un très grand rôle dans les événements de leur siècle.

Charles le *mauvais* monta sur le trône à la mort de sa mère, en 1349, âgé de dix-huit ans, et fit connaître dès lors son génie turbulent, hardi et entreprenant. Jean, roi de France, lui avait donné sa fille en mariage avec une dot considérable; mais Charles exigea une augmentation, et Jean se vit obligé de l'accorder, dans la crainte qu'un refus n'attirât des désagréments à sa fille. Charles fut le digne ami de Pierre le *cruel*, mais un ami peu loyal sans doute, puisque tandis qu'il signait un traité d'alliance avec le roi de

Castille, il s'unissait en secret avec ses ennemis. On lui impute des assassinats prémédités; on l'accuse d'avoir pris plaisir à exciter des troubles partout où il se trouvait; en un mot, sa présence était toujours redoutée et considérée comme le précurseur de quelque événement sinistre.

Jean, son beau-père, et Charles V de France, son beau-frère, ressentirent les effets de sa perfidie. On dit qu'il conçut le projet d'empoisonner le premier, ce qu'il exécuta à l'aide de Charles; et ce qui semble confirmer cette accusation, c'est l'extrême maladresse avec laquelle il chercha à s'en défendre. On assure qu'il mourut brûlé, parce qu'un drap imbibé d'eau-de-vie, dont il s'était enveloppé pour calmer des douleurs de rhumatisme, s'enflamma. Pourtant ce fait n'est pas très avéré; mais quel qu'ait été le genre de sa mort, il est certain qu'il expira le 1er janvier 1388, au milieu de douleurs aiguës, qui furent considérées comme la juste punition de ses crimes.

Son fils, Charles *le noble*, qui avait vingt-cinq ans lorsque la mort de son père le plaça sur le trône, lui ressemblait pour les talents, mais différait de lui par ses qualités. Il ne possédait ni sa vivacité ni son éloquence entraînante, mais il l'emportait par la douceur, la grâce et l'affabilité. Il épousa l'infante de Castille Léonore, sœur de Juan II : il fut excellent époux et père tendre ;

il vécut en paix avec ses voisins. Les cours de Castille et de France eurent souvent recours à ses lumières pour concilier leurs différents. Il mourut le 7 septembre 1425, laissant seulement une fille, nommée Blanche, mariée avec don Juan, alors infant, depuis roi d'Aragon, et qui était mère de l'infortuné prince Charles de Viana. Le roi d'Aragon méprisait la Navarre, comme un pays grossier et sans culture, en comparaison de l'Aragon et de la Castille, et par cette raison il y faisait toujours une courte résidence; mais il savait bien l'exténuer par des impôts redoublés, pour soutenir les dissensions qu'excitait sans cesse son génie turbulent. Il prit parti dans la révolte que les infants d'Aragon, ses frères, suscitèrent en Castille contre le connétable don Alvar de Luna; pour appuyer leurs projets ambitieux, il s'engagea dans une guerre qui fut très onéreuse pour la Navarre. Il donna sa fille Blanche en mariage au prince de Castille, qui fut depuis roi sous le nom de Henri IV. Peu de temps après, il souleva le gendre contre le propre père. Le prince don Charles de Viana, son fils, devait hériter de la Navarre, puisque la reine Blanche, sa mère, était morte le 1er avril 1441; mais soit qu'il se refusât en quelques circonstances aux volontés paternelles, ou qu'il se plaignît de l'injustice avec laquelle son royaume

était retenu par son père, celui-ci, influencé par les suggestions de Jeanne Henrique, sa nouvelle épouse, qui cherchait à élever la fortune de ses propres enfants sur la ruine de don Charles, témoigna tant de ressentiment contre ce jeune prince qu'il l'obligea à prendre les armes pour sa propre défense, et le fils s'arma contre le père. Les deux puissantes familles de Beaumont et d'Agramont, qui depuis fort long-temps s'étaient voué une haine mutuelle, se montrèrent alors plus acharnées que jamais; et il suffit que les Beaumont proposassent de soutenir le prince dans l'entreprise de s'emparer du gouvernement et de prendre le titre de roi de Navarre qui lui appartenait, pour que les Agramont se déclarassent en faveur de don Juan, quoiqu'ils fussent bien pénétrés de toute la justice de la cause de don Charles.

Cette querelle arma toute la Navarre, divisée en deux partis, et fit naître la guerre civile la plus obstinée et la plus sanglante. Don Charles s'allia avec le roi et le prince de Castille, qui avaient des sujets particuliers de mécontentement contre le père, et, secondé par eux, il hasarda une bataille qu'il perdit malheureusement : il fut fait prisonnier avec les principaux chefs de sa faction. Mais cet événement ne fit qu'accroître la fureur des Navarrais, qui aimaient leur prince, et

éloigner encore plus tout espoir de réconciliation entre les deux partis. Don Juan aurait été chassé du trône de la Navarre sans les secours de l'Aragon et de la Catalogne, que son père gouvernait en l'absence de son frère Alphonse V. Cependant les cortès d'Aragon, qui regardaient don Charles comme leur roi dans l'avenir, parce que don Alphonse n'avait pas de successeur légitime et que don Juan était son plus proche héritier, firent tous leurs efforts pour ramener le père et le fils à un accommodement qui, conciliant leurs intérêts respectifs, rétablirait la paix et la tranquillité. Ils obtinrent avec beaucoup de peine qu'ils s'en remettraient à des députés de l'Aragon et de la Navarre; ceux-ci décidèrent que d'abord il fallait replacer les choses dans l'état où elles étaient avant la guerre; que le prince devait rendre à son père la ville de Pampelune ainsi que plusieurs autres dont il s'était emparé; que le roi donnerait main-levée de la saisie des biens confisqués aux seigneurs qui avaient suivi le parti du prince, à qui il rendrait la principauté de Viana et autres villes; qu'on s'en rapporterait au roi d'Aragon pour la transaction des différents, et qu'en l'attendant, le prince serait soumis à la volonté de son père.

Ce dernier article fut dicté par l'artificieux don Juan: don Charles, qui était alors prisonnier

dans le château de Monroy, signa l'accord sans le lire, croyant qu'au seul prix de son obéissance il pouvait acheter la liberté, toutefois avec le projet caché de rompre ce traité sitôt qu'il se trouverait en position de le faire. On se donna des otages de part et d'autre; le prince devint libre, et il sembla d'abord que tous les troubles allaient se calmer; mais les habitants de quelques villes de la Navarre, connaissant l'injustice du traité, et sachant, d'un autre côté, que le roi et le prince de Castille s'étaient engagés à seconder le prince de Viana jusqu'à ce qu'ils l'eussent placé sur le trône, fondirent sur les frontières de l'Aragon, où ils causèrent des dommages infinis.

En effet, Juan II de Castille et son fils le prince don Henri venaient aussi de prendre les armes contre l'Aragon, qu'ils ravageaient, répandant partout la terreur. A peine le prince de Viana se vit-il en liberté, que, s'accordant avec eux, il augmenta l'animosité avec laquelle on détruisait les propriétés ennemies sans utilité pour personne. Les cortès d'Aragon, qui prévoyaient la ruine entière du royaume si l'on n'y apportait un prompt remède, sollicitèrent d'une manière pressante une trève de quatre mois, dans l'espérance sans doute de pouvoir pendant cet intervalle concilier les esprits; mais don Juan

de Navarre s'y opposa avec force jusqu'à ce qu'il resta convaincu de l'inutilité de ses efforts contre des ennemis si puissants. Alors il engagea la reine d'Aragon à passer en Castille pour convenir avec son frère, le roi don Juan II, des moyens de mettre fin à la discorde. Mais celui-ci mourut peu de temps après, et son fils, don Henri IV, montra bientôt combien on devait peu compter sur lui ; vu l'inconstance naturelle de son caractère. Le prince don Charles, désespérant enfin de rien conclure, se détermina à aller implorer à Naples la médiation de son oncle Alphonse V; mais il eut aussi le malheur de le perdre, ce qui laissa encore les négociations en suspens ; les révolutions qui vinrent alors agiter ce royaume l'obligèrent à le quitter avec précipitation. Il renouvela tous ses efforts pour hâter la conclusion du traité, et s'étant laissé tromper par les fausses espérances et les marques apparentes de bonté que lui donnait son père, il tomba dans le piége qu'on lui avait adroitement tendu et fut arrêté par perfidie au moment où il se flattait le plus de voir enfin se terminer tant d'agitations. Un tel acte de cruauté et d'injustice excita l'indignation de tout le royaume; et malgré tous les efforts que fit le père pour s'en justifier, en accusant son fils de traître envers son roi et sa patrie, personne ne crut à cette accusation dénuée

de fondement : la Navarre, l'Aragon et la Catalogne prirent aussitôt les armes en faveur du prince. Ce père dénaturé se vit alors obligé de rendre la liberté à son fils innocent; mais celui-ci, accablé d'anxiétés, de chagrins et de souffrances, ou peut-être empoisonné, comme le disent quelques auteurs, tomba dans une maladie de langueur qui le conduisit au tombeau le 23 septembre 1461.

CHAPITRE XLIX.

Don Charles, qui ne laissait pas d'enfants légitimes, déclara dans son testament l'infante Blanche, sa sœur aînée, héritière de la couronne de Navarre, s'en rapportant à ce qui avait été réglé par le testament de sa mère, par celui du roi son aïeul, et par les lois fondamentales du royaume, qui, loin d'exclure les femmes du droit de succession, les appelaient au trône après les enfants mâles, dans le même ordre de préférence établi pour ceux-ci. Mais le roi don Juan, sans autre motif que celui de la vengeance et son acharnement ordinaire, irrité contre Blanche, à cause de la bonne intelligence qui avait toujours régné entre elle et son frère,

même au milieu de ses disgrâces, avait pris dès long-temps ses mesures pour lui enlever, comme jadis à son frère, une couronne qui lui appartenait légitimement.

Don Juan avait marié sa fille cadette, Léonore de Navarre, à Gaston, comte de Foix, afin de pouvoir, à l'aide de ce dernier, subjuguer les Aragonais et les Navarrais, et poursuivre ses projets de vengeance. Dans un de ces moments où, pendant la guerre entre le père et le fils, don Juan paraissait plus disposé à une réconciliation, on découvrit un traité secret entre le roi et le comte de Foix, par lequel celui-ci s'engageait à seconder son beau-frère contre don Charles, sans mettre bas les armes avant d'avoir assujetti toute la Navarre, forcé le prince à se rendre, et lui avoir infligé un châtiment digne de sa prétendue désobéissance. Pour balancer ces avantages, le roi s'engageait à faire passer après sa mort la couronne de Navarre et le duché de Nemours au comte de Foix et à sa femme, avec droit de succession pour leurs enfants, de quelque sexe qu'ils fussent. Ce père dénaturé, pour consolider cette fatale exhérédation, s'engageait à ne jamais pardonner au prince ni à sa sœur leur prétendue désobéissance, quelles que fussent leur soumission et leurs offres de satisfaction. Comme il était important de déguiser une action

aussi injuste, sous l'apparence d'une espèce de jugement, on convint que l'on nommerait des juges chargés d'examiner la cause du prince et de l'infante, et qui les déclareraient déchus de tous leurs droits et prétentions, inhabiles et incapables, eux et leurs descendants, de succéder au trône de Navarre, au duché de Nemours, ni à aucun autre de leurs héritages, tant paternels que maternels. Enfin, pour que cette sentence prononcée par le roi avant la nomination même des juges eût force de loi, on convint que trente jours après l'entrée du comte de Foix dans la Navarre, le roi convoquerait les cortès du royaume, qui ratifieraient ce jugement et reconnaîtraient en conséquence le comte et la comtesse de Foix pour héritiers légitimes de la couronne.

Telles étaient les mesures prises long-temps d'avance par le roi pour priver Blanche de ses droits. En conséquence, son unique pensée après la mort du prince de Viana fut de se défaire de la personne de l'infante, puisque, la découverte de son infâme traité ayant trompé ses espérances, il ne lui restait plus d'autre moyen pour assurer la couronne à Léonore, sa fille chérie. Rempli de cette idée, il employa d'abord l'artifice, puis la violence, pour tirer de la Navarre la malheureuse infante, qu'il fit conduire en Béarn, la livrant ainsi au pouvoir du comte et

de la comtesse de Foix. Blanche, voyant qu'elle allait être sacrifiée sans retour, trouva le moyen de mettre en défaut la vigilance de ses gardes, et laissa dans Roncevaux une protestation contre la violence qu'on allait employer envers elle pour l'obliger, à ce qu'elle soupçonnait, à renoncer à la couronne de Navarre en faveur de sa sœur Léonore, déclarant nul et de nul effet tout ce qu'on pourrait publier en son nom ou avec sa signature, et particulièrement toute renonciation en faveur de la comtesse de Foix, de ses enfants, de l'infant don Ferdinand d'Aragon, ou de toute autre personne, à l'exception du roi de Castille don Henri IV (autrefois son époux) ou du comte d'Armagnac.

Trois jours après, voyant clairement qu'elle allait être livrée au comte, qui sans doute la ferait mourir en peu de temps, sans attendre que le chagrin ou quelque maladie vînt mettre un terme à sa vie, elle fit à Saint-Jean-Pied-de-Port, le 30 avril 1461, une donation entre-vifs du royaume de Navarre et de tous les états qui lui appartenaient, en faveur de son *cher cousin* le roi de Castille, afin qu'il la délivrât de l'oppression ou qu'il vengeât sa mort. En effet, cette infante malheureuse fut bientôt enfermée dans la forteresse d'Orès, où, après deux ans, selon les uns, et quelques jours seulement, selon les

autres, elle mourut empoisonnée par son ambitieuse sœur la comtesse de Foix.

Cependant don Juan ne jouit pas en paix du fruit de ses injustices. La Catalogne se soulevait tout en fureur et s'érigeait en principauté indépendante; elle offrait successivement son gouvernement au roi de Castille, au connétable de Portugal, à René d'Anjou. Alors don Juan, pour calmer cette révolte, fut obligé de mettre sur pied toutes ses forces militaires. D'un autre côté, le comte de Foix, impatient d'occuper un trône qu'il avait acheté au prix d'un attentat exécrable, fondit sur la Navarre, et, secondé par les Beaumont, il obligea don Juan à le nommer gouverneur de ce royaume. Son ambition n'étant pas encore assouvie, il essaya plusieurs fois de s'emparer de la couronne; mais son beau-père, qui ne voulait pas s'en dessaisir, fut obligé d'avoir recours aux armes pour la conserver sur sa tête. Le comte de Foix descendit au tombeau en 1480, et Léonore, qui avait souhaité avec tant d'ardeur de se voir reine de Navarre, l'y suivit peu de jours après son couronnement.

La couronne devint l'héritage de son petit-fils, François Phébus, né de son fils aîné Gaston de Foix, mort sept ans auparavant, et de Madeleine de France. Ce prince, nommé *Phébus* à cause de sa beauté extraordinaire, et qui don-

nait de grandes espérances, mourut aussi fort jeune, après un règne de deux années au plus. On a fortement soupçonné qu'il mourut empoisonné, quoiqu'on ne puisse pas précisément expliquer le motif ni désigner l'auteur du crime; mais le royaume était tellement divisé entre les deux factions des Beaumont et des Agramont, qu'il ne serait pas étonnant, si Phebus s'était déclaré plus en faveur de l'une que de l'autre, qu'il soit tombé victime du parti qui se voyait délaissé.

Catherine sa sœur lui succéda; elle épousa Jean de Labrit, comte de Périgord : ce mariage trompa toutes les espérances de Ferdinand le *catholique*, roi d'Aragon et de Castille; il avait demandé la main de Catherine pour son fils aîné, moins pour réunir à ses vastes domaines cette riche partie de la péninsule, comme l'ont cru quelques historiens étrangers, que pour se prémunir de ce côté-là contre les attaques de la France, qui lui disputait alors ses droits à la couronne de Naples. Le temps a prouvé que ses craintes n'étaient pas sans fondement. Comme il apprit depuis lors que sa nièce avait du penchant à favoriser son ennemi, il l'obligea en 1495 à signer un traité d'alliance, par lequel les rois de Navarre s'engageaient à refuser passage par leurs états aux troupes françaises qui marcheraient

contre l'Aragon ou la Castille; et dans le cas où leurs forces ne seraient pas suffisantes pour les arrêter, ils devaient prévenir aussitôt Ferdinand ou les capitaines de ses frontières, qui joindraient les bataillons de la Castille aux leurs, pour repousser aussitôt les Français de la Navarre. Cependant trois ans après, la reine Catherine, sans s'inquiéter de ces engagements, laissa non seulement passer un nombre assez considérable de troupes françaises qui arrivèrent jusqu'à Pampelune; mais encore, pour effrayer don Ferdinand le catholique, fit répandre le bruit qu'elle s'était entendue avec Charles VIII de France, pour échanger le royaume de Navarre contre le duché de Normandie. Don Ferdinand voulut conserver les apparences de paix et d'amitié que les circonstances rendaient favorables à une rupture ouverte; il exigea de nouvelles sûretés, et quoiqu'elles lui fussent toutes accordés, il n'en conserva pas moins de défiance sur la foi de ses neveux, tant à cause de l'attachement aveugle qu'ils continuèrent à manifester pour les Français, que parce qu'ils avaient renouvelé certaines prétentions aussi peu fondées qu'intempestives. Peut-être la crainte avait-elle de l'influence sur leur conduite. Louis XII, successeur de Charles VIII, les menaçait du projet de faire revivre dans la personne de son fils Gaston le droit de

Jean de Foix, seigneur de Narbonne, second fils de Léonore, et d'enlever par ce moyen la couronne de Navarre à Jean de Labrit ainsi qu'à son épouse; mais dans ce cas même il était impolitique d'offenser un voisin aussi puissant que Ferdinand, qui aurait pu les maintenir sur leur trône; c'était aussi mal répondre à la générosité de ce même prince, qui s'était refusé à seconder Louis dans cette entreprise. Les usurpations des Vénitiens en Italie obligèrent les princes de ce pays à prendre les armes pour défendre leurs états. Nous avons déjà dit que Ferdinand, pour secourir le pape, entra dans la ligue de Cambrai; mais le mauvais succès de cette guerre et la supériorité qu'y acquirent les Français obligèrent le pape et don Ferdinand à se déclarer contre eux et à se réunir avec les Vénitiens et les Anglais, par la *ligue sainte*. Pour détourner les forces de la France et les diviser, les alliés formèrent le dessein d'envahir la Guienne; comme les Anglais étaient les plus intéressés à cette conquête, puisque cette province leur avait jadis appartenu, ils se chargèrent de l'entreprise en convenant d'y débarquer au même moment que le roi catholique l'attaquerait par terre. Pour l'exécution de ce dessein il fallait avoir le passage libre et sûr par la Navarre; Ferdinand le sollicita, mais Jean et Catherine le refusèrent obs-

tinément. Le pape les exhorta plusieurs fois à défendre l'église au lieu de la persécuter en protégeant ses ennemis, et surtout le roi de France, qui était le plus puissant parmi eux; mais il ne put obtenir que des réponses vagues et incertaines, de sorte qu'il crut nécessaire d'imiter l'exemple d'un grand nombre de ses prédécesseurs. Il excommunia Jean et Catherine, les priva de leur dignité royale, releva leurs vassaux du serment de fidélité, et donna leurs états au premier qui en ferait la conquête, comme une possession du droit de la guerre.

En vertu de cette bulle, le roi catholique pouvait avant tout autre s'emparer de la Navarre; il avait pour lui l'autorité du pontife, alors incontestable sur ces matières : mais il voulut donner encore une preuve plus éclatante de modération et de patience. Il suspendit pendant trois mois la publication du bref du pape, et renouvela même à ses neveux des protestations d'amitié, afin qu'ils lui laissassent le libre passage pour aller en Guienne, ou qu'ils lui donnassent au moins l'assurance de ne pas secourir les Français, puisqu'il s'engageait, quel que fût l'événement, à les soutenir sur le trône de Navarre contre tous ceux qui chercheraient à les inquiéter. Mais ces démarches furent aussi infructueuses que les premières. Le roi de Navarre, qui se défiait de la

générosité de don Ferdinand, oublia ce qu'il lui devait : il ferma les yeux sur le danger qui le menaçait, laissa gronder les foudres du Vatican, s'excusa sous des prétextes frivoles, et ne fit que s'unir plus étroitement avec son allié.

D'après une semblable conduite, le roi ne put pas éviter une rupture. Il fit publier la bulle et la sentence du pape contre Jean et Catherine; et, après cette publication, il se prépara pour la conquête de la Navarre. Ce fut le 21 juillet 1512 que l'armée castillane, commandée par le duc d'Albe, don Fadrique de Tolède, entra dans ce royaume, marcha vers Pampelune, où le roi don Juan l'attendait avec l'intention de défendre cette ville. Celui-ci envoya à leur rencontre dans un lieu étroit et escarpé, où peu de monde pouvait en arrêter beaucoup, quelques détachements qui s'enfuirent à la seule vue des troupes castillanes. Don Juan lui-même, n'ayant pas assez de fermeté pour les attendre, se retira à Lumbières, puis dans le Béarn. Le 23, le duc établit son camp à deux lieues de Pampelune, s'empara du château de Garayon, d'où il envoya à la ville une proclamation qui assurait aux habitants qu'on maintiendrait leurs droits, leurs privilèges, leurs exemptions; que leurs personnes et leurs propriétés seraient respectées s'ils mettaient bas les armes; mais on les menaçait en

même temps de les traiter avec ce droit rigoureux que donne la guerre s'ils opposaient la moindre résistance aux vainqueurs. Pampelune se rendit le 25, et toutes les villes et les bourgs voisins suivirent aussitôt cet exemple; de sorte qu'en cinq jours le roi catholique se trouva maître de toute la Navarre. Don Juan, protégé par la France, conçut un moment l'espoir de reconquérir son royaume; il tenta l'attaque de Pampelune; mais la vigoureuse résistance de la garnison castillane, et par-dessus tout l'inaction et l'indifférence de ses anciens sujets, l'obligèrent à repasser les Pyrénées, après des pertes considérables.

Cette défaite, suivie de quelque autre, l'obligea à renoncer pour toujours à son royaume et à se contenter de la Basse-Navarre, en-deçà des Pyrénées, que lui laissa Ferdinand. Ce fut alors que sa femme lui adressa, dit-on, ce reproche piquant : « Si j'eusse été Juan et vous Catherine, » nous serions encore tous deux rois de Navarre. »

Son fils Henri, qui avait droit à cette couronne, eût été capable de la reconquérir, si la France, alors trop occupée d'autres soins, avait pu lui donner des secours de quelque importance. Il fut fait prisonnier avec François I[er] à la bataille de Pavie ; et s'il n'eût trouvé le moyen de se sauver, Charles-Quint n'aurait sûrement pas renoncé

facilement à un prisonnier aussi distingué. Henri fit voir, par la manière dont il fortifia et enrichit son petit état, qu'il eût été capable d'en gouverner un plus grand. Il maria sa fille Jeanne avec Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, et il fut l'aïeul de Henri IV, qui, devenu roi de France en 1589, réunit à sa couronne le reste de la Navarre.

CHAPITRE L.

Les bornes étroites d'un abrégé ne nous permettent pas d'entrer dans une longue discussion pour disculper Ferdinand, que quelques auteurs français ont accusé d'injustice pour s'être emparé de la Navarre. La simple exposition des faits suffit pour faire comprendre qu'en mettant même de côté les raisons politiques qui purent le décider à la conquérir, cette conquête, loin de mériter le nom *d'usurpation* comme ils le prétendent, doit être regardée comme le recouvrement de droits injustement usurpés. Il est incontestable qu'à la mort de la princesse Blanche, son épouse, le roi don Juan II d'Aragon ne conservait pas le moindre droit, ni à la propriété, ni à la jouis-

sance, ni au gouvernement de la Navarre, puisqu'il existait un héritier légitime capable, par son âge et ses talents, de la régir avec succès, et que cet héritier avait une sœur qui recueillait tous ses droits s'il mourait sans laisser de descendants légitimes. Comme ce royaume n'appartenait pas à don Juan, il n'avait pas le droit d'en priver le frère et la sœur, quand même ils auraient commis les plus grands attentats, à plus forte raison lorsque tous leurs crimes se bornaient à défendre leur droit contre la violence et la tyrannie d'un père inflexible et d'une belle-mère ambitieuse. Il résulte donc que le traité de don Juan avec le comte de Foix, pour déshériter le prince don Charles et l'infante Blanche, fut injuste, violent, inique, et que la sanction même des cortès n'aurait effacé ni cette injustice, ni cette tyrannie, ni cette iniquité.

Enfin quand on considérerait Léonore, comtesse de Foix, sœur cadette de Blanche, comme la légitime héritière de la couronne, si cette princesse était morte naturellement et sans enfant, le meurtre médité et commis par Léonore suffisait pour l'exclure à jamais, ainsi que ses fils et tous ses descendants, d'un trône acquis par un attentat atroce. L'infante Blanche dut être regardée comme sans héritiers légitimes, et par conséquent libre de disposer de sa couronne et de ses

états à son gré, soit en instituant un héritier universel, soit par une renonciation ou par une donation entre-vifs. Ce fut le moyen qu'elle choisit. Les lois de la Navarre l'autorisaient à cette donation, en y mettant pour seule condition que la personne choisie fût digne d'un sceptre si grand, par son sang, sa dignité, son pouvoir et sa considération. Blanche, usant de ce droit, transporta la couronne à don Henri, roi de Castille, qui avait été son époux, et en faveur de qui se réunissaient toutes les circonstances nécessaires pour ceindre son front de la couronne de Navarre. L'infant, don Ferdinand d'Aragon, devint ensuite, par son mariage avec l'infante Isabelle, l'héritier et le successeur légitime de don Henri à la couronne de Castille et à tous les droits qui y étaient attachés. Ainsi la donation de la Navarre, faite par Blanche, transmettait à son premier époux des droits incontestables à ce royaume. Il est également certain que le roi catholique Ferdinand recueillit les mêmes droits, puisque sa femme Isabelle succéda à don Henri. A la vérité, dans la protestation laissée par Blanche à Roncevaux, elle excluait particulièrement l'infant d'Aragon; mais cette exclusion n'était que personnelle, car elle n'avait pas alors l'idée que ce même prince pourrait un jour épouser l'héritière du roi de Castille; d'ailleurs

quand même cette exclusion aurait été valable contre Ferdinand, comme *infant* ou comme *roi d'Aragon*, elle cessait de l'être en le considérant comme l'époux de l'infante Isabelle, *héritière légitime du roi de Castille*, et que cette même infante avait déclaré son successeur. Peut-être est-ce à cause de cette distinction que le roi catholique, après avoir fait la conquête de la Navarre, ne la réunit pas, comme il le pouvait aisément, à ses états d'Aragon, mais bien à ceux de Castille, reconnaissant par là qu'il fondait ses droits à cette couronne principalement sur son mariage.

Il résulte de tout ceci qu'en faisant la conquête de la Navarre le roi catholique ne fut pas un *usurpateur* qui dépouilla ses neveux d'un royaume qui leur appartenait, mais qu'il l'occupa légitimement; et quoique depuis long-temps on ne regarde plus le droit de conquête comme très juste, et qu'on n'accorde pas au saint-siége le pouvoir d'ôter et de donner des couronnes à son gré, il faut néanmoins se reporter au temps dont nous retraçons l'histoire, et songer qu'alors la cour de Rome avait le droit de dépouiller les ennemis de l'église, et que le pape Jules II, en publiant une bulle qui accordait la Navarre au premier prince catholique qui en entreprendrait la conquête, autorisait bien don Ferdinand à s'en

emparer. Mais reprenons l'histoire de ce prince.

L'Italie était toujours l'objet important que ne perdaient jamais de vue les rois de France et d'Aragon. D'un autre côté les Italiens, ennemis de ces deux puissances, ne manquaient jamais l'occasion d'affaiblir celle qui menaçait de les asservir. Les Espagnols étaient maîtres de l'Italie quand François I[er] monta sur le trône de France; ce jeune monarque, rempli d'ardeur, résolut de faire valoir ses droits sur le Milanais, qu'occupait alors le duc François de Sforce, que la *ligue sainte* avait mis en possession de ce duché pour le défendre contre les prétentions de la France. Il passa donc en Italie à la tête d'une nombreuse et brillante armée; don Ramon de Cardona, vice-roi de Naples et général des troupes espagnoles, qui n'osa pas l'attendre, alla chercher un abri sous les remparts de Plaisance, comptant trop peu sur ses forces pour hasarder une bataille; mais depuis lors il vainquit le roi de France, reprit tout le Milanais et se retira dans le royaume de Naples.

Pendant cette guerre, le roi catholique tomba malade, et mourut à Madrigalejo le 23 janvier 1416. Ce fut par rapport à l'incapacité de Jeanne qu'il nomma par testament, pour son successeur, Charles d'Autriche son neveu; mais il chargea le célèbre Cisneros, cardinal d'Espagne, du soin du

gouvernement, jusqu'à ce que ce jeune prince eût atteint sa vingtième année, ainsi que l'avait prescrit son aïeule. Parmi les exécuteurs testamentaires il mit au premier rang Germaine sa femme, dont il avait eu un fils, mort peu d'heures après sa naissance. Le nom de Ferdinand est célèbre avec raison parmi ceux des grands rois de la terre; on ne pourrait lui refuser sans injustice les titres glorieux de *libérateur* du royaume de Grenade, de *restaurateur* du bon ordre et de la tranquillité publique, de *conquérant*, de *grand*..... Mais en rendant justice aux brillantes qualités dont il fut doué par le ciel pour régner, nous ne pouvons cependant pas cacher les défauts qui les ont en quelque sorte obscurcies. Son esprit était tourmenté par le soupçon; il traitait avec une méfiance extrême ceux qui le servaient avec le plus de fidélité; il n'avait aucune foi dans les traités, exemple dangereux qu'il a laissé à ses successeurs. C'était avec une vanité outrageante qu'il immolait à la plaisanterie ses alliés et ses amis. On dit qu'il forma le projet de tirer la malheureuse fille de Beltran du couvent où elle vivait depuis si long-temps dans la retraite, pour l'épouser et faire valoir ses droits à la couronne de Castille, et cela pour se venger de son gendre. Un mariage si ridicule montrait de l'ingratitude envers sa première femme, dont

il détruisait les dernières espérances ; on peut aussi blâmer celui qu'il contracta depuis avec Germaine de Foix, par le seul désir d'avoir un enfant à qui il pût laisser la couronne d'Aragon pour qu'elle ne tombât pas entre les mains de l'archiduc don Philippe. Tant de faiblesses n'ont pas peu contribué à diminuer le tribut d'éloges que la postérité doit à la mémoire de don Ferdinand.

A peine la nouvelle de sa maladie fut-elle parvenue en Flandre, que les membres du conseil du prince envoyèrent en Espagne son précepteur Adrien, originaire d'Utrecht et doyen du chapitre de Louvain, avec des instructions secrètes pour prévenir toute intrigue qui pourrait nuire aux droits de don Charles. Sitôt que don Ferdinand fut mort, Adrien se chargea de tenir les rênes de l'état au nom de son élève, jusqu'à ce qu'il pût venir les tenir lui-même. Comme don Charles n'avait pas encore atteint l'âge prescrit par son aïeule dans son testament, et que d'un autre côté le feu roi, dans le sien, avait chargé le cardinal d'Espagne du soin du gouvernement jusqu'à ce que don Charles fût en âge de monter sur le trône, le cardinal s'opposa avec force aux desseins d'Adrien. Cette rivalité causa d'abord quelques dissensions ; mais bientôt ils convinrent de gouverner ensemble, quoique l'entière opposi-

tion de leurs esprits ne fût pas très avantageuse dans les circonstances présentes. Il ne manqua pas cependant d'y avoir quelques mécontents parmi les principaux nobles qui voulurent s'opposer à la régence du cardinal, et exigèrent qu'il montrât les pouvoirs qui l'autorisaient à prendre part à l'administration. Cisneros voulut les contenter en leur communiquant le testament du roi; mais ils ne voulaient pas encore se rendre, sous prétexte que don Ferdinand, n'étant lui-même que simple gouverneur, ne pouvait pas déléguer ses pouvoirs. Alors, de la fenêtre de son palais leur montrant un corps de deux mille vétérans rangés en bataille, prêts à faire feu et soutenus par une nombreuse artillerie, « Voici, » leur dit-il, les pouvoirs en vertu desquels je gou» vernerai l'Espagne jusqu'à l'arrivée du prince » don Charles. » Il faut avouer qu'il en fit le meilleur usage : il devint un modèle pour tout homme d'état par une administration ferme mais éclairée et juste, par des égards pour les grands, par sa sollicitude pleine de bienveillance pour le peuple, et par les récompenses qu'il sut accorder au mérite. Tant de qualités ne le mirent pourtant point à l'abri des traits de l'envie et de la médisance.

Peu sensible cependant aux libelles ainsi qu'à d'autres viles attaques de ses ennemis, il répon-

dit dans une occasion à l'un de ses courtisans qui s'en plaignait : « Puisqu'ils nous laissent agir, » laissons-leur la liberté de parler ; si ce qu'ils di» sent n'est pas vrai, il faut en rire ; sachons nous » en corriger si c'est la vérité. » Cisneros mourut à Roa dans le temps qu'il allait recevoir don Charles qui venait des Pays-Bas. On dit qu'il fut empoisonné parce qu'on craignait qu'il ne donnât au roi quelques avis utiles, mais au préjudice d'une certaine classe de personnes. Les éloges dus aux qualités éminentes de ce cardinal prendraient trop de place dans un abrégé. Élevé par son mérite au siége métropolitain de Tolède, il fit des économies sur les revenus considérables de cette dignité pour les employer au profit de l'état. Ce fut au moyen de ses épargnes qu'il mit sur pied une armée brillante qu'il conduisit lui-même contre Oran ; il prit cette place, et parvint ainsi à former une espèce de barrière contre les invasions que les Maures auraient pu faire contre l'Espagne.

Personne ne montra plus de simplicité que Cisneros dans la vie privée. Quoiqu'il fût élevé aux plus hautes dignités, il ne cessa point de visiter ses parents qui étaient pauvres, mais honnêtes ; il leur fit des dons, mais il ne voulut pas les tirer de l'humble condition dans laquelle ils étaient nés. Une fois il se présenta chez une

paysanne qui était sa proche parente, et la trouva occupée à pétrir du pain pour sa famille. Comme elle voulait aller changer d'habillement pour mieux le recevoir, « Cet habillement et cette » occupation, dit-il, vous vont à merveille; ne » vous inquiétez que de votre pain, et prenez garde » qu'il ne se gâte pas. » Ceux qui ne voient pas avec un air de dédain la simplicité de la vie de la campagne aimeront à se figurer ce grand homme causant avec de bons paysans sous le toit de paille d'une humble chaumière.

Ximenez de Cisneros institua et dota richement l'université d'Alcala de Henarès; il fonda dans la cathédrale de Tolède un chapitre de chapelains, à condition d'officier suivant le rite mozarabe pour que ce rite fût conservé.

La première bible polyglotte qui ait été connue est un des ouvrages qui ont rendu son nom immortel, à cause des sommes immenses que lui coûta l'acquisition de tant de manuscrits précieux, et des savants qu'il fallut employer à cet ouvrage. L'Espagne lui doit enfin une multitude d'établissements d'une magnificence vraiment royale; et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que toutes ces dépenses se faisaient avec la moitié de ses revenus, et que l'autre était uniquement consacrée à secourir les pauvres qui étaient sous son inspection.

CHAPITRE LI.

Les principaux événements qui ont donné de la célébrité au règne de don Charles Ier furent les communautés de Castille, ses rivalités avec François Ier et la captivité de celui-ci, sa retraite dans le monastère de Saint-Just, et la naissance du luthéranisme. Don Charles fut obligé de quitter les Pays-Bas ; il était vivement pressé par les régents et le conseil de Castille de venir en Espagne prendre possession des états qui devaient bientôt lui appartenir. Il débarqua le 19 septembre 1517, à Villaviciosa des Asturies ; mais, reconnu, à peine eut-il reçu le serment des còrtès du royaume, que la mort de son aïeul, l'empereur Maximilien, l'appela au trône impérial et au riche héritage des états que possédait sa maison en Allemagne. Comme il fut élu empereur par la plus grande partie des membres du corps électoral germanique, et obligé de partir de nouveau pour se faire couronner à Aix-la-Chapelle, il résolut de convoquer les cortès pour déclarer gouverneur en son absence son précepteur Adrien, alors cardinal, et pour de-

mander les sommes qu'exigeaient les frais de son voyage, son couronnement et d'autres besoins de l'empire. Mais les Castillans, qui voyaient qu'au mépris d'une loi rendue par les cortès de Burgos, en 1511, les principales places et dignités étaient occupées par des étrangers, montrèrent un mécontentement qu'ils gardaient depuis long-temps au fond de l'âme; d'ailleurs ils avaient à se plaindre de l'extrême avarice des Flamands, et ils ne pouvaient pas supporter l'idée de voir exporter du royaume la moindre partie du numéraire. On avait déjà aperçu quelques étincelles de révolte lors de l'élévation de Guillaume de Croy, seigneur de Gèvres, à la dignité *primatiale* de l'archevêché de Tolède, et les habitants de Valence avaient pris les armes sous prétexte d'être en garde contre les Maures devenus chrétiens, qui entretenaient une correspondance secrète avec les Africains. Mais on ne crut pas alors nécessaire de s'occuper de ces mouvements qui augmentèrent lorsque don Charles convoqua les cortès à Saint-Jacques-de-Compostelle, capitale de la Galice.

Cette convocation déplut généralement, d'abord par le motif qui y donnait lieu, ensuite par la nouveauté de voir assembler en Galice les cortès de Castille et de Léon, chose jusqu'alors inusitée. Les députés de Tolède, de Salamanque

et d'autres villes, crurent devoir représenter à don Charles combien cette démarche leur semblait contraire au bien de l'état et à la tranquillité des peuples. Ils allèrent à sa rencontre à Valladolid, où il passait pour se rendre à Saint-Jacques; mais don Charles apprit qu'ils le prieraient d'indiquer un autre lieu pour l'assemblée des cortès; qu'ils l'engageraient à ne rien demander à leurs villes; qu'ils l'inviteraient à ne pas donner aux étrangers les emplois publics, à ne pas consentir à ce que l'argent fût exporté, à remédier en un mot aux causes du mécontentement général. C'est pourquoi il différa de les entendre jusqu'à son arrivée à Tordesillas où il se rendait pour prendre congé de sa mère. On répandit le bruit à l'occasion de cette visite, qu'il avait l'intention de l'emmener avec lui en Allemagne, et aussitôt Valladolid se révolta. Plus de six mille hommes prirent les armes et se réunirent sur la place, au son des cloches, en criant « Vive le » roi et périssent ses mauvais conseillers! » Si le seigneur de Gèvres et les autres Flamands qui l'accompagnaient ne se fussent mis en sûreté, ils auraient éprouvé d'une manière cruelle la haine de la multitude armée; cependant quelques légers châtiments intimidèrent les mutins, et la fureur de cette sédition se calma aussitôt; en sorte que Charles put continuer son voyage à

Saint-Jacques-de-Compostelle sans être aucunement inquiété.

Les cortès s'ouvrirent au commencement d'avril 1520 ; mais après plusieurs séances, rien ne put se conclure, parce que les députés de Tolède, Salamanque, Séville, Cordoue, Toro, Zamora, Avila et autres villes, refusèrent d'accorder la contribution qui était le principal objet de cette assemblée. Charles, qui en fut vivement irrité, transféra les cortès à la Corogne, et si les circonstances l'eussent permis, il aurait fait éclater son ressentiment par la punition exemplaire des députés ; mais il se contenta pour le moment de bannir l'envoyé de Tolède, qui avait montré le plus de fermeté contre lui. Cet exil souleva tout à coup Tolède. Cette ville prit les armes pour défendre ses droits et ses priviléges; elle avait pour chefs un de ses principaux habitants, Jean de Padilla, et Marie Pacheco son épouse. Les ordres que Charles expédia pour arrêter les principaux chefs de la sédition, ne servirent qu'à faire croître la fureur. La multitude irritée, non seulement empêcha l'arrestation, mais aurait même massacré les corrégidors, le gouverneur de la place et l'alguazil, s'ils n'eussent prévenu leur mort par la promptitude de la fuite. Les *comuneros* (nom que prirent les défenseurs des droits du peuple), au nombre de vingt-

mille, s'emparèrent de la forteresse et des portes de la ville, en chassèrent les ministres et les officiers royaux, et les remplacèrent par des gens de leur faction. Cependant quelques ecclésiastiques, ayant interposé leur médiation, parvinrent à calmer un peu les esprits, en sorte que les mécontents ayant retrouvé le corrégidor au moment où ce malheureux n'attendait plus que la mort, ils se contentèrent de lui ôter sa baguette d'alcade, qu'ils lui rendirent peu d'instants après, au nom du peuple et du roi.

Les cortès de la Corogne furent terminées au commencement du mois de mai; et malgré l'opposition d'un grand nombre de villes, Charles obtint, en trois ans, un subside de deux cents millions de maravédis; mais les députés ne manquèrent pas d'insister sur ce que personne, sous peine de la vie, ne sortît de l'argent du royaume; que les places et les dignités ne fussent accordées qu'aux hommes de la nation, et qu'il fallait dépouiller tous les étrangers de celles qu'ils occupaient injustement; ils ajoutèrent que, puisque les vaisseaux étaient prêts à mettre à la voile, S. M. voulût bien revenir promptement sans ramener à sa suite d'étrangers; qu'il devait introduire dans sa maison la même économie suivie par ses prédécesseurs, supprimer toutes dépenses inutiles ou de luxe; et qu'enfin, pen-

dant son absence, il ne confiât le soin du gouvernement qu'à des citoyens espagnols.

Cependant les choses restèrent dans le même état. Charles en partant, après avoir exhorté à la paix les députés des trois ordres, mit le gouvernement de Castille et de Léon entre les mains du cardinal Adrien. Il lui donna pour adjoint le président et le chancelier de Valladolid, don Diégo de Mendoza, vice-roi de Valence, don Juan de Lanuza, grand juge d'Aragon, et don Autoine Fonseca, général de ses armées. On fit à Charles des représentations sur la nomination du gouverneur, mais il ne les écouta pas, et mit à la voile le 20 mai.

En considérant le peu de fruit que les députés avaient retiré de leur réclamation et les troubles qui agitaient tout le royaume, on ne pouvait guère se flatter d'un état de choses heureux et tranquille. En effet, la fureur des *comuneros* devint extrême; elle se montrait sous le voile du *bien de la patrie* contre les étrangers qui venaient la déchirer; le peuple de Ségovie pendit plusieurs alguazils royaux, entre autres le député des cortès Rodrigue de Tordesillas. Zamora, ayant l'appui de son évêque, don Antoine d'Acuña, exerça son ressentiment d'une manière plus terrible encore. Valladolid voulut faire pendre ses députés pour avoir consenti au subside

des deux cents millions. Les *comuneros* de Madrid s'emparèrent du gouvernement, le confièrent à des personnes de leur choix, remirent la forteresse au licencié Castillo, et le nommèrent magistrat principal de la ville. En un mot, la rebellion se propagea de ville en ville avec une telle rapidité, que dans un moment on vit s'insurger Avila, Guadalaxara, Cuenca, Medina del Campo, Sigüenza, Jaen, Baeca, Alcala, Léon et plusieurs autres. Le nombre de gens qui prirent les armes et les secours que les *comuneros* envoyaient à ceux qui se déclaraient contre les royalistes, plongèrent le cardinal et les autres gouverneurs dans la plus grande consternation et dans l'embarras le plus extrême sans savoir quel parti prendre. Padilla et d'autres *comuneros* profitèrent de cette inaction pour s'emparer de la reine-mère Jeanne, sous prétexte de servir de chef aux troupes que Tolède, Ségovie et Madrid envoyaient pour la protéger au milieu de tant de séditions; ils décrétèrent, en se servant du nom de la reine, l'arrestation du président et des conseillers de la chancellerie de Valladolid; mais ceux-ci ayant eu le bonheur d'en être prévenus, parvinrent à se sauver sous différents déguisements. Le cardinal lui-même, craignant pour sa personne, se déguisa et s'enfuit à Rioseco, d'où il instruisit le prince Charles du danger qui menaçait l'Es-

pagne et de la nécessité qui exigeait son prompt retour. Les *comuneros*, qui lui écrivirent de leur côté, lui présentèrent les choses sous leur véritable aspect, avec toute l'énergie que leur inspirait la justice de la cause qu'ils soutenaient. Déjà le prince était informé de tout par les Flamands qui rentraient dans leur patrie pour fuir le danger. Sa réponse fut pleine de douceur et de modération ; il promit de revenir bientôt et d'accorder tout ce qu'on lui demandait. Cependant il enjoignit secrètement à la noblesse d'avoir recours aux tribunaux de justice, et il associa au cardinal pour le gouvernement le grand amiral de Castille don Fadrique Henriquez, et le connétable don Iñigo de Velasco.

Ces instructions produisirent l'effet souhaité : quelques villes imitèrent l'exemple de Burgos, qui fut la première à déposer les armes. D'un autre côté, les nobles de Castille et de Léon se mirent à la tête de leurs troupes, qui, réunies aux forces des autres royalistes, formèrent une armée de dix mille et cinq cents hommes, qui alla camper à Rioseco. Les *comuneros* avaient dix mille fantassins, quatre cents hommes d'armes et neuf cents chevaux, lorsque l'évêque de Zamora vint les commander à la tête de neuf cents hommes et se fortifia dans Tordesillas. Il y eut quelques propositions d'accommodement

entre les deux armées. Mais les *comuneros* ne voulant pas se soumettre à des conditions déshonorantes, se portèrent avec toutes leurs forces sur Rioseco et présentèrent la bataille aux royalistes. Ceux-ci la refusèrent et surent profiter de l'imprudence de leurs ennemis pour les surprendre et s'emparer de Tordesillas. En revanche, Jean de Padilla, que les *comuneros* choisirent pour leur chef, occupa Torre-Lobaton, ville qui appartenait au grand amiral; mais ayant appris que les royalistes, sous les ordres des comtes de Haro et de Oñate, projetaient de l'y attaquer, il eut l'intention de se retirer à Toro, parce que là il lui serait plus facile d'opposer une vigoureuse résistance. Mais il éprouva le malheur d'être arrêté en chemin près de Villalar et d'être attaqué de front et sur les flancs; il survint au milieu du combat un ouragan et une forte pluie qui, donnant dans les yeux des *comuneros*, rendit les royalistes maîtres du champ de bataille, et les mit à même de faire prisonniers les principaux chefs du parti contraire. Le brave Padilla, blessé à la jambe, tomba également entre leurs mains; et le jour suivant, 24 avril 1525, il subit ainsi que tous ses compagnons la peine capitale. Ainsi périt avec eux la liberté de la Castille.

La ville de Valladolid, étonnée de cette nouvelle, se rendit en implorant le pardon. Elle ob-

tint en effet une amnistie générale, et dix-huit personnes seulement des plus exaltées furent punies. Mais ce fut avec un tel sentiment d'horreur pour le peuple, que, lorsque l'armée royale entra dans la ville, tous les habitants restèrent renfermés dans leurs maisons, et que personne n'eut la curiosité seulement de se mettre à la fenêtre. Les villes de Ségovie, Salamanque, Medina del Campo, Zamora et autres suivirent l'exemple de Valladolid, à l'exception de Tolède, qui, loin de se laisser intimider par la mort de Padilla, n'en montra que plus de fureur. Les royalistes qui se trouvaient dans la ville essayèrent de mettre un frein à la hardiesse des *comuneros*, en ouvrant les portes au marquis de Villena. Mais la courageuse Marie Pacheco remplit si bien les intentions de son époux défunt, qu'elle s'empara de la forteresse, qu'elle contint non seulement les ennemis, mais qu'elle obligea même le marquis à se retirer. La ville fut bloquée par un détachement de troupes royalistes; les *comuneros*, animés par la valeur guerrière de cette amazone, se défendirent avec la plus grande intrépidité.

Faute de vivres, de munitions et de toute ressource, ils se précipitaient sur le camp des assiégeants avec cette fureur que donne le désespoir. Vainqueurs dans quelques petites rencontres,

ils renouvelaient avec plus de rage encore les scènes de carnage, jusqu'à ce qu'enfin, ayant perdu dans une de ces sorties plus de mille et six cents hommes, ils se virent forcés de capituler. La médiation du clergé obtint la clémence du vainqueur : tous déposèrent les armes, à l'exception de Marie, qui n'eut aucune foi dans le pardon d'un ennemi, et qui conservait une haine implacable contre les meurtriers de son mari; elle se retira dans la forteresse et ne voulut point se rendre. Les royalistes la firent cerner pendant plus de trois mois; plusieurs fois ils attaquèrent la forteresse; enfin ils y pénétrèrent. Marie leur disputa le terrain pas à pas, et ce ne fut qu'après avoir perdu tout espoir de vaincre, qu'elle prit la fuite avec son fils; déguisés tous deux en paysans, ils allèrent se réfugier en Portugal. Après son départ, Tolède se calma : l'arrivée et la clémence de l'empereur achevèrent de rétablir la paix dans tout le royaume. La réponse qu'il fit alors à un courtisan qui lui indiquait l'endroit où s'était réfugié un membre de la faction des *comuneros* est digne d'être rapportée : « Tu aurais mieux fait, dit le monarque » au délateur, de prévenir ce gentilhomme de » mon arrivée, que de m'apprendre le lieu de » sa retraite. »

CHAPITRE LII.

Durant tous ces troubles civils, Henri de Labrit attendait impatiemment l'occasion de rentrer dans le royaume de ses pères. Protégé d'ailleurs par François Ier, il profita de ces circonstances pour envoyer dans la Navarre une nombreuse armée française, qui pénétra sans résistance jusqu'au château de Pampelune, défendu vaillamment par le brave Ignace de Loyola, depuis fondateur de la compagnie de Jésus. Lorsqu'un boulet de canon eut mis ce brave jeune homme hors d'état de combattre, il ouvrit les portes du château au vainqueur, et toute la Navarre fut soumise en 1521; mais l'armée française, au lieu de se fortifier dans la Navarre comme elle l'aurait dû, s'introduisit dans la Castille pour soulever les mécontents, et vint faire le siége de Logrogne.

Cependant l'événement le moins prévu arriva; c'est-à-dire que tandis que Logrogne se défendait avec vigueur, la noblesse de Castille, à la tête de bonnes troupes, défit entièrement, dans les plaines d'Esquiros, l'armée française, qui laissa

plus de six mille hommes sur le champ de bataille, qui eut son général fait prisonnier, et qui perdit ses bagages et son artillerie. Les Français furent poursuivis jusqu'à Pampelune et repassèrent les Pyrénées.

En ce temps, la mort de Léon X ayant alors laissé le saint siége vacant, l'empereur Charles qui désirait récompenser son précepteur Adrien des services qu'il lui avait rendus, employa toute son influence pour qu'il fût élu pape par le conclave.

Le cardinal était digne sans doute de cette grande dignité; mais il ne suffisait pas de la mériter pour l'obtenir, il y avait une grande distance de la chaire de théologie de l'université de Louvain au siége de Rome. Cependant le chemin fut court et brillant pour Adrien : il ceignit la tiare en 1523; et Charles, qui avait lieu de tout epérer d'un pontife qui lui devait tout, demanda et obtint le droit de présenter les évêques d'Espagne, et l'administration à perpétuité des maîtrises des ordres militaires. Malheureusement son pontificat fut de courte durée, et Adrien mourut, un an après son élection.

A peine Charles eut-il mis fin aux séditions intérieures et pacifié la Navarre, qu'il fut engagé dans une nouvelle guerre que lui suscita le roi de France. La puissance de Charles excitait de

la jalousie et même inspirait de la crainte à toute l'Europe. François Ier fut celui qui se déclara de suite, et le plus ouvertement, son rival et l'émule de sa gloire; non content de s'être déjà mis en opposition avec lui en aspirant également au sceptre impérial, et d'avoir favorisé les projets de Henri de Labrit contre la Navarre, il fit revivre ses prétentions au duché de Milan, il en dépouilla violemment le duc François de Sforce. Alors pour chasser les Français de l'Italie, Charles se réunit au pontife Clément VII, successeur d'Adrien; mais ce pape prit peu de part à la guerre. Les armes impériales furent presque toujours victorieuses dans cette grande lutte, qui se termina glorieusement pour l'empereur par la célèbre bataille livrée en 1525, entre les Espagnols et les Français sous les murs de Pavie; cette place était alors assiégée par François Ier, et défendue par le vaillant capitaine Antoine de Leyva. Malgré la supériorité du nombre des Français, animés par la présence de leur souverain, auquel on ne pouvait refuser les qualités de brave et d'habile guerrier, les Espagnols remportèrent une victoire complète, et firent dans cette journée des prodiges de valeur. Ils étaient commandés par le marquis de Pescara, que le génie et l'expérience faisaient distinguer des autres chefs. Le roi de France fut fait prisonnier avec les prin-

cipaux officiers de son armée, entre autres Henri de Labrit; il perdit plus de dix mille hommes, et le reste de ses troupes quitta précipitamment l'Italie.

A la vue de cette déroute l'Italie frémit; déjà Charles était maître de Naples, de la Sicile, de la Sardaigne et du Milanais. On pouvait le regarder comme possesseur de la partie la plus considérable et la plus importante de l'Europe; et le roi de France étant entre ses mains, aucune barrière ne pouvait plus l'empêcher d'en faire la conquête entière. Ce fut dans cette conviction que les puissances de l'Italie tâchèrent de rendre la liberté à François Ier, en employant même les moyens odieux de la trahison et de la fuite; mais la fidélité de don Pierre d'Alarçon chargé de sa garde déconcerta leur projet. On crut alors nécessaire de transporter l'illustre prisonnier en Espagne; il fut conduit de Pizzighitone, où il était détenu, jusqu'à Madrid, avec toute la considération due à son rang. Arrivé dans cette capitale, il y reçut la visite de l'empereur, qui mit tous ses soins à adoucir ses chagrins; et lui accorda enfin la liberté, sous les conditions principales d'abandonner ses prétentions aux états du Milanais, de Gênes, de Naples, des Pays-Bas et de la Bourgogne. Le roi prisonnier accepta toutes ces conditions, dans

un traité solennel signé à Madrid le 14 janvier 1526; il fut convenu que, si dans l'espace de six mois ces engagements n'étaient pas remplis, le roi de France reprendrait volontairement ses fers; François I[er] en donna sa foi et sa parole royale. Malgré des promesses aussi formelles, aucune des conditions ne fut remplie, et même le roi de France, refusant d'y souscrire. envoya à Charles-Quint des ambassadeurs chargés de propositions entièrement opposées, et par lesquelles celui qui avait reçu la loi prétendait la donner à son vainqueur.

Pendant les négociations au sujet de la rançon de François I[er], les puissances d'Italie, qui ne pouvaient bannir la terreur que leur causait le pouvoir immense de Charles-Quint, et qui n'avaient pu réussir à faire évader François I[er], eurent assez peu de délicatesse pour employer une seconde fois des moyens vils pour lui susciter des ennemis.

Le marquis de Pescara, commandant des armées impériales, prétendait avoir quelques sujets de mécontentement contre Charles, à cause de la violation de quelque usage d'étiquette. Les Italiens, présumant qu'ils parviendraient aisément à le déterminer à abandonner les intérêts du roi son maître, lui firent des propositions indignes afin qu'il tournât ses armes contre lui;

ils allèrent même jusqu'à lui offrir la couronne de Naples. Mais le marquis, rempli d'honneur et de fidelité, refusa non seulement d'embrasser un parti si déshonorant, mais il instruisit son souverain du projet que l'on formait. Ceux qui avaient voulu séduire Pescara, se voyant ainsi démasqués, furent obligés d'avoir recours à des moyens plus honnêtes et moins infructueux.

Ils formèrent alors une ligue qu'ils désignèrent sous le nom de la *liberté de l'Italie*, ou sous celui de *Clémentine*, parce que Clément VII était un des principaux chefs de cette confédération, dans laquelle entrèrent, outre le pontife, la république de Venise, ce même duc de Milan que l'empereur venait de remettre en possession de ses états, les Français, les Anglais, les Florentins, et presque tous les princes italiens. L'empereur employa toute son adresse à décider Clément à se séparer de cette ligue. Il lui envoya des ambassadeurs pour lui représenter combien il était imprudent et peu convenable que le chef de l'église excitât une nouvelle guerre entre des princes chrétiens, dans le moment même où les Turcs, enhardis par leurs conquêtes récentes de l'Egypte et de Rhodes, menaçaient toute la chrétienté. Mais voyant enfin que la prudence de ses avis restait sans succès, il donna le commandement de ses braves cohortes au duc de Bourbon, connétable

de France, qui, sur quelques sujets de plainte contre son souverain, venait de passer au service de l'empereur, après avoir donné des preuves de bravoure militaire à la bataille de Pavie, ainsi que dans plusieurs autres rencontres. Ce chef courageux marcha contre Rome, qu'il résolut de prendre d'assaut; il fit placer les échelles, monta l'un des premiers sur les murs, et périt dans l'action. Le prince d'Orange fut alors chargé du commandement; ses troupes entrèrent dans la ville, la saccagèrent, et pendant sept jours de suite elle fut livrée au pillage et à la furie des soldats. Après avoir fait un carnage horrible des coalisés, ils obligèrent le pape Clément à se réfugier dans le château Saint-Ange, avec quelques cardinaux et un petit nombre de ses partisans. Le château fut cerné, et le pape y fut assiégé pendant un mois; mais enfin, comme il manquait de vivres, de munitions et d'argent, il n'eut plus d'autre ressource que celle de rendre le fort au mois de juin 1527; il se soumit à payer 400,000 ducats, à livrer Civita-Vecchia, Parme, Plaisance, Modène et Tiferna; à ne pas gêner l'empereur dans les affaires de Milan et de Naples; enfin à rester prisonnier pendant six mois, époque fixée pour l'accomplissement des conditions qu'on lui imposait. Cependant il ne fut détenu que durant quelques jours seulement, et bientôt on lui per-

mit de retourner au Vatican; mais pendant la nuit qui précéda le jour de l'accomplissement du délai, il s'enfuit déguisé, et se rendit à Orviette, ville forte, remplie de troupes de la ligue.

Quoique Charles-Quint eût le droit de faire éprouver à Clément la punition du peu de reconnaissance qu'il conservait pour les services particuliers qu'il lui avait rendus, loin d'approuver les excès et les violences commises par ses troupes dans la capitale chrétienne, il en fut si affecté, lorsque la nouvelle lui en parvint, qu'il donna ordre de suspendre à Valladolid les réjouissances publiques à l'occasion de la naissance de son fils aîné, don Philippe, à qui l'impératrice Isabelle, sœur du roi de Portugal Jean III, venait de donner le jour. A la même époque, François I[er], sous prétexte de rendre la liberté au pape, envoya en Italie une nouvelle armée, qui remporta d'abord des avantages signalés, en s'emparant avec rapidité de Gênes et de Pavie; en entrant dans le royaume de Naples, et faisant le siége de sa capitale. Les troupes qu'on lui opposa étaient en petit nombre; mais elles avaient pour chefs don Hugues de Moncade, don Pierre d'Alarçon, le prince d'Orange, le marquis del Vasto et autres, regardés comme les meilleurs guerriers du temps.

Cependant la flotte française qui tenait le port

bloqué, sous les ordres de Philippin Doria, défit presque entièrement celle d'Espagne. Moncade mourut pendant l'action, ainsi que d'autres officiers; plusieurs furent faits prisonniers; et la garnison, sensiblement réduite, s'attendait à l'assaut d'un instant à l'autre, quand tout à coup la fortune changea. André Doria, célèbre capitaine qui se trouvait au service de France avec un grand nombre de navires qui lui appartenaient, offensé de la conduite que le général français avait tenue envers lui, et flatté de plus par l'espoir d'obtenir un parti plus avantageux que lui offrait le prince d'Orange, passa au service de l'empereur, et envoya l'ordre à Philippin, son neveu, de séparer ses galères d'avec celles de son ancien allié, et d'introduire dans la ville de Naples un renfort considérable de troupes, avec des vivres et des munitions. Cet événement inattendu, le courage extraordinaire des Impériaux, et surtout la peste, qui commençait à se déclarer parmi les troupes françaises, les obligèrent à lever leur camp, pour se retirer avec précipitation; elles perdirent ainsi tout ce qu'elles venaient de conquérir. Ce fut dans de semblables circonstances que le pape, qui voyait avec douleur sa cour sous la domination des étrangers, et son parti affaibli, et que le roi de France, qui commençait à se lasser de lutter avec

désavantage contre un rival aussi puissant qu'heureux, songèrent à rendre à l'Italie le calme dont elle était depuis si long-temps privée : ils demandèrent la paix. L'empereur prêta généreusement l'oreille à leurs propositions, et après s'être réconcilié avec Clément à des conditions convenables, il s'entendit aussi avec François Ier, à Cambrai, l'an 1529, en exigeant les mêmes conditions, à quelques changements près, que celles qui avaient eu lieu à Madrid lors du traité de ces deux souverains. Charles prit l'engagement de rendre au roi de France, moyennant la somme de deux millions d'écus en or, les personnes du dauphin et de son frère aîné, qui avaient été livrés comme otages pour la sûreté du premier traité. Cette paix comprit également le roi d'Angleterre, les princes et les républiques d'Italie, à la seule exception de Florence, qui refusa d'abord d'y souscrire, mais qui fut enfin obligée de se soumettre au vainqueur. Charles se rendit ensuite à Bologne, où il reçut des mains du pontife la couronne impériale avec la plus grande solennité et la plus grande pompe. Il eut la générosité d'oublier l'ingratitude de François Sforce, et de lui accorder de nouveau l'investiture du duché de Milan. Il donna pour souverain aux Florentins, avec le titre de duc, un neveu du pape, nommé Alexandre de Médicis,

qu'il maria à sa fille naturelle Marguerite d'Autriche. L'empereur retourna de l'Italie en Allemagne, où il fit couronner roi des Romains son frère Ferdinand, qui, outre les états héréditaires de la maison d'Autriche, réunissait sur sa tête les couronnes de Hongrie et de Bohême. Soliman, empereur des Turcs, envahit à cette époque ces deux pays avec une armée formidable; mais Charles-Quint, à la tète de ses troupes, marcha contre lui et l'obligea à se retirer, après une perte considérable : cette entreprise occupe une place distinguée parmi tous les hauts faits qui ont signalé son règne, tant à cause des forces nombreuses qu'avait réunies Soliman, que pour l'importance d'une entreprise où il s'agissait de la destruction ou de la liberté des puissances chrétiennes.

L'empereur revint en Espagne en passant par l'Italie, et pendant ce temps Haradin Barberousse, pirate d'une rare audace qui infestait depuis long-temps les côtes de la Méditerranée, dépouilla du royaume de Tunis Muley Hacem, feudataire des rois de Castille. Celui-ci implora le secours de Charles-Quint, qui, lui ayant accordé sa protection, se présenta devant *Goulette* avec une flotte de quatre cents voiles. Il fut obligé de s'emparer de vive force de cette forteresse presque inexpugnable, qui défend l'entrée du port de Tunis,

et qui était bien fortifiée par Barberousse; il mit la garnison en fuite; et, résolu de punir ce pirate, il marcha directement contre la place sans se laisser effrayer par le nombre des soldats, qui s'élevait, dit-on, à cent cinquante mille. Barberousse vint à sa rencontre au milieu de ces sables brûlants avec quatre-vingt-dix mille hommes, croyant que l'ardeur du climat, la soif et la fatigue, détruiraient plus d'ennemis que les cimeterres de ses soldats; mais les Espagnols par cette raison même l'attaquèrent avec intrépidité, et après avoir massacré une partie de ses troupes, obligèrent Barberousse à se réfugier dans les murs de Tunis. L'Africain, honteux de se voir si complétement défait par une poignée d'hommes, prit la résolution d'une exécrable vengeance, ce fut de faire sauter les cachots qui renfermaient plus de vingt mille esclaves chrétiens; mais ces malheureux, poussés par le désespoir, brisèrent leurs chaînes, se rendirent maîtres de la forteresse, en ouvrirent les portes à l'armée impériale, qui, après avoir fait un carnage horrible, entra victorieuse dans Tunis, l'an 1535. Barberousse fut assez heureux pour se sauver à Alger; et Charles remit avec générosité la couronne de Tunis sur la tête de Muley Hacem, et purgea ces mers des pirates qui trouvaient un abri dans la forteresse de Goulette. Cependant Barberousse,

secondé depuis par les Turcs, inquiéta de nouveau les chrétiens.

CHAPITRE LIII.

Le génie ardent, belliqueux et actif de Charles était le mieux adapté sans doute aux circonstances dans lesquelles il vivait. Presque tout son règne fut une série de guerres, qu'il eût été même difficile d'éviter. Sa prospérité excitait l'envie de nombreux et redoutables ennemis. François Sforce, duc de Milan, mourut, laissant par son testament ses états à l'empereur; ce fut un nouveau motif dont profita François Ier, rival de Charles, pour faire revivre ses prétentions au Milanais. La guerre recommença, et François Ier remporta d'abord quelques avantages dans le Piémont, qu'il avait envahi avec une nombreuse armée; mais l'empereur, après avoir calmé l'ardeur des Français, et repris toutes les places occupées, s'introduisit en Provence, se rendit maître de quelques villes, et mit le siége devant Marseille. En un mot, la France paraissait menacée d'un coup terrible; mais l'événement démentit les conjectures, Marseille se défendit

bien, et l'épidémie qui se répandit alors dans l'armée impériale la réduisit bientôt de moitié. Charles fut obligé de se replier sur Nice, après avoir levé le siége de Marseille. Ce fut pendant l'assaut d'une tour voisine de cette place que mourut le célèbre Garcilasso de la Vega, qui, suivant la carrière des armes après avoir illustré par sa plume les muses espagnoles, répondait à l'éclat de sa naissance. Charles, désolé de perdre à la fois un poëte aimable et un brave soldat, ordonna de passer au fil de l'épée tous ceux qui défendaient la tour. Enfin, au moyen de la médiation du pape Paul III, successeur de Clément, Charles-Quint conclut à Nice une trève de dix ans avec le roi de France; et après la conclusion de cette paix entre les deux souverains, il retourna en Espagne.

Une lutte aussi longue que terrible n'avait pu durer qu'au moyen de dépenses considérables; le trésor public était épuisé; il fallut avoir recours à de nouvelles impositions. Quelques villes ne voulurent pas s'y soumettre, Gand particulièrement refusa tout secours aux besoins publics et prit les armes pour soutenir son refus. On était menacé d'une insurrection générale dans tous les Pays-Bas; la présence de l'empereur y devenait absolument nécessaire; et comme rien n'est plus important que d'agir avec célérité

en de semblables circonstances, Charles, pour arriver avec plus de promptitude, se reposant sur la foi et la loyauté de François Ier, demanda un libre passage en France, ce qui lui fut accordé sans retard. François Ier le reçut à Paris avec les plus grandes marques d'affection et de cordialité, le logea dans son propre palais, et le traita avec une généreuse magnificence. Comme il est reconnu depuis long-temps que la politique des souverains est dirigée par des principes bien opposés à ceux sur lesquels se fonde la probité, ce fut un problème difficile à résoudre par les politiques du temps de savoir lequel des deux souverains s'était montré le plus simple dans cette occasion; de Charles en allant se mettre entre les mains d'un de ses plus puissants ennemis, ou de François qui ne sut pas prendre assez d'empire sur Charles pour se faire rendre la Navarre et le Milanais. Quoi qu'il en soit, Charles, plus heureux que prudent, quitta librement la France, et, pour comble de bonheur, sa seule présence calma l'agitation des Pays-Bas.

Après la conduite généreuse de François, on devait regarder la réconciliation des deux monarques comme parfaitement sincère; mais comme la renonciation du roi de France au droit qu'il prétendait avoir sur le duché de Milan n'avait été qu'apparente, il n'avait jamais laissé échapper

l'occasion de le faire revivre. Il rompit la trève après un an de durée au plus, sous le prétexte spécieux de venger la mort de ses ambassadeurs, qui en se rendant à Constantinople avaient été assassinés en Italie, imputant cet attentat aux instructions secrètes du gouvernement espagnol. Charles-Quint venait d'éprouver une fatale déroute à Alger, où il s'était rendu avec une nombreuse flotte pour faire la conquête de cette ville, après avoir perdu la plus grande partie de ses vaisseaux dans une violente tempête. François, voyant que l'occasion était favorable pour attaquer son ennemi, commença les hostilités sur plusieurs points en même temps. Le Piémont, le Brabant, le Luxembourg et le Roussillon, se virent en un instant envahis par autant d'armées aguerries et nombreuses. Le dauphin assiégea Perpignan avec quarante-quatre mille hommes; mais on lui opposa tant de résistance qu'il fut forcé de lever le siége. Le duc d'Orléans dans le Luxembourg, et le duc de Clèves dans le Brabant, remportèrent quelques avantages; cependant les Impériaux parvinrent à se dédommager en quelque sorte de leurs pertes: ils forcèrent le duc de Clèves à demander un traité. Les Français firent des progrès plus rapides dans le Piémont; ils gagnèrent près de Carignan une bataille importante. Mais l'empereur, secondé par

son allié le roi d'Angleterre, Henri VIII, pénétra en France par la Lorraine, détruisant tout ce qui s'opposait à ses armes. Il n'y eut pourtant pas de combat décisif; François Ier qui craignait la supériorité de Charles, qui s'approchait alors de Paris, précédé de la victoire et de la terreur, sollicita la paix en 1544. Il ratifia la renonciation de ses droits à Milan, Naples et autres pays. Il est à croire que cette dernière campagne le convainquit enfin du bonheur constant de son rival, puisque dès lors il ne renouvela plus aucune tentative contre lui.

L'empire n'avait pas moins besoin de la paix que la France. La secte de Luther, qui s'était montrée en Saxe pour la première fois en 1517, protégée par différents princes d'Allemagne, et particulièrement par le duc-électeur de Saxe et par le landgrave de Hesse, avait fait des progrès rapides et semé partout le feu de la discorde et de la révolte. Depuis que Charles était monté sur le trône, il travaillait vainement à éteindre cet incendie en employant les voies de la douceur, comme les plus propres à ramener la concorde; mais le duc de Saxe, le landgrave et les autres princes luthériens, craignant qu'il ne prît enfin les armes pour les réduire, formèrent une coalition contre lui. A peine les funestes divisions entre la France et l'Espagne furent-elles terminées,

que Charles prit ses mesures pour dissiper cette nouvelle ligue. Mais les *protestants* (ce fut le nom que prirent les luthériens pour avoir protesté contre le concile de Trente tenu à cette époque) prirent des précautions de leur côté, et, déterminés à opposer une forte résistance, parvinrent à mettre sur pied une armée de cent vingt mille hommes. Cependant Charles ne craignit pas de les attaquer, remporta sur eux une victoire importante, dans laquelle il fit prisonniers les électeurs de Saxe et de Hesse; il prolongea cette guerre opiniâtre avec autant de courage que d'adresse et de sagacité, dans l'intention d'affaiblir la puissance de ses ennemis. En effet, la ligue des protestants formant un corps composé de plusieurs têtes, et leur armée n'étant soutenue que par les contributions des différentes villes, il devait arriver un moment où elles se lasseraient d'une charge aussi pesante. Ce moment était venu; les révolutions causées en Allemagne par le nouveau système religieux furent apaisées, et le zèle actif de Charles-Quint en eût détruit pour jamais les germes, si Henri II, successeur de François Ier, et comme lui rival de Charles, n'eût entraîné ce dernier dans une nouvelle guerre en se réunissant à ses ennemis.

Tandis que Charles était occupé à recueillir tout le fruit qu'il pouvait attendre de sa victoire

sur les luthériens, et qu'il s'opposait aux Turcs qui avaient envahi l'Allemagne, le nouveau roi de France s'empara spontanément de la ville de Metz en Lorraine, qui appartenait à l'empire, et de plus il porta la guerre dans le Milanais et les Pays-Bas. L'empereur se vit forcé de temporiser avec les protestants, et même il rendit la liberté à leurs principaux chefs, afin de les séparer ainsi de l'alliance avec la France; et après avoir rassemblé une armée assez nombreuse, il entreprit de reconquérir la ville de Metz. La vigoureuse défense du duc de Guise, qui s'enferma dans la place, la rigueur de la saison, et surtout les maladies épidémiques qui se déclarèrent dans le camp, affaiblirent l'armée impériale et l'obligèrent à lever le siége. Charles fut encore plus sensible à cette disgrâce qu'il ne l'avait été à celle qu'il avait éprouvée sous les murs de Marseille, et dès cet instant il commença à considérer la guerre d'un œil froid et dégoûté. Deux ans après, son armée fut encore mise en déroute par les troupes françaises près de Renti, dans l'Artois; il reçut la nouvelle de cette perte avec tout le calme d'un homme détrompé sur le monde et ses vaines gloires, disant seulement : « On sait » bien que la fortune est une courtisane qui n'aime » que les jeunes gens et se lasse des vieillards. » Fatigué enfin de tant de guerres, accablé d'in-

firmités et surtout de la goutte, il donna au monde la preuve la plus extraordinaire de son désabusement, en renonçant à la couronne d'Espagne en faveur de son fils le prince don Philippe, et à celle de l'empire en faveur de son frère Ferdinand, alors roi des Romains. Il se retira dans le monastère de Saint-Just, de l'ordre de Saint-Jérôme, à sept lieues de Plasencia, dans la vieille Castille, où il resta depuis l'année 1556, époque à laquelle il fit sa renonciation, jusqu'au 21 septembre 1558, où il mourut, uniquement occupé d'idées pieuses, et aussi détaché des affaires publiques que si elles lui eussent toujours été étrangères. La reine Jeanne, sa mère, était décédée le 11 avril 1555, dans le palais de Tordésillas, où elle resta retirée et cachée jusqu'à sa mort sans éprouver le moindre soulagement dans la maladie qui avait aliéné sa raison.

Quelques historiens ont prodigué de grands éloges à Charles-Quint, d'autres ont trop abaissé son mérite; la prudence commande de croire qu'il y a eu exagération chez les uns comme chez les autres. On l'accuse d'avoir dépensé des sommes immenses pour des guerres inutiles, et peut-être est-ce avec raison; mais ne doit-on pas avouer aussi que la jalousie de ses ennemis a suscité la plus grande partie de ces guerres? Il entreprit, pour la défense de ses états et la

cause de la religion, neuf voyages en Allemagne, six en Espagne, sept en Italie, dix en Flandre, quatre en France, deux en Angleterre et deux en Afrique. C'est ainsi, disent ses ennemis, qu'il absorba toutes les richesses de ses états; mais pourquoi ne pas croire que sa présence était nécessaire dans ces divers pays, ne fût-ce que pour inspirer à ses soldats cette confiance qui précède ordinairement la victoire? Ils blâment avec raison l'ambition sans bornes qui lui faisait souhaiter la domination du monde, sans omettre quelques autres défauts connus; mais il sied mieux à un historien de se tenir dans les bornes de l'impartialité, et d'honorer la mémoire de ce héros qui sut s'attirer l'admiration de toute l'Europe.

On commença sous le règne de Charles-Quint à donner constamment aux rois d'Espagne le titre de majesté, en place de celui d'altesse, qui avait été jusqu'alors presque généralement usité; et ce fut à la même époque que l'on créa la dignité de grand d'Espagne en faveur de ceux connus jusqu'alors sous le nom de *ricos hombres* (hommes riches). Charles-Quint changea les fonctions du conseil d'état, et institua celui des Indes, dont les affaires étaient dirigées par quelques ministres choisis dans les autres tribunaux, depuis le temps des rois catholiques.

Enfin, c'est sous son règne que le Mexique et le Pérou furent conquis.

Depuis les entreprises hardies de Christophe Colomb, les pilotes de l'Espagne ne cessèrent pas de faire des découvertes et des conquêtes dans le Nouveau-Monde; parmi ceux de ces navigateurs qui se sont rendus les plus célèbres, on distingue les noms d'Alonso de Ojeda, Diégo de Nicuesa, Vasco Nuñez de Balboa, Jean Ponce de Léon, Jean Diaz de Solis, Rodrigue de Bastida, François Fernandez de Cordoba, Jean de Grijalva, et d'autres non moins dignes de mémoire. En 1518, Ferdinand de Magellan, Portugais mécontent de son souverain, qui semblait ne pas tenir compte de ses services, vint les offrir à la cour d'Espagne. Il partit de Séville avec cinq vaisseaux, et en 1519 découvrit, après une nouvelle et dangereuse navigation, le détroit qui dès lors prit son nom. Fernand Cortez, originaire de Medellin, dans l'Estramadure, homme d'un courage remarquable, doué d'un esprit de pénétration et rempli de zèle pour sa patrie, fit, en 1521, la découverte et la conquête de l'empire du Mexique ou Nouvelle-Espagne; pour donner une preuve de son héroïque intrépidité, il suffit de dire qu'il prit la résolution de faire percer et couler à fond tous les navires qui l'avaient conduit en ces régions inconnues, afin d'ôter à ses sol-

dats tout espoir de retour, et de les forcer à vaincre ou mourir. Cette conquête admirable fut suivie, peu d'années après, de celle du Pérou, que François Pizarre de l'Estramadure, autre génie bouillant, soumit à la domination espagnole, après avoir surmonté les obstacles les plus incroyables.

CHAPITRE LIV.

Le règne de Philippe II a été si fécond en grands événements, qu'il sera difficile de choisir les plus dignes d'attention. Tant de riches et nombreuses conquêtes venaient d'élever la monarchie espagnole au faîte de la grandeur; mais les guerres continuelles de Charles-Quint lui avaient enlevé tous ses trésors; sa population avait beaucoup diminué, tant à cause de ces mêmes guerres que par les fréquentes émigrations des familles espagnoles qui passaient en Amérique, avides de s'emparer des richesses faciles que leur offraient des régions nouvellement découvertes. Il eût été plus sage sans doute, au lieu de courir de conquête en conquête, de ne s'occuper que de la culture, de la sûreté, de la félicité des pays déjà soumis; mais

Philippe II voulut imiter son père dans la guerre, et ne fut pas si bien servi par la fortune. La nation espagnole commença sous son règne à ressentir les premières atteintes de la décadence dont nous allons suivre les progrès. Nous la verrons s'accroître sous le règne de son fils Philippe III, augmenter encore sous celui de son petit-fils Philippe IV, et parvenir enfin à son dernier période sous le règne de son arrière-petit-fils Charles II, dernier roi d'Espagne de la dynastie autrichienne.

Philippe II avait gouverné l'Espagne avec autant de fermeté que de prudence pendant tout le temps que dura l'absence de son père, occupé de calmer les troubles d'Allemagne. En recevant la couronne, il eut à soutenir une guerre contre la France ; mais il eut le bonheur de commander aux meilleures troupes de l'Europe, et d'avoir les plus grands capitaines pour soutenir cette guerre avec éclat. Depuis les dernières discordes, les Français et les Espagnols avaient toujours nourri une haine secrète ; ils attendaient avec impatience une occasion pour reprendre les armes, et en effet ils les reprirent bientôt. La France commença par donner des secours à son allié le pape Paul IV, qui, après s'être entendu avec elle, forma le dessein de dépouiller don Philippe des états qu'il possédait en Italie. Les con-

seils de paix et de prudence, adressés par ce prince au saint pontife pour l'engager à renoncer à une entreprise aussi scandaleuse qu'elle pouvait lui devenir funeste, comme jadis à Clément VII, ne produisirent aucun effet; et Paul ayant fait emprisonner, contre le droit des gens, les ambassadeurs de Philippe, ce dernier fut obligé de prendre des mesures rigoureuses : il envoya contre l'état romain une armée de treize mille hommes, commandée par le duc d'Albe, don Ferdinand Alvarez de Tolède, alors vice-roi de Naples. Les troupes espagnoles, après avoir gagné le port d'Ostie, s'emparèrent en peu de temps de toutes les villes et places, jusque sous les yeux de Rome, qui aurait subi le même sort que sous Charles-Quint, si le pape intimidé n'eût enfin accepté la paix, que, malgré tant de brillants succès, l'Espagne ne cessait de lui offrir avec générosité.

Pendant que tous ces événements se passaient en Italie, les Français s'étaient vus forcés d'aller au secours de la Picardie, envahie aussi par les troupes de Philippe qui assiégeaient alors Saint-Quentin, place forte sur la rivière de la Somme. Manuel-Philibert, duc de Savoie, qui commandait les troupes espagnoles, courut au-devant de l'armée française qui escortait un secours destiné à la place, l'attaqua avec intrépidité, la tailla

en pièces, et remporta une victoire complète en laissant six mille Français sur le champ de bataille, après s'être emparé de cinquante-deux drapeaux, de dix-huit étendards, de tout le bagage, ainsi que de toute l'artillerie, et avoir fait prisonniers un grand nombre de chefs et de personnages de distinction. Le roi, qui était alors en Flandre, se rendit au camp quatre jours après cette victoire, resserra tellement la place, qu'après en avoir continué le siége pendant quelques jours, il l'emporta d'assaut, et passa au fil de l'épée la plus grande partie de sa garnison. Les places de Han, Châtelet et Noyon, subirent le même sort; rien n'aurait pu l'arrêter jusqu'à la ville de Paris, qui l'attendait plongée dans la plus grande consternation, si, par une conduite inexplicable, il n'eût préféré une paix qui ne pouvait durer à la sûreté d'abattre entièrement l'orgueil de ses irréconciliables ennemis. Lorsque Charles-Quint, qui en semblables circonstances avait tenu la même conduite, reçut dans le fond de sa retraite la nouvelle de ces succès et la relation détaillée de la bataille, il ne put s'empêcher de demander si le roi son fils n'était pas déjà dans Paris. Le hasard ayant fait gagner la bataille de Saint-Quentin le jour de la Saint-Laurent, 10 août 1557, Philippe II voulut dédier à ce glorieux martyr espagnol le célèbre et magni-

fique temple qu'il fit construire dans l'Escurial, et fonder dans ce même lieu un monastère de l'ordre de Saint-Jérôme, laissant dans ces monuments superbes le plus beau témoignage de sa piété, de sa munificence, de son goût pour les beaux-arts, et du soin avec lequel il les honorait et protégeait. La construction de ces édifices dura dix-neuf ans; commencée en 1563 par l'architecte Jean-Baptiste de Tolède qui naquit à Madrid, elle fut achevée en 1582 par son élève le Montagnard Jean de Herrera.

L'année suivante, 1558, les hostilités recommencèrent des deux côtés avec un égal acharnement; mais cette campagne ne fut pas moins glorieuse que la précédente. Les troupes françaises, ayant été complétement mises en déroute à la bataille de Gravelines, furent obligées de reconnaître la supériorité des troupes vieilles et aguerries de l'Espagne, qui sans doute pouvaient être considérées alors comme la meilleure infanterie de l'Europe. La France demanda la paix, qui fut conclue en 1559, à des conditions avantageuses pour l'Espagne; et pour mieux la cimenter, Philippe II, veuf en secondes noces de Marie, reine d'Angleterre, épousa la fille de Henri II de France, Élisabeth, qui reçut le surnom de *la paix*, par rapport à la circonstance de son mariage.

En quittant les Pays-Bas, le roi d'Espagne laissa les instructions nécessaires pour maintenir l'ordre et l'obéissance tant parmi les citoyens que parmi les seigneurs flamands; il confia le gouvernement de cette partie de ses états à sa sœur Marguerite, fille naturelle de Charles-Quint, duchesse de Parme, princesse qui possédait de grandes qualités. Le prince d'Orange, Guillaume de Nassau, et les comtes de Horn et d'Egmond, qui aspiraient tous trois au rang qu'occupait Marguerite, offensés d'un choix qu'ils regardaient comme une insulte, prirent la résolution d'en tirer une vengeance éclatante. Ils profitèrent donc avec adresse du mécontentement qu'excitait déjà parmi les Flamands la rigueur avec laquelle Marguerite s'opposait aux progrès de la nouvelle secte des luthériens, qui, après s'être propagée dans presque toutes les provinces du nord, venait d'être embrassée avec enthousiasme dans les Pays-Bas. La noblesse et le peuple se révoltèrent en donnant pour prétexte l'injustice des impôts exigés par le ministère espagnol, et l'établissement d'un tribunal d'inquisition. Ils demandèrent que l'on fît sortir des Pays-Bas les troupes étrangères, comme étant à charge à la nation, disant que tant qu'elles y resteraient on ne rétablirait jamais l'ordre et la tranquillité. Leur demande ayant été accordée,

ils parvinrent ainsi à rendre le gouvernement sans défense. Insensiblement les trois chefs des mécontents firent des progrès considérables. Il y eût jusqu'à quatre cents nobles qui signèrent une espèce de confédération, par laquelle ils s'engagèrent à rester unis et armés jusqu'à ce qu'on eût obtenu la suppression de l'inquisition, et qu'on eût révoqué les décrets publiés contre les réformés. Après avoir arboré l'étendard de la révolte, ils célébrèrent publiquement le rite protestant, pillèrent les églises, et, enhardis par les secours qu'ils reçurent des huguenots de France, s'emparèrent de plusieurs places.

La gouvernante des Pays-Bas, n'ayant pas de troupes à opposer aux rebelles, demanda des secours à Philippe II, qui, ne jugeant pas que sa présence et son autorité fussent nécessaires, comme l'avait fait son père lors des troubles de Gand, pour calmer les agitations des Pays-Bas, beaucoup plus alarmantes que ne l'avaient été jadis celles de cette ville, se contenta d'envoyer une armée commandée par le duc d'Albe, Ferdinand Alvarez de Tolède, auquel il donna des pouvoirs absolus pour réduire les mécontents. A peine cette armée eut-elle pénétré en Flandre, que les uns, en grand nombre, surtout les ouvriers et marchands, se réfugièrent en Allemagne et dans les états voisins; les autres prirent en ap-

parence le parti de la soumission, pour donner au prince d'Orange le temps de revenir avec les secours qu'il avait été demander aux princes protestants. Le duc d'Albe, qui n'était pas du tout tolérant, fit saisir et décapiter immédiatement sur la place publique de Bruxelles les comtes d'Egmond et Horn; d'autres furent roués, empalés, brûlés ou pendus, selon la gravité des délits dont ils furent accusés. Cette conduite trop sévère, loin d'intimider les rebelles, comme on s'en était flatté, ne fit qu'irriter davantage les esprits et augmenter le mal, en le rendant incurable. La politique de Philippe II, grande assurément en théorie, se trouva cette fois en défaut dans la pratique; et lorsqu'il eut intention plus tard, ou, pour mieux dire, qu'il fut forcé d'avoir recours à des moyens plus doux, les révoltés, parvenus au plus haut degré d'exaspération, attribuèrent sa douceur à sa faiblesse plutôt qu'à une véritable clémence, et refusèrent d'accepter aucun des partis que leur proposait le monarque.

Le prince d'Orange, favorisé par les puissances du Nord, surtout par l'Angleterre et la France, se présenta dans les Pays-Bas avec une armée de cinquante-un mille hommes, qu'il divisa en deux corps, l'un de quinze mille hommes, qui, sous les ordres de son frère Louis de Nas-

sau, devait envahir la Frise, et l'autre de trente-six mille que lui-même devait conduire dans le Brabant. Les troupes du duc d'Albe se trouvaient alors considérablement disséminées par les nombreuses garnisons qu'il avait dû mettre dans les places fortes. Cependant ce général, plein de hardiesse, profitant de l'occasion d'attaquer séparément ses ennemis, prit la résolution de marcher promptement contre Louis, et après avoir forcé son camp, passa presque toutes ses troupes au fil de l'épée, ne lui laissant pas seulement l'ombre d'un régiment. Il retourna ensuite dans le Brabant, fort à temps pour y recevoir le prince d'Orange; et sachant que ce prince manquait de vivres et d'argent pour entretenir une armée aussi nombreuse, il se contenta de l'entourer au moyen de plusieurs camps volants, pour lui ôter toute ressource, inquiéter l'arrière-garde, et se précipiter sur elle au passage des rivières. Ce fut dans ces dispositions que les deux armées parcoururent tout le Brabant et les provinces de Namur et du Hainaut; mais à la suite de ces différentes marches, le prince d'Orange se trouva sans armée : quelques uns de ses soldats avaient déserté faute de nourriture, d'autres avaient péri en allant chercher des vivres, en sorte qu'il fut obligé de se retirer en France, n'ayant plus que trois cents

hommes blessés, tristes débris de cinquante-un mille avec lesquels il était entré en Flandre.

Le général espagnol, couvert de lauriers, revint à Bruxelles, continuant dans cette ville, comme dans les autres, de donner des preuves de sévérité, tant contre les luthériens que contre les rebelles. Après avoir encore une fois mis en déroute la nouvelle armée avec laquelle la prince d'Orange voulut essayer de pénétrer en Flandre, il soumit toutes les provinces à l'obéissance de l'Espagne, à l'exception de la Hollande et de la Zélande, dont le prince d'Orange était le souverain. Mais comme pour soumettre ces deux provinces il fallait une escadre, et de l'argent pour entretenir ses soldats, restés nus et mourant de faim, et que l'on ne pouvait obtenir ni l'un ni l'autre de l'Espagne, le duc d'Albe demanda sa démission à son souverain, et l'obtint d'autant plus facilement, que l'on était depuis long-temps convaincu que c'était l'homme le moins en état de se bien conduire dans des circonstances aussi délicates.

Après la retraite du duc d'Albe, le gouvernement des états de la Flandre fut successivement confié à Louis de Zuñiga et Requesens, grand commandeur de Castille, et à Jean d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, tous deux grands capitaines, et d'un esprit aussi doux et conci-

liant que celui de leur prédécesseur était dur et inflexible. Les rebelles, se voyant pour ainsi dire caressés et tolérés, attribuèrent cette conduite à la lâcheté; et tout en amusant la surveillance des gouverneurs par des conférences inutiles et de fausses promesses de soumission, ils travaillèrent secrètement à former des alliances puissantes qui pussent leur servir d'appui. Les gouverneurs, voyant enfin qu'on les trompait, voulurent employer les mêmes moyens que le duc d'Albe, mais il n'était plus temps. Les mécontents se moquèrent autant de leur sévérité que de leur indulgence. Malgré quelques batailles perdues, la principale partie de la Flandre secoua enfin le joug de la domination espagnole, refusa d'obéir à Philippe II, rompit son sceau royal, et s'érigea en république libre, souveraine et indépendante. Tant il est vrai que la rigueur et la clémence, considérées pourtant comme deux ressorts efficaces d'un gouvernement, ne produisent aucun effet salutaire et ne font plutôt qu'empirer les choses quand elles sont employées mal à propos.

CHAPITRE LV.

Alexandre Farnèse, duc de Parme, et fils de Marguerite, succéda à Jean d'Autriche au gouvernement des Pays-Bas, quand il ne restait plus que deux provinces soumises au lieu des dix-sept qui le composaient; mais ce chef, distingué tant par ses négociations que par sa bravoure à la tête des Espagnols, qui, résistant à la faim et à la misère, firent des prodiges de valeur, parvint à réduire huit de ces provinces, et répandit la terreur dans toute la Hollande. Le prince d'Orange ayant été tué d'un coup de pistolet dans sa propre maison, la république, qui perdait en lui le chef et l'âme de la rébellion, ne pouvant plus se soutenir elle-même, sollicita, quoique inutilement, l'appui d'un souverain qui fût en état de la défendre: elle s'adressa successivement au roi de France, à la reine d'Angleterre, au duc d'Alençon, à l'archiduc Mathias, et enfin au duc de Leicester, favori de la reine Elisabeth; mais tous l'abandonnèrent à ses propres ressources, en sorte que la position critique de cette république, et les efforts extraordinaires des troupes

espagnoles, qui entreprenaient les choses les plus hardies, auraient sans doute fait rentrer toutes ces provinces sous la domination de Philippe, si ce prince n'eût montré la plus grande indifférence à les recouvrer, et s'il n'eût été obligé de diriger ses forces d'un autre côté.

Ce qui détourna l'attention que Philippe devait aux événements des Pays-Bas, fut la guerre contre les Mores ou nouveaux chrétiens de la ville et du royaume de Grenade. On leur avait interdit par un motif politique, et sous les peines les plus sévères, le costume moresque, les bains artificiels, et quelques autres usages superstitieux, qu'ils avaient conservés comme un héritage des mahométans leurs ancêtres; on avait pris des mesures pour que le rite catholique, qu'on leur avait fait embrasser, fût exactement suivi, pour qu'ils parlassent la langue espagnole, et qu'ils fussent toujours habillés comme les chrétiens. Tous ces changements, qui furent trop durs pour un peuple inquiet et nouvellement conquis, et d'ailleurs fortement attaché aux coutumes et usages de ses ancêtres, enracinés par l'éducation ; d'un autre côté l'opiniâtreté de Philippe à ne se relâcher en rien de sa sévérité ; tout cela servit de prétexte aux Mores pour former dans le plus profond secret une confédération, et s'armer, en 1568, afin de surprendre le

gouvernement sans défense. Ils choisirent pour souverain un homme distingué parmi eux, appelé Ferdinand de Valor, qui prit dès lors le nom de Mahomet Aben-Humeya; ils lui donnèrent le titre de roi de Grenade et de Cordoue, et commencèrent les hostilités les plus inhumaines contre les chrétiens, qui furent bien près de perdre cet important royaume et d'y voir se rétablir la domination et la secte des mahométans. Mais après deux ans de guerre les rebelles furent enfin dissipés, malgré la résistance obstinée qu'ils opposèrent, se fiant aux secours qu'ils recevaient de l'Afrique, et à l'âpreté des Alpujarras, dont il était extrêmement difficile de les chasser. Pour leur ôter tout moyen de renouveler à l'avenir leurs dangereuses entreprises, on les dispersa à une assez grande distance les uns des autres dans toutes les campagnes de la Castille.

La guerre contre les Turcs ne laissa pas non plus que de favoriser les tentatives des révoltés flamands. Il y avait déjà quelques années que l'empire ottoman, fier de son immense pouvoir, ne cessait d'insulter ouvertement les puissances européennes, sans qu'aucune d'elles eût entrepris sérieusement de punir tant de hardiesse. En 1558 arriva à Minorque une escadre turque; et après avoir débarqué un certain nombre de troupes, elle

s'empara d'assaut de la ville de Ciudadela, causa beaucoup de dommages dans cette île, et se retira avec un riche butin. Les pirateries d'Arraez Dragut, gouverneur de Tripoli, qui s'était rendu maître de l'île des Gerbes, obligèrent Philippe à armer une petite flotte pour faire la conquête de cette même île; mais la vigoureuse défense de Dragut, la faim et les maladies qui ravagèrent l'armée espagnole, et l'arrivée d'une escadre turque, lui firent perdre la plus grande partie de ses galères et de son monde, et rendirent cette entreprise tout-à-fait malheureuse. Les Turcs assiégèrent ensuite Mazarquivir et Oran; mais ils furent repoussés avec perte par les garnisons de ces deux villes. Le pignon de Velez de Gomera sur la côte de Barbarie, conquis par Ferdinand le catholique, et repris par les musulmans sous le règne de Charles-Quint, se rendit en 1564 aux troupes de Philippe II, commandées par deux grands généraux, don Sanche Martinez de Leyva, et le marquis de Santa-Cruz, don Alvar de Bazan. Affligé de cette perte, Sélim, empereur des Turcs, attaqua l'île de Malte; mais Philippe y envoya les secours nécessaires qui firent promptement rétrograder les infidèles.

Enfin, Sélim avait formé le projet de s'emparer de l'île de Chypre, possédée alors par les Vénitiens;

il occupa la ville de Nicosia, et peu de temps après celle de Famagouste. La république de Venise fit une ligue avec le pape Pie V et le roi d'Espagne, pour réprimer la hardiesse des Turcs, et en 1571, on réunit une flotte de plus de deux cents bâtiments, dont on confia le commandement à Jean d'Autriche, capitaine brave et expérimenté. Ce fut dans le golfe de Lépante ou de Corinthe, près de l'île de Céphalonie, que, rencontrant la flotte ennemie, composée de trois cents navires, il l'attaqua avec assurance, et après un combat opiniâtre, éternellement glorieux pour les armes catholiques, l'orgueil mahométan fut abattu et leur général tué dans l'action. Deux cents galères ottomanes furent ou prises ou coulées à fond. Le nombre des morts et prisonniers turcs s'éleva à plus de vingt-cinq mille, et ce combat rendit la liberté à vingt mille esclaves chrétiens condamnés à la rame. Les résultats de cette victoire eussent été plus beaux que la victoire même, si Jean d'Autriche, au lieu de se retirer à Messine, avait su profiter de la terreur de ses ennemis, pour occuper le détroit de Galipoli ou l'Hellespont, et surprendre Constantinople.

Deux ans après, comme on s'occupait avec ardeur des préparatifs d'une nouvelle expédition contre Tunis, les Vénitiens, indignement ven-

dus aux Turcs, abandonnèrent la ligue avec lâcheté et firent la paix. Cet accident inattendu ne mit pourtant pas d'entraves à l'exécution de ce nouveau projet. Don Jean d'Autriche, en 1573, à la tête de deux cents navires et de vingt-deux mille hommes de débarquement, se présenta devant la Goulette; les habitants et la garnison de cette ville ayant abandonné ses murs, il s'empara sans aucune résistance de la forteresse et de la place, remit le gouvernement entre les mains de Muley Hamet, fils de Muley Hacem, envers qui l'empereur Charles-Quint avait montré la même générosité; et après avoir laissé une garnison suffisante dans la ville de Béserte qui s'était rendue volontairement, il se retira en Sicile. Mais l'année suivante, tandis que par ses ordres on construisait entre Tunis et la Goulette un château pour la défense de la ville, les beys d'Alger et de Tripoli attaquèrent les deux places avec une forte escadre turque, et cinquante mille hommes de débarquement. Après beaucoup de sang répandu, et de fréquents assauts, ils se rendirent maîtres de la Goulette, glorieusement défendue par le brave capitaine don Pierre Portocarrero : ils ne parvinrent à s'emparer de Tunis qu'après avoir détruit tous ses moyens de défense; et la garnison, après avoir combattu sans relâche pendant un mois, se trouva réduite

à trente braves Espagnols qui disputèrent encore à leurs ennemis le terrain pas à pas.

La réunion de la couronne de Portugal à celle de Castille, et les guerres suscitées par ceux qui croyaient avoir plus de droits au Portugal que le monarque espagnol, furent autant de causes qui contribuèrent à distraire Philippe II des soins qu'il aurait dû consacrer aux affaires de la Flandre. Le roi Sébastien ayant péri dans une malheureuse expédition qu'il fit en Afrique, et n'ayant pas laissé d'enfants, le sceptre de Portugal passa dans les mains de son oncle, le cardinal don Henri, qui mourut aussi deux ans après. A sa mort, les deux branches mâles ayant été détruites, la succession au trône fut détournée et appartint aux filles du roi Emmanuel, prédécesseur du malheureux Sébastien, dont l'une fut Isabelle, mère de Philippe II, et l'autre Béatrice, mariée au duc de Savoie. La mort d'Isabelle, qui était l'aînée, fit revenir sans aucune contestation le sceptre de Portugal à Philippe II. Cependant le duc de Savoie voulut disputer les droits du monarque espagnol. Les ducs de Parme et de Bragance, mariés aussi à des filles d'un autre fils de don Emmanuel, qui mourut sans régner, et don Antoine, prieur d'Ocrato, fils illégitime de l'infant don Louis de Portugal, voulurent également s'opposer aux prétentions de

Philippe II. Don Antoine était le plus dangereux parmi tous ces concurrents, parce qu'il avait su s'attirer l'affection du peuple; il excita des troubles dans le royaume ainsi que dans le Brésil, l'Inde, et même parmi quelques puissances européennes, et parvint à placer la couronne du Portugal sur sa tête. Philippe eut recours aux armes pour l'en dépouiller et la défendre contre les autres prétendants; il expédia pour Lisbonne une flotte de cent voiles, sous les ordres du marquis de Santa-Cruz, don Alvar de Bazan, et fit marcher par terre une nombreuse armée commandée par ce même duc d'Albe, qui, après avoir quitté la Flandre, vivait retiré à Ucéda, par l'ordre même du roi.

La confiance avec laquelle ce monarque choisit pour cette entreprise un sujet offensé, ne peut être comparée qu'à la loyauté avec laquelle le duc, oubliant tous ses ressentiments particuliers, dut se dévouer entièrement aux intérêts de son maître. Cet habile capitaine marcha droit sur Lisbonne en renversant tout ce qui s'opposait à son passage. Il rencontra à quatre lieues de la capitale le prieur d'Ocrato, retranché avec vingt-cinq mille partisans; n'ayant pu l'amener à une action décisive, il le força dans son propre camp, le mit en déroute, et lui laissa à peine le temps de se sauver à Lisbonne avec tous les

fugitifs, après avoir abandonné l'artillerie et les bagages. Don Antoine, se croyant encore trop près de son dangereux ennemi, lui abandonna la capitale, et se réfugia successivement à Coimbre, puis à Oporto, et ensuite à Viana del Miño; mais, battu et chassé de toutes ces villes, il se retira en Angleterre, dans l'espérance d'y obtenir quelques secours. Lisbonne s'étant rendue, et le prieur d'Ocrato s'étant éloigné, tout le royaume de Portugal fut bientôt soumis. Les Portugais prêtèrent, si ce n'est avec beaucoup de sincérité, du moins avec empressement, le serment d'obéissance à Philippe, qui de son côté confirma leurs priviléges, et accorda un pardon général à tous ceux qui l'avaient desservi.

Cependant don Antoine, au moyen des secours qui lui furent accordés par Élisabeth d'Angleterre, Catherine de Médicis, le duc d'Alençon, et les autres princes, qui voyaient d'un œil jaloux l'agrandissement et le pouvoir de l'Espagne, parvint à former une flotte de soixante voiles, qui portait six mille huit cents Français. Il se dirigea vers l'île Tercera, qui lui était dévouée, dans l'intention de s'y fortifier et d'entreprendre de reconquérir le Portugal quand il aurait réuni assez de forces pour y parvenir. Mais ces espérances furent encore trompées; une flotte espagnole, commandée par le marquis de

Santa-Cruz, vint à la rencontre de la sienne, qui fut mise en déroute; une partie de ses navires furent ensuite pris et coulés à fond. A peine le prieur, qui n'était pas à l'action, eut-il reçu la nouvelle de sa défaite, qu'il retourna en France, laissant un gouverneur dans l'île, et une forte garnison d'Anglais, de Portugais et de Français, qui ne surent pas mieux se défendre contre le marquis de Santa-Cruz.

Les flottes de Philippe ne furent cependant pas toujours aussi heureuses, et dans quelques occasions ses forces maritimes reçurent des échecs si violents, qu'il fallut plusieurs années pour les réparer. Il y avait long-temps que la reine Élisabeth d'Angleterre ne cessait de provoquer son mécontentement, tant en donnant des secours aux révoltés de la Flandre, qu'en ordonnant aux corsaires anglais de poursuivre et de saisir les navires espagnols. Les établissements de l'Amérique septentrionale s'étaient déjà vus plus d'une fois exposés aux excursions sanglantes de ces pirates. L'île de Saint-Domingue, Carthagène des Indes, la Floride, la Jamaïque et autres colonies, avaient été infestées par François Drake, corsaire célèbre par ses cruautés et ses rapines. Il était donc temps que Philippe II, pour l'honneur de son nom et de son pavillon, tirât vengeance de tant d'insultes.

En 1588 on équipa à Lisbonne une flotte composée de cent trente voiles et de vingt mille hommes de troupes; c'était la plus formidable qu'on eût encore vue jusqu'à cette époque: on lui donna le surnom d'*invincible*. Le commandement de ce grand nombre de navires fut confié au brave et habile général le marquis de Santa-Cruz, et à sa mort au duc de Medina-Sidonia. Mais à peine eut-il doublé le cap du Finistère, qu'il survint deux fortes tempêtes qui semblèrent prédire le sort qui l'attendait. La flotte, ayant besoin de quelque réparation, s'approcha des côtes de la Hollande, où elle essuya une troisième tempête, plus fatale encore que les premières. Les navires dispersés, n'ayant pas un port ami où ils pussent se réfugier, furent attaqués par les escadres anglaises et hollandaises, qui, malgré leur infériorité, surent profiter du désordre et de la confusion que venait de répandre parmi les Espagnols la fureur des éléments. Les soldats de Philippe luttèrent contre eux et contre leurs ennemis avec une égale intrépidité. Mais tous leurs efforts ne purent les préserver de la funeste et presque entière destruction des vaisseaux et des hommes; ceux qui restèrent furent obligés de se retirer vers le nord de l'Écosse, où ils souffrirent de pareilles infortunes, de la faim, des maladies et des vents. Le petit nombre de

bâtiments qui échappa à l'assemblage de tant de malheurs rentra dans les ports d'Espagne; leur état était si déplorable qu'on ne put les voir sans consternation. Philippe seul conserva son calme d'esprit ordinaire, et lorsqu'on lui apporta la nouvelle de ces désastres, il ne répondit que par ces mots : « Je les ai envoyés combattre contre les » Anglais, et non pas contre les tempêtes. »

CHAPITRE LVI.

Enorgueillie par cette espèce de victoire, qu'elle ne devait pourtant qu'à des circonstances inattendues, Elisabeth envoya vers les côtes de la Galice et du Portugal une escadre de soixante-dix vaisseaux, sous les ordres du terrible Drake, qui bientôt débarqua dans le port de la Corogne; il pilla les faubourgs et attaqua la place, mais il fut repoussé par les habitants avec la plus grande vigueur; les enfants et les femmes se disputèrent la gloire de combattre, et rivalisèrent de courage. Une de ces femmes, appelée Mayor Fernandez de Pita, après avoir fait des prodiges de valeur à côté de son mari, loin de se laisser abattre en le voyant tomber mort d'un coup de

lance, assaillit avec la sienne un porte-étendard anglais qui montait sur la muraille, et après lui avoir arraché sa bannière l'étendit à ses pieds. Les Anglais, obligés de regagner la mer après une perte considérable, firent une tentative contre Lisbonne, qui ne fut pas plus heureuse. Mais sept ans après, en 1596, étant revenus contre Cadix avec des forces plus considérables, ils pillèrent cette ville, et retournèrent en Angleterre chargés de riches dépouilles. Philippe fit préparer quatre-vingts navires pour aller les attaquer chez eux, mais cette flotte fut aussi malheureuse que la première, ayant éprouvé deux fois sur les côtes de la Galice des tempêtes affreuses. Ainsi, malgré les soins et les dépenses énormes que fit le roi d'Espagne pour entretenir une force navale respectable, il ne put empêcher les Anglais de piller ses flottes et de détruire par des courses continuelles un grand nombre de ses possessions tant en Europe qu'en Amérique.

Mais enfin, si la fatalité qui semblait toujours poursuivre ses expéditions navales ne lui permit pas de tirer une vengeance entière des insultes de la reine Elisabeth, du moins son adresse politique et ses armées firent sentir à la France qu'elle aurait dû respecter davantage un ennemi aussi puissant par ses ressources que par ses forces et ses richesses. Cette nation était déchirée, et

victime des commotions violentes qui s'élevèrent sous le règne de Henri III au sujet des terribles divisions entre les protestants et les catholiques. L'or de Philippe, répandu avec adresse et en secret, entretenait ces dissensions, et contribua peut-être beaucoup à la formation de cette fameuse ligue catholique qui, en 1589, fit périr le malheureux Henri sous le poignard d'un fanatique. La branche des Valois s'étant éteinte en la personne de ce roi, les droits à la couronne passèrent à Henri de Bourbon, premier prince du sang et roi de la Basse-Navarre; mais Henri, embrassant hautement le calvinisme, les *ligueurs*, ou, pour mieux dire, leurs chefs, les *Guise*, qui cachaient leurs ambitieux projets sous le voile de la religion, saisirent cette circonstance pour l'éloigner d'un trône qu'ils regardaient déjà comme leur appartenant. Le jeune monarque se vit alors dans la nécessité de prendre les armes pour faire valoir ses droits; et après deux grandes victoires, il marcha contre Paris à la tête d'une armée peu nombreuse, mais aguerrie et bien disciplinée. Les ligueurs, qui avaient alors à leur tête le duc de Mayenne, eurent recours à la protection de Philippe II, qui, fidèle à son système, et occupé du projet de placer sa fille, Élisabeth Claire, sur le trône de France, leur accorda des troupes et de l'argent,

et soutint une guerre onéreuse dans la Bretagne, le Languedoc, la Picardie et le Dauphiné. Le duc de Parme, Alexandre Farnesio, abandonna, par ordre de Philippe, son gouvernement pour accourir au secours de la ligue, et il quitta les Pays-Bas au moment où sa présence y était le plus nécessaire. Henri IV, obligé par le duc de lever le siége de Paris, et, peu de temps après, celui de Rouen, tâcha d'amener Alexandre Farnesio à une action décisive; mais cet habile général, ayant atteint le but qu'il souhaitait, évita prudemment le combat, et se retira en Flandre, laissant son ennemi étonné de ses talents militaires.

D'un autre côté, le duc de Savoie, neveu de Philippe, tenta d'envahir la Provence et le Dauphiné. Si les généraux de Henri sauvèrent le Dauphiné, ils ne purent empêcher que la Provence ne reçût le duc avec les transports de la plus vive allégresse. Enfin, Henri, désirant mettre un terme à une guerre civile aussi désastreuse, et ôter aux confédérés catholiques tout prétexte de s'opposer à son élévation au trône, abjura le calvinisme; et une fois réconcilié avec l'église, ses sujets ne purent plus se refuser à le reconnaître pour leur légitime souverain. Mécontent de la protection que Philippe II accordait encore à la ligue, quoiqu'elle penchât vers sa décadence,

Henri déclara formellement la guerre à l'Espagne, et s'empara de la place de Fera. L'archiduc Albert, qui, à la mort du duc de Parme, l'avait remplacé dans le gouvernement des Pays-Bas, se rendit maître de Calais et d'autres pays, occupa par surprise la ville d'Amiens; mais Henri IV marcha en personne pour la reprendre : il y parvint, malgré les secours envoyés par l'archiduc.

Les succès de cette guerre furent si partagés et si peu décisifs, que Philippe II, dont l'esprit s'affaiblissait chaque jour par l'âge, et qui était d'ailleurs fatigué par le travail assidu du cabinet et par ses infirmités habituelles, se lassa enfin de dépenser des sommes énormes sans utilité réelle; convaincu d'ailleurs que le terme de ses jours n'était pas éloigné, et Philippe, son fils, qui devait lui succéder, n'ayant pas plus de vingt ans, il sentit la nécessité de ne pas lui laisser pour héritage l'inimitié d'un prince aussi aguerri que l'était Henri IV, et conclut la paix avec ce monarque en 1598.

Peu de temps après ce traité, la goutte, dont il souffrait beaucoup depuis long-temps, redoubla ses douleurs, et il mourut à Escurial le 13 septembre 1598, âgé de soixante-onze ans, après un règne de quarante-deux. La sévérité de son caractère inspirait plus de respect que d'amour à ses sujets; ce fut par une suite de

malheurs inévitables, ou par des fautes où tombent les plus grands politiques, que la monarchie espagnole déchut considérablement sous son règne. De grands talents, son application infatigable aux affaires, sa profonde connaissance des hommes, sa fermeté héroïque au milieu des disgrâces, sa libéralité envers les savants, sa piété et son zèle religieux, ont fait regretter sa perte. On doit à l'empressement qu'il avait pour les choses utiles l'établissement des archives générales de Simancas; la fondation de l'université et des colléges de Douai en Flandre; l'accroissement et la dotation des écoles de Louvain; sans compter les temples, les hôpitaux, les fortifications, les ponts et autres édifices publics, qui ont éternisé sa mémoire. On la conserve aussi dans les îles Philippines, appelées de ce nom, parce qu'après avoir été découvertes par Magellan dans les premières années du règne de Charles-Quint, elles furent conquises sous Philippe II, ainsi que le Nouveau-Mexique, et les autres pays de l'Amérique.

Le triste sort de son fils le prince Charles, qu'il eut d'une première femme, a donné lieu à beaucoup de conjectures différentes sur les causes de l'infortune de ce prince. Élisabeth de Valois ou *de la paix*, qui épousa le père, lui ayant d'abord été promise en mariage, on a bâti sur ce fait une

espèce de roman, supposant à ce prince une violente passion pour sa belle-mère, et au père une grande jalousie, qui, étouffant en lui tous les sentiments de la nature envers son fils, l'entraîna jusqu'à un horrible parricide; mais, craignant, ajoute-t-on, la fâcheuse impression que produirait dans son royaume un semblable attentat, Philippe eut assez d'art pour donner le change au peuple, en faisant répandre sourdement qu'il avait conspiré la perte d'un père; qu'il avait fomenté l'insurrection des Pays-Bas; et qu'il détestait le tribunal de l'inquisition. Étant parvenu, par ces insinuations, à lui attirer la haine et le mépris général, il le fit juger comme un véritable coupable, le jeta dans une prison, et l'immola par le poison à sa fureur. D'autres assurent que la conduite répréhensible du prince Charles, son esprit inquiet, son orgueil indomptable, obligèrent don Philippe à s'assurer de sa personne, moins pour le punir que pour le corriger; que le prince était dès lors tombé dans une espèce de démence qui l'avait entraîné dans mille extravagances nuisibles à sa santé, et dont les suites, après sept mois de prison, l'avaient conduit au tombeau. Il résulte de tant de récits opposés qu'en convenant tous du fait, chacun l'explique selon son désir et sa manière de voir; comme on n'est pas mieux instruit aujourd'hui des

causes qui obligèrent Philippe à une conduite aussi extraordinaire, nous aimons mieux ne pas soulever le voile mystérieux qui la couvre, que de nous exposer, en l'examinant, à être guidés par des conjectures odieuses, et peut-être fort éloignées de la vérité.

L'arrestation du célèbre secrétaire d'état Antoine Perez est encore un des événements problématiques du règne de Philippe II, que ses ennemis ont revêtu d'une couleur odieuse, et qu'il est au reste difficile d'expliquer d'une manière satisfaisante. On ne doit pas s'étonner qu'un grand homme ait quelques faiblesses; qu'il cède aux attraits d'une belle femme, qu'il éprouve des transports de jalousie, quoiqu'il paraisse au-dessus des passions. Mais ce qu'il faut croire plus difficilement, c'est que ce même homme ait recours à des moyens injustes, bas et vils pour se défaire d'un rival. Philippe II, d'un caractère singulier, dont la sévérité et la fermeté inspiraient la terreur à ses sujets, ne put résister aux charmes d'Anne de Mendoza, veuve du prince d'Éboli, qui, quoiqu'elle fût borgne, inspirait par un art particulier les passions les plus violentes. Quoiqu'elle sût combien il était dangereux de donner des rivaux à Philippe, elle ne put dissimuler l'amour invincible qu'elle avait pour Perez, dont elle causa la perte par son im-

prudence. Perez était dans le ministère, il fut aisé de le trouver coupable. Des assassins venant d'Aragon surprirent et assassinèrent pendant la nuit Jean Escovedo, secrétaire de Jean d'Autriche. Quoiqu'il y ait lieu de croire que ce meurtre eût été commis par l'ordre même du roi, celui-ci fit retomber tout l'odieux du crime sur Antoine Perez, qui fut arrêté; on l'aurait condamné à la mort, si Jeanne Coello, son épouse, n'eût facilité son évasion. Réfugié dans l'Aragon sa patrie, il voulut s'autoriser des lois de son pays pour se défendre en justice des crimes qu'on lui imputait; mais comme sa défense aurait pu dévoiler la conduite du roi, celui-ci se hâta de prévenir la publicité d'une affaire de cette importance, accusa Perez de calvinisme, et le livra au tribunal de l'inquisition. Il ne pouvait en effet employer un meilleur moyen pour se défaire de Perez sans éclat; mais le peuple de Saragosse, prétendant qu'on violait les lois par la manière dont on se conduisait envers lui, s'ameuta, ouvrit sa prison, et parvint à protéger sa fuite jusqu'en France, où il vécut pauvre, mais jouissant de toute la réputation que lui méritaient ses talents. Le roi, furieux de ce que sa victime lui avait échappé des mains, rejeta sa colère contre la femme et les enfants de Perez, et les priva de tout moyen de subsistance. Tant de haine et d'acharnement

prouvent sans doute un esprit de passion et de vengeance. Quoi qu'il en soit, l'indignation des Aragonais ne cessa de faire des progrès, et le roi fut obligé d'avoir recours aux armes pour les contenir, et de punir rigoureusement les auteurs du tumulte : on commença par Jean de Lanuza, qui possédait alors la dignité ancienne et respectable de grand-justicier d'Aragon, et qui avait opposé une résistance assez longue aux troupes royales. Ainsi fut abattue par ce coup d'autorité cette auguste magistrature, qui semblait être l'égide de la liberté aragonaise.

CHAPITRE LVII.

Quoique Philippe II, marié quatre fois, eût eu beaucoup d'enfants, il ne laissa d'autre fils en mourant que Philippe III, né d'Anne d'Autriche. Ce prince monta sur le trône; on peut dire sans exagération qu'il était difficile d'y monter dans des circonstances plus critiques. L'Espagne, cette monarchie superbe, qui au commencement de ce siècle venait de figurer avec tant de gloire parmi les autres empires, et qui avait donné des craintes à l'Europe par les vastes ressources de

ses richesses et de sa puissance, marchait avec tant de rapidité vers sa décadence, qu'à peine conservait-elle encore quelques vestiges de son ancienne splendeur. Sans argent, sans population, sans agriculture, sans commerce, sans industrie.... tel était le déplorable aspect que présentait l'Espagne lorsque Philippe III prit le sceptre. Ce prince était trop faible, avait trop peu de capacité pour apporter un remède prompt et efficace à tant de maux rassemblés. D'un caractère doux et pacifique, il renonça à ces entreprises périlleuses qui couvrirent de lauriers son père et Charles-Quint, mais coûtèrent des sommes immenses à la monarchie et firent couler des ruisseaux de sang. Cependant, loin de remédier aux autres causes de la décadence de l'Espagne, son indolence habituelle ne fit que la faire marcher vers sa ruine. L'épuisement du trésor public, les pertes éprouvées dans des domaines royaux, forcèrent à prendre des mesures pour subvenir aux besoins les plus urgents de l'état; et les personnes auxquelles Philippe III avait abandonné les rênes du gouvernement eurent si peu de prévoyance, qu'elles choisirent précisément les moyens les plus propres à perpétuer la misère générale. On fit supporter de nouvelles taxes sur les aliments et les articles de première nécessité à une nation appauvrie par des impôts

exorbitants; c'était la livrer à toutes les horreurs de la famine. La valeur de la monnaie de cuivre fut doublée; le prix des denrées augmenta dans la même proportion, ce qui fournit aux étrangers le prétexte d'introduire en échange de l'argent des quantités prodigieuses de monnaie de cuivre, fabriquée chez eux. Par une conséquence inévitable, les champs délaissés, et faute de bras, devinrent stériles; les ateliers restèrent déserts; on abandonna les manufactures, peu nombreuses il est vrai, mais qui pouvaient encore se soutenir, malgré une situation assez fâcheuse. Comme il existe les rapports les plus intimes entre l'agriculture, l'industrie et le commerce, il arrive naturellement que dans un pays où chaque jour le nombre des troupes augmente, où les productions de la terre et l'industrie manufacturière diminuent, le commerce se ralentit aussi, ou même cesse entièrement. De là vient que, comme les richesses ne restent que dans les pays où règne l'industrie, les trésors du Nouveau-Monde n'entraient en Espagne que pour passer chez les nations étrangères, et ne laissaient dans ce malheureux pays que des vices, la stérilité et la misère. La population, qui décroissait d'une manière sensible, fut encore diminuée par des mesures, peut-être justes, opportunes et avantageuses en d'autres circonstances,

mais alors dangereuses, intempestives; ce qui ne fit qu'augmenter la difficulté de réparer, même lentement, les forces du corps social affaibli. Sans doute, cette peinture de l'Espagne n'offre rien d'agréable; mais elle est fidèlement historique, et en examinant le règne de Philippe III sous le rapport politique, on trouve à chaque pas de nouvelles traces de la déplorable situation de ce pays.

Si toutes les qualités d'un roi devaient consister dans une grande piété, il serait peut-être difficile de citer un prince au-dessus de Philippe III pour son zèle religieux et ses largesses à fonder des monastères et d'autres établissements pieux : malheureusement il n'avait pas d'autres vertus. Trop faible pour supporter le poids du gouvernement, il s'en déchargea sur son premier ministre le duc de Lerma, qui, incapable lui-même de porter un tel fardeau, l'abandonna à son confident, don Rodrigue Calderon, homme obscur et ambitieux, qui, de simple page du duc, s'éleva jusqu'à la confiance même du roi. Son règne était celui des courtisans, et comme ordinairement il n'y a rien à attendre de cette espèce d'hommes, uniquement occupés de leurs intérêts particuliers, on concevra facilement que l'esprit d'intrigue était le seul mobile de toutes leurs opérations, et que le bonheur

du peuple n'entrait pour rien dans leurs calculs. Le duc d'Uceda, fils du premier ministre, jeune homme plein de sagacité, d'une finesse extrême, d'un caractère insinuant, et propre au séjour d'une cour, fut placé par son père auprès du roi, afin qu'au besoin il pût hériter de la faveur dont lui-même jouissait : il l'instruisit si bien dans l'art de tirer parti de la faiblesse du monarque, que ses progrès passèrent les espérances du père. Son neveu, le comte de Lemos, plus propre aux affaires, fut placé près du prince héréditaire, afin que, par la douceur de ses manières, il parvînt à ménager pour le nouveau règne la faveur de l'oncle. Enfin, ne voulant pas négliger le moyen le plus important, le ministre donna au roi un confesseur sur qui il croyait pouvoir compter.

Le duc de Lerma, s'étant ainsi emparé de tous les chemins qui conduisaient au prince, devait se reposer tranquillement à l'ombre de la faveur qu'il regardait comme assurée dans sa famille. Mais combien les hommes se laissent flatter par de vaines chimères! Le fils s'aperçut que le père ne voulait lui donner d'autre rôle à jouer que celui de courtisan ; le confesseur pensa qu'il lui serait plus avantageux d'assurer sa place par un ministre qui lui devrait son élévation, que de la devoir à l'homme dont il était la créature :

le comte de Lemos seul ne voulut pas se prêter à l'intrigue du cousin contre le père. Mais le duc d'Uceda et le confesseur profitèrent avec adresse des conversations intimes qu'ils avaient souvent avec le roi pour faire parvenir à son oreille les plaintes du peuple opprimé, et lui faire connaître l'état déplorable de son royaume. Bientôt le duc de Lerma perdit la confiance du roi, et reçut l'ordre de quitter le ministère et même la cour, emportant avec lui l'affront d'être remplacé par son fils, et la douleur de voir le comte de Lemos compris dans sa disgrâce et séparé du prince héréditaire. Il est difficile de juger jusqu'où le duc d'Uceda eût poussé l'ingratitude et les mauvais procédés envers son père, si celui-ci n'eût mis sa vie en sûreté, en se faisant donner quelque temps avant sa disgrâce le chapeau de cardinal; mais le coup qui sans cela le menaçait peut-être, tomba sur la tête du secrétaire d'état don Rodrigue Calderon, alors déjà marquis Siète-Eglesias et comte d'Oliva; ses immenses richesses, son orgueil et sa hauteur, lui avaient attiré de nombreux ennemis. A peine eut-il perdu l'appui du duc de Lerma, qu'il fut attaqué de tous côtés par des accusations; on lui imputait des crimes atroces, des assassinats publics, des délits de subornation, des usurpations sur le domaine royal, et des

vols dans le trésor public. Quoiqu'il eut le bonheur de se justifier dans le procès qu'on lui intenta, et que le roi de son côté l'eût absous de deux cent quarante-quatre autres charges civiles portées contre lui, ainsi que d'un homicide dont il ne put détruire entièrement les indices, ses ennemis répandirent le bruit qu'il n'avait été que par surprise affranchi de la condamnation par le roi et les juges; ils firent revivre les accusations et la cause; ils obtinrent que Calderon serait sévèrement gardé pendant qu'on reviendrait sur le jugement; ensuite il fut condamné à la torture, pour obtenir l'aveu des crimes qu'on lui imputait, et qu'il niait avec la plus grande fermeté. Cependant le procès ne fut terminé que sous le règne de Philippe IV, et ce long retard attira même, comme nous le verrons par la suite, un nouvel et puissant ennemi à Calderon, le comte duc d'Olivarès.

Soit qu'en montant sur le trône Philippe III, malgré son incapacité, eût senti que la paix était un des remèdes les plus nécessaires aux maux de l'Espagne, soit que son caractère naturellement pacifique lui en eût inspiré le désir, il s'occupa de suite, avec l'Angleterre, d'un traité qui fut signé en 1604, après la mort de la reine Élisabeth; il proposa aux Hollandais une trève qui, quoique peu avantageuse, suspendit au

moins les sacrifices toujours croissants d'hommes et d'argent qu'exigeait constamment et sans aucune utilité la guerre des Pays-Bas. Il y avait déjà quelque temps que Maurice de Nassau, fils et successeur du prince d'Orange, s'étant mis à la tête de ces intrépides républicains, soutenait par son courage la gloire de sa maison. Les siéges, les combats, les conquêtes se multipliaient et se succédaient avec autant de rapidité qu'au commencement de cette guerre; mais aucune entreprise ne fut plus mémorable que le siége d'Ostende, tant par sa durée que par les actions sanglantes auxquelles il donna lieu. Après trois ans et trois mois de siége, cette place, regardée jusqu'alors comme inexpugnable, se rendit enfin aux troupes espagnoles commandées par l'archiduc Albert, et par le marquis des Balbases Ambroise Spinola. Quoiqu'on ne puisse disputer à l'Espagne la gloire de cette conquête, il faut avouer qu'elle lui coûta bien cher, autant par la perte d'un grand nombre d'hommes, que parce que ses troupes, occupées de ce côté-là, ne purent accourir à la défense nécessaire des autres places non moins importantes dont l'ennemi s'empara. Il y avait de fréquentes séditions dans l'armée par défaut de paye et d'aliments; chaque jour il devenait plus difficile d'entretenir dans ces pays une armée assez nombreuse, non seu-

lement pour reconquérir ce qu'on avait perdu, mais même pour conserver ce qui restait encore à l'Espagne. Les Hollandais, au contraire, toujours plus dignes d'admiration par l'économie, la frugalité, l'activité, le courage et l'industrie, non seulement étaient en état de défendre l'indépendance de leur patrie, d'accroître chaque jour sa prospérité, mais encore d'aller hors de chez eux faire de grandes entreprises. Leurs flottes avaient déjà dépouillé des îles Moluques dans l'Inde orientale les Portugais, ou plutôt l'Espagne, dont le Portugal n'était alors qu'une province. Comme ils faisaient le commerce des deux Indes, ils devinrent si fiers et si puissants que ce ne fut qu'en 1609 que Philippe III put conclure la trève désirée, aux conditions onéreuses de reconnaître l'indépendance de la république de Hollande, et de lui céder le libre commerce de l'Asie et de l'Amérique. Ainsi, des dix-sept provinces qui formaient les Pays-Bas, on en démembra sept de la maison d'Autriche, qui étaient à la vérité les plus pauvres, mais dont la réunion forma avec le temps l'une des républiques les plus riches et les plus puissantes.

Philippe III voulut encore consolider la paix déjà établie avec la France, au moyen de deux mariages réciproques qui se contractèrent en 1612; l'un du prince don Philippe, héritier de

la couronne, avec la princesse Elisabeth de Bourbon, fille de Henri IV; et l'autre de sa fille Anne d'Autriche avec Louis XIII, fils du même Henri. Anne d'Autriche, devenue mère de Louis XIV, gouverna le royaume avec le titre de régente pendant la minorité de son fils. Elle montra tant de prudence, de courage et de fermeté au milieu des troubles, que son nom est devenu célèbre dans toute l'Europe; son fils lui-même, qui pouvait bien en juger en mettant de côté toute partialité de tendresse, la place avec raison au nombre des plus grandes reines. L'événement le plus mémorable du règne de Philippe III fut l'expulsion de tous les Maures qui s'étaient soumis au baptême et qui se trouvaient établis en Espagne. Cette résolution a été louée par les uns et blâmée par les autres, selon les divers points de vue sous lesquels elle a été jugée. En considérant d'un côté le soin que mit toujours Philippe à maintenir la religion chrétienne dans toute sa pureté, l'attachement que les Maures conservaient pour certaines pratiques superstitieuses de leurs ancêtres, et la nécessité de délivrer enfin l'Espagne de tant d'ennemis domestiques qui étaient souvent en révolte, et qui continuaient à entretenir des intelligences secrètes avec les mahométans d'Afrique, et même avec ceux d'Asie, on ne peut regarder cette détermination que comme

un acte de justice. Mais d'un autre côté, si l'on considère la déplorable situation où se trouvait l'Espagne faute de bras, et privée de ressources pour l'agriculture, les fabriques et le commerce, ne peut-on pas dire que, sans en venir à cette rigueur générale, on aurait pu employer des moyens plus doux pour empêcher les Maures d'être nuisibles à la monarchie et à la religion, sans priver l'état de neuf cent mille sujets qui emmenaient avec eux l'industrie, les richesses et l'abondance. Quoi qu'il en soit, après un mûr examen des inconvénients et des avantages, don Philippe adopta l'opinion de plusieurs savants magistrats, et le 11 septembre 1609, on publia le décret de leur expulsion, qui devait d'abord être exécuté dans le royaume de Valence, en permettant aux Maures de prendre avec eux tout ce qu'ils pourraient emporter sur leurs personnes. En même temps on expédia des ordres de faire préparer des vaisseaux pour les conduire en Afrique; on publia des édits dans toutes les villes du royaume où il y avait des Maures établis, pour fixer les règles qu'ils devaient observer concernant les biens qu'ils pouvaient emporter, ceux qu'ils devaient laisser, à quelles conditions, etc., etc.; mais tous ces malheureux, qui se voient arrachés des lieux où ils sont nés, obligés de quitter leurs foyers et les établissements qui font leurs

richesses, s'abandonnent au plus cruel désespoir, et dans les pays remplis d'aspérités, difficiles à attaquer, loin d'obéir, ils prennent les armes, se mettent en état de défense. On voyait alors les sommets des montagnes et les chemins couverts de Maures furieux, courant de tous côtés avec ou sans armes, à pied, à cheval, pour se communiquer mutuellement des projets de révolte. Cependant, sous l'apparence de la soumission, ils conviennent de s'embarquer, et plus de quarante mille quittent les rivages d'Espagne.

On s'aperçut pourtant qu'il n'était presque parti que des femmes, des enfants et des vieillards, et que par conséquent tous les jeunes gens en état de porter les armes étaient restés; de sorte qu'on craignit qu'ils n'eussent formé le dessein de mettre leurs familles en sûreté, et d'occuper en même temps les navires, afin que pendant qu'on en préparerait d'autres, ou jusqu'à ce que ceux-là fussent de retour, ils pussent faire quelque tentative désespérée. En effet, l'événement justifia ces soupçons; et toutes les précautions que l'on prit n'empêchèrent pas qu'un grand nombre de Maures ne prissent les armes dans la vallée d'Ayora et ses environs; ils avaient à leur tête l'un d'entre eux, très riche et assez adroit, nommé *Furigi*, et se livraient aux plus grandes violences et à des cruautés inouïes.

L'insurrection gagna bientôt partout ; les Maures qui habitaient les villes maritimes, choisissant pour leur chef un meunier de Guadalest, nommé *Millini*, parcouraient les campagnes, les fermes et les villages, saccageant, brûlant, ravageant tout ce qui se trouvait sur leur passage; ils s'emparèrent de plusieurs forteresses ; et, retranchés dans les monts escarpés et inabordables de la vallée de Alahuar, ils y défiaient les troupes de Philippe. Malgré les recommandations qu'avait faites le roi à ses capitaines, de l'éviter autant que possible, il fallut pourtant en venir aux mains; mais les Maures, qui avaient plus de fureur que de force, étaient presque entièrement dépourvus de munitions, d'armes et de vivres : ils écoutèrent enfin les conseils qui tendaient à modérer leur impétuosité, comme si elle n'eût été causée que par leur caractère; peu après ils se décidèrent à s'embarquer, mais il y en eut dont le désespoir fut si grand, qu'il fallut les traîner avec violence vers les vaisseaux ; d'autres, sous l'habillement des chrétiens, se réfugièrent en France, ou se dissipèrent dans la Catalogne et l'Andalousie. Ce qu'il y a de plus triste dans cet événement, c'est que ces misérables, transportés en Afrique comme mahométans, eurent le malheur de tomber entre les mains des Arabes, qui, les traitant comme chrétiens, les assassinèrent après les avoir

dépouillés des débris de leur ancienne fortune.

Malgré le penchant déclaré de Philippe pour la paix, il se laissa néanmoins engager dans diverses expéditions militaires. La cour de Rome, sérieusement offensée contre la république de Venise, pour avoir publié certaines lois opposées à la discipline ecclésiastique, et qu'elle soutenait avec constance, malgré tous les efforts du Vatican, sollicita l'appui du roi d'Espagne, qui leva de suite, avec des dépenses incroyables, une armée de trente mille hommes sous les ordres du comte de Fuentès, gouverneur du duché de Milan. Ce fut avec cette armée que, sans répandre du sang, Philippe parvint à donner la paix à l'Italie, et à terminer les différends entre Venise et Rome. Il accorda le même secours à la duchesse de Mantoue, dont les états et principalement le duché de Montferrat, étaient injustement envahis par le duc de Savoie, qui fut bientôt réduit à demander la paix, et à restituer ce qu'il avait conquis. Frédéric, électeur palatin, ayant obtenu, au moyen de la faveur des protestants, les couronnes de Hongrie et de Bohême, au préjudice de Ferdinand II, Philippe fit passer à ce dernier, à différentes reprises, quarante-huit mille hommes; ce qui contribua beaucoup à mettre enfin la victoire du côté des Autrichiens, après une guerre de plusieurs années.

Sur mer, il obtint souvent des succès contre les Turcs, et la gloire de ses armes fut soutenue par plusieurs chefs illustres qui, en diverses rencontres, détruisirent un grand nombre de galères mahométanes, et remportèrent de riches butins. Le marquis de Santa-Cruz attaqua et détruisit dans le Levant plusieurs peuplades turques, les îles de Lango et de Querqueuez. Don Pierre Giron, duc d'Osuna, s'empara de Chircheli, sur les côtes de Barbarie. Ce fut par son ordre que le fameux capitaine François Ribera, avec cinq galions et un peu plus de mille arquebusiers, défit complétement une flotte de cinquante-cinq navires; cinq furent coulés à fond, trente-trois hors de combat, et le reste mis en fuite. Don Octave d'Aragon, capitaine non moins distingué, remporta une victoire mémorable dans les eaux de Levante contre dix galères ennemies; il en prit six, passa au fil de l'épée quatre cents mahométans, et fit six cents prisonniers, à la vue d'une nombreuse flotte qui, remplie de terreur, refusa de venir se mesurer avec un ennemi si redoutable. En 1610, Philippe obtint, à la faveur d'une négociation, le port de Larache, situé dans le royaume de Fez; et quatre ans après, don Louis Faxardo, plein de courage, s'empara de vive force du port de Marmora, près de Tanger. Enfin ses armes reconquirent les îles Molu-

ques, et défirent entièrement, près des Philippines, une flotte hollandaise qui se dirigeait vers ces îles.

CHAPITRE LVIII.

Au retour d'un voyage en Portugal, Philippe III mourut le 31 mars 1621, à l'âge de quarante-trois ans, après en avoir régné vingt-trois, laissant la couronne à son fils Philippe IV, qui avait dix-sept ans. Les premiers pas du jeune monarque annonçaient les plus heureuses dispositions et donnaient la douce espérance de voir renaître l'ordre et la félicité. On exécuta les représentations adressées à son père par le conseil de Castille, qui proposait plusieurs moyens sages pour réparer la population du royaume, pour réformer certains abus de la cour, pour modérer les dépenses exorbitantes qui épuisaient le trésor public. Tous ces expédients ne furent pas suffisants pour relever l'état de son abattement, comme l'a prouvé l'expérience ; mais du moins on remarqua dans le nouveau souverain un désir louable d'appliquer promptement des remèdes à des maux toujours croissants. Bientôt tout

changea d'aspect; le comte-duc d'Olivarès, don Gaspard de Gusman, qui, avant son avènement au trône, lui avait servi de gentilhomme, et qui avait pris sur lui un ascendant singulier, parvint bientôt à devenir maître absolu; il arracha des mains du roi les rênes du gouvernement, l'endormit au sein des plaisirs, et s'assura du pouvoir pour long-temps. Incapable de souffrir un rival, ni de partager l'autorité avec personne, il changea le ministère, et éloigna de la cour le duc d'Uceda son bienfaiteur. On vit aussitôt les principaux emplois confiés aux créatures du nouveau ministre, qui sembla s'attacher surtout à rappeler les sujets de plainte donnés par ses prédécesseurs, et à rendre odieux le souvenir de leur administration. Don Calderon fut une des victimes de cette politique, car son procès ayant été renouvelé, il fut convaincu d'un homicide, et condamné à mort; il montra tant de courage et de résignation au moment de son supplice, qu'il excita la compassion de tous les spectateurs. Il est remarquable que quoique don Rodrigue, pendant sa puissance, se fût attiré beaucoup d'ennemis sans se faire un seul ami, il n'y eut pas un seul témoin pendant son procès qui déposa contre lui sans y avoir été forcé par la justice.

Don Pierre Giron, duc d'Osuna, vice-roi de

Naples, qui, sous le règne antérieur, s'était distingué contre les Turcs de Lévante, fut une autre victime du ministre. Déjà, vers la fin du règne de Philippe III, ses ennemis avaient tâché de ternir la gloire de ses triomphes, en répandant le bruit qu'il aspirait à mettre sur sa tête la couronne de Naples; et quoique cette accusation n'eût pour tout fondement que l'ascendant que lui avaient acquis ses victoires, elle suffit pour exciter la méfiance d'un monarque faible, qui le rappela en Espagne. Philippe III mourut peu de temps après; mais les rivaux du duc, redoublant leurs efforts auprès du nouveau monarque, agirent avec tant d'adresse, que le jeune prince, trompé, le fit enfermer dans la forteresse d'Alameda, ville qui appartenait au comte de Barajas. La versatilité et l'invraisemblance de l'accusation, les écrits publiés pour et contre, n'ont laissé à la postérité presque aucun doute sur son innocence; mais comme l'envie s'accroît toujours en proportion du mérite, le duc d'Osuna, semblable aux Gonzalves de Cordoue, à Hermand Cortez, et à d'autres personnages marquants, quoique malheureux, n'eut pas même la consolation de pouvoir user de la ressource qu'on ne refuse pas au plus grand coupable, celle de défendre en public une réputation outragée. Après trois années de prison, de dégoûts et de

souffrances continuelles, il succomba sous une hydropisie violente, et mourut avec l'amertume de voir par quelle odieuse ingratitude on récompensait ses services.

Comme on cherche naturellement à déprécier les actions des autres pour mieux faire valoir les siennes, le comte d'Olivarès montrait le dessein de faire la guerre au lieu de travailler à maintenir le système de paix embrassé par ses prédécesseurs, et de tourner toute son attention vers les moyens de fermer les blessures faites à l'Espagne par une politique vicieuse. Les puissances ennemies de la maison d'Autriche, la France surtout, sachant par expérience qu'il était impossible d'arrêter les progrès de son agrandissement, ne négligèrent pas d'accepter cette espèce de défi, en suscitant à l'Espagne, tant par elles-mêmes qu'au moyen de leurs alliés, des guerres longues et sanglantes.

Il serait aussi fastidieux que hors de notre projet de nous arrêter dans le détail des guerres que l'Espagne eut à soutenir en divers lieux tant au dedans qu'au dehors; il suffit de dire qu'elle fut obligée de combattre en même temps et successivement, contre la Hollande, la Flandre, l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Angleterre, la Catalogne, le Roussillon, le Portugal, les côtes d'Afrique, et celles des Indes. La sim-

ple narration de chacune de ces entreprises militaires occuperait un grand nombre de pages, sans autre résultat que celui d'ennuyer inutilement le lecteur. Nous nous bornerons donc à citer les événements qui pourront faire voir combien toutes ces guerres furent funestes à l'Espagne, et observer qu'aucune ne procura même au vainqueur un avantage assez grand pour compenser les maux qu'elles produisirent.

A peine Philippe IV fut-il sur le trône que les trèves conclues par son père avec la Hollande expirèrent, et l'on reprit les armes avec autant de haine de part et d'autre qu'auparavant, jusqu'à la paix de Münster, qui eut lieu en 1648. La fortune fut partagée; bien que les Espagnols remportassent les victoires les plus glorieuses, les Hollandais obtinrent aussi sur mer et sur terre des avantages fort importants. Si le duc d'Albe, don Fadrique de Tolède, mit en déroute un de leurs vaisseaux auprès du détroit de Gibraltar, ils eurent aussi l'avantage de battre les Espagnols dans les mers de la Nouvelle-Espagne et du Pérou, ainsi que près de Calais, où ils prirent une riche flotte portugaise venant de la Chine, au moment précisément où le trésor public était le plus épuisé. Ils saccagèrent de même la ville de Lima, d'où ils remportèrent de riches dépouilles;

prirent quelques unes des Antilles, et se rendirent maître de la baie de tous les Saints, de la ville de Salvador, et de celle de Fernambouc dans le Brésil; mais ce même don Fadrique de Tolède les chassa bientôt de ces deux premières possessions, de Guayaquil, Porto-Rico, et quelques autres endroits. D'un autre côté si le marquis Ambrosio Espinola soumit Juliers après un blocus de cinq mois, ces hardis républicains s'en vengèrent par la conquête d'autres places, et par la victoire qu'ils gagnèrent près de Luxembourg, époque à laquelle leur prospérité et leur fierté s'élevèrent si haut qu'ils refusèrent pendant long-temps d'entrer en arrangement avec l'Espagne.

La guerre avec non moins de fureur s'alluma dans les autres provinces des Pays-Bas. Philippe II désirant calmer les troubles de la Flandre, et croyant que ses habitants supporteraient sans peine la domination d'un prince allemand, avait marié sa fille Élisabeth Claire avec l'archiduc Albert, en lui cédant pour dot les Pays-Bas, à condition que ce pays rentrerait sous la domination espagnole s'ils n'avaient pas d'héritier, ou si ceux-ci renonçaient à la religion catholique. Quand même tous les Hollandais n'auraient pas été passionnés pour la liberté, la haine implacable qu'ils portaient aux Espa-

gnols, et la crainte de retomber sous leur joug, auraient redoublé leurs efforts pour s'y opposer. Aussi l'archiduc étant mort sans héritiers, sous le règne de Philippe IV, les seigneurs flamands firent revivre leurs prétentions; et refusant de reconnaître comme gouvernante de ses états, au nom de Philippe IV, l'infante archiduchesse veuve, ils cherchèrent à former une république à l'instar de celle de Hollande. Espinola, chargé de les soumettre, parvint, au bout de dix mois de siége, à forcer la place importante de Bréda; et le cardinal infant don Ferdinand, frère du roi, qui, depuis l'archiduchesse, gouvernait les Pays-Bas, les défit dans quelques batailles, et principalement dans celle de Nortlinguen; mais les rebelles ne manquèrent pas de se rendre maîtres à leur tour de quelques villes, entre autres de celle de Maestricht; la fortune fut tellement changeante, que les mêmes places furent souvent prises, perdues et reprises trois ou quatre fois. La politique de la France participait secrètement à tous ces mouvements sous le cardinal de Richelieu, qui suivait toujours ce système de contenir le pouvoir de la maison d'Autriche; cette diversion lui était alors extrêmement utile pour réaliser des projets sur la Valteline.

Cette petite province, située dans le pays des Grisons, entre le Tyrol et la Lombardie, s'était

révoltée contre son gouvernement, et avait demandé du secours à l'Espagne, en se mettant sous sa protection; comme l'Espagne ne pouvait négliger un hasard heureux qui ouvrait une communication facile avec ses états d'Allemagne et d'Italie, elle occupa la Valteline, y fit construire des forts pour s'en assurer la possession. Cette précaution alarma quelques puissances ennemies de l'Espagne, telles que Venise et le duc de Savoie; la France se mit de leur côté en exigeant que la Valteline fût évacuée et restituée aux Grisons; mais enfin, après diverses contestations, le gouvernement espagnol avait consenti à mettre en séquestre entre les mains du pape les places de cette province, et c'est à ce titre qu'elles étaient détenues par Urbain VII lorsque Richelieu devint premier ministre de Louis XIII. Ce grand politique, incapable de condescendre à un arrangement qu'il regardait comme honteux pour la France et nuisible d'ailleurs à ses intérêts, se déclara dès lors contre le séquestre; et abandonnant des négociations lentes et infructueuses, il envoya, de concert avec les Vénitiens et le duc de Savoie, contre la Valteline, une armée qui fit déloger les garnisons d'Urbain. Mais l'Espagne accourut au secours du pape, et força l'armée combinée à se retirer. Enfin après de longues vicissitudes, durant lesquelles l'Es-

pagne conserva toujours sa gloire, on mit fin à ces dissensions au moyen d'un traité qui fut conclu en 1626, et qui laissa les Grisons maîtres de la Valteline, sous la garantie de la France et de l'Espagne.

La France, alors sérieusement occupée de la guerre atroce qu'elle faisait aux protestants, fut forcée de suspendre pour quelque temps ses intrigues. L'Espagne, ainsi délivrée d'un adversaire terrible, put porter avec plus de facilité son attention sur les affaires de la Hollande. Peut-être eût-il été politique de fomenter en France une diversion, en employant les mêmes moyens dont la France avait fait usage pour la faire naître dans les Pays-Bas ; mais le comte-duc se contenta d'envoyer à l'armée catholique, qui assiégeait la Rochelle, un secours apparent de quarante voiles, en recommandant, à ce que l'on dit, d'éviter toute action. Louis XIII s'empara enfin de la Rochelle, après onze mois de siége ; mais avant que cette guerre fût terminée, il en survint une nouvelle en Italie, concernant la succession du duché de Mantoue, et les deux puissances rivales recommencèrent les hostilités.

CHAPITRE LIX.

Le duc de Mantoue étant mort en 1627, tous ses droits passèrent à Charles Gonzague, duc de Nevers, prince fort attaché à la France, et par là même suspect à Philippe IV, qui forma dès lors le projet de le dépouiller de la succession de ce duché. L'empereur d'Allemagne et le duc de Savoie, qui avaient tous deux leurs raisons pour la lui disputer, réunirent leurs forces à celles du monarque espagnol; mais la France, se chargeant de protéger son allié, lui envoya une armée nombreuse, qui, commandée par Louis XIII en personne, força glorieusement le passage de Suze, envahit les états du duc de Savoie, obligea les Espagnols à lever le siége de Casal, et défit les Autrichiens en deux batailles, toutefois sans pouvoir empêcher l'armée de l'empereur de s'emparer de la ville de Mantoue et de la saccager. La France parvint néanmoins, en 1631, à assurer cet héritage au duc de Nevers, après avoir forcé l'Espagne à renoncer à cette entreprise, en l'obligeant à diriger ses forces d'un autre côté pour des périls plus urgents.

L'électeur de Trèves avait excité l'indignation de Philippe IV, en prêtant à la France un appui contraire aux intérêts de la maison d'Autriche; il ne pouvait laisser sans honte cette conduite impunie, tant parce qu'il fallait tirer vengeance des injures reçues que parce que la dissimulation aurait pu augmenter l'insolence de l'électeur. Ses possessions furent donc envahies par les troupes espagnoles, qui occupèrent sa capitale, qui en chassèrent la garnison française, et qui s'assurèrent de la personne de l'électeur, qu'on conduisit comme un captif à Bruxelles. Le roi de France demanda sa liberté; on la lui refusa; et Richelieu saisit ce prétexte pour déclarer à l'Espagne une nouvelle guerre en 1635, guerre opiniâtre et sanglante qui dura presque vingt-cinq ans, et acheva la ruine de la population et du trésor public d'Espagne.

La France s'étant alliée avec la Hollande, les armées réunies de ces deux nations gagnèrent la fameuse bataille d'Avesnes, dans le pays de Liége; mais là s'arrêtèrent leurs progrès. Une dangereuse épidémie ayant presque détruit l'armée française, la Hollande commença à montrer moins d'ardeur, parce qu'elle craignait que la France ne voulût s'agrandir aux dépens de son territoire; enfin les Flamands restèrent fidèles à l'Espagne, parce que leurs priviléges furent res-

pectés, comme ils auraient dû l'être avant leur insurrection. D'un autre côté les Espagnols, commandés par le marquis de Santa-Cruz, occupèrent les îles de Sainte-Marguerite, de Saint-Honoré, et d'autres en face de Toulon; ils détruisirent une flotte française qui venait de débarquer sur la plage de Valence un grand nombre de troupes qui menaçaient la ville : mais, en revanche, le duc de Rohan se rendit maître de la Valteline, en chassa les Autrichiens qui l'occupaient, et s'y maintint avec une poignée d'hommes.

Cette campagne fut suivie d'une autre plus funeste pour la nation française. Le cardinal infant, suivi du duc de Lorraine, pénétra en Picardie avec trente mille hommes; après avoir passé la Somme, il s'empara de Champelle, Châtelet, Corbie, Noyon et autres places principales, à la vue de l'armée de Richelieu, qu'il mit ensuite en déroute. Il alla même jusqu'à intimider Paris; mais il ne sut pas profiter de ces avantages, et au lieu de marcher directement contre cette capitale, sans lui laisser le temps de revenir de sa consternation, il repassa la Somme et rentra en Flandre. Cependant le duc de Lorraine désola la Bourgogne; le grand-amiral de Castille pénétra en France par Saint-Jean-de-Luz, en occupant et pillant les villes qu'il trouvait sur

son passage; il aurait pu s'emparer de la Gascogne et de la Guienne, si par sa lenteur il n'eût laissé le loisir de fortifier les places. En même temps le marquis de Léganès chassa les Français du Milanais, fit des ravages considérables dans les états de Parme et de Plaisance, dont le souverain avait embrassé le parti des Français, prit Alexandrie de la Paille, Villefranche et autres places, se couvrit de gloire dans le Piémont, et se rendit maître de Brême, de Verceil, et de tout ce qui l'empêchait de s'approcher des portes de Turin.

L'anné suivante, en 1637, les Français, plus heureux, reprirent, après beaucoup de sang répandu, les îles de Sainte-Marguerite et Saint-Honoré, commandées par le général Schomberg. Ils obligèrent les Espagnols à lever le siége de Leucate, où ils firent un carnage horrible; ils s'emparèrent également de Landrecies, Damvilliers, Ivoi et la Chapelle, en même temps que les Hollandais reprenaient Bréda; le cardinal infant, dépourvu de troupes et d'argent, ne fit pas peu en rentrant dans Ivoi, s'emparant de Ruremonde, de Vanloo et de Maubeuge, et chassant les Français de tous les rivages de la Meuse; mais ceux-ci se portant sur les frontières de l'Espagne, assiégèrent Fontarabie avec une armée formidable, interceptèrent et brûlèrent douze vais-

seaux qui portaient des vivres et des munitions à la place ; le grand-amiral et le vice-roi de Navarre, le marquis de Velez, étant venus au secours de Fontarabie, attaquèrent les ennemis dans leurs propres retranchements, les battirent, et la garnison de la place ayant fait une sortie au même moment, acheva la déroute des Français. Le prince de Condé, qui les commandait, chercha depuis à réparer cette perte et la honte de sa défaite par le siége et la prise de Salses, dans le Roussillon ; mais cette place, dont il se rendit maître, ne tarda pas à retomber au pouvoir des Espagnols, commandés par le comte de Santa Coloma et par le marquis des Balbases. Cependant les Français firent des progrès si rapides et si importants dans les Pays-Bas, qu'ils prirent successivement Hesdin, Arras, Gravelines, Courtrai, Dunkerque, et autres places moins considérables.

Mais ne nous arrêtons pas à suivre les progrès d'une guerre dont les victoires et les défaites affaiblissaient également les deux partis. La paix, ce bien si précieux, devenait chaque jour plus nécessaire sans qu'il fût possible d'en hâter la conclusion, parce que chacune des puissances belligérantes ne considérait que son avantage particulier, peu compatible avec celui de ses alliés ou de ses ennemis, et qu'aucune ne se trouvait encore

réduite à une détresse assez extrême pour se soumettre à des conditions honteuses; quelques négociations eurent lieu, mais elles étaient aussitôt rompues par de secrètes intrigues. Le cardinal de Richelieu surtout, qui désirait prolonger la guerre, éludait avec adresse toute proposition de paix, et il savait faire naître, au sein même des nations ennemies, des troubles dangereux qui, rendant leur position plus critique, devaient les affaiblir et les forcer à acheter la paix à quelque prix que ce fût. L'Espagne, victime d'une politique aussi astucieuse, vit s'élever de funestes révolutions dans le royaume de Naples, dans la Sicile et même dans la Catalogne; ce qui faillit lui aliéner cette industrieuse province. Le même esprit de rébellion, qui se répandit aussi dans le Portugal, priva l'Espagne de ce riche et puissant état.

De toutes les provinces d'Espagne qui étaient fatiguées d'une si longue guerre et faisaient entendre quelques plaintes, la Catalogne, comme voisine de la France, était celle qui avait le plus souffert du passage fréquent des troupes et des désordres qu'elles commettaient. Les habitants, offensés d'ailleurs de ce qu'on avait violé quelques uns de leurs priviléges et de ce qu'on n'avait pas écouté leurs réclamations à la cour, n'étaient que trop disposés à prendre un parti vio-

lent, lorsqu'en 1640 le comte-duc d'Olivarès, par un acte imprudent de rigueur, vint mettre le comble à leur indignation. Durant la guerre du Roussillon, l'armée castillane, qui consistait en dix-huit mille hommes, fut obligée de se cantonner sur les frontières de France pour observer les mouvements du prince de Condé, qui non seulement se maintenait dans les environs de Carcassonne d'une manière menaçante, mais faisait encore quelques excursions dans le Roussillon et la Catalogne. Le trésor public n'étant pas en état d'entretenir un si grand nombre de troupes, on eut recours au moyen expéditif mais rigoureux d'imposer aux habitants de la principauté la charge de fournir aux soldats logés chez eux tout ce dont ils avaient besoin. La Catalogne, qui, selon les lois et les usages, ne se croyait obligée à rien de plus que de pourvoir à certaines choses aux troupes quand elles traversaient le pays, réclama contre cette violation de priviléges et contre cette charge qui tombait justement sur la classe la plus pauvre. Le roi ayant conçu quelques doutes sur la justice de sa démarche, pour calmer sa conscience renvoya cette affaire à une assemblée de théologiens et de jurisconsultes, qui n'hésitèrent pas à prononcer que puisque ces troupes étaient réunies pour la défense de la patrie, les habitauts devaient pour-

voir à tout. En conséquence de cette décision, on expédia de nouveaux ordres au vice-roi, comte de Santa-Coloma, aux gouverneurs, ainsi qu'aux autres agents du roi, pour que de gré ou de force on obligeât les habitants à l'entretien de l'armée. Les soldats, s'appuyant du décret, devinrent d'une telle insolence, que les paysans irrités exercèrent de sanglantes représailles. Ces scènes se répétaient souvent; mais la fureur des Catalans devint extrême en voyant arrêter quelques personnes respectables, parce qu'elles avaient défendu leurs priviléges. Les employés du roi, effrayés, auraient sans doute adouci la rigueur de leurs ordres, si les menaces et les instructions réitérées du ministère ne les eussent obligés de ne céder en rien. Une pareille conduite ne fit qu'augmenter le mal et détruire tout espoir de calmer l'agitation des esprits.

CHAPITRE LX.

On vit dans Barcelone plusieurs bandes de laboureurs venant des contrées voisines, armés, résolus, marchant précédés d'un crucifix, invoquant la protection du ciel, appelant la ven-

geance de la religion profanée par les soldats castillans, qui avaient ravagé avec sacrilége les temples. Toutefois ils se bornèrent à forcer les prisons et rendre la liberté aux détenus. Bientôt, à la sollicitation de quelques évêques et prélats respectables, ils se retirèrent de la ville ; mais ce ne fut qu'une feinte de leur part.

Peu de jours après, sous prétexte d'assister à la Fête-Dieu, plus de cinq cents moissonneurs des montagnes vinrent à Barcelone munis d'armes cachées, et dans l'intention sans doute d'exécuter quelque dessein. A peine l'un d'eux eut-il été reconnu par un officier de justice, que les autres se mirent en état de défense et incendièrent le palais du vice-roi; ils attaquaient les employés du roi chez eux, dans les rues, pillaient les maisons, faisaient un carnage horrible. Ni les instances des évêques ni celles du respectable clergé ne purent calmer cette troupe de furieux. On était parvenu, à force de peine et de danger, à faire sortir de la ville quelques unes de ces bandes, lorsque les domestiques du marquis de Villa-Franca, général des galères royales, voyant passer devant le palais de leur maître une troupe de séditieux qui allaient rejoindre les autres, et croyant que leur intention était de brûler et de piller sa maison, firent feu seulement pour les effrayer. Cette im-

prudence renouvela la fureur de l'attroupement qui augmentait prodigieusement ; et le bruit s'étant répandu qu'on avait tué quelques uns de leurs *conseillers*, toute la ville fut en mouvement. Le vice-roi épouvanté, ne sachant quel parti prendre, crut sauver sa vie en allant joindre un navire qui venait d'arriver dans le port ; mais les séditieux firent sur lui plusieurs décharges avec l'artillerie du château de Monjui, dont ils s'étaient emparés, et l'empêchèrent de s'embarquer. Les voyant alors déterminés à s'emparer de l'arsenal, il voulut se mettre en sûreté avec quelques gentilshommes et domestiques, en traversant la campagne pour gagner la galère qui s'était réfugiée derrière la montagne de Monjui. Il parvint en effet à son premier but ; mais son embonpoint ne lui permettant pas de marcher avec célérité au milieu des rochers escarpés, il fut obligé de rester en arrière avec un seul domestique qui ne voulut pas l'abandonner. La peur, l'agitation, la fatigue et le manque de nourriture lui occasionèrent une défaillance mortelle. Le domestique désolé arrosait le visage de son maître avec de l'eau de mer, quand, sur la cime d'une montagne, se montrèrent quelques séditieux qui firent feu. Ce fidèle serviteur voulant sauver la vie de son maître aux dépens même de la sienne, le couvrit de son corps, et reçut

plusieurs blessures; cependant il ne put empêcher que ces hommes furieux ne descendissent et n'assouvissent leur rage sur le malheureux vice-roi, qu'ils percèrent de coups.

Pendant que le vice-roi tombait entre les mains de ces paysans, ceux qui étaient restés dans la ville dévastèrent le palais de Villa-Franca, assassinèrent plusieurs domestiques, et commirent des cruautés inouïes sur les officiers royaux; en un mot, ils s'abandonnèrent à tous les excès d'une populace effrénée. On n'aurait pas pu parvenir à les chasser de la ville, si l'on n'avait adroitement répandu le bruit que les troupes castillanes opprimaient les habitants du Roussillon; ce qui leur fit prendre la résolution d'aller au secours de cette province. Cependant, après s'être arrêtés deux jours dans les environs, pillant, désolant, dévastant les campagnes et les fermes, ils se retirèrent chez eux pour y jouir tranquillement du fruit de leurs brigandages.

Cet événement, qui n'était en réalité qu'un mouvement populaire auquel peu de monde prit part, n'aurait eu sans doute aucune suite, si le comte-duc d'Olivarès se fût conduit avec la circonspection que demandaient les circonstances. Mais il exigea l'obéissance la plus absolue; et le soulèvement qui n'avait d'abord eu pour but que des vengeances particulières pour les

insultes de quelques soldats, se changea en insurrection générale dans tout le pays, et finit par une guerre sanglante contre le roi. Les Catalans, qui ne pensaient pas pouvoir soutenir l'entreprise sans secours d'un prince puissant, envoyèrent des ambassadeurs à Louis XIII, roi de France, pour qu'il les regardât comme ses sujets, et qu'il daignât leur accorder sa protection; Richelieu, qui ne laissait échapper aucune occasion d'humilier l'Espagne, non seulement les reçut favorablement, mais leur donna au nom de son maître les espérances les plus flatteuses. Cependant la lenteur qu'on mit à conclure cette négociation ayant donné le temps au nouveau vice-roi, marquis de Velez, de pénétrer dans le pays avec une brillante armée, la Catalogne se vit dans la nécessité de faire usage de ses propres forces et prit la résolution de s'ériger en république indépendante.

Le marquis, après avoir soumis, avec assez d'obstacle, un grand nombre de villes à l'obéissance de Philippe, s'achemina vers Barcelone, qui était le centre et le principal foyer de l'insurrection; les Catalans, persuadés alors de la difficulté d'opposer une grande résistance, convinrent de dissoudre la république naissante, et de reconnaître le roi de France, comte de Barcelone, aux conditions, entre autres, de respec-

ter les droits et priviléges de la province; de ne pas imposer de nouveaux tributs, et de ne confier le gouvernement des places qu'aux gens du pays. Un semblable accord anéantit tout espoir de réconciliation; et le marquis, éclairé sur l'inutilité des formes amicales, avec lesquelles on s'était flatté de réduire les séditieux, crut qu'il était temps d'employer la rigueur; mais n'ayant pas assez de troupes pour entreprendre un long siége, il tenta de s'emparer d'assaut de la forteresse de Monjui, afin de dominer sur la ville. L'action fut vive et sanglante des deux côtés; mais enfin, après six heures d'un combat opiniâtre, la garnison parvint à repousser avec une perte considérable l'armée castillane, et obligea le marquis à se retirer à Tarragone, après avoir renoncé à l'entreprise.

Encouragés par ce premier succès, les Catalans, ayant reçu le renfort des troupes que leur envoya la France par mer et par terre, se crurent supérieurs à tous les efforts du gouvernement espagnol. La guerre continua avec des succès divers de part et d'autre. Les siéges opiniâtres, les défenses vigoureuses, les chocs hardis, se multiplièrent; mais il n'y eut aucune bataille rangée ni décisive entre les deux armées. Le roi Philippe marcha en personne contre Lérida qu'il assiégea avec succès; les Français tentèrent vai-

nement depuis de reprendre cette ville. Ils perdirent aussi Balaguer; et s'ils gagnèrent Roses, place d'une grande importance parce qu'elle facilitait la communication entre le Roussillon et la Catalogne, l'armée castillane les chassa de Tortose, assiégea ensuite Barcelone, qui, malgré une longue résistance, fut obligée de se rendre, en 1652, à de vaillants chefs, le marquis de Mortara et Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, presque semblable en cette circonstance, par son nom et ses exploits, à l'autre Juan, fils de Charles-Quint. Ce général chassa les Français de Barcelone, les défit près de Gérone, dont il leva le siége, et pacifia la province, qui avait supporté avec impatience le joug de son nouveau comte, et qui désirait rappeler son ancien seigneur. On accorda le pardon aux mécontents; seulement les plus coupables furent punis. Cependant l'année suivante, quelques Catalans provoquèrent une nouvelle sédition, et les Français, qui les protégeaient, s'emparèrent de Castello, Roses, Puycerda, Vich, Sabona et autres places; mais don Juan d'Autriche, malgré l'infériorité de ses forces, arrêta leurs progrès, et, par le traité des Pyrénées, conclu en 1659, on rendit à la Castille le peu de villes de la Catalogne qui restaient aux Français.

Semblable à une maladie contagieuse, le mau-

vais exemple se propage toujours; la révolte de la Catalogne fut suivie de celles de la Sicile et de Naples, qui ne furent pas moins dangereuses. Un chaudronnier de Palerme, s'étant tout à coup déclaré chef de sédition, s'abandonna, à la tête d'une multitude effrénée, aux plus grandes cruautés. La Sicile entière, à l'exception de Messine, imita les fureurs de la populace de Palerme. Un pêcheur, nommé Thomas Anielo, joua le même rôle à Naples; ce fut sous ses ordres qu'on assassina tous les employés des finances qui étaient l'objet de la haine du peuple: on commit beaucoup de vols et des violences inouïes. Ce même pêcheur devint lui-même victime de la rage des séditieux. Il fut remplacé par un noble qui périt également. On choisit un troisième chef, et la proposition qu'il fit d'établir une république sous la protection de la France ayant été adoptée, on en offrit la présidence au duc de Guise, qui, en sa qualité de descendant des anciens rois de Naples de la maison d'Anjou, croyait avoir quelques droits à ce royaume. Ce duc, ambitieux et inconsidéré, accepta cette charge sans réfléchir aux inconvénients; il partit aussitôt de Rome où il se trouvait alors, traversa une escadre espagnole, et, à travers mille périls, arriva presque seul à Naples, où il fut reçu avec la plus grande joie par

le peuple, qui lui conféra aussitôt le titre de doge.

La France, qui devait naturellement favoriser cette entreprise, envoya une nombreuse escadre au duc; mais peu de temps après, le vice-roi, duc d'Arcos, et don Juan d'Autriche, secondés par la noblesse napolitaine, non seulement calmèrent la sédition en châtiant sévèrement un grand nombre de rebelles, mais encore firent le duc de Guise prisonnier; on l'envoya en Espagne, où il fut détenu dans la forteresse de Ségovie jusqu'en 1652, époque à laquelle le prince de Condé le fit mettre en liberté. Cependant ce peuple, d'un esprit séditieux, offrit depuis à ce même don Juan d'Autriche, la couronne de Naples; mais ce prince, fidèle au roi son père, refusa cette offre, et employa même tous ses efforts à rétablir l'ordre et la tranquillité.

Quoique les révoltes de Naples et du Portugal tinssent aux mêmes causes, celle du Portugal eut des conséquences beaucoup plus graves pour la monarchie espagnole. Il y avait déjà long-temps que les Portugais, fatigués de tant de guerres, affligés des pertes qu'elles leur avaient occasionées dans l'Inde orientale, et surtout remplis de la haîne qu'ils avaient de tout temps nourrie contre la domination espagnole, méditaient secrètement les moyens de secouer un

joug qu'ils regardaient comme honteux, lorsqu'en 1640 un ordre publié par le comte-duc, obligeant une grande partie de la noblesse et des troupes nationales à marcher contre la Catalogne, acheva d'indisposer les esprits et mûrit la conspiration qui se tramait dans Lisbonne, sous le plus profond mystère, pour placer sur le trône le duc de Bragance, parent des rois de Portugal, antérieurs aux Autrichiens. Le peuple se laissant facilement entraîner par les conjurés, prit aussitôt les armes, assassina le secrétaire, Michel de Vasconcelos, qui gouvernait les affaires d'une manière despotique, jeta son corps par une fenêtre du palais, et désarma la garde de la vice-reine douairière, duchesse de Mantoue, qui fut arrêtée. Le duc fut proclamé roi sous le nom de Jean IV. La France et la Hollande, en vertu du traité contracté avec le Portugal, lui envoyèrent aussitôt du secours. L'insurrection se répandit avec promptitude dans les villes, les campagnes et les hameaux; les places, presque sans défense, ouvrirent leurs portes au nouveau souverain. Les Castillans furent chassés du royaume avec ignominie, et l'Espagne étant alors occupée à calmer les troubles de la Catalogne et à se défendre près des Pyrénées contre les troupes françaises, laissa le temps nécessaire pour que l'autorité du duc fût reconnue, non seulement dans le

Portugal et les Algarves, mais aussi dans le Brésil et l'Inde.

Philippe IV, entièrement livré aux plaisirs dont le comte-duc se servait pour détourner son esprit des affaires, et qui épuisaient le trésor jusque dans la dernière ressource, ignorait encore cet événement, tandis que toute l'Espagne retentissait déjà du bruit de cette grande révolution ; il fallut pourtant lui en donner connaissance, et personne n'en ayant le courage, son favori Olivarès lui dit : « Sire, le duc de Bragance » a eu la folie de se faire couronner roi de Por» tugal; mais cela procure à votre majesté une » confiscation de douze millions. » « Hé bien, » répondit le monarque indolent, qu'on y porte » remède, » et il reprit le cours de ses plaisirs. Cependant cet événement acheva de déconsidérer le comte-duc, déjà fort peu aimé, à cause de sa mauvaise administration, de son caractère despotique et intolérant. On le désignait comme étant l'auteur de tous les maux qui pesaient sur le royaume; tout le monde demandait son éloignement; les grands se retiraient de la cour; lorsque le roi se montrait en public, le peuple, morne et silencieux, ne lui donnait plus les mêmes signes d'affection : mais personne n'osait encore déchirer le voile qui lui cachait les méfaits de ce favori. La reine rompit enfin le silence

en faisant voir à son époux que les malheurs de la monarchie n'avaient d'autre origine que la mauvaise politique d'Olivarès; d'un autre côté, sa gouvernante, se jetant à ses pieds, lui peignit la misère du peuple avec des couleurs si vives, qu'il ne put résister long-temps à leurs instances; mais ne pouvant prendre la résolution de renvoyer le comte, il attendit que celui-ci fût instruit de la tempête qui s'élevait contre lui, et sollicita sa retraite. C'est à quoi se réduisit sa disgrâce; le roi conserva toujours tant d'affection pour lui, qu'on a dit qu'il l'aurait sans doute rappelé au ministère, si par un mémoire que le duc publia, il n'eût indisposé la reine ainsi que d'autres personnes, ce qui fut un motif de le tenir toujours dans l'éloignement.

Tandis que l'Espagne était occupée des révolutions de la Catalogne et du Portugal, Louis XIII et Richelieu moururent; comme la minorité du nouveau roi de France semblait offrir une occasion favorable pour remporter des victoires importantes, les troupes espagnoles qui se trouvaient dans les Pays-Bas pénétrèrent en Champagne sous les ordres du comte de Fuentès, assiégèrent Rocroy, et répandirent la terreur dans toute la contrée; mais le jeune duc d'Enghien, fils du prince de Condé, accourut bientôt, les attaqua, les défit, et les obligea de se retirer en

Flandre. Cependant les puissances étrangères, fatiguées de soutenir une si longue guerre sans avantage, commencèrent à ouvrir les yeux sur leurs véritables intérêts. On négociait en Westphalie, depuis 1644, pour la conclusion d'une paix générale; mais il fallait concilier tant de droits ou de prétentions, avoir des égards infinis, contenter toutes les puissances, ou du moins les amener à un seul système de pacification; c'était une affaire difficile; les négociations devenaient interminables, et les hostilités continuaient toujours; les événements prospères ou malheureux pour les uns ou les autres leur faisaient sans cesse changer de plan, et la politique tortueuse introduite en Europe depuis le quinzième siècle faisait adroitement mouvoir tous ses ressorts. Cependant Philippe parvint, en 1648, à conclure avec les Provinces-Unies un traité par lequel il reconnaissait leur indépendance, et leur abandonnait toutes ses conquêtes. Quoique cette république, selon les traités, ne dût entrer dans aucun arrangement sans y faire intervenir la France, à qui elle avait de grandes obligations, la politique, l'intérêt ou la nécessité l'emportèrent sur la reconnaissance due à des services passés; et commme la première loi d'un état consiste dans sa propre conservation, toutes les nations se regardent comme délivrées de leurs

obligations, du moment où elles ne sont plus conformes à leurs intérêts. La Hollande commençait à craindre davantage la France que l'Espagne, dont elle obtenait tout ce qu'elle désirait; elle ne voulut donc pas contribuer à l'agrandissement de la première de ces puissances.

CHAPITRE LXI.

A cette époque, les opérations du congrès de Westphalie approchaient de leur terme. On signa, vers la fin de l'année, à Munster, le fameux traité qui fixa le sort de l'empire germanique, de la France et des autres puissances belligérantes. Mais Philippe IV, gravement lésé par ce traité. refusa d'y donner son consentement; et quoiqu'il se vît seul avec un royaume dans le plus grand épuisement, il continua de faire une guerre active à la France. Les troubles qui désolaient alors celle-ci furent tellement favorables aux armes espagnoles, qu'elles se firent respecter dans l'Italie, la Flandre, le Roussillon et la Catalogne. Le duc d'Enghien, alors prince de Condé, guerrier célèbre, à qui des victoires signalées ont fait donner le surnom de *grand*,

poursuivi par la faction du cardinal de Mazarin, successeur de Richelieu, passa au service d'Espagne; et réunissant ses talents militaires à ceux de don Juan d'Autriche, il contribua si souvent à l'affaiblissement des Français dans des occasions importantes, qu'il les aurait réduits au dernier état de détresse, si son intrépidité et son courage n'eussent rencontré dans le maréchal de Turenne un digne adversaire. Ce fut dans ces cir constances que Mazarin demanda la paix à Philippe IV, en proposant un mariage entre l'infante Marie-Thérèse et Louis XIV. Philippe, n'ayant pas d'héritiers mâles, rejeta la proposition, parce qu'il destinait sa fille à l'archiduc Léopold; mais ayant eu dès lors un fils, dans le moment où ses armes souffraient également en Flandre et en Italie, la cause de son refus n'existant plus et la guerre devenant chaque jour plus pesante, il accéda aux propositions pacifiques que la France ne cessait de lui faire, promit l'infante au jeune Louis, et en 1659 on commença les négociations dans la petite île des Faisans que forme la rivière de la Bidassoa, sur la frontière des deux royaumes. Ce fut alors que Mazarin mit en jeu toutes les ressources de son habileté politique; mais don Louis de Haro, neveu du comte-duc et son successeur au ministère, plénipotentiaire autorisé pour ces conférences, voyant

qu'on cherchait à l'éblouir, prit le parti de ne répondre que par la lenteur que suggère le défaut de confiance. Le cérémonial prit une partie du temps, comme s'il n'eût été question que de régler des formes d'étiquette et non de pacifier des états; enfin, malgré la sagacité de Mazarin, après trois mois de conférences, le ministre espagnol conclut une paix qui, quoique peu favorable à l'Espagne, fut regardée comme très avantageuse, vu la position des choses. On rédigea la fameuse convention connue sous le nom de *Traité des Pyrénées*, parce que ces monts furent désignés comme frontières entre les deux puissances. Elle contenait cent vingt-quatre articles, dont l'un des plus importants est le mariage de l'infante avec renonciation des droits qu'elle pourrait avoir, en quelque temps que ce fût, à la couronne d'Espagne; renonciation que l'on prévoyait bien être infructueuse, si le cas de la succession arrivait, et qui eut en effet les plus grandes conséquences, comme nous le verrons par la suite. Les autres articles avaient pour but de désigner les places qui, tant dans les Pays-Bas qu'en Flandre, devaient être remises, les unes à la France, les autres à l'Espagne. On cédait à la première le Roussillon et tout ce qu'elle possédait en-deçà des Pyrénées; on assurait aux Catalans le pardon de leur révolte, en les réintégrant dans

leurs possessions, emplois, honneurs et priviléges ; on privait les Portugais de tous les secours qu'ils auraient pu attendre du roi de France, etc.

Jusqu'à ce que Philippe IV se fût débarrassé complétement de tous ses ennemis, il ne put déployer de grandes forces à réduire le Portugal, qu'il regardait comme une province rebelle. Jean IV était mort en 1656, et sa veuve Louise de Gusman, femme de beaucoup de mérite, qui, durant la minorité de son fils Alphonse VI, gouvernait l'état avec autant de sagesse que de fermeté, voyant les préparatifs de la Castille, crut qu'il valait mieux avoir recours à une négociation honorable que de s'exposer aux suites incertaines et toujours fatales d'une guerre. Mais Philippe IV, inexorable, fit marcher de nouvelles troupes, sous les ordres de Juan d'Autriche, pour renforcer celles qui avaient pénétré auparavant dans la province d'Alentejo, sous le commandement de Louis de Haro; il envoya en même temps le duc d'Ossuna avec deux mille huit cents hommes pour envahir les frontières du côté de Ciudad-Rodrigo. Les hostilités recommencèrent de part et d'autre avec une égale ardeur, et les Portugais firent voir en cette occasion que souvent le désespoir supplée à la valeur. Secondés par les ennemis de l'Espagne, et même par les

Français, malgré tous les traités, ils firent une si grande résistance, qu'ils rendirent inutiles tous les efforts des soldats castillans. Après divers combats sanglants, Juan d'Autriche parvint à s'emparer d'Evora, d'Estremoz et d'autres places; mais les Portugais, loin de se laisser intimider par ces pertes, le mirent en déroute près d'Estremoz. Le duc d'Ossuna, plus heureux, parvint avec une poignée de gens à détruire un corps de douze mille hommes, près de Valdelamula; mais ayant mis le siége devant Castel-Rodrigo, il venait de réduire cette place à la nécessité de capituler, lorsque la garnison fit une sortie inattendue, força les lignes et laissa sur le champ de bataille plus de douze cents Espagnols.

Dans ces circonstances si dangereuses, une intrigue de cour acheva de perdre les deux armées. Le crédit qu'avaient assuré à don Juan ses exploits, dans la Catalogne, la Flandre, et même dans le Portugal, en faisait chaque jour davantage un objet de crainte pour la reine Marianne d'Autriche, qui prévoyait la mort du roi, et qui le regardait comme un concurrent dangereux à la régence pendant la minorité du prince héréditaire. Intéressée par conséquent à diminuer son influence, et peu scrupuleuse sur le choix des moyens, elle usa de tout son pouvoir à la cour pour empêcher qu'on ne lui envoyât les secours

nécessaires d'argent, de troupes, de vivres et de munitions, sans lesquels il était impossible qu'il ne se trouvât pas dans la nécessité de se soumettre aux lois du vainqueur. Don Juan se plaignit souvent de l'indifférence avec laquelle on l'abandonnait; mais ses plaintes ne parvenaient point aux oreilles du roi, et voyant enfin qu'elles étaient inutiles, il se démit du commandement qui fut confié au marquis de Caracena, et se retira à Consuegra, au grand chagrin de son père. D'un autre côté le duc d'Ossuna, exposé à un semblable abandon, se vit obligé de maintenir ses troupes aux dépens du pays conquis; cette conduite, que les circonstances ne rendaient point extraordinaire, fut peinte au roi sous les couleurs les plus noires, et servit de prétexte pour lui ôter le commandement de sa petite armée. Le duc, supérieur cependant à tout ressentiment, et n'étant occupé que de l'honneur et des intérêts de sa patrie, se rangea parmi les troupes comme simple soldat, s'offrant à faire ce service mieux que celui de général; mais le marquis de Caracena, refusa de l'admettre dans un rang simple; sous prétexte qu'il n'avait pas d'ordre de la cour, en lui disant que, comme soldat, il devait obéir à son chef et se retirer. Il obéit en effet, et cette conduite généreuse n'obtint d'autre récompense qu'une dure

captivité et une amende de cent mille ducats.

Les Portugais ne laissèrent point échapper cette occasion favorable pour porter un coup décisif. Des troupes mourant de faim, sans vêtements et mal armées, opposaient un faible obstacle à des hommes habitués à vaincre, et qui combattaient d'ailleurs pour leur patrie, leur liberté et leurs biens. Cependant les Castillans, attaqués auprès de Villaviciosa, soutinrent avec la plus grande constance un choc opiniâtre et terrible : ils furent enfin mis en déroute, mais ils vendirent cher la victoire ; ils n'abandonnèrent le champ de bataille qu'après avoir perdu plus de quatre mille hommes. On peut dire que c'est à ce triomphe mémorable que la maison de Bragance doit la souveraineté du Portugal : dès ce moment, la Castille fut hors d'état de soutenir ses droits ; et si elle continua la guerre, ce fut toujours avec désavantage; enfin, elle se vit obligée, sous le règne de Charles II, en 1668, de reconnaître l'indépendance de cette province rebelle.

Philippe IV ne pouvait voir avec indifférence tant de pertes et de malheurs réunis qui, s'accumulant depuis son règne, éloignaient chaque jour davantage l'espoir de rendre à la monarchie l'état de splendeur qui, cent ans auparavant, la faisait respecter dans toute l'Europe. Affligé de tant de maux, il tomba malade, et mourut le

17 septembre 1665, laissant pour successeur le prince don Carlos, fils de sa nièce et seconde femme, Marianne d'Autriche; les autres enfants qu'il avait eus de cette même princesse, et le prince Balthazar Charles, né de son premier mariage avec Elisabeth de Bourbon, étaient tous morts dans l'enfance ou à la fleur de l'âge.

Le nouveau souverain, étant à peine âgé de quatre ans, son père confia à la reine sa tutelle et la régence du royaume, jusqu'à ce qu'il eût atteint sa majorité. L'Espagne fut toujours malheureuse pendant la minorité de ses rois; et si cette circonstance seule avait été funeste dans des moments où la monarchie éprouvait moins de calamités, que ne devait-on pas redouter dans l'état déplorable où elle se trouvait actuellement? La reine douairière, selon les dernières dispositions de son époux, fut chargée de la tutelle du jeune prince et du soin du gouvernement, aidée d'une junte composée du président de Castille, du vice-chancelier ou président d'Aragon, de l'archevêque de Tolède, de l'inquisiteur général, d'un grand d'Espagne et d'un conseiller d'état; mais on n'y comprit point don Juan d'Autriche, qui, par son sang, ses qualités et ses opinions, aurait dû tenir la première place dans la confiance du roi parmi les personnes désignées pour composer ce conseil. Cette espèce

d'ingratitude mécontenta la nation qui lui témoignait un attachement particulier; la reine fut regardée par tout le monde comme le principal auteur de cette injustice ; on ne put pas souffrir de la voir soumise aux volontés de son confesseur, le père Evérard Nithard, jésuite allemand, qui n'avait aucune expérience dans l'art de gouverner, et qui était d'ailleurs peu agréable aux Espagnols pour des motifs particuliers. Elle lui confia non seulement la direction de sa conscience, mais aussi celle du royaume ; elle le fit conseiller d'état, puis inquisiteur général, et par conséquent membre de la junte ; enfin elle réunit en lui seul tous les pouvoirs qui, selon l'intention du roi, devaient être exercés par le conseil, tandis que d'un autre côté elle mettait tous ses soins à écarter don Juan d'Autriche, comme étant l'unique personne qui pût donner de l'ombrage.

En effet, don Juan exerçait une trop grande influence sur la nation entière, pour que sa présence ne fut pas un objet de terreur pour tous ceux qui aspiraient à la domination absolue. Le père Nithard, qui le regardait comme un obstacle à son pouvoir, n'avait donc rien plus à cœur que de se délivrer d'un surveillant incommode. Le gouvernement des possessions espagnoles en Flandre, qui étaient alors sérieuse-

ment menacées par la France, fut conféré à don Juan sous le prétexte spécieux que personne n'était plus en état de les défendre que le héros qui jadis avait cueilli tant de lauriers dans ce même pays; mais don Juan, pénétrant le dessein de ses ennemis, et prévoyant qu'on lui préparait le même sort qu'en Portugal, refusa constamment d'accepter un emploi par lequel on cherchait encore à le perdre. Ce refus, considéré comme une insulte, le fit bannir de la cour; il fallut pourtant employer d'autres moyens pour se débarrasser de lui; il ne manqua pas de personnes assez viles pour se prêter à l'intrigue la plus infâme : feignant d'être les complices de don Juan, elles le désignèrent comme chef d'une conjuration contre la vie du confesseur. Son arrestation fut aussitôt ordonnée : on expédia un nombre considérable de soldats pour Consuegra, avec ordre de le conduire à la forteresse de Tolède; mais ayant été prévenu à temps, il se réfugia dans le royaume d'Aragon, se mit en sûreté dans une forteresse, et démentit publiquement l'imposture dont on se servait pour obscurcir sa renommée; il exigea le renvoi du père Nithard, en faisant entrevoir quelles pourraient être les conséquences d'une conduite opposée.

Les réclamations n'eurent aucun autre effet

que d'obtenir de la reine la permission de se rapprocher de la cour et de hâter par ce moyen la réparation de son honneur. Il se mit en route à la tête d'une escorte de sept cents hommes d'infanterie et de cavalerie, et avec ce petit nombre, rangé en bataille, il vint à trois lieues de Madrid. Les régents effrayés lui envoyèrent le nonce pontifical, pour lui montrer un bref du pape qui l'exhortait à transiger ses différents avec la cour, et lui demander quatre jours pour l'expédition des ordres propres à lui donner une satisfaction complète. Le prince offensé répondit « que puisque la reine avait eu bien du » temps pour délibérer, il exigeait pour première » satisfaction que dans deux jours le père Nithard » fût séparé d'elle et sortît d'Espagne. » Les circonstances étaient telles que la reine ne pouvait plus s'y opposer : l'ennemi aux portes, son ascendant bien connu, rendaient le danger d'une guerre civile imminent à la moindre résistance de la part des régents. Le peuple, le clergé, la noblesse, la nation entière, se seraient rangés sous ses bannières. La reine, désirant congédier son confesseur avec le plus d'égard possible, publia une ordonnance honorable qui l'envoyait à Rome en qualité d'ambassadeur extraordinaire.

Ce premier pas étant fait, don Juan exigea l'éloignement du président de Castille et de quel-

ques autres membres de la junte, dont l'adulation avait contribué au pouvoir du père Nithard; ensuite, il demanda pour lui la vice-royauté de l'Aragon et de la Catalogne, ou bien une place dans le conseil d'état. On lui fit dire en termes généraux qu'on lui répondrait sitôt qu'il aurait congédié les troupes qui l'accompagnaient; mais de peur que ce ne fût un stratagème pour le désarmer et se jouer de lui, il cantonna ses troupes à Guadalajara, et se tint sur la défensive à tout événement.

La reine lui renouvela l'ordre de renvoyer sa cavalerie, sous peine d'être traité comme un rebelle; mais ses soldats ne voulurent point l'abandonner, et la reine fut obligée d'accorder à don Juan une capitulation favorable, qui ne fut acceptée par ce prince que sous la condition de l'exécuter avant qu'il licenciât ses troupes. La lenteur qu'on mettait dans l'exécution lui donna des soupçons qui s'accrurent par le bruit répandu dans toute l'Espagne qu'on le trompait, et qu'il serait victime de son excessive confiance. On voyait de toutes parts une grande fermentation. Grenade prit les armes pour sa défense; l'Aragon et la Catalogne lui envoyèrent un secours de douze cents *Miquelets,* en offrant autant d'hommes qu'il pourrait en désirer. A l'égard des autres provinces, les unes envoyaient

de nouveaux renforts; d'autres au besoin se montraient disposées à s'armer en masse; en un mot, la guerre civile paraissait inévitable parce que don Juan insistait pour que l'administration du domaine royal fût confiée à des employés plus fidèles, qui ne souffriraient pas qu'on envoyât des sommes immenses en Allemagne, tandis que l'Espagne périssait sous le poids d'impôts onéreux, et que ses armées chargées de la défense extérieure étaient mal entretenues. Tant de gens trouvaient leur compte dans ces désordres, qu'il rencontrait une forte opposition. La reine, d'un autre côté, toujours fidèle à son plan, lui répondait de manière à laisser peu d'espoir. Enfin le nonce fut obligé d'interposer de nouveau sa médiation; il conduisit la négociation avec tant d'adresse, qu'il amena don Juan à renoncer à ses dispositions hostiles, sous la promesse qu'on ne l'obligerait point à prendre le gouvernement des Pays-Bas; qu'on le nommerait, ce qui eut lieu en effet, viceroi et vicaire général de l'Aragon, de la Catalogne, de Valence, des îles Baléares et de la Cerdagne, et qu'il établirait sa cour et sa résidence à Saragosse.

CHAPITRE LXII.

Les choses furent ainsi ramenées à un état de tranquillité apparente qui dura peu; chaque jour les désordres de la cour croissaient; les résolutions du gouvernement portaient l'empreinte de l'arbitraire, et de tous côtés on n'entendait que des plaintes qui eurent plus d'une fois des conséquences dangereuses. Le père Nithard fut remplacé dans la faveur de la reine par Ferdinand de Valenzuela, qui, sorti de la maison du duc de l'Infantado où il avait été page, fit une fortune si rapide, qu'en peu de temps il se vit élevé à la charge de grand écuyer, ensuite à la dignité de grand d'Espagne: il devint maître absolu des volontés de la régente, circonstances qui, sans être même accompagnées d'autres griefs, suffisaient pour exaspérer les esprits les plus modérés.

La première noblesse du royaume se crut offensée; on répandit à la cour certains bruits qui donnèrent de l'inquiétude à Valenzuela, qui tâcha vainement de les faire cesser par des démonstrations d'amitié. Dès que le roi eut atteint

sa quinzième année, la scène changea d'aspect. Don Juan d'Autriche fut appelé au ministère, la reine exilée à Tolède, Valenzuela arrêté, dépossédé de ses dignités : tous les bienfaits qu'il avait obtenus furent révoqués ; on le conduisit aux îles Philippines.

Le nouveau système de gouvernement aurait peut-être rétabli l'ordre et la tranquillité, si don Juan avait vécu. Bientôt sa mort laissa à la tête des affaires un souverain d'une complexion débile, d'une âme faible et pusillanime ; ce qui devait avoir de l'influence sur la marche générale de la monarchie.

Tout devait devenir pire sous un gouvernement sans énergie. La reine mère fut rappelée à la cour ; et quoiqu'elle ne prît aucune part aux affaires, sa présence renouvela naturellement la défiance des sujets qui la regardaient comme uniquement occupée de reprendre le pouvoir, et qui avaient tout à craindre d'un prince habitué dès l'enfance à une déférence absolue envers tous ceux qui l'entouraient, avec le désir de dominer. Les moyens employés par le gouvernement n'étaient pas propres à calmer les esprits ; loin d'y remarquer l'influence d'un génie réparateur, capable de fermer les plaies de l'état, tout se ressentait de la faiblesse du monarque ou de l'ignorance de ceux qui le dirigeaient. Non seulement on voyait dépé-

rir l'agriculture et l'industrie, si nécessaires à un pays livré au découragement, en proie à la pauvreté; mais au lieu de protéger le commerce par de sages règlements, on faisait paraître une foule de *pragmatiques :* les unes réduisaient la valeur nominale d'une certaine monnaie, d'autres en défendaient le cours ou bien y mettaient des restrictions, de manière que le change devenait incertain. Le commerce tomba dans l'anéantissement; les besoins de l'état obligèrent d'avoir recours au moyen de vendre sans pudeur les principales charges et dignités, comme celles de vice-royauté, de présidence, de gouvernements politiques et militaires. L'argent dès lors l'emporta sur le mérite, la valeur et la discipline militaires. Ces derniers et précieux restes de la puissance espagnole commencèrent, si ce n'est à dégénérer, du moins à déchoir. Tous ces maux devenaient chaque jour plus graves par le défaut de population, de troupes et d'argent. Tel est l'aspect que présente le règne infortuné de Charles II.

Lorsque ce prince commença à régner par lui-même, il trouva les forces du royaume et les intérêts politiques dans un mauvais état; on avait été obligé de renoncer au projet de soumettre le Portugal, et de reconnaître, en 1668, pour souverain légitime de ce pays, Alphonse VI, fils et

successeur du duc de Bragance : la guerre, entreprise contre la France pour réprimer l'ambition de Louis XIV, n'avait pas été heureuse. Quoique le traité des Pyrénées renfermât une renonciation expresse de tous les droits que la future reine de France, Marie-Thérèse, pourrait avoir aux états de son père, et que cette renonciation eût été confirmée dans le contrat de mariage, Louis XIV se crut néanmoins autorisé à faire revivre les droits de son épouse, et à recueillir une partie de cette vaste succession. La cour de Versailles prétendait qu'après la mort de Philippe IV le Brabant devait appartenir à Marie-Thérèse, comme issue du premier mariage, en vertu d'un usage ayant force de loi dans les Pays-Bas. Par cet usage les enfants du premier lit, à l'exclusion de ceux du second, recueillaient l'héritage paternel de quelque sexe qu'ils fussent. Ce droit était en effet suivi dans les successions particulières ; mais existait-il pour les princes? Pouvait-il subsister après une renonciation solennelle? Grande matière à discussion qui ne pouvait être décidée que par les armes.

Les jurisconsultes, les théologiens à qui les deux cours demandèrent des conseils, soutinrent des opinions différentes. On publia de part et d'autre de nombreux écrits à l'appui des droits respectifs ; mais le roi de France était trop fier

de sa puissance, trop affamé de conquêtes et de lauriers pour permettre à personne de lui enlever la gloire de décider cette question. Ses troupes aguerries et bien disciplinées, ses préparatifs immenses, un Turenne pour général, tout enfin lui promettait la victoire; et c'est avec la conviction qu'elle était infaillible qu'il se mit en marche. A peine se fut-il montré, que Charleroi, Tournay, Furnes, Armentières, Douay et d'autres places, tombèrent en son pouvoir; Lille, bien fortifiée et munie d'une bonne garnison, ne soutint le siége que pendant neuf jours. Le roi, sans prendre de repos après une campagne aussi active, et dans la rigueur de l'hiver, alla faire la conquête de la Franche-Comté, province dépendante du gouvernement de Flandre, ou plutôt qui se gouvernait comme une espèce de république sous la domination espagnole; c'était le prince de Condé qui avait donné le plan de l'expédition : le marquis de Louvois, ministre de la guerre, ennemi de Turenne, l'adopta avec ardeur; quelques intrigues secrètes facilitèrent le succès des armes; les traîtres ne manquèrent pas; le prince de Condé s'empara subitement de Besançon et de Salins; le roi soumit Dôle en quatre jours, et au bout de trois semaines toute la province fut subjuguée.

Cependant la prospérité de Louis XIV excitait

la jalousie de toutes les autres nations ; l'Angleterre surtout en redoutait les conséquences, et la Hollande tremblait, reconnaissant qu'elle n'avait plus de frontières qui pussent arrêter les projets hardis de ce monarque. Ces deux puissances, à peine réconciliées, formèrent avec la Suède un traité dont le principal but était d'obliger Louis à faire la paix avec l'Espagne, et à renoncer de nouveau aux droits de la reine son épouse. La triple alliance lui proposa, s'il voulait restituer la Franche-Comté, de lui abandonner la possession de ses conquêtes en Flandre, en équivalent de ses autres prétentions. Louis, obligé pour le présent de dissimuler son mécontentement, accepta les propositions, et signa en 1668 la paix d'Aix-la-Chapelle, avec le dessein de faire éclater son ressentiment dans une occasion plus favorable.

Quoique l'Espagne fût délivrée de cette guerre dangereuse, elle n'en fut pas plus tranquille. Sans parler des troubles intérieurs causés par la fureur du père Nithard et par la persécution de Juan d'Autriche, elle ne pouvait voir avec indifférence le terrible fléau qui désolait ses possessions américaines. Des pirates sans lois, sans mœurs, sans religion, exposant leur vie pour la liberté, aussi intrépides que féroces, et connus sous le nom de *flibustiers*, s'étant réunis dans

l'île de la Tortue, proche celle de Saint-Domingue, attaquaient avec de simples canots des bâtiments considérables, et s'en rendaient maîtres. Personne ne pouvait résister à leur fureur, qui ressemblait au désespoir; aucun pavillon n'était à l'abri de leurs insultes, mais surtout la haine invétérée qu'ils avaient vouée aux Espagnols semblait les élever au-dessus des autres hommes, lorsqu'il s'agissait de les combattre. Sous la direction d'un Anglais, nommé Morgan, ils tentèrent en 1669 de s'emparer de Porto-Belo, place forte défendue par une bonne garnison, et qui renfermait d'immenses richesses. Ils n'étaient guère plus de six cents, et néanmoins ils prirent la citadelle d'assaut, imposèrent une forte contribution à la ville, qui s'affranchit du pillage au moyen d'un million de piastres. Leur insolence croissait chaque jour; mais comme ils manquaient entièrement de sagesse et de prudence, qu'ils n'avaient aucun principe de gouvernement, qu'ils s'abandonnaient à tous les excès imaginables, on devait enfin les vaincre et les disperser dès que l'Espagne sortirait de l'état de léthargie où elle était plongée.

Quatre ans ne s'étaient pas encore écoulés depuis le traité d'Aix-la-Chapelle, quand l'Espagne se vit nouvellement entraînée dans une guerre aussi funeste que la précédente. Louis XIV,

irrité de ce que la triple alliance avait suspendu le cours de ses rapides conquêtes, et ne pouvant pardonner aux Hollandais le peu de sincérité avec lequel ils avaient répondu à la générosité qu'il avait mise à les secourir en diverses occasions, prit la résolution de se venger par les armes. Dès qu'il eut formé le projet de subjuguer la Hollande, il prit les mesures qu'aurait exigées l'entreprise la plus audacieuse. Ses préparatifs de guerre, le plus profond secret et son activité étonnante, semblaient assurer le succès de l'entreprise. Une intrigue bien dirigée sépara l'Angleterre et la Suède des intérêts de leur alliée; mais celle-ci n'eut pas de peine à retrouver des amis dans l'Espagne, qui tremblait pour ses Pays-Bas; dans l'empereur d'Allemagne, courroucé de la rébellion de la Hongrie, suscitée par la perfidie de la France; dans l'électeur de Brandebourg; dans tous les princes de l'empire; enfin dans le Danemarck : toutes ces puissances redoutaient l'agrandissement de la France. Il semble au premier coup d'œil que la nouvelle d'une confédération si puissante aurait dû obliger Louis XIV à renoncer à son projet; mais, loin de se laisser intimider par cet appareil menaçant, il se dirigea aussitôt avec toutes ses forces et ses plus grands capitaines contre le petit état de la Hollande. Traversant victorieu-

sement le Rhin, en moins de trois mois, les provinces d'Utrecht, Ower-yssel, Gueldre, et plus de quarante places fortes tombèrent en son pouvoir. Il s'empara ensuite avec un égal bonheur, dans les Pays-Bas, de Mastricht, Liége, Limbourg, Condé, Valenciennes, Cambrai, Gand, Saint-Omer, Ypres et Arras, et revint occuper la Franche-Comté. Victorieux dans les fameuses batailles de Senef et de Mont-Cassel, craint de toutes parts, mais abandonné de l'Angleterre, hors d'état de pouvoir prêter secours aux Suédois dépouillés par l'électeur de Brandebourg de leurs possessions en Allemagne, il accéda enfin aux propositions de paix que lui fit l'Angleterre au nom des puissances coalisées. En 1678, on conclut à Nimègue un traité par lequel l'Espagne, pour le bien de la paix, céda la Franche-Comté au vainqueur, et presque toutes les villes qu'elle avait occupées dans les Pays-Bas.

CHAPITRE LXIII.

Pendant le cours de cette guerre, la ville de Messine en Sicile se souleva et s'offrit au roi de France, qui en fut effectivement reconnu souverain, et qui protégea les séditieux en leur envoyant tous les secours dont ils pouvaient avoir besoin. Quoique les troupes révoltées, jointes à l'armée française, fussent parvenues à battre plusieurs fois les Espagnols, Louis XIV ne s'empara pourtant pas de ce pays; il se vit même obligé d'en retirer son armée, et la ville rentra dans l'obéissance de son ancien maître, la même année que se fit la paix de Nimègue.

Mais comment les puissances européennes pouvaient-elles demeurer long-temps tranquilles spectatrices de l'agrandissement que la France venait d'acquérir par ce traité? Alors en 1687, à l'instigation de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, se forma la célèbre ligue d'Ausbourg, composée de l'empereur, des princes d'Allemagne et du roi de Suède. Cette ligue avait pour but de détrôner le roi d'Angleterre, trop intimement lié avec la France; de mettre à sa place le



prince de Nassau, d'investir cette puissance au point de l'abattre, et de la dépouiller de toutes ses conquêtes anciennes et modernes, afin de les rendre à leurs premiers propriétaires. Cette proposition était trop agréable à l'Espagne pour qu'elle n'accédât pas sans difficulté à la coalition, dans l'espoir de ravoir les belles provinces que la nécessité l'avait forcée de céder à Louis XIV, d'autant plus qu'elle craignait que l'attrait des conquêtes n'excitât encore ce prince redoutable à se rendre maître du reste des Pays-Bas. Cependant Louis, actif et belliqueux, sut prévenir l'arrivée de ses ennemis sur le Rhin, et s'il ne put empêcher la déroute de son allié le roi Jacques, il fit au moins voir à ses ennemis, par cette seule campagne, que l'exécution de leur projet n'était pas aussi facile qu'ils s'en étaient flattés. L'Espagne, obligée de faire face à ses armées sur plusieurs points différents en même temps, et peu en état d'arrêter le cours rapide de ses conquêtes, fit voir néanmoins que les vertus militaires de ses enfants n'étaient point encore éteintes; mais, pendant huit années consécutives qu'elle soutint la guerre, on ne peut presque citer que les deux batailles de Campredon et de Walcourt où la fortune lui fut favorable. En Flandre elle perdit celles de Fleurus, Leuse et Steinkerque; en Italie celles de Staffarda et Marseilla; et en Catalo-

gne celles de Ter et Barcelone. Les conséquences funestes et naturelles de tant de malheurs furent la perte d'Urgel, Belver, Roses, Palamos, Gérone, Ostalric et Barcelone dans la Catalogne; Luxembourg, Mans, Charleroy et Namur dans les Pays-Bas; la conquête et le pillage du port de Carthagène, des Indes. Mais enfin, après tant d'années de carnage, les alliés, se voyant trop éloignés de pouvoir réaliser leurs projets, commencèrent à se fatiguer d'une guerre qui n'avait d'autre résultat que de procurer plus de gloire et de puissance à la France. D'un autre côté Louis XIV, qui avait des vues sur la succession de l'Espagne, voulait conclure la paix avant la mort de Charles II, que ses maladies continuelles semblaient rendre prochaine; il se contenta donc de la gloire d'avoir anéanti, lui seul, les efforts de toute l'Europe confédérée, et fit à l'Espagne des propositions de paix, en offrant de lui restituer toutes ses conquêtes, ou du moins la plus grande partie.

Les puissances belligérantes se trouvant dans des dispositions pacifiques, on en vint aux négociations. Elles furent entamées par leurs plénipotentiaires dans le château de Riswick, et en 1697 se conclut le célèbre traité par lequel la maison de Bourbon faisait, avec une politique pleine de sagacité, le sacrifice d'une portion de

ce pays, encore empreint du sang de tant de victimes.

Le prince d'Orange, alors roi de la Grande-Bretagne, pénétra le dessein de Louis XIV. Quoique Charles II eût été marié deux fois, la première avec Marie-Louise de Bourbon, fille aînée du duc d'Orléans et nièce de Louis XIV, et l'autre avec Marianne de Neubourg, fille du comte électeur palatin du Rhin, il n'avait point eu d'enfants, et sa faible constitution laissait peu d'espoir qu'il dût en avoir un jour; il était à craindre qu'à sa mort tous les droits à la couronne d'Espagne ne passassent à un prince français. Cette circonstance pouvait déranger l'équilibre de l'Europe; et afin d'écarter cette crainte, Charles II proposa un plan de partage de la monarchie, qu'il fit signer à La Haye, en 1698, par les plénipotentiaires des cours intéressées à ce partage. On adjugea au fils aîné de l'électeur de Bavière, héritier présomptif du roi catholique en qualité de petit-fils de Marguerite, la couronne d'Espagne avec les Indes et les Pays-Bas; à Louis dauphin de France, les royaumes de Naples, de Sicile, et d'autres possessions en Italie, ainsi que la province de Guipuscoa. Le duché de Milan fut cédé à Charles, archiduc d'Autriche, second fils de l'empereur Léopold. La mort inattendue et prématurée du prince électoral de Ba-

vière dérangea tout le projet ; mais on fit aussitôt un nouveau partage, donnant à l'archiduc les royaumes d'Espagne et de l'Inde, ajoutant la Lorraine aux domaines adjugés au dauphin, et en compensation au duc de Lorraine, l'état de Milan.

L'empereur, qui prétendait à la succession entière, réclama fortement contre ce partage. Le roi de France, qui avait les mêmes prétentions, ne dit rien et parut se contenter d'une partie de l'héritage, tandis que secrètement il négociait à Madrid pour obtenir le tout ; mais le roi catholique, qui avait fait protester par ses ambassadeurs contre le premier accord, ne put souffrir sans indignation que les cours étrangères voulussent disposer à leur gré d'un royaume dont le souverain vivait et n'avait pas encore déclaré sa dernière volonté. Cependant l'état de sa santé ne permettait pas de différer cette affaire importante ; les nobles, son confesseur et ses ministres ne cessaient de le presser de nommer son successeur, afin de délivrer la nation des maux dont elle était menacée. Incertain sur le choix, il consulta plusieurs personnes, dont l'opinion différa selon leurs intérêts particuliers. L'irrésolution du roi laissa le temps aux ambassadeurs de France et d'Allemagne de redoubler leurs efforts pour obtenir des partisans, diviser la cour

et donner à chaque parti le moyen de mettre en mouvement tous les ressorts de l'intrigue. La maison d'Autriche était soutenue par l'affection que lui portait naturellement le roi, qui en descendait, et par l'influence de la reine, de l'amiral de Castille, du marquis de Melgar et du comte d'Oropesa, qui tous gouvernaient tellement les volontés du roi, que le vulgaire prétendait qu'ils l'avaient ensorcelé. Le cardinal Porto-Carrero et l'inquisiteur-général Rocaberti, qui étaient pour la maison de Bourbon, tâchèrent d'accréditer ce bruit superstitieux, fortifiés d'ailleurs par la faible constitution du roi, qui ne laissa pas que d'en être frappé lui-même. D'un autre côté son nouveau confesseur, le père F. Froylan Diaz, appuya la fiction en le faisant exorciser souvent par un capucin allemand, dont les exclamations et les anathèmes accablaient le malade sans le guérir et ne faisaient qu'augmenter sa pusillanimité naturelle. Le peuple indigné demanda à grands cris l'éloignement des prétendus sorciers, et le roi fut obligé d'y souscrire, ce qui fit perdre à la maison d'Autriche des agents puissants. Alors ceux de la famille des Bourbons redoublèrent leurs efforts; et le monarque, partagé entre tant d'avis différents, résolut de confier la décision de cette affaire importante au pape Innocent XII et à une réunion de ministres justes et prudents,

dont le dernier avis fut, malgré ceux qui le contredirent encore, que le droit à la succession d'Espagne appartenait à Philippe, duc d'Anjou, second fils du dauphin, comme petit-fils de Marie-Thérèse d'Autriche, sœur aînée du roi, et, selon les lois du royaume, héritière légitime de la couronne, par préférence sur Marguerite sa sœur cadette, qui fut mariée à l'empereur Léopold et devint l'aïeule de feu le prince électoral de Bavière. L'empereur prétendait hériter des droits de celle-ci et les faire passer à son fils cadet, l'archiduc Charles, alléguant qu'on ne devait pas faire attention à la primogéniture de Marie-Thérèse, à cause de la renonciation solennelle qu'elle avait faite au trône d'Espagne au moment de contracter son mariage avec Louis XIV; mais la France répliquait que, quand même cette renonciation n'eût pas été irrégulière et obtenue par la violence, on devait voir qu'elle n'avait eu d'autre but que de prévenir la réunion des deux couronnes de France et d'Espagne sur la tête d'un même souverain; inconvénient qui n'était plus fondé, Marie-Thérèse ayant eu deux petits-fils, dont l'un pouvait régner sur la France et l'autre sur l'Espagne.

Charles II, convaincu par tant de bonnes raisons, leur sacrifia ses inclinations particulières, et fit, au mois d'octobre 1700, un testa-

ment qui déclarait Philippe de Bourbon, duc d'Anjou, héritier de toute la monarchie espagnole ; bientôt ses souffrances augmentèrent, et il expira le 1er novembre suivant, après avoir confié le gouvernement du royaume, pendant l'absence de ce prince, à une junte composée de la reine douairière, de l'archevêque de Tolède, des présidents des conseils de Castille et d'Aragon, de l'inquisiteur-général, du comte de Trigiliana, comme conseiller d'état, de don François Casimir Pimentel, comte de Bénéneutf, comme grand d'Espagne, et du marquis de Rivas, don Antoine d'Ubilla, comme secrétaire d'état. Par la mort de Charles II s'éteignait en Espagne la branche autrichienne qui y avait régné près de deux siècles, et la monarchie changea d'aspect par l'importante révolution arrivée au commencement du dix-huitième siècle.

CHAPITRE LXIV.

Aussitôt que Louis XIV eut reçu le testament de Charles II, Philippe, duc d'Anjou, son petit-fils, fut déclaré roi d'Espagne, et partit pour Madrid, où il arriva au mois de février 1701 ; il

y fut reçu par la cour avec les plus grandes protestations de respect et d'amour, tant à cause du droit qui l'appelait au trône, qu'à cause de ses qualités recommandables, et de grandes espérances que faisait concevoir une excellente éducation. Dix-sept ans seulement, et une âme qui annonçait beaucoup de noblesse, les grâces de la jeunesse, son affabilité, et ses manières nobles et prévenantes, lui gagnèrent bientôt tous les cœurs. Cependant, quoique le droit du sang, la justice du testament du roi et les vœux de toute l'Espagne semblassent devoir assurer la possession du trône à Philippe, il fut obligé, pour sa gloire, de le consolider par sa valeur.

Le pape Clément XI, le roi d'Angleterre, Guillaume III, Pierre II, roi de Portugal, Frédéric IV, roi de Danemarck, la république de Hollande, l'électeur de Bavière, et les autres puissances, le reconnurent aussitôt comme souverain. L'empereur Léopold seul, persistant dans ses prétentions, résolut de remettre au sort des armes la décision des droits qu'il prétendait avoir au trône d'Espagne; et, à la faveur de la crainte qu'inspirait à l'Europe l'agrandissement de la maison des Bourbons, il n'eut pas de peine à engager quelques puissances à soutenir sa querelle, surtout celles qui, se voyant frustrées des avantages du démembrement de l'Espa-

gne, se flattaient, par ce moyen, d'en avoir quelque partie. On peut dire que Philippe V n'avait pas encore ceint sa couronne, lorsque l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande se réunirent pour l'en dépouiller : ces trois puissances formèrent avec solennité le traité de la *grande alliance* qui fut conclue à La Haye, sous le prétexte spécieux de rétablir l'équilibre entre les maison de Bourbon et d'Autriche, et d'assurer par ce moyen le repos de l'Europe.

Les opérations de cette ligue commencèrent par l'invasion de la Lombardie et des autres états espagnols en Italie. Les troupes impériales, commandées par le prince Eugène de Savoie, l'un des meilleurs généraux de son temps, après avoir remporté quelques avantages sur les Français et les Espagnols, qui couvraient Carpi et Chiari sous les ordres du marquis de Balbases et des maréchaux de Catinat et de Villeroy, surprirent Crémone, où le maréchal de Villeroy fut fait prisonnier; et quoique la courageuse résistance de la garnison mît un obstacle à ce qu'elles s'emparassent de cette place, elles bloquèrent Mantoue, qui serait sans doute tombée en leur pouvoir, si le duc de Vendôme ne l'eût secourue à temps. Le duc de Savoie, avec huit mille hommes, venait d'embrasser le parti de la maison de Bourbon, en vertu d'un traité fait avec elle, et

parce que sa fille Marie-Louise-Gabrielle, princesse douée d'un rare mérite, remplie d'attraits et d'amabilité, venait d'épouser le roi Philippe. Le Portugal s'était également allié avec la France et l'Espagne ; mais ces deux alliances ne produisirent aucune utilité : chaque souverain s'étant laissé guider par son intérêt particulier, non seulement ils abandonnèrent le roi catholique, mais, étant entrés dans la ligue, ils tournèrent même leurs armes contre lui.

Philippe crut que sa présence était nécessaire en Italie, tant pour animer ses troupes et arrêter les progrès du prince Eugène, que pour calmer les rumeurs excitées à Naples par les partisans de la maison d'Autriche; il partit donc avec la plus grande célérité, après avoir confié le gouvernement à la reine, aidée des conseils du cardinal Porto-Carrero. A peine se fut-il montré à Naples, que les moindres étincelles de la révolte furent éteintes. Les Napolitains ne purent résister à la joie de voir la maison d'Anjou rétablie dans ce royaume, ni à l'admiration que leur inspirait un prince qui punissait leurs torts en pardonnant et en dispensant des bienfaits. Il passa bientôt à Milan et de là à Santa-Vittoria, pour joindre l'armée qui, sous les ordres du duc de Vendôme, campait alors dans les environs. Arriver, surprendre un corps d'Impériaux, le

mettre en déroute, rester maître de tous les Modenois, cela fut le résultat d'une seule action. Ce bonheur ne tarda pas d'être suivi de la bataille de Luzara contre le prince Eugène; et si la victoire fut partagée entre les deux armées, néanmoins Philippe, après s'être emparé du château et de tous les magasins de l'ennemi, resta maître du champ de bataille, sans que personne osât le déloger de cette position avantageuse, ni l'empêcher d'occuper Guastalla, place très importante qui fut obligée de capituler après six jours de tranchée ouverte.

Mais, tandis que Philippe assurait ses états d'Italie par une campagne aussi glorieuse, une flotte anglaise de cent cinquante voiles se présenta devant Cadix. Après avoir tâché vainement d'amener les habitants par des promesses flatteuses à reconnaître l'archiduc Charles d'Autriche, à ouvrir à ses alliés l'entrée de la péninsule, les Anglais débarquèrent dans le port de Rota de nombreuses troupes qui s'emparèrent de ce port sans résistance, et qui saccagèrent celui de Sainte-Marie. Ces troupes se disposaient déjà à emporter d'assaut la forteresse de Matagorda, qui défend l'entrée du port de Cadix, lorsqu'attaquées par une petite division commandée par le marquis de Villadarias, elles furent obligées d'abandonner leur projet, de se

réfugier en désordre à Rota, après une perte considérable, et enfin de rentrer dans leurs vaisseaux avec la conviction qu'il n'y avait pas sur les côtes de l'Andalousie autant de partisans de la maison d'Autriche qu'elles se l'étaient imaginé. Les Espagnols ayant repris Rota, ils en pendirent le gouverneur, plutôt comme traître que comme lâche; et la flotte ennemie, ayant renoncé à cette entreprise trop difficile, mit à la voile pour les côtes de la Galice, où elle se flattait de rencontrer une flotte richement chargée qui y était attendue des Indes occidentales. En effet, les Anglais l'aperçurent dans les eaux de Vigo; et, quoique cette riche flotte se fût réfugiée dans ce port, ils l'attaquèrent avec la plus grande intrépidité, sans se laisser intimider par le feu de la place et des navires français et espagnols qui lui servaient d'escorte. Après une action également sanglante, opiniâtre de part et d'autre, les Espagnols, jugeant leur perte inévitable, mirent leur monde et quelques marchandises en sûreté; et, afin que l'ennemi ne se rendît pas maître du reste de la flotte ni des chefs, ils la livrèrent aux flammes. Cependant les Anglais parvinrent à s'emparer de presque tout l'argent, et se retirèrent victorieux avec cette prise, emmenant six vaisseaux de guerre et d'autres moins considérables.

La nouvelle de ce malheur et de la réunion des Portugais à la ligue, dans l'espoir d'augmenter leur état de tout ce qu'on pouvait prendre à la couronne de Castille, dans la Galice, l'Estramadure et l'Amérique, obligea Philippe à retourner en Espagne au moment même que le duc de Savoie, intéressé et inconstant, abandonnait la cause de ses filles, la dauphine et la reine d'Espagne, et se vendait à l'empereur qui lui promettait le Montferrat, Alexandrie, Valence et quelques autres pays. Cependant l'archiduc, qui, sous le nom de Charles III, avait été reconnu à Vienne roi des Espagnes et des Indes, arriva après plusieurs contre-temps à Lisbonne, en 1704, avec une forte escadre d'Anglais et de Hollandais, étant persuadé que sitôt que les Castillans apprendraient son arrivée, ils le reconnaîtraient volontiers par pur attachement à la domination autrichienne. L'événement ne répondit pas à son attente, et les Castillans, fidèles à leur roi, indignés de ce qu'on voulait contre leur gré les soumettre à un autre prince, loin de se laisser séduire par les manifestes que faisait répandre l'archiduc pour se concilier les esprits, déployèrent tout le zèle d'un peuple intrépide, animé par le désespoir. Philippe V revint dans sa capitale, où il fut reçu avec les plus vifs transports de joie, chacun s'empressait de lui prodiguer à l'envi des

secours pour triompher de son concurrent et de tous ses ennemis. A la tête de ses troupes et de celles de France que lui avait amenées le maréchal duc de Berwick, fils naturel de Jacques II d'Angleterre, il marcha contre les Portugais, qui avaient si lâchement manqué à leur parole. Le désir d'en tirer vengeance redoublait la valeur des soldats, animés d'ailleurs par l'intrépidité avec laquelle le monarque partageait leurs dangers et leurs fatigues. La campagne commença avec autant d'ardeur que de succès. Quoique les Portugais se défendissent avec le puissant secours de leurs alliés, ils perdirent Salvatierra, Segura, Pegna-Garcia, Idaña, Monte-Santo, Castel-Blanco, Port-Alegre et d'autres villes; ils ne parvinrent par la suite qu'à reprendre Monte-Santo. Le marquis de Villadaria, qui commandait une autre division de l'armée de Philippe, pénétra dans le royaume par un autre point, mit tout à feu et à sang, s'empara d'assaut de Castel-David, occupa Marvan, soumit tout le pays voisin, et mit à contribution les provinces de l'intérieur. Quelques actions peu importantes, dans lesquelles les Portugais durent céder la victoire aux troupes de Philippe, terminèrent de la manière la plus glorieuse cette campagne, qui ne dura que trois mois à cause des chaleurs excessives qui vinrent interrompre les hostilités. Philippe étant retour-

né à Madrid, le roi de Portugal et l'archiduc voulurent profiter de son absence pour pénétrer en Castille par Ciudad-Rodrigo ; mais ils ne firent aucun progrès important, et se retirèrent honteusement sans avoir osé mesurer leurs armes avec celles du duc de Berwick, qui était pourtant venu à leur rencontre avec des forces très inférieures aux leurs.

La joie que causèrent en Espagne les heureux événements du Portugal fut troublée par la nouvelle de la prise de Gibraltar. Il était impossible que les quatre-vingts hommes qui gardaient cette place forte, mais dépourvue de vivres, de munitions, enfin de tout ce qui était nécessaire pour une longue défense, résistassent à une flotte anglaise qui s'était présentée devant le port avec la résolution d'y pénétrer de vive force. Toutes les tentatives que fit l'armée espagnole pour recouvrer cette place furent inutiles parce qu'elle fut secourue, le peu de navires français qui voulurent s'opposer au secours ayant éprouvé un échec. Gibraltar une fois occupé, les alliés cherchèrent à se rendre maîtres du détroit et par conséquent des deux mers, au moyen de la conquête de Ceuta, assiégée longues années auparavant par les Maures ; mais le marquis de Gironela, son gouverneur, et la vaillante garnison qui avaient su la défendre avec tant de gloire

contre les Africains, loin de prêter l'oreille aux espérances séductrices dont on les flattait au nom de l'archiduc, forcèrent, par leur résistance héroïque, les ennemis à renoncer à leur entreprise. La tentative qu'ils firent alors contre la Catalogne fut également infructueuse. Persuadés que l'archiduc avait un grand nombre d'amis dans cette principauté, et qu'ils n'attendaient qu'un soutien pour se déclarer, ils se présentèrent devant Barcelone avec une escadre, et débarquèrent même jusqu'à quatre mille hommes sur la plage; mais ayant remarqué, outre une grande irrésolution et beaucoup de frayeur parmi les habitants, que leurs propositions amicales étaient rejetées avec fierté par le vice-roi don François de Velasco, ils bombardèrent la ville. Cependant on découvrit à temps, on détruisit la conjuration secrète de quelques mécontents, et les ennemis furent obligés de se retirer, peu satisfaits. Dans la mer de Malaga, ils furent attaqués par une armée navale française renforcée de quelques navires espagnols, et quoique les deux partis combattissent avec tant d'ardeur que la victoire resta indécise, les suites de cette action furent assez décisives pour que les ennemis se vissent obligés d'abandonner enfin la Méditerranée.

Voilà les seuls événements qui se passèrent, l'an 1704, en Espagne et sur ses côtes. En Ita-

lie, l'armée allemande se réunit à celle du duc de Savoie, malgré tous les efforts que firent les Français pour prévenir cette jonction dangereuse, et quoiqu'ils eussent battu les Impériaux en diverses rencontres. Le duc de Vendôme les défit également dans Estradella et Castelnoir, s'empara de vive force de Suze, Verceil, ainsi que d'autres places du Piémont, et les obligea à se retirer vers le Trentin ; mais la fortune se déclara en faveur des Impériaux en Allemagne, où ils remportèrent une victoire mémorable à Hochstet ou Bleinheim.

La campagne de cette année fut plus avantageuse aux Portugais que celle de l'année précédente ; les troupes espagnoles qui devaient couvrir les frontières et garder les conquêtes faites dans le Portugal étant considérablement diminuées par le nombre qu'on avait infructueusement employé au siége de Gibraltar, le marquis de Bens, général flamand, qui commandait l'armée espagnole, non plus que le maréchal de Tessé qui conduisait les auxiliaires français, ne purent résister au marquis de Minas ni aux généraux Galloway et Fagel, qui commandaient les troupes du Portugal, de l'Angleterre et de la Hollande. Aussi les Portugais reprirent-ils Salvaticrra, Albuquerque et même Valence d'Alcantara, malgré la vigoureuse défense de son gouverneur, le mar-

quis de Villafuerte, qui, après avoir soutenu cinq assauts sur la brèche, ne capitula que lorsqu'il se vit dangereusement blessé. La garnison qui avait été faite prisonnière, et qu'on envoyait à Lisbonne sous une escorte de cent trente hommes de cavalerie, profitant pendant la route de la négligence de ses conducteurs, eut assez de courage pour les surprendre, les lier tous, et se retirer avec leurs chevaux vers l'Estramadure. Enfin l'armée des alliés pénétra jusqu'à Badajoz, mit le siége devant cette place, et s'en serait sans doute emparée si le maréchal de Tessé n'était venu à son secours en toute diligence.

CHAPITRE LXV.

Tandis que les émissaires de l'archiduc, répandus secrètement dans presque toutes les provinces du royaume, disposaient en sa faveur les esprits des habitants, lui-même s'embarqua à Lisbonne, et avec un armement de ses alliés se présenta devant Alicante, où il fut reçu à coups de canon sans qu'on lui permît même de mettre un seul homme à terre. Il passa à Denia, ville qui lui fut aussitôt livrée par les séditieux qui s'en

étaient emparés; il y fit débarquer un Valentin nommé Basset, qui avait passé au service de l'empereur pour se soustraire à la rigueur des lois; et quatre cents autres partisans bien armés, afin qu'au moyen de menaces ou de fausses démonstrations d'amitié ils tâchassent de soulever le peuple; ensuite il continua sa route pour Barcelone, et jeta l'ancre dans la rade au moment où la plus dangereuse division régnait parmi les habitants de cette ville. Les uns, déterminés à soutenir avec noblesse et dignité le serment qu'ils avaient prêté à don Philippe, accablaient secrètement de ridicule, par le sobriquet de *botiflers*, ceux qui étaient attachés à la domination autrichienne. Ceux-ci, de leur côté, se moquaient des autres en leur donnant l'épithète de *maulets*, sans que les deux partis examinassent la justice de leurs opinions réciproques. Ils montraient l'un et l'autre au dehors assez d'indifférence, et se prêtaient même à secourir le vice-roi contre les alliés; mais en secret les mécontents n'omettaient rien de ce qui pouvait faciliter l'entrée de l'archiduc, et leur nombre étant supérieur à celui des sujets fidèles, à peine se présenta-t-il devant le port qu'ils se déclarèrent ouvertement pour lui; ils firent venir aux portes de Barcelone une multitude de brigands des montagnes, et bloquèrent la ville du côté de terre, afin qu'aucune espèce de secours

ni de vivres ne pût y arriver. D'autres coururent dans la province afin de soulever les habitants par des offres exagérées, et l'insurrection se répandit de ville en ville avec une promptitude effrayante. Bientôt la capitale fut réduite à la situation la plus déplorable : sans armes, sans vivres, sans munitions, sans avoir assez de troupes pour contenir les traîtres renfermés dans son sein et repousser les ennemis extérieurs, et, ce qu'il y avait de plus triste, sans espoir d'améliorer sa position.

Si le vice-roi demandait des soldats à la municipalité, on les lui refusait; ou ceux qui étaient désignés pour prendre les armes s'en excusaient, ou bien, s'ils les prenaient, ils s'en servaient maladroitement et tiraient sans balles afin d'épuiser inutilement les munitions. Dans ces circonstances l'archiduc descendit à terre avec son monde, résolu à prendre la ville d'assaut; il occupa par surprise le château de Mont-Jui, et ce point important étant tombé en son pouvoir, la place fut réduite à la dernière extrémité : cependant elle se défendit aussi long-temps qu'il lui fut possible avec beaucoup de vigueur; mais ses murailles étant presque entièrement détruites par le feu des assiégeants, et n'ayant pas de forces suffisantes pour résister à l'assaut qui la menaçait, elle ne put plus différer la capitulation. La ville

de Tarragone subit ensuite le même sort. Gerone, Lérida, Tortose et Figueras se rendirent volontairement. Ces places importantes, qui s'étaient défendues tant de fois contre des armées nombreuses et bien organisées, étaient alors occupées par des troupes méprisables de bandits, sans discipline militaire et uniquement livrés au pillage et à la dévastation. En un mot, toute la principauté fut pour l'archiduc, à l'exception de Cerdera et de Roses qui se défendirent avec une courageuse loyauté. Il est remarquable que les Catalans, qui en tant d'occasions avaient imploré l'appui de la maison de Bourbon, se réunissant même avec elle contre l'Autriche, tinrent alors une conduite opposée. L'insurrection gagna promptement le royaume d'Aragon, dont toutes les villes prêtèrent serment d'obéissance à l'archiduc, à l'exception de Jaca qui resta fidèle; elle se répandit de là dans le royaume de Valence par les soins officieux de Basset et de ses amis : les seules villes d'Alicante et de Peñiscola résistèrent aux instigations des rebelles; on apercevait aussi déjà quelques étincelles de révolte parmi les habitants de la Manche, sur les frontières de ce dernier royaume. En un mot le mal devenait chaque jour plus considérable, et le besoin d'y remédier plus urgent, mais le remède plus difficile à trouver, à cause des circon-

stances; car l'Aragon étant séparé de la Castille, et tous ses revenus passant au pouvoir de l'archiduc, Philippe manquait de cet argent pour la défense de ses états, que ses ennemis envahissaient sur tant de points divers en même temps.

Cependant il envoya contre le royaume de Valence le comte de las Torres avec un petit nombre de troupes; la résistance que les habitants opposèrent força le comte de les traiter avec toute la rigueur de la guerre. Il incendia Paterna et toutes les villes qu'il rencontra sur son passage jusqu'à Saint-Matheo; les campagnes, les hameaux, les moulins, tout fut bientôt réduit en cendres, et le passage du comte laissait partout les traces effrayantes de la ruine et de la désolation. Quarte, bourg de trois cents habitants, pour ne pas se soumettre à l'obéissance du roi, prit la résolution terrible de s'incendier et plusieurs d'entre eux périrent volontairement dans les flammes. Villaréal, loin de se laisser intimider à la vue de tant de malheurs, refusa absolument d'écouter aucune ouverture de paix. Les suites de cette obstination furent aussi lamentables qu'on devait s'y attendre; on pénétra de vive force dans la ville, elle fut livrée aux flammes et ses habitants passés au fil de l'épée sans distinction d'âge ni de sexe. De semblables moyens tendaient bien plutôt à détruire l'Espagne, qu'à

la délivrer de ses ennemis. Heureusement pour l'humanité, de telles atrocités n'allèrent pas plus loin, tant parce que le peuple se montra plus traitable, que parce qu'une grande partie de l'armée du comte fut appelée à renforcer celle que le roi voulait conduire en personne contre la Catalogne.

La situation de cette province n'était guère plus heureuse. Abandonnée à la licence effrénée de la soldatesque qu'elle avait accueillie dans son sein, elle était exposée à toutes sortes de calamités. L'assassinat, la violence, les rapines, un désordre complet, tels furent les effets de l'infidélité de cette province. Cependant le fanatisme de ses habitants était si grand, qu'à peine virent-ils Philippe s'avancer vers leur capitale à la tête de ses troupes, qu'ils se retirèrent dans l'intérieur avec leurs troupeaux, brûlèrent les vivres, sacrifiant avec joie leurs provisions dans l'espoir de faire mourir de faim l'armée castillane; ils empoisonnèrent les eaux qui étaient sur son passage; en un mot, dans leur extravagance, il n'y eut pas d'excès auxquels ils ne se livrèrent. Cependant malgré cela, le roi, suivi du maréchal de Tessé, se présenta le 3 avril 1706, devant Barcelone : le siége qu'il en fit, l'occupation du château de Mont-Jui après une résistance opiniâtre, plongea la ville dans la plus grande con-

sternation. Les assiégés, vivement pressés par mer et par terre, menacés d'un assaut sans espoir de secours, faisaient en vain quelques sorties nocturnes, se précipitant en désespérés sur le camp des assiégeants pour y chercher la mort ou la victoire. Constamment repoussés et les remparts de la place détruits en divers endroits, on attendait de jour en jour la reddition de la place, l'arrestation de l'archiduc qui était dans la ville, et par ce moyen le terme heureux de tant de maux, lorsque l'on aperçut une flotte anglaise qui obligea la flotte française, servant d'auxiliaire, à se retirer parce qu'elle était de beaucoup inférieure en nombre de vaisseaux. Cet événement fut si heureux pour les rebelles et leurs alliés, que l'armée royale fut obligée de lever le siége et de se retirer dans le Roussillon, non sans beaucoup de danger, parce qu'elle était constamment harcelée par les troupes de *miquelets* et de paysans qui parcouraient les défilés et les sinuosités du chemin jusqu'aux frontières de la France. De là le roi revint à Madrid, et l'archiduc, encouragé par tant de succès, sortit de Barcelone pénétra dans l'Aragon, s'empara de Saragosse presque sans défense, et reçut en personne le serment de vasselage que lui prêtèrent toutes les autres villes.

Cependant le mal ne s'arrêta pas là. Les Por-

tugais, soutenus par les troupes de l'Angleterre et de la Hollande, pénétrèrent en Castille, à la faveur de ces divisions intestines; déjà maîtres d'Alcantara, Ciudad-Rodrigo et Salamanque, ils s'acheminaient sans obstacle vers Madrid, s'emparant de toutes les villes qu'ils trouvaient sur leur passage. Le roi, prévoyant le danger dont il était menacé d'être surpris dans cette ville par les armées du Portugal et de l'archiduc, dans le cas où celle de ce dernier s'avancerait en même temps de l'Aragon, transporta la cour à Burgos, où la reine se rendit avec tous les tribunaux, et le roi se dirigea vers Sapetran où était campé le gros de ses troupes sous les ordres du duc de Berwick. En effet, les Portugais ne tardèrent pas à entrer dans Madrid, qui se rendit, n'ayant aucun moyen de résistance; et après avoir envoyé un détachement pour exiger la soumission de Cuenca, dont les habitants se défendaient avec la plus grande valeur, ils laissèrent cette ville avec quelques troupes aux soins du comte des Amayuelas, et allèrent se réunir à l'archiduc qui avait pénétré jusqu'à Guadalaxara. Le moyen blâmable qu'employèrent les femmes publiques pour témoigner en cette occasion leur fidélité au roi, mérite une mention particulière; elles se livrèrent volontairement à tous les soldats ennemis, afin de leur communiquer le venin

mortel, fruit de leurs mœurs déréglées. Les plus malades étaient les plus faciles; elles cachaient sous le fard et les parfums leur état déplorable. Bientôt elles eurent l'horrible satisfaction de voir les hôpitaux remplis d'une multitude de soldats qui ne tardaient pas à mourir, et de diminuer par ce moyen de plus de dix mille hommes l'armée ennemie.

La position critique dans laquelle se trouvait Philippe V répandait le découragement parmi ses troupes; on craignait que toute l'armée, ou du moins la plus grande partie, n'abandonnât son souverain. Ce qui rendait cette crainte plus fondée, c'était une désertion considérable dont on était déjà témoin; des gens pusillanimes conseillèrent alors au roi de se réfugier en France, ou de passer au Mexique, pour y établir le siége de la domination espagnole; mais Philippe, au-dessus de tous les malheurs qui pouvaient lui être réservés, refusa avec une fermeté héroïque d'exécuter ce projet, protestant qu'il défendrait sa couronne jusqu'à son dernier soupir, et qu'aucun motif ne pourrait l'engager à jamais abandonner des sujets qui l'avaient servi avec tant de loyauté. Cette fermeté généreuse du monarque ranimait tellement l'esprit abattu de ses guerriers, qu'ils offraient, quoiqu'ils fussent en petit nombre, de verser pour lui la dernière goutte

de leur sang, et qu'ils attendaient avec impatience l'heure d'être conduits à l'ennemi, qui campait à quatre lieues de distance.

D'un autre côté les alliés ne surent pas saisir l'occasion de subjuguer la Castille avec les forces supérieures de deux armées réunies. Leur inaction laissa à Philippe le temps de réparer ses troupes, de recouvrer Madrid, avec un seul petit détachement de cavalerie, de faire prisonnier le comte d'Almayuelas, et, sans s'aventurer à une bataille décisive, d'inquiéter et détruire l'ennemi par de fréquentes escarmouches. Soit que l'archiduc se laissât intimider par ces pertes continuelles, ou qu'il sentît enfin la difficulté de se maintenir dans un pays qui se montrait si peu disposé en sa faveur, il rentra dans le royaume de Valence avec toute l'armée, dont l'arrière-garde souffrit beaucoup de l'ardeur avec laquelle elle fut long-temps poursuivie par l'excellente cavalerie du roi. Celui-ci put ainsi revenir à Madrid, et rétablir sa cour dans cette ville, où il fut reçu avec les témoignages d'une joie universelle.

Cependant les ennemis qui étaient restés dans le royaume de Valence occupèrent Carthagène par la trahison du comte de Santa-Cruz, qui passa au service des alliés et qui leur livra deux galères chargées d'argent pour la place d'Oran ; étant ensuite étroitement pressés par les Maures,

ils mirent Alicante dans la nécessité de se rendre, malgré la valeureuse résistance de ses habitants : ils firent aussi une tentative contre Murcie ; mais l'évêque de cette ville, don Louis de Belluga, à la tête de sujets fidèles qu'il avait armés à ses frais et disciplinés, non seulement défendit la place avec courage, mais encore, après avoir forcé les ennemis à renoncer à leur entreprise, les poursuivit vigoureusement, leur enleva Orihuella, et leur fit rendre Carthagène après cinq jours de siége. La Navarre préserva de même ses frontières contre les invasions des rebelles Aragonais, et l'évêque de Calahorra se fit particulièrement remarquer par son extrême bravoure. Les habitants de Salamanque résistèrent également à une seconde invasion des Portugais, qu'ils obligèrent à rétrograder après une perte assez considérable. Les îles Canaries ne se montrèrent pas moins fermes et loyales ; elles repoussèrent avec courage une escadre anglaise qui s'était présentée devant Ténériffe pour en demander la reddition. Mais il n'en fut pas ainsi de l'île Majorque, qui s'étant soulevée contre son vice-roi, le comte de Corbellon, et quelques autres personnages distingués qui voulaient la défendre avec honneur contre cette escadre ennemie, les obligea de capituler, facilitant par là l'occupation des autres îles Baléares.

Cependant les choses semblaient changer d'aspect; et les alliés confessaient déjà que *quand même l'Europe entière se confédérerait, il serait impossible de dépouiller le duc d'Anjou de la couronne d'Espagne;* mais les ressources de cette monarchie étaient trop épuisées. Les malheurs dont elle avait été accablée au commencement de cette année, 1706, s'étendirent aussi sur l'Italie et les Pays-Bas. Ce fut en ce temps que les impériaux gagnèrent la célèbre bataille de Ramillies, qu'ils se rendirent maîtres de Bruxelles, Louvain, Bruges, Gand, Ostende, en un mot de tout ce qui appartenait à la France et à l'Espagne. En Italie, le duc de Vendôme mit les Allemands en déroute près de Calcinato, força le prince Eugène à se retirer dans le Trentin pour y attendre de nouveaux renforts; mais ce général ayant été remplacé par le duc d'Orléans, les troupes françaises furent culbutées en moins de deux heures devant Turin; les bagages, les munitions, la caisse militaire, tout le Piémont, le Milanais, et postérieurement le duché de Modène, celui de Mantoue, et jusqu'au royaume de Naples, tout enfin tomba au pouvoir des ennemis, sans que la France et l'Espagne pussent réparer ces pertes par la glorieuse victoire qu'elles remportèrent près de Châtillon. Cependant la fortune, qui s'était enfin montrée favorable aux

armes de Philippe en Espagne vers la fin de l'année, lui fut fidèle pendant toute la suivante, 1707, et il remporta des victoires très importantes.

CHAPITRE LXVI.

L'armée des confédérés, qui depuis sa retraite était cantonnée dans les villes de la Manche, province de Castille, sur les frontières des royaumes de Valence et de Murcie, ayant appris que Louis XIV envoyait au secours de son petit-fils trois renforts considérables, qui devaient pénétrer par des points différents dans la Castille, la Catalogne et l'Aragon, résolut d'engager à une bataille décisive l'armée espagnole, qui, bien placée et commandée par le duc de Berwick, observait de près tous ses mouvements. Ce fut dans les plaines d'Almanza, ville du royaume de Murcie, sur les confins de celui de Valence, que les deux armées se rencontrèrent et s'attaquèrent avec intrépidité; après un combat opiniâtre et sanglant, les Espagnols restèrent maîtres du champ de bataille. Des corps entiers de Portugais, d'Anglais et de Hollandais furent forcés de

rendre les armes; ils perdirent, selon les relations du temps, près de dix-huit mille hommes, tant morts que blessés ou prisonniers, et l'artillerie, les munitions, les bagages, ainsi qu'un grand nombre de chariots chargés de vivres, tombèrent entre les mains du vainqueur. C'est sans doute à cette victoire mémorable que Philippe V dut en grande partie la conservation de sa couronne; aussi ce souverain fit-il élever, sur le champ de bataille, une pyramide destinée à éterniser le souvenir de ce combat signalé.

Cette victoire fut suivie de la soumission des villes de Requena, Valence, Alcira, Alcoy, Xativa; la résistance de cette dernière irrita tellement les assiégeants que, pénétrant de vive force dans la ville, ils la saccagèrent, la livrèrent aux flammes, et passèrent au fil de l'épée une grande partie des habitants. Tout le royaume de Valence étant pacifié, l'armée royale poursuivit ses succès dans celui d'Aragon, qui bientôt passa sous l'obéissance de Philippe V; elle pénétra dans la Catalogne, réduisit, l'année suivante, 1708, les places importantes de Lérida, Tortose, Puicerda, et toute la Cerdagne. Les Portugais perdirent en même temps Moura, Serpa, Ciudad-Rodrigo, ensuite la célèbre bataille de Gudiña, près d'Evora, par la valeur et la bonne conduite du marquis de Bay. En un mot, les confédérés étaient tellement

abattus, qu'il n'était plus possible qu'avec cinq ou six mille hommes, uniques débris de leurs anciennes forces, ils résistassent long-temps aux armes victorieuses de Philippe; mais ayant considérablement réparé leurs forces, l'année suivante, 1709, ils recouvrèrent Tortose, reprirent Minorque, et leurs succès dans les Pays-Bas réduisirent l'Espagne à la position la plus critique.

Le prince Eugène sut profiter de la désunion qui régnait entre les généraux français; il les attaqua auprès d'Oudenarde, tailla leur armée en pièces et la mit en fuite. Il s'empara d'un grand nombre de places, et après la mémorable victoire de Malplaquet, rien ne semblait pouvoir l'empêcher d'arriver jusqu'à Paris. Douay, Bethune, Saint-Venant, Aire, toutes les places frontières de la France, tombaient l'une après l'autre au pouvoir des alliés. Louis XIV fut obligé de rappeler de l'Espagne ses forces auxiliaires, afin de les employer à la défense de ses états; enfin ce terrible conquérant qui, en 1672, avait subjugué toute la Hollande, et qui en refusant des conditions tolérables aux ennemis, leur avait inspiré le courage du désespoir, se trouva réduit à demander à ces mêmes Hollandais une paix humiliante, parce qu'il avait la conviction de ne pas pouvoir l'obtenir différente. Cependant cette hu-

miliation devait avoir des bornes, et les Hollandais montrèrent tant d'orgueil en cette occasion, que Louis XIV crut que ce serait trop s'avilir que d'accepter de semblables conditions, plus dures et plus ignominieuses encore que celles qu'il leur avait imposées autrefois. La guerre continua ; et Philippe V, quoiqu'il vît augmenter chaque jour les forces de ses ennemis et diminuer les secours qu'il recevait de France, manifesta plus que jamais la résolution de ne pas abandonner sa couronne. Il eut le chagrin de voir le pape Clément XI, qui lui avait toujours été favorable, obligé par les impériaux, qui inondèrent ses états, de reconnaître l'archiduc roi d'Espagne, et d'accorder passage à des troupes pour le royaume de Naples ; comme ce suffrage, indifférent au premier coup d'œil, pouvait néanmoins influer sur l'opinion du peuple, qui haïssait les auxiliaires protestants de ce prince, le roi catholique ordonna au nonce apostolique de sortir d'Espagne, et fit fermer le tribunal de la nonciature.

La campagne de Catalogne n'offre, dans le cours de cette année, aucun succès important, si ce n'est l'occupation de Balaguer par le comte de Staremberg, général de grande réputation, qui avait amené des renforts à l'armée allemande; il y eut souvent des combats particuliers presque

toujours favorables aux armes espagnoles, et sûrement les progrès des troupes françaises et espagnoles eussent été plus grands, s'il ne se fût élevé entre les soldats des deux nations des mésintelligences fatales, qui ne cessèrent que lorsque Philippe V partit en poste pour venir visiter son camp et y rétablir l'harmonie.

Dans la situation critique des choses, la circonstance la plus indifférente pouvant conduire à des résultats fâcheux, Philippe sentit la nécessité de surveiller de près ses troupes. A peine la campagne de 1710 fut-elle ouverte, qu'il revint se mettre à la tête de son armée campée sur les bords de la Sègre, à deux lieues de Lérida : il tâcha d'amener les ennemis à une bataille rangée; mais ceux-ci la refusèrent constamment, jusqu'au moment où ils reçurent un renfort de troupes anglaises, qu'on ne put intercepter. Alors attaquant eux-mêmes, près d'Almenara, l'armée royale, dans laquelle régnait encore malheureusement une désunion dangereuse, ils furent d'abord repoussés avec vigueur, et l'archiduc fut obligé de se réfugier à Balaguer; mais bientôt la victoire se déclara pour lui, et Philippe fut à son tour forcé de se retirer à Lérida avec le reste de son armée, diminuée et découragée. Ne pouvant se maintenir dans cet endroit, faute de vivres, il se replia sur le royaume d'Aragon; manœuvre

qui, regardée comme une fuite dissimulée, augmenta la consternation de ses troupes et remplit d'espérance l'archiduc, qui, se croyant déjà vainqueur, se mit à sa poursuite.

Staremberg, qui regardait Philippe comme battu, voulut se borner à le faire sortir de la Castille, sans s'engager dans aucune action importante, pensant que par ce moyen il rentrerait en possession de l'Aragon et de Valence, sans affaiblir son armée, forte alors de vingt-deux mille hommes; en effet, l'expérience prouva toute la sagesse de cette résolution. L'arrière-garde de l'armée royale, attaquée à Peñalba par un corps d'impériaux, repoussa l'ennemi avec tant de vigueur, qu'elle lui fit perdre plus de mille hommes, morts, blessés ou prisonniers. Enfin le comte de Staremberg ne put éviter la bataille que lui présentèrent les Espagnols, dans les environs de Saragosse, tant pour déconcerter son plan, que parce qu'ils crurent que c'était le seul moyen d'arrêter ses progrès. Malheureusement le succès ne répondit pas à la valeur que déployèrent les soldats de Philippe; entourés par un nombre supérieur d'ennemis, ils furent obligés, après une perte considérable, d'abandonner le champ de bataille. La ville de Saragosse tomba au pouvoir des vainqueurs; et le général allemand, convaincu que cette bataille plonge-

rait les Castillans dans la consternation, et que si Saragosse recevait l'archiduc, comme cela paraissait vraisemblable, la querelle serait décidée en faveur de ce prince, sans s'arrêter à assiéger ni prendre les places, fit entrer son armée dans la Castille, et la conduisit en triomphe vers Madrid. Le roi transporta de nouveau sa cour et ses tribunaux à Valladolid; cependant, au milieu de tant de malheurs, la constance et la loyauté de ses sujets étaient chaque jour plus prononcées; le roi en recevait de toutes parts les assurances les plus vives. Les provinces fidèles firent des efforts incroyables pour le maintenir sur le trône; celle de Soria particulièrement soutint pendant long-temps, à ses propres frais, les restes malheureux de son armée: enfin, grâce à la générosité et à l'élévation d'âme des Castillans, cette armée fut bientôt rétablie, si ce n'est sur un pied florissant, du moins dans un état moins misérable.

Cependant les alliés, après avoir ravagé la Vieille-Castille, entrèrent dans Madrid avec l'archiduc, sans omettre aucune des circonstances qui pouvaient donner à cette entrée un air d'importance et de solennité; mais la solitude des rues, le silence des habitants, les portes et les fenêtres fermées, firent assez comprendre que si ce prince s'emparait des édifices de Madrid, Phi-

lippe seul était maître des cœurs de ses habitants; l'entrée du nouveau souverain ne fut applaudie que par des enfants et quelques hommes de cette classe abjecte que les menaces ou l'argent décident à faire retentir l'air de froides acclamations. Ni la force des armes, ni les fréquents manifestes répandus partout, ne parvenaient à ramener les esprits à la domination autrichienne ; les hameaux voisins refusaient de conduire à la ville les vivres nécessaires, à moins que la violence ne les y contraignît. On remarquait sur tous les visages des signes non équivoques de l'impatience avec laquelle on souffrait l'oppression. D'un autre côté, tandis que l'armée alliée, qui était campée aux portes de la ville, s'abandonnait à l'ivresse, à la débauche, à tous les désordres inséparables de l'oisiveté, qu'elle s'affaiblissait d'une manière sensible, et perdait beaucoup de soldats dans les hôpitaux, Philippe V occupa subitement les ponts d'Almaras, d'Alcantara et de l'Arzobispo sur le Tage, intercepta par ce moyen la communication avec le Portugal, et déconcerta les plans de Staremberg, qui attendait un renfort de Portugais, qu'on devait faire passer par l'Estramadure.

Presque au même moment l'archiduc apprit que le duc de Noailles se disposait à entrer par le Roussillon en Catalogne, à la tête d'un nom-

bre considérable de troupes françaises, afin de lui couper la retraite, comme cet événement pouvait arriver si les garnisons espagnoles de cette province se réunissaient aux Français. L'archiduc partit aussitôt pour Barcelone, peu satisfait de l'accueil qu'il avait reçu en Castille et particulièrement à Madrid. Son armée passa par Tolède, avec l'expectative que les Portugais ne manqueraient pas, sur un point quelconque, d'attaquer les lignes espagnoles; mais, détrompé enfin par l'expérience, Staremberg vit combien il s'était flatté en vain, il abandonna la ville et reprit le chemin d'Aragon. Philippe revint alors à Madrid; et après avoir éprouvé la douce satisfaction d'être reçu avec le plus vif enthousiasme par les habitants, il rejoignit ses troupes, qui, ayant suivi les traces de l'ennemi, se trouvaient alors campées à Guadalaxara. L'armée alliée, pour la célérité de ses marches, fut obligée de se partager en deux corps: l'un, composé d'impériaux et de Portugais, sous les ordres de Staremberg, était en avant de quelques lieues; et l'autre d'Anglais et de quelques Hollandais, commandé par le général Stanhope, était resté en arrière, et passait la nuit à Brihuega, ville située sur les bords du Tañuja. Le duc de Vendôme, qui était venu commander aux côtés de Philippe, fit avancer un détachement de troupes, qui, en oc-

cupant Torija, devait couper la retraite au général Stanhope, et la communication avec Staremberg; cette manœuvre ayant été heureusement exécutée, grâce à la valeur et à l'adresse du marquis de Valdecañas, on attaqua vigoureusement la ville dans laquelle les ennemis s'étaient fortifiés. Le choc fut l'un des plus sanglants de cette guerre; les Anglais opposèrent une résistance à laquelle on était loin de s'attendre de la part d'hommes dépourvus d'artillerie et de munitions; il fallut disputer le terrain pas à pas; mais enfin les Espagnols affrontant, avec une rare audace les obstacles et les périls, pénétrèrent dans Torija, et, après un carnage horrible, obligèrent les Anglais à se rendre, au nombre de cinq mille, qui furent faits prisonniers de guerre avec le général Stanhope et quelques autres officiers supérieurs.

Staremberg ne s'imaginant pas que plus de six mille hommes retranchés dans une ville pussent être forcés dans le court espace d'un jour, rétrogada pour aller au secours de Stanhope, et au moment de l'attaque il était déjà à une journée de Brihuega. Le roi lui épargna pourtant la moitié du chemin; il se mit en marche avec ses troupes, et le joignit dans les plaines de Villa-viciosa, presque à une lieue de cette ville. Là s'engagea l'action la plus vive: la gloire du triomphe fut

disputée de part et d'autre avec ardeur, et le sort des armes la rendit long-temps incertaine; mais enfin les alliés furent mis en déroute par le marquis de Valdecanas qui commandait l'aile droite de l'armée castillane, et le désordre fut jeté dans leur centre par le courage de don Féliciano Bracamonte, qui, à travers les baïonnettes, se précipita sur les ennemis avec un détachement de cavalerie. Staremberg, qui jusqu'alors avait tenu en suspens le succès de cette journée, se vit obligé de céder le champ de bataille en y laissant quatre mille morts et six mille blessés ou prisonniers; le reste se sauva à la faveur de l'obscurité de la nuit. L'artillerie, les bagages, les drapeaux, tous les trophées qui contribuent à augmenter l'éclat d'une victoire, tombèrent entre les mains du vainqueur. Ces deux actions consécutives, pendant lesquelles le roi passa trois nuits de suite, au milieu d'un hiver rigoureux, sans se déshabiller, accrurent sa confiance, ranimèrent l'ardeur de ses troupes, le consolidèrent sans doute sur le trône, en donnant d'autant plus d'éclat et de gloire à ses armes, que les ennemis avaient montré plus de courage.

Le général allemand prit le chemin de l'Aragon avec les tristes débris de son ancienne armée, disant qu'il venait de remporter une victoire complète et d'assujettir toute la Castille;

mais ce bruit que répandaient les Allemands s'accordait difficilement avec le désordre et la précipitation de leur marche. Il était encore plus difficile de concevoir comment, après avoir conquis la Castille, ils l'abandonnaient avec tant de générosité au roi Philippe. Cependant ces impostures ne manquèrent pas de produire leur effet en leur facilitant un libre passage partout ; c'était ce qu'ils voulaient. Philippe, qui suivait les traces de l'armée ennemie, se dirigea sur Saragosse, entra victorieux dans cette même ville qui quelque temps auparavant avait vu sa défaite. Il organisa les tribunaux de l'Aragon comme il l'avait fait jadis pour Valence ; il les asujettit aux lois de la Castille, et abolit, pour punition de la révolte de cette province, plusieurs priviléges dont les habitants jouissaient depuis des siècles. Staremberg, obligé de se retrancher dans la Catalogne avec trop peu de forces pour engager une action importante, dut rester tranquille spectateur des progrès du duc de Noailles, qui, après s'être emparé de vive force de Gerone, se porta dans les plaines de Vique, Venasque et Val de Aran, et s'empara de toutes ces contrees. Quoique dans *les Prés du roi* la fortune fût plus favorable au général allemand qui défendait cette place, il ne put empêcher les troupes espagnoles de conquérir celle de Cardona et quelques

autres, en sorte que l'archiduc fut bientôt réduit à la possession de Tarragone et de Barcelone.

CHAPITRE LXVII.

Les alliés désespérant de se rétablir en Espagne, et ayant encore moins l'espoir d'arracher à Philippe une couronne qu'il défendait avec autant de valeur que de gloire, commencèrent à se lasser de la guerre. La mort de l'empereur Joseph I[er], fils et successeur de Léopold, acheva de rompre la ligue. Comme il ne laissait pas d'héritiers mâles, l'archiduc son frère fut appelé au trône. Si le désir de maintenir l'équilibre de l'Europe avait servi de prétexte aux alliés pour prendre les armes, s'ils avaient craint que la maison de Bourbon, établie sur le trône d'Espagne, ne fît pencher vers elle la balance de l'Europe, il était conséquent qu'ils ne vissent pas avec indifférence la réunion sur une même tête de toutes les couronnes qui en d'autres temps avaient rendu la maison d'Autriche si formidable. On reconnaissait évidemment la nécessité de changer de système, et de mettre fin aux calamités de l'Europe par une paix qui concilierait les inté-

rêts de toutes les nations, ainsi que leur sûreté réciproque. L'Angleterre s'étant enfin persuadé qu'elle épuisait ses forces sans aucun fruit, et qu'en soutenant le poids de la guerre la Hollande et l'Allemagne étaient les seules puissances qui en recueillaient les avantages, fut la première à parler de réconciliation. Des intrigues de cour s'opposèrent en vain à ces projets de paix; vainement aussi le prince Eugène se rendit à Londres dans l'espoir de déconcerter les desseins du ministère anglais : les Hollandais, qui craignaient de se voir abandonnés par l'Angleterre, durent se prêter à concourir aux préliminaires qui se négociaient à la cour de Versailles, et qui servirent de base au congrès qui depuis s'ouvrit à Utrecht, pour parvenir à un traité définitif. Les conférences commencerent en 1712 : malgré toute la sollicitude de l'Angleterre pour la paix, les sentiments de ses alliés étaient si peu pacifiques, que les négociations marchèrent avec une lenteur qui en rendait le succès douteux. L'empereur s'opposait à toute démembration quelconque de la monarchie espagnole; les Hollandais, loin de borner leurs prétentions aux limites auxquelles ils semblaient vouloir se tenir, négociaient avec une mauvaise foi hérissée d'obstacles, sans s'expliquer sur l'objet de leurs prétentions, se réservant de demander selon les circonstances, et

exigeant presque que la France et l'Espagne s'en remissent à leur discrétion. D'un autre côte le décès du dauphin, père de Philippe V, arrivé en 1711, celui de son successeur le duc de Bourgogne, de sa femme, de son fils aîné le duc de Bretagne, presque consécutifs, et la mort dont était aussi menacé le duc d'Anjou, rendaient assez vraisemblable la réunion des couronnes de France et d'Espagne sur la tete de Philippe, second fils du premier dauphin ; ce qui était aussi un obstacle à la prompte pacification de l'Europe. Cependant l'Angleterre proposa à Philippe V, comme condition essentielle de la paix, l'alternative de renoncer purement et simplement à ses droits à la couronne de France, en les transmettant au duc de Berry, son frère cadet, ou bien de céder l'Espagne au duc de Savoye, dont les états, avec le Montferrat, Mantoue et les royaumes de Naples et de Sicile, lui serviraient d'abord de dédommagement, et pourraient plus tard être incorporés à la couronne de France, dans le cas où elle viendrait à tomber entre ses mains ou celles d'un de ses successeurs. Louis XIV préférait ce dernier arrangement; mais Philippe V alléguant ce qu'il devait à sa gloire et à la fidélite de ses sujets, ne voulut point abandonner l'Espagne ; il consentit à la renonciation proposée, ce qui calmait les inquiétudes de l'Eu-

rope. Cet obstacle étant levé, et les alliés venant d'être mis en déroute à Landrecies, et de perdre les places de Saint-Amand, Douay, Quesnoy et Bouchain, les Hollandais changèrent de ton; ils furent obligés de suivre les mouvements du cabinet anglais, malgré les efforts de la cour de Vienne. Enfin la paix fut signée en 1713, avec l'adoption des préliminaires, concertés avec Louis XIV; ses principales conditions étaient que, moyennant la renonciation mentionnée plus haut, Philippe serait reconnu souverain légitime de l'Espagne et des Indes; que la Sardaigne, Naples et Milan seraient adjugés à la maison d'Autriche, et le royaume de Sicile au duc de Savoie; que presque toutes les villes de Flandre qui avaient appartenu à l'Espagne passeraient sous l'obéissance autrichienne, en restant sous la protection des Hollandais, et que l'Angleterre conserverait Gibraltar et l'île de Minorque. Les Portugais furent aussi compris dans la paix générale; mais tous les avantages qu'elle leur accordait se bornaient à leur rendre les places frontières qu'ils avaient perdues, et à leur faire acquérir la propriété de la colonie du Paraguay, que du temps de Charles II ils avaient fondée sur les bords de la rivière de la Plata qui appartenait à la couronne de Castille. L'Espagne se réservait toutefois la faculté de reprendre cette

colonie aux Portugais en leur donnant un équivalent. L'empereur, qui aurait pu, en acceptant ce traité, obtenir de grands avantages et terminer heureusement la guerre qui ensanglantait l'Europe depuis treize ans, loin de se désister de ses prétentions sur l'Espagne, se flatta d'atteindre son but même sans l'appui des Anglais et des Hollandais, et conserva son attitude hostile jusqu'à ce qu'il fut enfin obligé de promettre l'évacuation de la Catalogne, de Majorque et d'Iviça, et d'abandonner les rebelles à leurs propres forces.

Il ne manquait plus à Philippe V pour être tranquille possesseur de ses états que de recouvrer la Catalogne, qui, bien que réduite à ses propres forces, persistait chaque jour davantage dans sa rébellion. Ses habitants, sourds aux exhortations paternelles de Philippe qui désirait épargner le sang de ses sujets révoltés, qui n'étaient pas moins ses enfants, s'abandonnèrent à une espèce de frénésie qui ressemblait à la rage du désespoir; et après s'être érigés en une république indépendante, ils poussèrent l'extravagance jusqu'à mendier l'appui de la Porte ottomane. Loin de se laisser abattre par le refus du divan qui ne voulut point prendre part à cette entreprise téméraire, ils s'adressèrent à l'empereur d'Allemagne, supportant les plus grandes humiliations, afin que ce souverain les prît sous sa protection;

enfin étant secrètement favorisés par lui ; ils se montrèrent résolus à soutenir la révolte jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Philippe ne pouvait donc plus tarder à prendre les mesures rigoureuses dont il eût dû peut-être faire usage dès le commencement : son armée mit tout à feu et à sang dans cette principauté, détruisant tout ce qui se trouvait sur son passage. Solsona, Manrese, Hostalric, Mataro tombèrent en son pouvoir ; les autres villes furent bientôt forcées de reconnaître l'autorité de Philippe V, et Barcelone fut bloquée par mer et par terre. Le maréchal de Berwick, qui, envoyé par Louis XIV avec quinze mille français de troupes auxiliaires, avait pris le commandement de l'armée, commença l'attaque de la ville avec la plus grande vigueur. On intercepta les secours que les rebelles de Majorque voulaient introduire dans la place ; la tranchée fut poussée avec activité, et en peu de temps on occupa les fortifications extérieures, malgré la résistance opiniâtre des insurgés qui se battaient en désespérés, résolus à vaincre, ou à rester ensevelis sous les ruines de la ville. Les *miquelets*, répandus par pelotons dans les campagnes comme dans les défilés et les gorges des montagnes, inquiétaient sans cesse les assiégeants, s'emparaient de leurs vivres, se réunissaient pour surprendre leurs lignes, mas-

sacraient sans pitié les Castillans et les Français qu'ils rencontraient hors la route, et enfin causaient plus d'embarras et de fatigue au camp royal que le siége même. Cependant, après plusieurs attaques vigoureuses, les soldats ayant fait une brèche assez considérable à la muraille, on donna un assaut général qui fut reçu avec un courage extraordinaire par les assiégés, qui montrèrent une hardiesse et une intrépidité dignes du plus grand éloge, si cela n'eût agravé leur faute. Repoussés des murailles, ils se retranchèrent dans les rues, avec la persuasion qu'il leur restait encore assez de terre pour mourir les armes à la main, et ils prolongèrent la résistance jusqu'au dernier moment; le plus petit espace coûtait mille vies. On ne demandait, on n'accordait point de quartier; tout était fureur, confusion, carnage; et la ville livrée aux flammes, au pillage, à la dévastation, présentait un aspect horrible et lamentable. Cette scène sanglante dura trente heures; mais les rebelles convaincus enfin de l'impuissance de leurs efforts, incapables de soutenir plus long-temps une lutte aussi inégale, se rendirent à discrétion. L'humanité de l'armée espagnole après la victoire, leur fit connaître aussitôt la clémence du prince contre lequel ils avaient pris les armes. On accorda une amnistie générale; tous les habitants conservè-

rent leurs biens et la vie ; les principaux chefs de la rébellion éprouvèrent pour tout châtiment la perte de leur liberté ; la plus grande peine infligée par Philippe à cette province fut l'abolition de ses anciens droits et priviléges, ce qui s'accordait avec les mesures prises dans de semblables occasions envers les Aragonais et les habitants de Valence. La conquête de Barcelone fut suivie en 1715 de la réduction des îles de Majorque, Iviça et *Formentera*, qui, également rebelles, mais moins obstinées, obtinrent aussi d'être comprises dans la clémence du roi.

Philippe V étant enfin tranquille possesseur de ses états, s'occupa d'y maintenir la paix et la justice, pour réparer autant que possible les maux occasionés par les troubles, et les dépenses considérables qu'avait entraînées la guerre; mais son excessive déférence pour la princesse des Ursins, dame d'honneur de la reine, qui était parvenue à se rendre maîtresse des volontés des deux époux et à conduire d'une manière despotique les affaires de la monarchie, aurait sans doute interrompu de si belles dispositions, si un événement imprévu n'eût déconcerté les plans de cette femme pleine d'astuce et d'ambition. La reine mourut en 1714; quoique la succession de la couronne fût assurée par deux fils, don Louis et don Ferdinand, Philippe, âgé seule-

ment de trente et un ans, d'une constitution forte, et jouissant d'une excellente santé, songea à former de nouveaux nœuds pour charmer et partager les soins du gouvernement. Son aïeul Louis XIV lui proposa entre autres princesses recommandables, Elisabeth Farnèse, héritière de Parme et de Plaisance, que son esprit cultivé par l'étude, l'élévation de son âme, rendaient une des femmes les plus distinguées de son siècle. Albéroni, ecclésiastique de Plaisance, qui était arrivé en Espagne avec le duc de Vendôme, qui y était resté en qualité d'agent de son souverain le duc de Parme, et qui par ce moyen était parvenu à s'introduire à la cour, conduisit la négociation avec tant d'adresse que le choix de Philippe tomba sur Elisabeth. A peine cette princesse eut-elle mis le pied en Espagne, qu'instruite de l'influence de madame des Ursins et de la nécessité d'y mettre un terme, elle ne put supporter l'impudence de la favorite ; qui étant venue à sa rencontre se permit de lui adresser des paroles déplacées. La reine lui ordonna de se retirer de sa présence, en donnant sur-le-champ des ordres pour qu'elle fût conduite hors d'Espagne. Aussitôt les choses changèrent d'aspect ; tous les favoris de la princesse des Ursins furent destitués de leurs emplois. M. Orri, venu de France avec Philippe pour l'administration

des revenus [illegible]aux et dont le zèle exagéré avait souvent choqué la moderation des Espagnols, fut aussi dépouillé de sa charge et banni du royaume.

CHAPITRE LXVIII.

Albéroni s'élevant, à la faveur de la reine, sur les ruines de tous les autres, aspira peu à peu au ministère de l'état, qui lui fut enfin confié. Cet homme capable de rétablir l'ordre et l'administration dans les finances et la milice, de rendre à l'état toute l'énergie dont il était susceptible, au lieu de se borner à de semblables travaux utiles, voulut bouleverser l'Europe, et creusa son propre abime. Arracher à l'empereur ce que le traité d'Utrecht lui accordait en Italie, et faire passer à Philippe V la régence de France, que depuis la mort de Louis XIV exerçait le duc d'Orléans pendant la minorité de Louis XV, tels furent les desseins d'Albéroni; et si le succès les eût couronnés, la postérité lui aurait sans doute accordé la réputation et la gloire d'un Ximenez ou d'un Richelieu. Parcourons la série de ces événements et observons en même temps combien l'ambition personnelle d'un ministre peut avoir d'influence sur les affaires de l'état.

Alberoni, qui désirait ardemment le chapeau de cardinal, faisait des démarches indirectes pour l'obtenir ; il cachait avec le plus grand soin ses projets sur l'Italie, craignant de déplaire au pape qui comptait sur l'appui de l'Espagne pour repousser les Turcs qui menaçaient ses états. En effet Albéroni envoya une escadre qui chassa de Corfou la flotte mahométane, et se chargea d'arranger les différents qui existaient entre la Porte et le Saint-Siége au sujet de la nonciature ; en sorte que Clément XI, séduit par d'aussi belles apparences, se rendit aux instances des négociateurs d'Albéroni, qui en 1717 fut revêtu de la pourpre cardinale. A peine vit-il ses souhaits accomplis qu'on mit à la voile une nombreuse flotte préparée à Barcelone, dont l'armement effraya les puissances qui etaient les garants du traité d'Utrecht. L'expédition, forte de plus de huit mille hommes, aborda dans l'île de Sardaigne; les troupes débarquèrent dans le port de Caller, et, après un mois environ, Philippe devint maître des états qu'il avait cédés à l'empereur uniquement pour le bien de la paix, et à la condition que celui-ci remplirait son engagement dans le traité en évacuant la Catalogne, sans favoriser plus long-temps d'une manière directe ou indirecte les rebelles de cette province. Mais ces promesses avaient été éludées d'une manière perfide:

les troupes impériales, loin d'évacuer la Catalogne, y étaient restées en grande partie, sous le titre spécieux de troupes réformées alors au service des insurgés; ainsi le gouvernement espagnol, justement offensé, se trouvait suffisamment autorisé à tenter de recouvrer ce qu'il avait cédé sans avantage.

Le bonheur et la rapidité de cette expédition donnèrent au ministre espagnol la hardiesse d'exécuter la seconde partie de son plan. Il avait des raisons fondées de croire qu'il s'agissait de réunir la Sicile aux états de la maison d'Autriche, moyennant un certain dédommagement qu'on promettait au duc de Savoie en Lombardie. La cour d'Espagne était intéressée à prévenir une semblable incorporation, qui non seulement augmentait la prépondérance d'un ennemi, mais encore détruisait l'équilibre des forces bien ou mal établi par le traité d'Utrecht. Le duc de Savoie n'étant p[illegible]n état de résister aux violences des puissances médiatrices dans cette affaire, ou, pour mieux dire, tout étant à craindre de son extrême déférence, il paraissait indispensable que l'Espagne se chargeât de l'entreprise. C'est dans cette circonstance qu'Albéroni déploya aux yeux de l'Europe les ressources prodigieuses de cette monarchie. Alors qu'on la croyait abattue, anéantie, incapable de faire le moindre effort, après

une guerre aussi longue que dispendieuse, on ne fut pas peu surpris de voir préparer dans ses ports, en moins de trois mois, et sans impôts extraordinaires mis sur le peuple, une nouvelle expédition de plus de trente vaisseaux parfaitement équipés. Un armement si formidable, le profond mystère dont Albéroni enveloppait ses projets, ne pouvaient qu'exciter les craintes des autres puissances, et chacune d'elles se crut en droit d'exiger une déclaration formelle et positive du vrai but de ces préparatifs. L'Angleterre et la Hollande, peu satisfaites des explications du ministère espagnol, s'unirent à l'Allemagne pour prévenir les conséquences de la politique mystérieuse d'Albéroni; mais ni cette puissante coalition, ni ses préparatifs militaires, ni ses conseils, ni ses menaces, ne purent empêcher que la flotte espagnole ne débarquât en Sicile trente mille hommes, et que ceux-ci ne s'en rendissent maîtres en moins de deux mois. Le succès aurait été complet, si les vaisseaux espagnols n'eussent été détruits par une flotte anglaise qui les surprit devant Syracuse; si le duc de Savoie, sans forces pour défendre ses états, n'eût accédé à la triple alliance; si la France enfin ne se fût aussi déclarée pour elle, et par conséquent contre les intérêts du petit-fils de Louis-le-Grand, qui avait surmonté lui-

même tant d'obstacles pour s'établir sur le trône de Charles V.

Mais la politique du duc d'Orléans était bien opposée à celle de Louis XIV, et sa conduite parut dès lors si suspecte au cabinet espagnol, qu'Albéroni conçut le dessein de le dépouiller de la régence, dans la pensée que Philippe pourrait en être chargé comme le plus proche parent du prince régnant. Ce projet ne pouvait manquer d'être bien accueilli en France, où beaucoup de personnes souffraient avec impatience le despotisme du duc d'Orléans. Il se forma donc dans le plus grand secret une conspiration à la tête de laquelle on vit les personnes les plus distinguées par leur rang et leur caractère; le plan en fut combiné avec tant d'adresse, qu'il eût été difficile que rien transpirât, si l'on n'eût pas égaré quelques papiers fort importants que le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, envoyait à Madrid. Cette circonstance fatale fit connaître au régent l'intrigue tout entière; il en découvrit aisément l'auteur, et saisit ce prétexte pour embrasser ouvertement le parti de la ligue et déclarer la guerre à l'Espagne.

Cette guerre ne fut ni longue ni heureuse. Les Français, sous les ordres du maréchal de Berwick, pénétrèrent dans la Navarre, s'emparèrent de Fontarabie, Saint-Sébastien; ils se seraient

rendus maîtres de toute la Navarre et de la Biscaye, s'ils n'eussent tourné leurs armes contre la Catalogne. Une flotte espagnole, destinée à faire un débarquement en Écosse, fut dispersée et brisée par les vents ; mais les Anglais, plus heureux, parvinrent à saccager et à détruire le port de Vigo. En Sicile, les Impériaux furent battus dans plusieurs occasions, et surtout à la bataille de Francavila ; mais aucune de ces pertes ne furent suffisantes pour arrêter leurs progrès, et en très peu de temps, ils reprirent une grande partie de l'île. A la vue de tant d'infortunes, le cardinal Albéroni, qu'on regardait auparavant comme un génie bienfaisant qui avait su tirer l'Espagne de la léthargie où elle était plongée et lui donner une vigueur nouvelle, ne mérita plus que la qualification de *machinateur* imprudent. Le roi commença par se fatiguer de la conduite de ce ministre. Après avoir prêté l'oreille aux réclamations des cabinets auxquels sa politique avait causé de l'inquiétude, il le destitua, le bannit de ses états. Il ne songea qu'à se tirer avec le plus d'honneur possible de tant de circonstances embarrassantes. Les négociations de paix commencèrent aussitôt. Philippe V accéda à la quadruple alliance, accepta le traité fait à Londres en 1717 par les puissances belligérantes. Ce traité portait que la cour d'Espagne restitue-

rait la Sardaigne et la Sicile, en convenant avec l'empereur et le duc de Savoie de ce qu'elle devait recevoir en échange; qu'on assurerait à l'infant don Carlos, issu du second mariage de Philippe V, la succession immédiate aux états réunis de Parme et de Toscane.

Ce fut ainsi que se termina en 1720 cette guerre de deux ans. L'année suivante, on arrangea le mariage du prince des Asturies, don Louis, avec Elisabeth d'Orléans, fille du régent. En 1724, Philippe V étonna l'Europe par la résolution inattendue de renoncer à la couronne en faveur de ce même don Louis; il fixa sa retraite avec la reine et peu de domestiques dans la maison royale de Saint-Ildephonse, où il avait fait construire un palais avec des jardins magnifiques et délicieux. Mais une année ne s'était pas écoulée, lorsque Louis Ier, dont les belles qualités annonçaient un règne heureux, mourut de la petite-vérole, à l'âge de dix-sept ans. Philippe V, pressé par la reine, la noblesse et les tribunaux, qui le suppliaient au nom de la nation de venir reprendre les rênes du gouvernement, eût la générosité de céder à leurs instances, et d'abandonner les douceurs tranquilles de sa charmante retraite pour les agitations de la cour et les sollicitudes inséparables du trône.

Ce fut alors que se terminèrent enfin les con-

testations, qui malgré la paix, et depuis 1720, ne cessaient d'agiter les cabinets de l'Europe. L'Espagne, en accédant au traité de Londres, ne put se dispenser de réclamer contre la charge qu'on prétendait imposer en son nom aux états de Parme et de Toscane, en les rendant feudataires et dépendants de l'Empire, qui alléguait pour cela ses anciens droits à la couronne de Lombardie. Les puissances médiatrices dans cette affaire, c'est-à-dire l'Angleterre, la France et la Hollande, crurent convenable de remettre la conciliation des prétentions respectives à un congrès qui, en 1721, fut convoqué à Cambrai. On ne vit jamais tant d'intrigues, tant de jalousie, ni si peu de confiance. Il semblait que les intérêts particuliers eussent changé l'aspect des intérêts de toutes les nations : au lieu de la conciliation, la discorde et les disputes s'accrurent; on vit clairement que les puissances ne cherchaient qu'à se tromper mutuellement. La cour d'Espagne persistait à vouloir toute exemption de féodalité, et l'empereur était résolu à ne se démettre en rien de ses prétentions; ce qui donnait aux autres puissances une occasion favorable de mettre en jeu toutes les ressources de leur politique artificieuse, pour tirer de ce conflit d'opinions le parti le plus avantageux. D'un autre côté les intérêts de la Grande-Bre-

tagne ne pouvaient se concilier avec ceux de son roi. Les avantages d'un commerce actif faisaient désirer aux négociants anglais une amitié sincère avec l'Espagne; mais la conservation du Hanovre, et le désir d'obtenir l'investiture de Bremen et Verden, obligeaient le roi George Ier à montrer la plus grande considération pour l'empereur qui le flattait de cette espérance. La France, la moins intéressée dans cette négociation, procédait avec une lenteur qui faisait naître des soupçons; le mariage d'Élisabeth d'Orléans avec le prince Louis, redoublait la jalousie et la méfiance de l'Angleterre et de l'Empire, qui voyaient avec peine se rétablir entre les deux maisons de Bourbon l'harmonie qu'on avait vue du temps de Louis XIV, et qui craignaient que la balance de l'équilibre européen ne vînt à pencher de nouveau de leur côté. L'Espagne, peu satisfaite des puissances médiatrices, faisait les plus grands efforts pour entamer directement avec les ducs de Parme et de Toscane une négociation particulière, sans y faire intervenir les autres souverains; le marquis de Montéléon était déjà nommé pour se rendre auprès de ces deux cours, lorsque la mort inattendue de Louis Ier suggéra aux cabinets de nouvelles déterminations.

L'infant don Carlos était ainsi rapproché de la succession au trône d'Espagne, et rien n'em-

pêchait que la couronne de Castille ne passât un jour sur sa tête, quoiqu'il eût un frère aîné, le prince don Ferdinand. Cet événement servit de prétexte aux cours médiatrices pour faire de nouvelles réclamations. Les Espagnols montrèrent quelque répugnance à ce que l'on éloignât du royaume un prince qui pouvait un jour devenir leur souverain. Les cabinets de Vienne et de Madrid agissaient donc avec une politique astucieuse, qui, sans remplir leurs intentions, les rendait insensiblement esclaves de celui auquel ils prétendaient donner la loi; mais enfin la réflexion prit la place de l'intrigue. La cour d'Espagne, sentant que, sans l'intervention de la maison d'Autriche, il était impossible d'assurer à l'infant la succession à laquelle il était appelé tant par les droits de sa mère que par la décision de la quadruple alliance, résolut de diriger vers ce but toutes ses opérations directement et sans aucune médiation. Les choses étaient tellement sorties de leur état naturel que la cour de Madrid se mit entre les mains de l'Autriche, sa rivale; ce fut pour cet objet que le baron de Riperda se rendit secrètement à Vienne.

Ce baron était un Hollandais, homme de talent, actif, qui avait résidé en Espagne en qualité d'ambassadeur des états-généraux, et qui fut dépouillé de cette dignité pour avoir em-

brassé la religion catholique romaine. Le cardinal Alberoni le prit sous sa protection, l'admit dans sa confiance, et les lumières qu'il avait montrées en diverses occasions le firent juger capable de remplir la mission importante d'arranger les différents des cours de Vienne et de Madrid. Sous prétexte de chercher de bons ouvriers en draps, genre de fabrication qu'il connaissait parfaitement, il partit pour Vienne, sans qu'aucun des ministres des autres puissances pût rien deviner de ses projets. Il concerta, en 1725, avec le prince Eugène de Savoie, un traité de paix entre Philippe V et Charles VI, qui avait pour base celui de Londres, toutefois sous la modification de quelques articles. A son retour, Riperda, regardé comme un génie bienfaisant et un ange tutélaire qui avait eu l'art de mettre fin à une inimitié de vingt-cinq ans, fut comblé d'honneurs, créé duc, grand d'Espagne, et chargé d'expédier comme premier ministre toutes les affaires de la guerre, de la marine et des domaines royaux. Son talent connu pour la direction des fabriques et des manufactures lui valut aussi l'inspection de toutes les branches de l'industrie nationale. Les progrès et les améliorations que l'on remarqua bientôt annonçaient comme prochain le moment où l'Espagne allait enfin secouer

la dépendance servile où la tenaient les fabriques étrangères.

Ce pronostic flatteur se serait sans doute réalisé, si Riperda eût pu jouir long-temps de la faveur; mais elle lui attira bientôt de nombreux et puissants ennemis, habiles à profiter des occasions de le perdre auprès du roi et de la nation. Il faut avouer aussi que sa capacité n'était pas proportionnée à une administration aussi vaste, et que, connaissant peu le génie de la nation, l'art de gouverner, celui d'entretenir des relations politiques, il commit des fautes qui pouvaient avoir de graves conséquences. On lui ôta la direction des affaires; il fut éloigné de la cour, et conduit prisonnier dans la forteresse de Ségovie; quoique sa conduite ne fournît pas matière à procès, il resta quelque temps enfermé, jusqu'à ce qu'une jeune Espagnole facilita son évasion. Il passa avec elle en Portugal, de là en Angleterre, puis enfin en Hollande, fuyant l'envie qui le poursuivait partout. Mais il ne se crut pas encore en sûreté dans cette république, puisque l'Espagne le réclamait comme criminel d'état; de peur d'être une victime de l'intérêt ou de la politique, il sollicita un asile en Russie. En attendant, au moyen de l'ambassadeur résident à La Haye, on lui procura un établissement à Maroc. Comme il vit qu'en Europe on lui refusait

une misérable retraite, il alla dans ce pays, et, après un grand nombre d'aventures dignes de figurer dans un roman, il mourut à Tétuan, victime de ses chagrins et de sa mélancolie.

CHAPITRE LXIX.

La nouvelle du traité secret de Vienne surprit les puissances médiatrices; on conçut la crainte que cette réconciliation subite de deux cours si long-temps ennemies n'eût pour but quelque projet important contre l'indépendance et la sûreté des autres nations. La France et l'Angleterre, afin de contre-balancer l'étroite union qui régnait alors entre les cabinets espagnols et autrichiens, firent à Hanovre un traité d'alliance défensive avec la Hollande et la Prusse. Presque en même temps trois petites flottes sortirent des ports de la Grande-Bretagne, avec des directions différentes: l'une pour la Baltique, l'autre pour l'Amérique, et la troisième pour les côtes d'Espagne. La France renvoya l'infante Marianne-Victoire, fille de Philippe V, qui était allée à Paris pour épouser Louis XV; et cela sous prétexte qu'elle était encore trop jeune, et que le trône ne pouvait attendre si long-temps un

héritier, sans courir des chances innombrables. La cour d'Espagne, par représailles, renvoya également mademoiselle de Beaujolais, fille du duc d'Orléans, qui devait se marier avec l'infant don Carlos. Les Anglais bloquèrent Porto-Belo, et les Espagnols entreprirent le siége de Gibraltar. En un mot, l'Europe entière se voyait menacée de nouvelles calamités; mais le caractère pacifique du cardinal de Fleury, ministre de Louis XV, suspendit la guerre alors qu'elle semblait inévitable. Il conserva aux Espagnols la gloire, en leur faisant lever volontairement un siége qui aurait pu la ternir; ensuite il concilia les intérêts respectifs par des conventions amicales, agissant de manière que peu à peu l'étroite alliance entre Vienne et Madrid fut dissoute, et que l'Autriche reprit sa méfiance avec la crainte de perdre ses états en Italie, si elle laissait introduire des troupes espagnoles dans les duchés de Parme et de Toscane, comme l'Espagne le sollicitait depuis long-temps. Enfin le traité de Séville, conclu en 1729 entre l'Espagne, la France et l'Angleterre, acheva de resserrer les relations de ces puissances, tout en augmentant l'aigreur de la cour de Vienne. Nous transcrirons les principaux articles de ce traité, à cause de son influence sur les événements postérieurs.

On permettait au roi catholique de mettre six mille Espagnols en garnison dans les places de Livourne, Porto-Ferraio, Parme et Plaisance; ces troupes devaient être entretenues à ses frais, pour assurer à ces états la succession immédiate de l'infant don Carlos, et repousser quiconque voudrait la disputer. Les puissances contractantes s'engageaient à s'entremettre auprès des possesseurs actuels des états désignés, pour les faire consentir à recevoir ces garnisons sans répugnance, puisqu'ils conservaient leur dignité et leur souveraineté. Les troupes prêteraient serment de défendre les personnes, les biens et les sujets de ces mêmes souverains en tout ce qui ne compromettrait pas la succession de l'infant don Carlos, et de ne se mêler sous aucun prétexte du gouvernement politique, civil ou militaire. Le roi catholique s'engageait à retirer ses troupes des places ci-dessus nommées, sitôt que la succession de ces états serait assurée à son fils. Les puissances contractantes promettaient de maintenir alors l'infant dans cet héritage, et de le défendre de toute insulte contre la puissance qui voudrait l'attaquer, se déclarant les garants perpétuels des droits et possessions de l'infant et de ses successeurs. On donnait le temps à la Hollande et aux autres puissances d'accéder à ce traité si elles le jugeaient utile à leurs intérêts.

Les Provinces-Unies y accédèrent sans difficulté ; l'empereur, non seulement s'y opposa ouvertement, mais encore, pour prévenir l'arrivée des six mille Espagnols dans les états de Parme et de Toscane, il fit passer en Italie plus de quatre-vingt mille hommes, renforça les garnisons de ses places, intimida l'Europe par l'activité de ses préparatifs. Les puissances alliées, à la vue de cette conduite, se mirent aussi en état de l'obliger à recevoir les capitulations du traité de Séville ; mais comme les uns et les autres craignaient de s'engager dans une nouvelle guerre, sans espérance d'avantage connu, personne n'osait être l'agresseur, et tous désiraient un arrangement. Des courriers porteurs de propositions se croisaient de toutes parts ; les mémoires et les justifications se multipliaient entre les cours ; déjà le terme pour l'exécution du traité s'approchait, et la paix de l'Europe était encore dans un état douteux. Il est vraisemblable que ce traité aurait eu le même sort que les précédents, c'est-à-dire qu'il n'aurait point été observé, si, en 1731, le duc de Parme, Antoine Farnèse, dernier descendant mâle de sa famille, ne fût mort. Il ne laissait pas de successeur ; mais croyant que la duchesse sa femme était enceinte, il nomma pour héritier son enfant posthume, et à défaut de celui-ci don Carlos, son second neveu, fils

de la reine d'Espagne, qui était aussi sa nièce. Le comte de Stampa, général autrichien, introduisit aussitôt six mille hommes dans cet état, et en prit possession au nom de Charles VI, en déclarant qu'il le restituerait à l'infant si la grossesse de la duchesse ne se réalisait pas, ou si elle avait une fille. Une semblable invasion répandit la consternation dans toute l'Italie, et surtout dans la Toscane, qui se voyait exposée au même sort dans le cas où mourrait le grand-duc Jean Gaston, dernier rejeton de la maison de Médicis; ce qui la plongerait dans un cruel état d'incertitude. Les Allemands étaient généralement abhorrés à cause des vexations qu'ils avaient exercées, dans beaucoup de parties de l'Italie, durant la guerre qu'ils y soutinrent depuis 1688 jusqu'en 1697, ainsi que dans celle de la succession d'Espagne, exigeant par force des vivres, de l'argent, des fourrages; surchargeant les habitants malheureux et les princes d'impôts exorbitants, sous le prétexte d'anciens titres de féodalité et de la domination suprême sur l'Italie des Césars de Germanie. Mais enfin l'espoir de grossesse de la duchesse douairière s'évanouit comme on s'y attendait; et moyennant un traité fait à Vienne vers la fin de septembre de la même année, deux escadres, l'une espagnole et l'autre anglaise, partirent de Bar-

celone pour conduire l'infant à Livourne, le mettre en possession de son nouvel héritage, et le faire reconnaître premier successeur du duché de Toscane.

Les démonstrations de joie publique que donnèrent les habitants de Parme et de Florence à l'arrivée de l'infant causèrent beaucoup d'ennuis et d'inquiétude à l'empereur, qui fut sur le point de se rétracter de l'accord qu'il venait de signer. Son mécontentement fut encore augmenté par la nouvelle qui se répandit en Europe que l'Espagne préparait une flotte formidable dont la destination était enveloppée d'un impénétrable mystère. Il craignit pour ses états d'Italie; et ne doutant pas que ce ne fût là le but de cet armement, il tâcha de prévenir le coup en mettant ces états dans la meilleure défense possible; mais la flotte espagnole, qui avait jeté l'ancre devant le port d'Alicante avec plus de cinquante mille hommes de débarquement, était destinée à l'entreprise plus glorieuse de recouvrer Oran pris par les Maures, tandis que Philippe était occupé à chasser les alliés de l'intérieur de son royaume. Le roi confia cette expédition au duc de Montemar, et ce vaillant général répondit dignement à cette confiance honorable. Se présenter devant Oran, battre l'armée africaine, se rendre maître de la place, fut l'ouvrage de trois jours.

L'Europe commençait enfin, après tant d'agitations et de calamités, à réparer ses pertes passées et à goûter les fruits heureux d'une paix si désirée, lorsqu'un événement imprévu vint rallumer le brandon de la discorde. Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, détrôné par Charles XII et rétabli par Pierre-le-Grand, mourut en 1733. Ce trône vacant excitait non seulement l'ambition des prétendants, mais attirait aussi l'attention de ceux qui étaient intéressés au repos de l'Europe. Les Polonais se divisèrent en factions, en suivant les mouvements de leur constitution turbulente; mais la plus grande partie se déclara en faveur de Stanislas Leczinski, qui avait déjà porté cette couronne en 1704, et en avait été dépouillé par la Russie en 1709. Cependant les Russes et les Allemands agirent de manière à ce qu'en même temps un autre parti procédât à une nouvelle élection; le fils du feu roi Auguste, neveu de l'empereur Charles VI, soutenu par un corps nombreux de Saxons, l'emporta sur son concurrent. Dix mille Russes bien disciplinés, étant venus en Silésie et sur les frontières de Pologne, abattirent le courage de Stanislas et de cette noblesse guerrière, mais sans discipline, qu'un excès de liberté rendait le jouet des circonstances. Auguste III triompha comme son père, et Stanislas fut assiégé dans Dantzick, d'où

il eut le bonheur de s'échapper à travers mille dangers. Le hasard l'avait rendu beau-père du roi de France ; et quelque ami de la paix que fût le cardinal de Fleury, l'honneur du roi et celui de l'état l'obligeaient, à cause de l'opinion publique, à soutenir Stanislas sur le trône. Une nouvelle guerre s'alluma donc en 1733 ; le roi Philippe y prit part ; celui de Sardaigne se déclara en faveur de la maison de Bourbon ; l'Angleterre ainsi que la Hollande gardèrent la neutralité.

Il n'entre pas dans notre plan de raconter les progrès des armées françaises sur le Rhin et dans la Lombardie, surtout lorsque des victoires plus intéressantes appellent notre attention. Trente mille Espagnols passèrent en Italie, conduits par le duc de Montemar, et sous les ordres de l'infant duc de Parme, nommé par son père généralissime des troupes espagnoles. Cette belle et vaillante armée se dirigea contre le royaume de Naples, pénétra sans obstacle jusque dans la capitale, dont les habitants reçurent le jeune vainqueur avec le plus vif enthousiasme. Leur joie s'accrut extrêmement lorsqu'à peu de jours de là l'infant reçut un décret de son père, portant qu'il lui cédait tous les droits que l'Espagne pouvait avoir sur le royaume des Deux-Siciles ; qu'il lui donnait la faculté de se faire couronner, et

de constituer ce royaume en monarchie indépendante. Il y avait déjà près de deux cent trente ans que l'état napolitain n'était plus qu'une province de quelque puissance étrangère, livré à la merci de vice-rois, qui, changeant souvent, préféraient toujours leurs propres intérêts à ceux d'une nation qui n'était pas leur patrie, et dont ils entendaient à peine la langue. De là naquirent les nombreuses revolutions arrivées dans ce pays, ainsi que la décadence des sciences, des arts, de la culture et du commerce.

Cependant sept mille Allemands s'étaient rassemblés sur le territoire de Bari, et le bruit s'étant répandu que bientôt ils devaient être joints par six mille hommes de la Croatie, Montemar crût qu'il était nécessaire de les attaquer avant qu'ils pussent faire une jonction si dangereuse. Il partit donc aussitôt pour ce pays avec quinze mille hommes, trouva les ennemis retranchés dans les environs de Bitonto, et les attaqua avec un courage extraordinaire. Après une courte résistance, il resta maître du camp, et les impériaux perdirent plus de deux mille hommes. Drapeaux, tentes, artillerie, munitions, tout resta au pouvoir du vainqueur; le petit nombre d'Allemands qui échappa à la mort fut fait prisonnier, ou ne se sauva que par une prompte fuite. Cette victoire signalée fut bientôt suivie de

la reddition de Gaëte, Tortone, Capoue, seules places qui fissent quelque résistance et qui n'eussent pas encore été conquises. Le royaume de Naples alors entièrement soumis, l'occupation de la Sicile se fit sans difficulté. Une flotte espagnole, sous le commandement du duc de Montemar, se présenta devant Palerme; elle était composee de cinq vaisseaux de ligne, d'autant de galères, de trois cents bâtiments de transport, de plusieurs cutters et d'autres embarcations moins importantes, avec vingt mille hommes de débarquement. Palerme, qui se trouvait sans défense, reconnut aussitôt don Carlos pour roi. Le général espagnol passa ensuite à Messine, dont les habitants suivirent l'exemple de ceux de Palerme. Le gouverneur pourtant retira les garnisons des forteresses de cette place pour défendre la citadelle, qui ne se rendit que l'année suivante, en 1735. Trapano et Syracuse se soumirent peu de jours après cette citadelle, en sorte qu'il ne resta pas un seul Allemand dans toute l'île.

Un succès aussi rapide inquiéta la Hollande et l'Angleterre, qui commencèrent à montrer de la jalousie de l'agrandissement de la maison de Bourbon. Georges II insinua aux puissances belligerantes qu'il était temps de poser les armes; il se constitua médiateur de leurs querelles; ap-

puya ses représentations d'un armement considérable; déclara que si la France et l'Espagne refusaient d'accéder à un traité de paix général, de concert avec la Hollande il attaquerait, par suite de ses engagements avec l'Autriche, les établissements de ces deux nations dans les Indes. On ne doutait pas que l'empereur n'acceptât sans retard cette médiation, puisque, dépouillé, pressé de tous côtés, et réduit à la dernière détresse, il devait souhaiter de mettre un terme à une guerre dont il ne recueillait que des pertes et des désastres. De son côté, la France se montrait disposée à entrer en négociation; l'âge avancé du pacifique Fleury, et le vif désir de laisser à la nation un monument glorieux de son ministère en lui faisant acquérir quelque possession nouvelle, l'engageaient à tirer parti dans un traité de la supériorité des armes françaises, plutôt que de les exposer à de nouveaux risques contre une nation aussi puissante que l'Angleterre. Mais l'Espagne était encore bien éloignée d'écouter aucune proposition de paix, tant qu'on ne lui assurerait pas la possession de tous les états autrichiens en Italie. Elle destinait déjà un corps de vingt mille hommes à marcher contre la Lombardie; le duc de Montemar, enflammé par la rapidité et le bonheur de ses conquêtes, menaçait d'aller jusqu'aux portes de

Vienne. Le talent et l'énergie de la reine Élisabeth avaient mis la nation en état de faire de nouvelles tentatives, et le cabinet de Madrid avait la ferme résolution de chasser entièrement l'empereur de l'Italie. C'est dans ce dessein que l'armée espagnole s'était mise en marche de Naples, qu'elle traversa les états ecclésiastiques pour se rendre en Toscane, et qu'elle joignit l'armée combinée de France et de Sardaigne qui occupait alors la Lombardie. Mais, tandis que ces armées faisaient le siége de Mantoue, les négociations commencèrent entre les cours de Vienne et de Versailles; et, le 3 octobre de la même année 1735, on conclut un traité auquel le cabinet de Madrid fut obligé d'accéder pour ne pas rester seul exposé au ressentiment de toute l'Europe. On décida dans ce traité que Stanislas devait renoncer pour la seconde fois au trône de Pologne, tout en conservant le titre et les prérogatives de roi; qu'on lui donnerait en indemnité les duchés de Bar et de Lorraine, qui devaient après sa mort être réunis à la couronne de France; qu'on céderait en échange la Toscane au duc de Lorraine; mais que cette cession n'aurait son effet qu'après la mort du grand-duc Jean Gaston; que les royaumes de Naples et de Sicile resteraient à don Carlos, avec l'obligation de renoncer à ses droits sur la Toscane et Parme;

que Parme serait transmis avec le duché de Plaisance à la maison d'Autriche, qui pourrait les incorporer à ses états de Lombardie ; enfin qu'on adjugerait au roi de Sardaigne les territoires du Tésin et les fiefs de la Longha, du Novarrais, du Tortonais ou du *Vigevano* à son choix.

Ainsi se termina cette guerre de deux ans, au grand regret de Parme et de la Toscane, qui se voyaient privés d'un prince dont les belles qualités donnaient les espérances les plus flatteuses, pour tomber sous un gouvernement qui ne leur laissait entrevoir que la misère et l'esclavage.

CHAPITRE LXX.

Philippe V paraissait destiné à vivre dans une lutte continuelle, car les conditions du traité précédent n'étaient pas encore remplies qu'il fut obligé de reprendre les armes. Le gouvernement ne pouvait voir avec indifférence la contrebande considérable que faisaient les Anglais dans les ports d'Amérique, sous le prétexte de certains traités de commerce avec la Grande-Bretagne ; il voulut donc réprimer ces abus. La cour d'Espagne se plaignit, mais n'obtint pas la satisfac-

tion qu'elle désirait; on multiplia les gardes sur les côtes afin d'arrêter le progrès de ces désordres: on prit en effet quelques vaisseaux; on passa peut-être par là les bornes de la justice et de la modération, inconvénient presque inévitable en de pareilles circonstances. Dès lors les contestations entre les deux cabinets commencèrent à s'aigrir. Philippe V fut pourtant assez généreux pour offrir à la Grande-Bretagne, par un traité conclu au Prado, l'indemnité de quatre-vingt-quinze mille livres sterling pour les dommages qu'elle pouvait avoir soufferts injustement; mais cette proposition ne put pas même calmer le ressentiment des Anglais, et la querelle, qui avait eu pour objet la prise d'un vaisseau, s'étendit bientôt à des points plus importants. On commença par se disputer sur les limites de la Floride et de la Caroline: les Anglais se plaignirent et commencèrent les hostilités; et comme cette circonstance ôtait à Philippe V le moyen d'acquitter la somme promise, ils saisirent ce prétexte pour déclarer la guerre en 1739.

Plus on examine le commerce, qui par sa nature devrait resserrer les liens des nations entre elles, et qui ne peut prospérer qu'à l'ombre de la paix, moins on peut comprendre cette démence d'allumer pour un objet de négoce des guerres dispendieuses dont les avantages ne peu-

vent jamais compenser les pertes. On ne s'étonne point de voir s'élever parmi les nations des contestations de cette espèce; mais, au lieu de les terminer amiablement, on a recours aux armes, comme si c'était une chose bien difficile de les décider par les principes ordinaires de la raison, de l'humanité et de la politique. Durant cette guerre, l'amiral Vernon envahit les côtes américaines avec un armement considérable, se rendit maître de Porto-Belo, en rasa les fortifications. Il crut qu'il lui serait aussi facile de s'emparer de Carthagène des Indes; mais les Espagnols, commandés par le gouverneur don Sébastien de Eslaba, repoussèrent ses attaques avec le plus grand courage et l'obligèrent à renoncer à cette entreprise. L'ile de Cuba lui présenta la même résistance, ce qui obligea cet amiral à se rembarquer précipitamment après une perte considérable. La fortune ne favorisa pas mieux une autre flotte anglaise qui se présenta devant la Guayra et Porto-Cabello, dans la province de Venezuela, et qui se retira fort maltraitée. Il y eut en 1744 une bataille navale sur les côtes de la Provence, dans laquelle douze vaisseaux espagnols seulement humilièrent l'orgueil de la Grande-Bretagne en faisant face à quarante-cinq navires anglais, qui, après avoir été battus, furent forcés à la retraite et à laisser la victoire indécise.

Pendant cette guerre, qui se fit presque toute sur mer, il s'en alluma une autre sur terre ; ce fut en Italie contre les impériaux. Charles VI, empereur d'Allemagne, dernier rejeton mâle de la maison d'Autriche, mourut en 1760, laissant pour héritière sa fille Marie-Thérèse, grande-duchesse de Toscane, qui prit de suite possession de la couronne et fut reconnue reine de Hongrie; mais aussitôt parurent deux prétendants qui mirent l'Europe en combustion et réduisirent cette princesse à la situation la plus déplorable. L'électeur de Bavière prétendait à la même succession en vertu du testament de Ferdinand Ier, et comme représentant sa bisaïeule instituée à défaut d'enfants mâles de la maison d'Autriche. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, y prétendait aussi par les droits de sa femme, fille aînée de l'empereur Joseph, frère de Charles VI. La France s'arma pour appuyer les prétentions de l'électeur de Bavière ; le roi de Sardaigne se déclara pour la reine de Hongrie. Philippe V, d'un autre côté, ne manquait ni de volonté ni de raison pour réclamer toute cette succession, comme descendant de la reine Anne d'Autriche, quatrième femme de Philippe II, et fille de l'empereur Maximilien II; mais la crainte que les puissances européennes auraient de voir une branche de la maison de Bourbon préten-

dre à tout l'héritage de l'Autriche, fut cause qu'il borna ses prétentions aux provinces que Marie-Thérèse possédait en Lombardie, et qu'il se contenta d'y établir l'infant don Philippe, fils cadet de son second mariage, comme il avait déjà fait à Naples pour l'infant don Carlos.

A la fin de 1741, quinze mille hommes sous les ordres du célèbre duc de Montemar partirent pour l'Italie, et joignirent à Orbitello un nombre égal d'auxiliaires fournis par le roi de Naples. Cependant cet habile général, obligé de suivre des plans dangereux et mal concertés, ne put empêcher les Austro-Sardes d'occuper les duchés de Modène et de Reggio, tandis que s'il eût eu la liberté d'agir, il aurait pu s'emparer de toute la Lombardie en une seule campagne, et sans tirer peut-être un seul coup de fusil. La sagesse de sa conduite, qui lui attira des éloges de la part même des ennemis qu'il était habitué à vaincre, fut défavorablement interprétée et défigurée par les noires couleurs de l'envie, et servit de prétexte pour le disgracier à la cour, et lui ôter le commandement de l'armée. L'infant don Philippe ne fut guère plus heureux; au lieu de pénétrer en Italie par la Savoie, que le roi de Sardaigne avait abandonnée pour couvrir d'autres points plus importants, il fut obligé de passer l'hiver dans la capitale de ce duché. Le roi don

Carlos persévérait dans la neutralité; car il ne croyait point que, pour avoir envoyé un corps de troupes auxiliaires à l'armée de son père, il dût être considéré comme une puissance belligérante: mais les Anglais, alors en guerre contre l'Espagne et déclarés en faveur de la reine de Hongrie, se présentèrent avec une flotte devant Naples, et menacèrent de bombarder cette capitale si le roi ne promettait pas de retirer ses troupes de l'armée espagnole. On lui accorda le délai d'une heure pour délibérer; mais Charles, n'étant pas en état de défense, fut obligé de céder à la nécessité de signer la promesse de retirer ses troupes. Telle est la supériorité que donne l'empire des mers.

En 1743, le comte de Gages, successeur de Montemar, pour accomplir les ordres de la cour d'Espagne, passa tranquillement le Tanaro avec le desscin d'attaquer les Austro-Sardes, d'appeler de ce côté l'attention du roi de Sardaigne, et de faciliter l'entrée du Piémont à l'infant don Philippe. Les ennemis avertis de ce mouvement l'attendirent de pied ferme dans les environs du village de Campo-Santo; là, se donna une sanglante bataille qui coûta beaucoup de monde aux deux armées, qui s'attribuèrent chacune la victoire. Ce qu'il y a de positif, c'est que les Espagnols revinrent à Bologne avec moins de troupes et sans

officiers, avec des chariots chargés de blessés, avec des équipages en désordre : funestes témoignages d'un combat cruel. Le comte de Gages voyait que, dans l'état de faiblesse où son armée était réduite, tant par cette action et la retraite des troupes napolitaines, que par la désertion et toutes les calamités possibles, il n'était pas en sûreté près d'un ennemi qui se renforçait chaque jour par de nombreux bataillons. C'est pourquoi il passa presque toute une année à fuir, s'arrêter, marcher et combattre dans le Bolonais, le Ferrarais et la Marche d'Ancône. Enfin, pressé par le général Lobkowitz, à la tête de trente mille hommes, il dut se réfugier dans le royaume de Naples, en exposant à don Carlos les motifs qui l'avaient obligé à violer la neutralité de ses états. La conjoncture était embarrassante pour ce souverain, aussi hésita-t-il sur le parti qu'il devait prendre; mais enfin, convaincu par les mouvements de l'armée autrichienne que les intentions de Marie-Thérèse étaient de s'emparer des Deux-Siciles, il se détermina sans délai à les prévenir et à marcher en personne au secours de l'armée espagnole, en y réunissant la sienne pour la défense commune.

Dès que les troupes espagnoles et napolitaines furent réunies, Charles, qui désirait délivrer ses peuples des calamités de la guerre, occupa

les états du pape, pour y attendre les ennemis et prévenir leur invasion. Dans ce dessein, il concentra son armée près de Velletri, établit son quartier-général en cette ville, située sur une éminence à six lieues de Rome; il occupa les environs et le mont des Capucins. Lobkowitz se dirigea également vers ce point avec la résolution d'en déloger le prince; mais ayant reconnu sa position avantageuse, il ne se hasarda pas à l'attaquer dans ses retranchements, il se contenta de camper à sa vue. Les deux armées n'étant séparées que par une profonde vallée, les escarmouches étaient fréquentes, mais jamais décisives : toutefois il était avantageux pour don Carlos de contenir l'ennemi et de conserver, malgré tous ses efforts, la communication libre avec tous les pays qui étaient derrière lui. Ils restèrent quelque temps dans cette position, lorsque tout à coup Lobkowitz, à l'instigation du général Brown, prit la résolution d'effectuer dans Velletri la même surprise qu'avait exécutée dans Crémone le prince Eugène en 1702. Il n'est pas douteux que, si le succès eût répondu à son attente, il aurait terminé glorieusement la campagne et même la guerre, en restant maître du royaume de Naples et de son souverain. Le 11 août 1744, à la pointe du jour, six mille Autrichiens, conduits par ce même général Brown, attaquèrent

la ville sur différents points. On massacra les sentinelles; tout ce qui voulut se défendre fut passé au fil de l'épée; ceux qui cherchèrent à se sauver par la fuite tombèrent au pouvoir du vainqueur. Tout était consternation, tout était terreur; il ne fallait qu'un seul moment pour décider la victoire. Les troupes allemandes inondaient les places et les rues, et déjà allaient assaillir la demeure du prince Charles, lorsque celui-ci, à peine éveillé, à moitié vêtu, eut le bonheur de trouver son salut à travers les arquebuses ennemies, et de se retrancher avec le duc de Modène sur le mont des Capucins. Cette partie de l'attaque ayant manqué, le reste était de moindre importance : d'un autre côté, les Autrichiens, au lieu de poursuivre les fugitifs, se livrèrent au pillage avec tant d'avidité, que les Espagnols et les Napolitains, se ralliant, tombèrent sur eux avec un courage admirable; ils jonchèrent les rues de cadavres, chassèrent les ennemis et reprirent la ville. Cependant Lobkowitz attaqua de nouveau les retranchements du mont des Capucins avec neuf mille hommes; mais les troupes de Charles étaient déjà sous les armes, et tous les avantages des Allemands se réduisirent à prendre quelques postes. Le feu des Espagnols fut si vif et si bien dirigé, que tous les Allemands qui s'avançaient roulaient

morts au fond de la vallée ; en sorte qu'après une lutte violente Lobkowitz fut obligé de se retirer. Le combat terminé, chaque parti exagérait les pertes de l'autre ; mais on convient en général que les Allemands perdirent deux mille hommes, que l'armée alliée en perdit quatre mille avec onze drapeaux, beaucoup de bagages, d'ustensiles et de chevaux. La gloire fut égale, parce que, si l'on ne peut refuser aux Autrichiens l'honneur d'avoir fait une attaque si hardie, les Espagnols et les Napolitains ont eu l'art de se défendre avec un courage et une intrépidité égale à l'entreprise.

Cependant cette affaire ne changea pas la face des choses. Les deux armées restèrent encore à s'observer pendant plus de deux mois sans faire aucune action importante. Enfin Lobkowitz, convaincu de l'impossibilité de pénétrer dans le royaume de Naples, comme il s'en était jusqu'alors vainement flatté, leva son camp, et prit spontanément le chemin de Rome, après avoir envoyé à Livourne les malades avec deux gros corps de troupes. Le roi de Naples, qui avait souffert ses malheurs avec tant de constance, loin de céder les lauriers à l'ennemi, le poursuivit avec dix-huit mille hommes ; et quoiqu'il lui échappât, il parvint à l'éloigner des états pontificaux.

CHAPITRE LXXI.

Cependant l'infant don Philippe, que le roi de Sardaigne avait chassé de la Savoie, soutenu par une armée française sous les ordres du prince de Conti, passa le Var, rivière qui sépare l'Italie de la France, soumit le comté de Nice, et, après avoir forcé les terribles retranchements que les Alpes opposaient à ses progrès, s'empara de Ville-Franche, regardée comme une des plus fortes barrières du Piémont, et arriva jusqu'à Mont-Alban au milieu des plus grands périls. Ayant attaqué avec un courage extraordinaire quelques fortifications situées sur un roc escarpé, il parvint à en déloger le roi de Sardaigne, qui de ce lieu animait ses troupes par sa présence; il occupa ensuite le château Dauphin, pénétra jusqu'à Dumont, dans la vallée de Stura, et se rendit maître de cette forteresse importante par sa situation et bien défendue par l'art; puis il évacua les plaines du Piémont et vint faire le siége de Coni.

Des progrès aussi rapides, malgré des obstacles presque insurmontables, et des succès aussi

brillants, inspiraient une confiance qui fut encore augmentée par une victoire. La garnison de Coni fit une sortie, attaqua les assiégeants dans leurs propres retranchements; et quoique la combinaison de son plan semblât lui assurer la victoire, elle trouva une résistance à laquelle elle ne s'attendait pas, et fut obligée de se réfugier précipitamment dans la place, laissant plus de cinq mille hommes sur le champ de bataille. Cependant les rigueurs de la saison (c'était au mois d'octobre), les inondations et les difficultés qui rendent la guerre d'Italie si dangereuse quand on a pour ennemi les Alpes, obligèrent l'armée alliée à lever le siége et à repasser les monts.

Malgré ce contre-temps qui vint interrompre les avantages d'une si glorieuse campagne, les progrès de la suivante, en 1745, ne furent pas moins rapides. Gênes, qui jusqu'alors avait gardé la plus stricte neûtralité, obligée d'y renoncer afin de conserver son indépendance politique et l'intégrité de son territoire, fit un traité avec l'Espagne; et les troupes que commandait l'infant, soutenues par dix mille Génois, trouvèrent un libre passage par les états de cette république pour pénétrer dans la Lombardie. Le comte de Gages, suivant les ordres de la cour de Madrid, après avoir poursuivi les Autrichiens jusqu'à Mo-

dène, passa les Apennins, pénétra dans l'état de Gênes, et, près d'*Alexandrie-de-la-Paille*, se joignit à l'armée de l'infant, qui fut ainsi portée à près de quatre-vingt-dix mille hommes. Ce fut avec des forces aussi considérables qu'il entra dans l'état de Tortone, qui passa bientôt sous l'obéissance. D'un autre côté, un détachement de dix mille Espagnols occupa Plaisance sans opposition, réduisit la forteresse, passa à Parme, et avec le même bonheur se rendit maître de cette place. Les garnisons autrichiennes restaient prisonnières, ou prenaient la fuite sans attendre les vainqueurs. Les habitants de ces duchés, se voyant de nouveau soumis à la maison de Farnèse, se livraient à la plus grande joie. Le roi de Sardaigne, qui s'était fortifié sur le Tanaro, près de Bisignano, voulut disputer le passage à l'armée alliée : il s'ensuivit une action très sanglante ; mais enfin les retranchements furent forcés, on poursuivit l'ennemi jusqu'à Casal et Pavie. Ces deux places, celle de Valence, la ville d'Asti et le Montferrat, tombèrent au pouvoir de Philippe, qui, après avoir chassé les Austro-Sardes de presque toute la Lombardie, fit son entrée à Milan sans résistance. C'était la troisième fois que cette ville changeait de maître dans le court espace de neuf ans.

Malheureusement, durant la campagne sui-

vante, en 1746, la reine de Hongrie ayant trouvé le moyen de se débarrasser des ennemis qui jusqu'alors avaient occupé ses forces du côté de l'Allemagne, fit refluer vers l'Italie un nombre considérable de troupes aguerries, ce qui changea la face des affaires. La première opération fut de surprendre la ville d'Asti, où près de six mille Français furent faits prisonniers; l'armée alliée, qui avait été obligée de se diviser pour couvrir une étendue de terrain disproportionnée à ses forces, ne put résister au torrent impétueux d'ennemis qui inondèrent toute la Lombardie. Il fallut promptement évacuer Milan, Casal, Parme, Guastalla : tout ce que Philippe avait conquis dans la campagne antérieure, au prix de tant de sang et de pertes, tomba entre les mains du vainqueur. La bataille de Plaisance vint mettre le comble à tant d'infortunes. Les Autrichiens, commandés par le prince de Lichtenstein, eurent la hardiesse d'assiéger l'infant, qui s'était fortifié dans cette place avec les débris de ses troupes. Pour sortir de cette pénible situation, il fallait se frayer un chemin à la pointe de l'épée; on commenca une action sanglante, dans laquelle les Autrichiens restèrent maîtres du champ de bataille, et l'armée alliée perdit près de neuf mille hommes, tant morts que prisonniers ou blessés. Il ne restait plus

d'autre ressource qu'une prompte retraite, dont l'ordre fût aussitôt donné; mais la fortune était alors si contraire à l'infant, que même cette retraite fut l'occasion d'une seconde bataille.

Les Austro-Sardes attaquèrent vivement l'armée des trois couronnes, près de la rivière de Tidona, et remportèrent la victoire la plus complète et la plus mémorable.

Au milieu de tant de désastres, l'infant reçut la nouvelle douloureuse et inattendue du décès de son père Philippe V. Une attaque d'apoplexie termina ses jours presque subitement entre les bras de la reine son épouse, le 11 juillet 1746, à l'âge de soixante-deux ans : sa mort laissa des regrets à toute la nation. C'était en effet un prince bien digne de l'amour de ses sujets; il était toujours prêt à récompenser les actions louables, à protéger le travail et le talent, à corriger les abus, à encourager les progrès de la nation dans toutes les branches de l'industrie. Il rétablit la discipline militaire, créa une marine, ce qui manquait entièrement vers la fin du règne de Charles II à la puissance qui en avait le plus besoin; il réforma les tribunaux, et fonda des établissements non moins propres à l'utilité qu'à l'éclat de la monarchie. La bibliothèque royale de Madrid, le séminaire destiné à l'éducation de la noblesse, l'académie de l'histoire, l'académie espagnole,

dont le but de l'institution est de conserver la pureté de la langue castillane, sont autant de monuments durables de sa piété, de sa prévoyance et de la libéralité qui doit orner l'âme d'un roi.

Son fils aîné, Ferdinand VI, qui depuis 1729 était marié à Marie Barbe de Portugal, princesse du Brésil, prit de suite sa couronne. Ce souverain, naturellement disposé à la paix, persuadé que l'Espagne en avait besoin, s'occupa bientôt de procurer à ses peuples un bienfait qu'il croyait leur être si nécessaire. Cependant il ne put l'obtenir avant l'année 1748, époque à laquelle, par le traité d'Aix-la-Chapelle, il compléta la grande œuvre de la pacification générale.

Durant ce temps, le marquis de la Mina, nommé successeur du comte de Gages au commandement, voyant que l'armée de l'infant ne pouvait plus demeurer en Italie sans courir le danger de s'y perdre entièrement, la fit retirer peu à peu vers l'état de Gênes, le comté de Nice et la Provence : il ne put éviter que la république de Gênes, qui, comme nous l'avons dit plus haut, s'était déclarée l'alliée de la maison de Bourbon, ne restât ainsi abandonnée. Le roi de Sardaigne ne tarda pas à s'emparer de tous les rivages du couchant; d'un autre côté, les Autrichiens s'approchaient des murs de la capitale;

ses habitants consternés se virent dans la nécessité d'implorer la clémence du vainqueur, et de se soumettre aux conditions les plus dures. Les ennemis, fiers de leur situation, abusèrent avec trop de rigueur du droit de la victoire; le peuple, opprimé, traité comme esclave, entra en fureur, prit les armes, et avec tout le courage que donne le désespoir se rendit en peu de jours redoutable à ces mêmes oppresseurs. Le marquis de Botta-Adorno, général des Autrichiens, qui aurait pu étouffer la fermentation dans son origine, laissa le temps par son inaction à un prince Doria de se mettre à la tête de cette multitude furieuse, de tomber sur les Autrichiens avec intrépidité, de les battre, de leur faire plus de quatre mille prisonniers. Après cela, le marquis fut obligé de repasser promptement le port de la Bochetta.

Cet événement inattendu n'eut pas peu d'influence sur l'invasion de la Provence, où les Austro-Sardes occupèrent plus de quarante lieues de pays; où les Espagnols et les Français, unis par le danger commun, ayant reçu différentes fois du secours, se présentèrent avec courage à l'ennemi, et l'obligèrent à repasser le Var après avoir essuyé une perte assez considérable. Alors les Autrichiens se précipitèrent de nouveau sur Gênes; ils étaient commandés par le général

Scherlemburg, qui avait reçu de sa souveraine l'ordre de rétablir l'honneur des armes impériales à quelque prix que ce fût. Le roi Charles, croyant qu'il était convenable pour lui de soutenir cette république expirante, la secourut promptement avec des hommes, des vivres, des munitions et de l'argent; la valeur désespérée des Génois, et la situation de leur capitale, plus fortifiée encore par la nature que par l'art, obligèrent les Autrichiens à lever le siége et à se retirer dans le Piémont.

Le moment arriva enfin où les puissances européennes, lassées d'une guerre qui, après tant de vicissitudes, tant de sang répandu, tant de trésors consumés, les éloignait toujours plus de leur but, tâchèrent de mettre un terme à des hostilités qui épuisaient les peuples sans profit. Le trône impérial se trouvait occupé par le grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse. Comme il était difficile de priver cette princesse d'un héritage paternel, il semblait nécessaire que les puissances abandonnassent des prétentions qui ne pouvaient pas se réaliser, pour se contenter des avantages qu'ils pourraient retirer d'une transaction amicale. Ainsi donc, au commencement de 1748, on convoqua un congrès à Aix-la-Chapelle, dans lequel, après plusieurs débats, la reine de Hongrie fut reconnue impératrice d'Al-

lemagne, et recouvra le duché de Milan ; on céda à l'infant don Philippe ceux de Parme, Plaisance et Guastalla, avec la clause de retour en faveur de cette princesse, dans le cas où la couronne de Naples reviendrait à l'infant, et par conséquent celle d'Espagne à don Carlos. On termina aussi certains différents qui s'étaient élevés avec l'Angleterre sur divers objets de commerce.

Après les agitations et les calamités de la dernière guerre, à peine l'Espagne commençait-elle à respirer, que son monarque, qui aimait la paix, rétablit le commerce, augmenta la marine, étendit la navigation, encouragea les manufactures, creusa des canaux, ouvrit des routes, en un mot, protégea les arts et tout ce qui tient à l'économie du gouvernement ; soins sans doute dignes d'un monarque qui ne perd pas de vue la félicité de son peuple, et qui honorent plus sa mémoire que celle des autres princes célèbres par de nombreuses conquêtes et par de brillantes expéditions. Les Français et les Anglais rallumèrent la guerre en 1756 ; mais Ferdinand, fidèle à son système de paix, s'abstint d'y prendre part, employant uniquement ses vaisseaux à protéger le commerce.

C'est à ce monarque bienfaisant qu'on doit le concordat obtenu, en 1753, de la cour de Rome, qui termina les anciennes altercations sur le pa-



tronage royal, et le laissa pour toujours annexé à la couronne. Dès lors le roi eut le droit de présenter pour les dignités, prébendes et bénéfices ecclésiastiques d'Espagne, à l'exception de cinquante-deux, dont la provision fut réservée au saint-siége. On lui doit aussi l'établissement de l'académie royale de Saint-Ferdinand, destinée à Madrid à l'étude des trois branches des beaux-arts, la peinture, la sculpture et l'architecture, ainsi que la gravure. Quoique depuis 1744 son père Philippe V eût établi une société pour cet objet, on ne l'érigea en académie que huit ans après, lorsqu'on envoya à Rome quelques uns de ses élèves pour se perfectionner, ainsi qu'à Paris quelques jeunes gens pensionnés par le trésor royal pour achever de s'instruire dans la gravure des estampes et des sceaux, ou le dessin des cartes géographiques. La santé publique lui doit l'établissement d'un jardin botanique pour l'enseignement de la jeunesse qui se voue à cette étude intéressante; enfin son zèle vraiment paternel ne lui faisait rien omettre de tout ce qui pouvait contribuer à l'instruction de ses sujets; il fit voyager hors de l'Espagne, à ses propres frais, des hommes habiles et attachés à divers genres de professions, afin qu'ils pussent acquérir de nouvelles lumières et se rendre par là plus utiles à leur patrie.

Telles étaient les occupations de ce monarque, lorsque le chagrin que lui fit éprouver la perte de la reine son épouse, qui mourut le 27 août 1758, lui causa une maladie longue et douloureuse qui le conduisit au tombeau le 10 août 1759, sans laisser d'enfants. Les larmes de ses sujets, qui l'avaient considéré comme un génie tutélaire destiné à faire le bonheur de l'Espagne, ne tarirent que par la consolation de voir lui succéder un frère également affable et bienfaisant, qui à Naples s'était déjà rendu vraiment digne du sceptre.

CHAPITRE LXXII.

Charles III, convaincu, d'après un examen scrupuleux de différents médecins et officiers de sa cour, de l'incapacité absolue de son fils aîné, l'infant don Philippe, qui, sujet depuis son enfance à de fréquentes attaques d'épilepsie, était plongé dans la plus triste stupidité, céda publiquement et avec solennité la couronne des Deux-Siciles à Ferdinand son troisième fils, à qui il transporta par conséquent les droits de son frère; et lui ceignant la même épée qu'avait reçue le roi

Philippe en montant sur ce trône, il lui dit ces paroles remarquables : « Louis XIV, roi de France, » donna cette épée à Philippe V, votre aïeul et » mon père ; ce dernier me la donna ; et moi je » la remets entre vos mains, afin qu'elle vous » serve à défendre la religion et vos sujets. »

Ce fut de Naples que mit à la voile pour l'Espagne l'escadre qui portait le nouveau souverain avec la reine son épouse, Marie-Amélie de Walbourg, le prince des Asturies Charles-Antoine, et les autres membres de la famille royale ; ils débarquèrent heureusement dans le port de Barcelone, au milieu de l'allégresse et des acclamations des habitants de cette ville populeuse. Le roi s'y arrêta plus que le temps nécessaire, comme pour faire le premier essai de sa clémence, de sa bonté et de sa bienfaisance, en rendant aux habitants la plus grande partie des priviléges dont ils avaient joui avant la rébellion de 1640 et les guerres de la succession. Il continua sa route vers Madrid par Saragosse. Les démonstrations publiques de joie et d'affection avec lesquelles il fut reçu par la cour accrurent les justes espérances que la sage administration et la conduite admirable de ce monarque avaient fait naître dans le cœur de tous ses sujets.

En effet, sitôt qu'il commença à diriger les affaires publiques, il fit voir combien il désirait

vivement guérir la langueur où était tombé l'état durant la longue maladie du roi son prédécesseur et son frère. Il laissa dans leurs fonctions respectives tous les anciens employés qui ne déméritaient pas sa confiance, et pour mieux s'assurer celle de ses sujets il publia un décret qui déterminait de quelle manière on paierait les dettes de Philippe V son père; ensuite, pour l'extinction de celles de la couronne, il fit un règlement qui devait servir de base pour liquider entièrement les dettes de Charles Ier, Philippe II, III et IV, et de Charles II, lesquelles se montaient à des sommes immenses qui absorbaient en grande partie le plus clair des revenus. Une économie sage et bien entendue est aussi utile aux états qu'aux familles. Des terres excellentes et fertiles restaient incultes par suite de plusieurs années stériles et malheureuses qui avaient privé les laboureurs, particulièrement ceux de l'Andalousie, de Murcie et de la Nouvelle-Castille, des grains même nécessaires pour les ensemencer. Mais Charles, qui joignait la prévoyance à la magnanimité, persuadé que l'agriculture est la source de la véritable richesse des nations, non seulement exempta ces laboureurs des sommes considérables dont ils étaient redevables au trésor pour les emprunts de grain et d'argent qu'ils avaient faits depuis 1648 jusqu'en 1754,

mais encore il fit venir à ses propres frais, des pays étrangers, une grande quantité de grains qu'il leur distribua avec générosité, afin qu'ils pussent propager et accroître leurs semences. Il tourna ensuite son attention sur l'entretien de la marine, qu'il avait trouvée dans un état assez florissant. La nation applaudissait aux sages mesures de son souverain constamment occupé de rendre à l'Espagne le pouvoir et l'influence dont elle avait joui dans les temps les plus prospères.

Cependant la guerre suscitée en 1756, d'une extrémité du monde à l'autre, continuait avec une fureur inconcevable. Les Anglais et les Français combattaient avec le désespoir sur la vaste étendue des mers; mais les vaisseaux de l'Angleterre avaient une telle supériorité, que la marine française fut presque anéantie par un grand nombre de pertes et par des malheurs réitérés. Sans compter le Canada, le Cap-Breton et la Martinique, presque tous les établissements du roi très chrétien en Amérique étaient sur le point de tomber entre les mains des Anglais. Cette nation, que ses victoires rendaient superbe, menaçait également les établissements espagnols, et prétendait disposer en despote du commerce des sujets du roi catholique. Déjà les navires espagnols avaient été nombre de fois insultés, arrêtés, visités, dépouillés même sous un prétexte quel-

conque : Charles, malgré son désir de conserver la neutralité qu'il avait jusqu'alors gardée religieusement, se vit donc obligé de prendre les armes, pour venger les mépris et les outrages faits à son pavillon, et garantir ses états d'Amérique. En conséquence on signa, en 1761, à Madrid un traité d'amitié et d'union, désigné sous le nom de *pacte de famille*, qui avait pour objet une défense réciproque entre la France et l'Espagne ; l'année suivante on déclara formellement la guerre ; on expédia des ordres pour faire mettre au plus tôt en mer toutes les forces navales ; les ports les plus importants de la péninsule furent fortifiés ; enfin, pour ôter aux Anglais un refuge en Portugal, où le cabinet de Londres exerçait une influence sans borne sur le gouvernement, on engagea le Portugal à faire partie de la ligue, en faisant entendre qu'en cas de refus on le traiterait comme pays ennemi.

Cependant rien ne put engager le roi de Portugal à abandonner les intérêts de la Grande-Bretagne son alliée ; il essaya d'amuser le cabinet de Madrid par des prétextes frivoles. Enfin Charles III, convaincu de l'inutilité de ses propositions amicales, ordonna à ses troupes d'envahir ce royaume. Les Espagnols arrivèrent sans obstacle jusqu'à Miranda, ville frontière, qui tomba aussitôt en leur pouvoir ; de là ils s'avancèrent

vers la province de Tra-los-Montes, dont les habitants se soumirent d'abord, ensuite se révoltèrent; ils furent traités avec une rigueur extrême. La haine invétérée qui existait entre les Portugais et les Castillans faisait croire que bientôt on serait témoin d'une lutte terrible; mais au contraire, toute la campagne se borna à de petites escarmouches, dont les succès furent partagés. Néanmoins la cour de Lisbonne, persuadée de son infériorité, demanda du secours à l'Angleterre, qui lui envoya dix mille hommes commandés par le comte de la Lippa Buklembourg, guerrier formé à l'école du grand Frédéric II. Ce général expérimenté, qui était sans doute fort capable de réparer les pertes du passé et de rétablir l'honneur des armes portugaises, entreprit d'intercepter les vivres de l'armée espagnole; il y réussit en partie; mais il ne put empêcher que le marquis de Sarria, général de cette armée, ne mit complétement en déroute un détachement de cinq mille hommes postés avantageusement dans Villaflor, qu'il ne se rendît ensuite maître de la ville de Mancorvo, ni que la place importante d'Almeyda ne tombât enfin au pouvoir des Espagnols; ce qui leur ouvrait le chemin de l'intérieur du royaume, jusqu'aux portes même de la capitale.

Toutefois, comme l'événement d'une guerre

participe nécessairement de l'inconstance de la fortune, au milieu de la joie que causaient à Madrid tant d'avantages extraordinaires, on reçut la triste nouvelle que les Anglais, avec une puissante flotte sous la direction du grand amiral Pokok, venaient d'envahir l'île de Cuba, et d'en occuper de vive force la capitale, la Havane, considérée comme la clef des Indes espagnoles. Lorsque la rupture se déclara entre les cabinets de Londres et de Madrid, les Anglais étaient déjà depuis long-temps prêts à agir avec activité; les troupes de don Carlos, au contraire, arrivaient lentement en Amérique, soit à cause de la distance, soit par l'idée que le danger n'était pas urgent. Le gouverneur de cette place, Jean de Prado, se défendit néanmoins avec une intrépidité singulière pendant vingt-neuf jours; mais au bout de ce temps il se vit obligé de capituler. Outre de riches trésors qu'il gardait dans la place, attendant une occasion favorable pour les envoyer en Espagne, il céda à l'amiral ennemi neuf vaisseaux de ligne de soixante-dix canons et trois frégates; perte immense et irréparable dans des circonstances si périlleuses. Ce malheur fut suivi, peu de mois après, de la conquête par les mêmes Anglais de l'opulente ville de Manille, du fort de Cavitte, ensuite de toutes les îles Philippines; de plus, ils s'emparèrent encore d'un

galion qui était sorti d'Acapulco, chargé d'effets et d'argent, dont la valeur montait à trois millions de piastres fortes. Au milieu de l'affliction que tant de désastres devaient causer au monarque espagnol, il déploya toute la grandeur de son âme ; car, loin de suspendre les projets qu'il avait formés, il se disposa à poursuivre la guerre avec plus de vigueur, afin de réparer au moins sur terre les pertes immenses qu'il venait d'essuyer sur mer. L'amour que lui témoignèrent ses sujets dans une situation si pénible ranima son courage, et adoucit en grande partie l'amertume de son cœur.

Si de hardis capitaines de l'Angleterre menaçaient de débarquer sur les côtes de la péninsule et de les ravager, la noblesse de Grenade, de Murcie, de Valence, de Catalogne et de Majorque, animée aussi du plus vif enthousiasme, adressait au trône les représentations les plus énergiques, où se montrait le génie bouillant de la nation espagnole. Elle demandait qu'on lui confiât la défense de tous ces pays, en se chargeant de prouver aux Anglais que le courage castillan, qui lui avait été si fatal en d'autres temps, n'était pas encore éteint dans tous les cœurs. Le roi accepta avec reconnaissance ce nouveau témoignage de patriotisme et de loyauté ; mais par bonheur il ne fut pas réduit à la nécessité d'en profiter. Une

paix inespérée fut conclue entre la Grande-Bretagne et la maison de Bourbon vers la fin de 1762. Les ducs de Choiseul et de Bedfort s'étaient entendus pour persuader aux cabinets de Versailles et de Saint-James que la guerre entre les principales puissances ne servait qu'à les ruiner, tandis qu'elle enrichissait les petits. Charles accéda avec joie aux propositions qui furent faites; il écrivit à son plénipotentiaire, le marquis de Grimaldi, qu'*il aimait mieux céder quelque chose de sa puissance que de voir souffrir son peuple, et qu'il n'aurait pas moins d'honneur en se montrant le tendre père de ses enfants.* En vertu de ce traité, la France et l'Angleterre se restituèrent réciproquement une grande partie de leurs conquêtes, et l'Espagne recouvra tout ce qu'elle avait perdu dans l'île de Cuba, avec la place de la Havane, dans l'état où elle se trouvait; mais elle dut céder la Floride à la Grande-Bretagne, sous certaines conditions fixes et déterminées, et restituer au Portugal toutes les places occupées pendant la dernière guerre.

CHAPITRE LXXIII.

Charles, rempli d'une sollicitude continuelle pour la prospérité de l'état, crut ne pouvoir faire un meilleur usage de la paix que de reportêr son attention sur les plans qu'il avait conçus pour favoriser dans son royaume l'agriculture, l'industrie et le commerce. Cependant les intentions perverses de gens dirigés par de mauvais conseils ne laissèrent pas de lui causer beaucoup d'ennuis. Alors même qu'il ne s'occupait que d'assurer leur bonheur et leurs plaisirs, ils entreprirent de troubler le repos public; mais Charles III, sachant que, pour un prince qui veut être le père de ses peuples, la douceur suffit pour faire tout rentrer dans le devoir, et suivant d'ailleurs le penchant naturel de son caractère doux et pacifique, ne fit que se montrer pour rétablir aussitôt l'ordre et la tranquillité. Cependant cet événement a pu avoir une influence assez grande sur l'expulsion des jésuites, qui eut lieu l'année suivante 1767.

L'activité, le zèle et les sages mesures d'un si bon prince faisaient circuler l'abondance parmi

les classes inférieures de la société. Chacune se disputait l'honneur et la gloire de seconder ses intentions bienfaisantes ; on fonda plusieurs établissements publics qui éterniseront sa mémoire, entre autres la société royale économique de Madrid, dont les membres prirent le beau titre d'*Amis du pays*. Cette société avait pour but l'encouragement de l'agriculture, de l'industrie, des arts et de la population ; elle a servi d'exemple et de modèle à l'établissement de plusieurs autres d'une utilité publique depuis long-temps reconnue. Près des montagnes de la Sierra-Morena une vaste étendue de terrain fertile, mais dépeuplée, presque inculte depuis le temps des rois autrichiens, servant seulement de repaire aux voleurs ou aux bêtes féroces, fut bientôt couverte d'habitations charmantes, où l'on voyait des gens honnêtes et laborieux que le roi, dans sa munificence, avait attirés des pays étrangers pour peupler de nouveau cette contrée, et y répandre la fertilité. Il étendit ses bienfaits jusqu'à pourvoir les habitants de cette colonie de maisons, de troupeaux, d'argent, d'aliments et d'autres objets ; rien ne leur manqua jusqu'à ce qu'ils pussent enfin vivre avec aisance du fruit de leur travail.

Ce monarque infatigable s'occupa encore du règlement de la monnaie, qui a des rapports si intimes soit avec le commerce, soit avec le prix

des marchandises. La monnaie, tant d'or que d'argent, qui circulait dans les états de l'Espagne, était usée après avoir servi depuis tant d'années, par conséquent elle n'avait ni le même poids ni la même valeur intrinsèque. Du temps de Charles II on avait introduit une nouvelle monnaie de titre inférieur, ce qui avait fait naître parmi le peuple de la méfiance sur toutes les nouveautés de ce genre; il en résultait tous les jours de graves inconvénients; cependant Charles III, voyant la nécessité de soutenir le crédit public, ordonna de porter toute l'ancienne monnaie au trésor royal pour la changer contre la nouvelle d'un meilleur titre, mieux frappée et plus commode. Ce changement ne pouvait avoir lieu sans que les intérêts du prince en souffrissent; mais, loin de se laisser arrêter par cette considération, il voulut, avec une libéralité digne d'un roi, que tous les frais des coins fussent pris sur sa cassette.

Quoique Charles III mît tant de sollicitude à faire fleurir les arts de la paix, il ne laissa pas d'étendre sa vigilance sur ceux de la guerre, si importants pour affermir la sûreté et l'indépendance d'une monarchie. Il améliora la milice en l'accoutumant à la nouvelle tactique adoptée parmi les troupes des autres puissances européennes, d'après celle des Prussiens, alors considérés

comme les meilleurs soldats. Il augmenta ses forces navales en faisant construire dans les arsenaux d'Amérique un grand nombre de vaisseaux de ligne ; il eut la satisfaction de voir sa marine plus florissante qu'elle ne l'avait jamais été, tant par le nombre de ses vaisseaux que par la manière dont ils étaient équipés. On mit aussi les places dans le meilleur état de défense par des fortifications, par les garnisons, par l'artillerie, par les autres préparatifs militaires. En un mot Charles III, sans abandonner le système d'épargner autant que possible le sang et les biens de ses sujets, s'attacha néanmoins à les mettre à l'abri de toute attaque imprévue.

Il eut le bonheur de conserver la paix jusqu'en 1775, époque à laquelle l'empereur de Maroc, violant ses traités avec l'Espagne, investit avec une nombreuse armée la place importante de Melilla, située sur les côtes d'Afrique. Les connaissances que montrèrent les troupes de Maroc dans cette entreprise firent présumer que leurs opérations étaient dirigées par quelque Européen, et même le bruit se répandit que les Anglais avaient suscité cette guerre, afin que Charles, obligé de porter son attention vers les affaires d'Afrique, ne pût pas s'occuper de celles d'Amérique, ni donner des secours aux colonies britanniques de la partie septentrionale du Nou-

veau-Monde, qui venaient de prendre les armes pour secouer le joug de leur métropole. Cependant Jean Sherlock, commandant de la place, se défendit avec un courage extraordinaire, et repoussa vigoureusement les attaques des Africains, qui éprouvèrent le même sort au siége de la célèbre forteresse maritime appelée le *Pignon de los Velez*, défendue par don Florencio Moreno. Après quatre mois employés inutilement, et une perte considérable de monde et d'artillerie, les Maures, désespérés et confus, renoncèrent à l'entreprise et se retirèrent dans leurs foyers, à la grande gloire des armes espagnoles.

Le cabinet de Madrid prit la résolution de punir l'insolence des Algériens, qui infestaient la Méditerranée par leurs pirateries, et surtout les côtes de l'Andalousie, de Valence et de la Catalogne. L'entreprise était des plus hardies; elle avait été tentée vainement plus d'une fois, parce qu'Alger, situé sur le bord d'une mer presque toujours orageuse, et défendu par la nature même, offre de ce côté-là des obstacles presque insurmontables sur terre. Outre les hasards du débarquement, on est exposé au danger de voir les troupes mourir de soif, à cause de l'extrême rareté de l'eau; de plus, les commerçants de Marseille, de Hollande et d'Angleterre, fournissent constamment des armes et des munitions à

Alger, qu'ils rendent ainsi chaque jour plus redoutable, afin d'obliger le commerce des autres puissances à se servir exclusivement de leurs bâtiments pour le transport de leurs denrées et de leurs marchandises. Cependant cette expédition ayant été décidée, on vit dans les provinces et les ports de la péninsule des préparatifs inaccoutumés ; les plus belles troupes furent recrutées, enrôlées et mises en marche ; on pourvut de tout ce qui était nécessaire des vaisseaux de guerre, des frégates et d'autres navires moins considérables; et, avec une rapidité sans exemple, on équipa une flotte de quatre cents voiles environ, sans compter un grand nombre de navires auxiliaires, toscans, maltais et napolitains, qui vinrent successivement la joindre. Cet armement formidable se présenta à la vue d'Alger, après avoir lutté long-temps contre les tempêtes, les vents et les courants. Mais on devait mal augurer d'une expédition où la discorde régnait parmi les généraux sur les moyens d'exécution. D'autre part, les ennemis de l'Espagne, ayant depuis long-temps pénétré le but de cette entreprise, fournirent aux Algériens tout ce dont ils avaient besoin pour se fortifier et opposer une vigoureuse résistance; aussi, à la première tentative que firent les troupes pour débarquer sur la côte, elles furent obligées de faire une re-

traite pleine de désordre et de confusion. Cependant il y eut un combat sanglant qui dura huit heures, sans que les Espagnols, exposés au feu terrible et bien dirigé des Maures, pussent gagner le plus petit espace de terrain; enfin le général espagnol, ne voulant point voir une si belle armée sacrifiée inutilement, prépara le rembarquement, qui fut exécuté au milieu de grands dangers et après une perte considérable. Toute retraite faite avec précipitation et en présence d'un ennemi vainqueur coûte beaucoup de sang. Près de trois mille hommes tant morts que blessés restèrent sur le champ de bataille : la flotte fit voile pour l'Espagne, portant cette malheureuse nouvelle. On fut obligé de renvoyer l'exécution de cette entreprise à un temps plus favorable; cependant Charles III, au-dessus de l'adversité, ordonna qu'une forte armée navale de vaisseaux de ligne, de frégates et de chebeks, continuerait à croiser le long des côtes de Barbarie, pour empêcher les corsaires de sortir des ports; pour attaquer et couler à fond les bâtiments de ceux qui chercheraient à y entrer, et pour les poursuivre partout où ils auraient l'audace de se présenter.

Peu d'années après, entre la France et l'Angleterre s'alluma la fameuse guerre qui avait pour prétexte la protection que Louis XVI ac-

cordait à l'insurrection des colonies américaines. Le cabinet de Versailles fit mouvoir tous les ressorts de sa politique pour engager Charles III à y prendre part, en vertu du pacte de famille; on voulut lui persuader que le moment était venu d'humilier l'orgueil de cette nation qui s'était emparée de l'empire des mers. Le monarque espagnol n'était pas le moins intéressé à l'abaissement de cette puissance; d'un autre côté, il attendait avec anxiété l'occasion d'arracher au pouvoir de ces insulaires les ports de Gibraltar et de Mahon, perdus malheureusement pendant la guerre de la succession de Philippe V; mais il craignait de compromettre sa réputation en s'unissant avec la France, qui, quoique puissante, n'était pas alors en état de soutenir en même temps avec une égale vigueur la guerre maritime et la guerre continentale qui agitait l'Allemagne, et à laquelle elle avait pris part. Cependant la conduite de la Grande-Bretagne acheva de décider Charles III. Les Anglais, sous prétexte qu'on avait accueilli dans les ports espagnols des navires marchands et des vaisseaux de guerre qui naviguaient sous le pavillon américain, jusqu'alors inconnu, eurent la hardiesse d'insulter celui d'Espagne, soit en visitant et pillant les bâtiments de cette puissance, soit en les attaquant en pleine paix, ou bien en inter-

ceptant la correspondance d'outre-mer. Les vaisseaux anglais menaçaient insolemment les possessions de la couronne de Castille en Amérique ; ils en étaient venus à des voies de fait en quelques endroits. La perfidie, qui présidait alors au cabinet de Saint-James, avait soufflé le feu de la discorde parmi quelques paisibles nations indiennes qui habitaient la Louisiane. Des injures si positives, et souvent renouvelées, exigeaient une satisfaction. Charles se vit obligé de renoncer à ses goûts pacifiques pour venger l'honneur de sa couronne, le respect dû à sa dignité personnelle, pour accorder à ses sujets la protection qu'ils réclamaient justement.

Par malheur, les premières opérations de cette guerre ne furent pas très favorables à l'Espagne. Les Anglais, avec des forces inférieures et sans entrer en action, non seulement se jouèrent de tous les efforts d'une flotte composée de plus de cinquante-deux navires espagnols et français qui voulait se rendre maîtresse du canal de la Manche e[illegible]ercepter son commerce, mais encore pro[illegible]nt des vents qui régnaient habituellement sur ces mers orageuses pour faire passer à la vue de cette flotte, et sans qu'elle pût s'y opposer, deux riches et nombreux convois venant des Antilles. Les succès en Amérique furent variés, mais en général plus heu-

reux. Bernard de Galvez, gouverneur de la Louisiane, à la tête de deux mille braves guerriers, ce qui formait un corps respectable pour cette partie du monde, illustra les armes de son souverain en prenant aux Anglais les forts de Missillimakinac, Panmure et celui de Bâton-Rouge, qui est d'une importance extrême et d'un difficile accès par sa situation. Il agrandit ainsi les possessions espagnoles d'un pays de quatre cent trente lieues sur le Missisipi, pays qu'un grand commerce de pelleteries rendait fertile et riche. L'heureuse issue de cette première expédition l'encouragea à en faire d'autres, il forma le dessein d'enlever aux Anglais les deux forts de Mobilla et Panzacola. Le premier opposa peu de résistance et capitula presque aussitôt; et quoique le second se défendît quelque temps, la garnison n'eut bientôt aucune autre ressource que celle de se rendre prisonnière de guerre. Les Anglais avaient dépensé plus de dix mille livres sterling pour les fortifications de cette place; on évalua à plus d'un million et demi de piastres les travaux qu'ils y avaient faits depuis qu'elle était en leur pouvoir; on y trouva de plus cent quatre-vingt-neuf pièces d'artillerie, avec beaucoup de munitions et de vivres. C'est ainsi que Panzacola rentra sous la domination de l'Espagne, à qui elle avait appartenu avant qu'elle eût été

cédée à l'Angleterre par le traité de 1762, ainsi que tout le vaste continent de la Floride occidentale qui est situé au levant du Missisipi. Mais comme il est bien rare que les avantages de la guerre ne soient pas suivis de revers, les Anglais parvinrent de leur côté à s'emparer du fort Saint-Jean, qui leur ouvrait le chemin de la Nouvelle-Grenade; ce qui pourtant, vu la distance de cet endroit aux établissements britanniques, était plutôt embarrassant qu'utile pour eux.

En même temps, don Robert de Rivas, gouverneur *par interim* de la province de Yucatan, attaqua les établissements anglais de la baie de Honduras; on leur avait accordé, par un article du dernier traité, la liberté d'y couper du bois de *teinture*, d'y bâtir des huttes pour loger ceux qui étaient employés à ce travail pénible, sans pouvoir construire aucun petit fort. Les Anglais, en sortant de la Jamaïque, sous les ordres des commandants Dalrymple et Lutrel, allèrent de suite attaquer les Espagnols; et tandis que ceux-ci s'occupaient de leurs conquêtes, ils s'emparèrent de la place de Saint-Ferdinand de Omoa, qui est la clef de la baie de Honduras, et sert d'échelle en temps de guerre aux vaisseaux qui portent des trésors de Guatimala à l'Amérique espagnole. Les circonstances qui accompagnèrent cette perte la rendirent importante; outre que

ce point était fort essentiel, ses fortifications avaient coûté au trésor des sommes immenses. Quoique les Anglais ne trouvèrent que huit mille piastres dans la caisse militaire, on estime à trois millions ce que les vaisseaux qu'ils prirent dans le port devaient contenir, sans compter la valeur des denrées de l'Amérique, ni deux cents cinquante quintaux d'argent travaillé qui avaient été apportés d'Europe. Heureusement, à peine Rivas eut-il appris cette nouvelle, qu'il partit à marches forcées pour arracher de leurs mains une prise aussi importante. Peu de mois s'étaient écoulés, lorsque les Anglais, se voyant sans moyen de prolonger la résistance, évacuèrent le fort, que les Espagnols occupèrent aussitôt.

Les deux cours alliées sentaient combien il était important de faire la guerre avec vigueur en Amérique, puisqu'il était possible d'y étendre leurs conquêtes, et de chasser enfin les Anglais du golfe du Mexique, où ils se maintenaient depuis si long-temps; mais Charles III ne pouvait non plus perdre de vue le recouvrement de places aussi importantes que Gibraltar et Mahon. Les gens de l'expédition destinée contre cette dernière, sous les ordres du duc de Crillon, occupèrent anssitôt toute l'île de Minorque, à l'exception du fort Saint-Philippe, qu'ils assiégèrent après avoir eu la précaution de s'assurer de

toutes les cales ou golfes de la mer par lesquels le gouverneur Murray pourrait recevoir quelques renforts. Il serait trop long de décrire en détail toutes les circonstances de ce siége, de parler de l'intrépidité des attaquants et des assiégés, de l'habileté des ingénieurs, et surtout de la conduite des principaux chefs. Il suffit de dire qu'après une résistance opiniâtre de plus de huit mois, durant lesquels on donna de part et d'autre des preuves de courage, la place se rendit, le 4 février 1782, et que le général ennemi fut fait prisonnier de guerre avec toute la garnison. C'est ainsi que Minorque revint à l'Espagne sous le règne de Charles III, après en avoir été séparée pendant soixante-quatorze ans. Les insulaires conservèrent leurs propriétés et leurs priviléges, et ils furent tous appelés, même ceux qui avaient armé en course sous pavillon ennemi, à participer aux bontés de leur nouveau souverain.

CHAPITRE LXXIV.

Après la prise du Port-Mahon, les forces alliées de la France et de l'Espagne bloquèrent plus étroitement Gibraltar, qui était cerné depuis près

de deux ans. Le brave commandant Antoine Barcelo s'était attaché depuis long-temps à empêcher l'entrée des secours que les assiégés pouvaient recevoir par mer, prenant ou interceptant tous leurs convois; mais ceux qui connaissent la position de Gibraltar, de sa baie et des courants de ce détroit, sujets à l'inconstance perpétuelle des vents, ne s'étonneront pas de ce que les assiégés recevaient de temps à autre des auxiliaires, tantôt Algériens, tantôt des autres nations neutres. Il y eut de fréquentes rencontres, dans lesquelles les Espagnols montrèrent tout leur courage; mais quoiqu'ils prissent quelques petits bâtiments qui entraient ou sortaient du port, toute leur diligence ne pouvait faire qu'il ne s'introduisît quelques renforts.

Le cabinet anglais avait formé le projet de garder Gibraltar; et sachant que nécessairement cette place souffrirait beaucoup de la rareté des munitions et des vivres, il confia à l'amiral Rodney l'entreprise hardie et dangereuse de la secourir à quelque prix que ce fût. Les Espagnols, afin de fermer l'entrée à ce secours, avaient établi à Saint-Roch un camp qui la cernait par terre, et qui la fatiguait du feu de son artillerie. Du côté de la mer, Antoine Barcelo sur la Méditerranée, et Jean de Langara sur l'Océan, interceptaient tous les bâtiments qui se présen-

taient. Cependant, malgré toutes ces précautions, Rodney, d'une âme intrépide, après avoir mis en déroute l'escadre de Langara, qui nonobstant l'infériorité de ses forces se battit avec un courage extraordinaire, pénétra dans Gibraltar avec cent huit bâtiments de transport chargés de troupes, de vivres et de munitions, dont une grande partie appartenait à un convoi espagnol dont il s'était emparé chemin faisant.

Le plan des assiégeants fut déconcerté par cette défaite, et l'espoir de la garnison s'étant ranimé, les puissances alliées se virent encore plus éloignées de leur but. Elles redoublèrent d'efforts, mais les assiégés redoublèrent aussi de constance ; le siége de Gibraltar est devenu l'un des plus mémorables dont il est fait mention dans les histoires anciennes et modernes. En effet, peut-être aucune des nombreuses forteresses qui se sont rendues à la valeur de diverses nations ne présenta jamais tant de difficultés aux assiégeants. Après plusieurs mois d'un feu continuel, quelques édifices publics avaient souffert, mais les fortifications, que la nature rendait indestructibles et imprenables, à cause de leur accès difficile, n'avaient pas encore éprouvé la moindre altération. La petite escadre légère commandée par Barcelo fit tous ses efforts pour bloquer la place du côté de la mer ; mais, malgré sa dili-

gence, elle ne put jamais parvenir à fermer toute entrée aux navires venant de l'Afrique et des côtes de l'Italie. D'un autre côté, le gouverneur Éliot était un officier actif, infatigable, plein de sang-froid, et en même temps d'une valeur héroïque, excellent ingénieur, fécond en expédients, et possédant de plus l'art de se faire aimer de tous ses subalternes. Un homme doué de tant de qualités est presque toujours invincible. Les Espagnols crurent changer la fortune en changeant le chef de l'entreprise; non que celui qu'ils avaient alors, don Martin Alvarez, ne fût un militaire de grand mérite, et n'eût toujours rempli parfaitement son devoir, mais seulement parce que l'on crut que le conquérant de Minorque inspirerait plus de confiance aux troupes.

En effet le duc de Crillon se rendit au camp de Saint-Roch avec un renfort considérable, et commença dès lors à prendre les mesures les plus vigoureuses pour resserrer le blocus. Les batteries, renforcées par une nombreuse artillerie, vomirent un feu si terrible, qu'il semblait impossible que les assiégés y résistassent longtemps; mais en réalité la place souffrait peu, parce que l'endroit d'où partait le feu le plus violent était précisément opposé à celui où l'élévation du rocher sur lequel elle est située était la plus forte. Un officier français, M. d'Arson, forma le

projet de construire des batteries flottantes pour combattre diamétralement le nouveau môle, qui était du côté de la mer, et qui, malgré beaucoup d'ouvrages, paraissait un des points les plus faibles; une fois que la brèche serait ouverte, on donnerait l'assaut le plus redoutable. Cette idée fut adoptée presque généralement; et avec des dépenses exorbitantes et un travail continuel de plusieurs milliers de bras, on construisit ces machines destructives, qui furent regardées comme aussi expéditives, aussi sûres, et aussi propres à opposer une résistance au canon, qu'un vaisseau de soixante-dix. On ne parlait dans toute l'Europe que de la terrible attaque qui menaçait la place; on faisait beaucoup de gageures sur la possibilité de la prendre d'assaut: c'était vraiment une chose curieuse de voir des hommes se disputer sur cet objet, et en venir même à des personnalités, selon les passions ridicules ou le fanatisme qui les agitaient.

Le 13 septembre 1782 fut le jour choisi pour l'exécution de cette entreprise. Tandis que l'artillerie de la ligne faisait sur cette place le feu le plus redoutable, ces batteries sortirent malgré l'impétuosité des vents, et, par une héroïque intrépidité, quelques unes d'entre elles se placèrent à trois cents toises des fortifications ennemies. Le feu vif et bien ordonné qu'elles firent sem-

bla promettre d'abord un succès heureux; et l'on s'attendait d'un instant à l'autre à voir s'ouvrir une large brèche, lorsque les batteries de la place lancèrent contre elles une quantité de boulets rouges de gros calibre, et réduisirent bientôt en cendres tout cet armement, qui avait coûté des sommes immenses. Pour comble d'infortune, depuis ce jour funeste, il y eut constamment des temps si affreux, que dans la nuit du 10 octobre tout le camp fut détruit par la violence d'une tempête si horrible, qu'elle emporta la plus grande partie des tentes, et mit la flotte alliée dans l'alternative d'aller se briser contre la côte, ou de voir heurter ses navires les uns contre les autres. Ce fut précisément le moment que choisit l'amiral anglais Howe pour donner à la place des secours d'hommes et de vivres; profitant ensuite d'un vent fort du levant, il repassa le détroit au bout de trois jours avec un égal bonheur, sans se laisser engager dans une action décisive avec la flotte alliée, qui à la faveur du même vent lui donna la chasse avec trente-deux navires des mieux équipés. La Grande-Bretagne semblait être une pépinière inépuisable de bons marins, tous braves, tous experts dans l'art de la guerre, tous capables d'exécuter avec succès les entreprises les plus difficiles. Les assiégés étant secourus d'une manière si efficace,

se regardèrent dès lors comme supérieurs à tous les efforts de l'armée alliée, et celle-ci convaincue enfin, après tant de fatigues et de travaux, de l'inutilité de ses tentatives, leva le siége; c'était le treizième que subissait cette place, construite du temps des Maures.

Malgré tous ces avantages, la nation anglaise était encore loin de pouvoir se regarder comme victorieuse. Ses amiraux avaient remporté quelques avantages; mais son commerce était dans une grande stagnation, sa dette s'était considérablement accrue, et les impôts énormes dont le peuple était surchargé exigeaient la paix. Dans ces circonstances le ministère fut changé; lord Pitt, d'un caractère impétueux et cruel, fut remplacé par le marquis de Rockinghan, homme rempli de sagesse et de modération. Tout le système du cabinet britannique fut donc bouleversé; et les puissances alliées qui désiraient également mettre fin à cette lutte opiniâtre et ruineuse, virent avec plaisir les intentions pacifiques du nouveau ministre, et écoutèrent ses propositions amicales. Enfin on signa la paix le 20 janvier 1783, l'Espagne recouvra par ce traité l'île de Minorque et la Floride, les puissances belligérantes se rendirent réciproquement toutes les conquêtes faites pendant la guerre.

Après la conclusion de la paix avec l'Angle-

terre, Charles III voulut assurer à son peuple la même tranquillité à l'égard des Algériens, qui continuaient à infester les côtes méridionales par leurs pirateries, en s'emparant de toute espèce de petits bâtiments. Dans ce dessein, il avait déjà entamé quelques négociations avec la Porte, qui lui fit concevoir de grandes espérances; mais le temps était passé où la régence algérienne respectait les ordres de Constantinople, en sorte que toutes les négociations furent infructueuses. Alors Charles III, ayant une marine respectable, des capitaines braves et expérimentés, résolut de bombarder Alger, infâme asile de tant de vils et dangereux pirates, qu'il voulait réprimer par un exemple mémorable. Don Antoine Barcelo, qui s'était signalé au blocus de Gibraltar, se présenta devant ce port avec un armement considérable, qui sans doute aurait réduit toute la ville en cendres, si la saison n'eût été trop avancée, et s'il eût été possible de rester plus long-temps dans ces mers. Il y revint cependant l'année suivante, 1784, avec des forces supérieures, quelques bâtiments portugais et maltais s'étant réunis aux navires espagnols en qualité d'auxiliaires; mais le succès ne fut pas plus heureux que celui des tentatives précédentes. Quoique les Algériens éprouvèrent quelque dommage, leur résistance n'en fut pas moins vigoureuse et fut même plus obs-

obstinée, puisqu'ils mirent à la mer une grande quantité de chaloupes qui incommodèrent beaucoup les Espagnols. On dit généralement qu'on reconnut beaucoup d'officiers provençaux déguisés en Africains et mêlés parmi les Algériens, pour les aider dans la défense ; mais ce qui n'est pas douteux, c'est que les Anglais et les Hollandais avaient eu le soin de pourvoir abondamment les Maures d'armes, de munitions et de tout ce qu'ils jugèrent propre à faire échouer l'entreprise des Espagnols, ce qui nous prouve jusqu'à quel point peuvent aller l'envie et la rivalité, mêlées à l'avarice et à un intérêt sordide. Enfin l'Espagne n'eut d'autre parti à prendre que de renoncer à son projet. Quoi qu'il en soit, ces visites incommodes et dangereuses obligeaient les Algériens à prendre un parti, et beaucoup d'entre eux se montraient disposés à se soumettre à un monarque qui, s'il n'avait pas été heureux dans deux ou trois expéditions, pouvait le devenir à la quatrième, à la cinquième, à la sixième, et opérer alors leur destruction totale. La Porte-Ottomane persistait dans sa médiation ; le roi de Maroc s'en mêla aussi ; enfin, après diverses altercations, la paix fut conclue avec la régence d'Alger en 1786.

Au milieu de ces agitations, capables sans doute de paralyser tout le système de l'adminis-

tration publique, l'Espagne reçut de nouvelles preuves du zèle infatigable de son souverain pour rendre à cette monarchie son ancienne splendeur. Sa vigilance s'étendait sur tous les objets; les moindres désordres fixaient son attention; il prévoyait, réparait tout, et secondé par un ministre sage, le comte de Florida-Blanca, chaque jour il émanait du trône des ordonnances utiles et propres au bonheur des peuples. On doit à la bienfaisance de ce monarque le projet de construire un canal dans le royaume de Murcie pour faciliter l'arrosement et la culture des campagnes de Lorca. Il engagea les nations étrangères à contribuer par leurs fonds à cette dépense, ce qui leur assurerait le moyen de se procurer constamment des revenus qu'elles ne trouveraient pas si facilement ailleurs.

On compte aussi au nombre des beaux ouvrages qui ont illustré son règne la construction du canal royal d'Aragon qui, après avoir occupé une foule d'indigents, fertilisa les campagnes, et devint navigable depuis les environs de Tudéla jusqu'à deux lieues au delà de Saragosse; en face de cette ville est situé le port de Miraflores, au pied du mont Torrero, et lorsque le canal ira jusquà l'Ebre, il facilitera la navigation depuis la Navarre jusqu'à la Méditerranée. L'établissement de la banque nationale de Saint-

Charles, celui de la compagnie des Philippines, et le traité de commerce avec la Porte-Ottomane, pour faciliter le négoce du Levant, sont dus aussi à ses soins paternels. La législation, bien adaptée sans doute aux mœurs et à l'esprit du temps auquel elle prit naissance, se ressentait du changement des circonstances ; une réforme était donc devenue absolument nécessaire. Le célèbre comte de Campomanes, alors procureur-général du conseil de Castille, et bien connu par ses écrits, proposa la rédaction d'un nouveau code qui présenterait un tout uniforme, en rassemblant les lois espagnoles les plus conformes à l'état présent du royaume ; et Charles III, convaincu de l'utilité de l'entreprise, remit à plusieurs jurisconsultes célèbres le soin important et délicat de réaliser ce projet.

Un monarque si digne d'occuper le trône des Alphonse et des Élisabeth aurait dû vivre éternellement ; mais ses jours arrivèrent à leur terme, et les prières ferventes de ses sujets ne purent révoquer la terrible loi imposée par la nature à tous les mortels. La perte douloureuse d'un fils qu'il aimait tendrement, l'infant don Gabriel, qui ne put lui-même survivre à son épouse, Marianne-Victoire de Portugal, fut le coup précurseur de celui qui menaçait la vie de Charles III, et qui devait sous peu de jours plon-

ger l'Espagne dans le deuil et la tristesse. Cette série d'événements lugubres, arrivés en moins d'un mois, émut singulièrement la sensibilité de ce monarque, dont le cœur éprouva tous les tourments de la plus cruelle amertume. Jusqu'alors il avait constamment joui d'une santé parfaite, qu'il devait sans doute à l'exercice de la chasse, auquel il avait été habitué dès son adolescence. Mais au commencement du mois de décembre 1788 il fut attaqué d'une fièvre inflammatoire qui dégénéra en pulmonie, et qui l'enleva à ses peuples le 14 du même mois, à la pointe du jour, et à l'âge de 73 ans. Il était d'un caractère qui avait l'air grave et sérieux comme celui de la nation chez laquelle il avait reçu les premiers germes de son éducation; mais il était en même temps doux, sensible et compatissant autant que le permettait la justice. Ami des lettres et généreux, il encouragea et protégea les littérateurs par de grandes récompenses; observateur scrupuleux de sa parole, il régla toujours ses actions sur cette maxime, que *si la bonne foi était exilée du monde entier, elle devrait se trouver dans les palais des souverains.* Sa mort fut pleurée comme elle le méritait, et sa mémoire conservera des droits éternels à la reconnaissance de tous les Espagnols.

CHAPITRE SUPPLÉMENTAIRE.

SOMMAIRE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU RÈGNE DE CHARLES IV.

(Voyez à ce sujet la fin de l'*Avertissement*, tome I, page 5.)

1788. — Mort du roi Charles III.

1788. 13 *décembre*. — Charles IV monte sur le trône d'Espagne.

1790. 24 *juillet*. — Convention préliminaire entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, touchant les différends du Nootka-Sund.
28 *octobre*. — Convention définitive entre l'Espagne et la Grande-Bretagne sur les différends du Nootka-Sund.

1793. 7 *mars*. — Déclaration de guerre de la France contre l'Espagne.
Première coalition entre l'Autriche, la Prusse, l'Empire, la Grande-Bretagne, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, les Deux-Siciles, l'État ecclésiastique et le

roi de Sardaigne, contre la république française.

1795 22 *juillet.* — Traité de paix conclu à Bâle, entre la république française et le roi d'Espagne ; cession de la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue.

1796. 19 *août.* — Traité d'alliance offensive et défensive perpétuelle, conclu à Saint-Ildefonse, entre la France et l'Espagne.

1799. 7 *août.* — L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre.

26 *juillet.* L'empereur Paul, de Russie, déclare la guerre à l'Espagne.

1801. 21 *mars.* — Traité entre la France et l'Espagne touchant la cession du duché de Parme à la république française. La Toscane assurée au prince de Parme, avec le titre de roi d'Étrurie.

6 *juin.* — Paix entre l'Espagne et le Portugal ; cession d'Olivenza à l'Espagne. La Guadiana établie pour limite entre les deux états.

1801. 2 *août.* — Louis I, prince de Parme, proclamé roi d'Étrurie.

29 *septembre.* — Paix définitive de Madrid entre la France et le Portugal.

1 *octobre.* — Traité de Saint-Ildefonse entre la France et l'Espagne; la Louisiane rendue à la France.

4 *octobre.* — Paix conclue à Paris entre l'Espagne et la Russie.

1802. 27 *mars.* — Paix définitive entre la France, l'Espagne, la république batave et la Grande-Bretagne, signée à Amiens. Cession de l'île de la Trinité, et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, faite à la Grande-Bretagne; reconnaissance de la république des Sept-Iles; restitution de l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean, convenue.

1803. *mai.* — Louis II, roi d'Étrurie.

1804. 12 *décembre.* — Déclaration de guerre de l'Espagne contre l'Angleterre.

1805. 21 *octobre.* — Combat naval de Trafalgar entre la flotte britannique et les flottes combinées de France et d'Espagne.

1807. 26 *octobre.* — Une armée française, sous les ordres du général Junot, entre en Espagne, pour agir de concert avec les Espagnols contre le Portugal.

30 *octobre.* — Le prince des Asturies est accusé d'avoir formé une conspiration

contre le roi Charles IV, son père, pour lui ôter le trône et la vie.

Origine de la révolution actuelle d'Espagne.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE ANALYTIQUE

DU SECOND VOLUME.

était en Afrique. — *Théobalde* se croise pour la Terre sainte; unique avantage de cette malheureuse expédition. — *Théobalde II* prend part à la croisade formée par *saint Louis*, roi de France, contre Tunis; fatale issue de cette entreprise. — Henri. — Jeanne Ire; division et guerre civile pendant sa minorité. — Louis Hutin; réunion des couronnes de Navarre et de France. — *Philippe* le gros. — *Charles* le beau; renonciation de *Philippe de Valois*. — *Jeanne II*. — *Charles II* le méchant; son caractère; délits qu'on lui impute. — *Charles III* le noble; bonnes qualités dont il est doué. — *Blanche* et *don Juan*, infant d'Aragon, son époux; *don Juan* prend part aux troubles que ses frères excitent en Castille. — Après la mort de *Blanche*, il retient la couronne de Navarre, au préjudice de son fils *don Carlos de Viana*; principe de la persécution exercée envers ce malheureux prince. — Division de la Navarre entre les familles de *Beaumont* et *Agramont*. — Guerre civile entre le père et le fils; le prince est emprisonné. — Nouvelle fureur des Navarrois. — Traité non durable entre *don Juan* et *don Carlos*. — *Don Carlos* se réunit au roi et au prince de Castille pour continuer la guerre contre son père. — Il implore la médiation de son oncle *don Alphonse V* d'Aragon; il se réconcilie avec son père; victime de sa bonne foi et de la perfidie de celui-ci, il meurt accablé de chagrins . . . . Pag. 98

CHAPITRE XLIX. — Traité de *don Juan* avec son gendre, le comte de Foix. — Il met au pouvoir du comte de Foix sa fille, l'infante *Blanche*. — Protestation de cette malheureuse princesse; elle se désiste en faveur de son cousin, le roi de Castille, de la couronne qui lui appartenait. — Elle est renfermée dans la for-

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS D'HOMMES.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

J.

M.

N.

O.

P.

R.

S.

T.

U.

V.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE LIEUX.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

L.

M.

N.

O.

P.

Q.

R.

S.

T.

U.

V.

W.

X.

Y.

Z.



